

MÉDIAS

CULTURE

ANIMATION

ÉCOLE

MOUVEMENT D'ÉDUCATION

FONCTIONNEMENT ASSOCIATIF

PUBLICATIONS

INTERNATIONAL

SOCIAL



RAPPORT D'ACTIVITÉ

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 30 JUIN

2019

*Les Ceméa,
une Association nationale,
un réseau d'Associations territoriales*





Les Ceméa sont soutenus pour leur fonctionnement et leurs projets par :

- le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
- le Ministère de la Culture
- le Ministère de la Cohésion des Territoires et des relations avec les collectivités territoriales
- le Ministère des Solidarités et de la Santé
- le Ministère du Travail
- le Ministère de la Justice
- le Ministère des Outre-mer
- le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- le Ministère de la Transition écologique et solidaire

Édito

Jean-Luc Cazailon,

Directeur général des Ceméa



Les profonds bouleversements qui traversent la société ne nous épargnent pas et l'entreprise de refondation de l'Éducation populaire, démarche politique, sociale et culturelle originale fondée sur l'émancipation solidaire est fortement bousculée. Nos associations sont bousculées, notre mouvement est bousculé, nos militantes et nos militants sont bousculés ! Il y a nécessité pour notre mouvement d'Éducation nouvelle de relever les nombreux défis qui se posent à nous. Il y a nécessité de nous situer par rapport aux grandes stratégies et orientations qui marquent l'action publique aujourd'hui. L'année 2020 à venir, préparatoire d'un congrès centré sur la prospective doit nous engager, en profondeur, dans ce travail d'anticipation.

Nous supportons aujourd'hui bien des tensions, nous faisons notre possible pour tenir par endroit. Refusant la cristallisation du sens commun, le simplisme et plus globalement ce qui empêche, ou entrave la liberté d'expression et l'indépendance de pensée, nous avons, cette année encore, permis aux militant.e.s qui s'y réfèrent, de faire vivre dans les pratiques ce qui relève des fondements philosophique et politique de l'Éducation nouvelle. Car c'est à chacun et chacune d'entre nous de faire en sorte de cultiver dans les actions, les nuances portées par l'impertinence, l'insolence, la lutte contre les partis-pris radicaux quand il appartient à tous les citoyens de garantir les libertés de conscience.

Ainsi, si aujourd'hui encore certaines de nos actions sont habituelles pour l'organisme de formation que nous sommes, d'autres testent, expérimentent, constituant de véritables « chantiers » d'innovation éducative et sociale. Analyser les besoins, inventer et construire des propositions adaptées, tout cela fait partie de notre histoire, de notre patrimoine. Notre mouvement tire sa richesse de sa diversité certes, mais surtout de sa capacité à construire les liens, les points d'unité de cette diversité, ces espaces où des acteurs aux compétences plurielles confrontent leurs points de vue pour faire sens commun. Ainsi, dans l'hexagone comme dans les territoires des Outre-Mer, dans l'archipel France comme en Europe et dans le Monde, nous portons nos ambitions militantes, nous publions, exprimant et diffusant ainsi nos conceptions, nos valeurs, témoignant de nos pratiques comme autant de situations éducatives au service de notre projet de transformation sociale. Face à la complexité des enjeux actuels, au net retrait du dialogue avec les institutions, il est vital pour les Ceméa, d'inscrire nos actions dans la triple perspective de conjuguer le sens de notre projet, nos capacités à élaborer et mettre en œuvre des actions originales, tout en les situant comme autant de réponses adaptées aux besoins des publics et des territoires.

C'est aussi pour assumer ces nouveaux enjeux que, depuis plusieurs années, les Ceméa ont inscrit leur activité dans une relation partenariale plus forte et plus articulée à certaines politiques locales. Élaborées, construites et parfois portées avec d'autres, leurs actions s'inscrivent chaque année davantage en réponse aux besoins des populations, contribuent du développement local, mobilisent des partenariats créateurs de liens.

Elles situent donc les interventions de notre mouvement en contact étroit avec la réalité, avec la complexité et la richesse de tous les espaces d'Éducation. C'est ce dont témoigne ce nouveau rapport d'activité.

Sommaire

Rapport d'activité
Assemblée générale 22 JUIN 2019

- **Édito** 1

- Les Ceméa, **un mouvement d'Éducation nouvelle** 5
et de recherche pédagogique

- Actions et innovations avec **l'école** 25

- **L'animation**, engagement volontaire et action professionnelle 41

- **Politiques et pratiques culturelles**, un enjeu d'éducation 61

- **Médias, numérique**, éducation critique et engagement citoyen 73

- **Politiques sociales**, actions de solidarité et de lutte 87
contre toutes les exclusions

- **Europe et international** : citoyenneté, solidarité et mobilité 99

- Des **publications** pour diffuser les idées de l'Éducation nouvelle 107

- Un **fonctionnement associatif** national 117

- Les **adresses** des Ceméa 122



Les Ceméa, un mouvement d'Éducation nouvelle et de recherche pédagogique

- Chaque jour, des évènements, ici, en Europe et dans le
- Monde, nous rappellent que le combat pour la liberté,
- la liberté de penser, la liberté de rêver, la liberté d'ex-
- pression, la liberté de rire de tout, est une nécessité
- permanente, que la lutte contre tous les intégrismes,
- contre le racisme, contre l'islamophobie, l'antisémit-
- isme, la haine anti LGBT, est plus que jamais indis-
- pensable.
- L'éducation doit être à l'offensive, dans l'affirmation de
- ses fondements d'émancipation, plus que dans l'adapt-
- ation à un contexte complexe. Contexte qui témoigne
- chaque jour des avancées de la marchandisation de
- l'éducation, des tentations de technicisation de l'ani-
- mation, des inégalités toujours croissantes entre les
- femmes et les hommes, entre les toujours plus riches
- et les toujours plus pauvres. Contexte qui confirme
- la montée en charge des idées réactionnaires et des
- intégrismes, de l'individualisme et du rejet de l'autre.
- Contexte d'atteintes croissantes aux droits humains au
- moment de l'anniversaire de la Convention Internatio-
- nale des Droits de l'Enfant. Contexte enfin qui nous
- place face à des défis essentiels : l'avenir de la planète
- et les transitions nécessaires ; l'évolution des représen-
- tations démocratiques et la place des sociétés civiles,...
- L'engagement des Ceméa, en tant que mouvement
- d'Éducation nouvelle est d'apporter des réponses por-
- teuses de transformations sociales, éducatives et cultu-
- relles, en nous appuyant sur les références et les prin-
- cipes philosophiques de l'Éducation nouvelle.
- Parce que la société a de plus en plus besoin d'Édu-
- cation nouvelle : plus de cohérence entre le dire et le
- faire, plus de prise en compte du milieu, plus d'analyse
- de l'environnement, plus de relations entre les gens ;

« C'est dans les murs que sont les portes par où l'on peut entrer et par l'une arriver »

parce que la société a besoin de faire en sorte qu'il y ait plus d'acteurs que de spectateurs ; parce que l'Éducation nouvelle est bien plus que de simples méthodes pédagogiques qui défendent le principe d'une participation active des individus à leur propre formation ; parce que l'Éducation nouvelle postule que l'apprentissage, avant d'être une accumulation de connaissances, doit être vecteur d'émancipation et de progrès social ; parce que qu'il n'y a qu'une éducation, qu'elle s'adresse à tous et qu'elle est de tous les instants.

Avant tout, mouvement d'action, les Ceméa sont aussi un mouvement de pensée. Une pensée construite avec d'autres, car il est nécessaire d'être en permanence ouvert aux autres, en questionnement critique. Ce sont par ces aller et retour permanents entre pensée et action, que les acteurs de la société civile construiront des réponses prenant en compte à la fois les valeurs universelles de liberté, d'égalité et de droit, et les réalités sociales, culturelles et politiques de notre monde. Pour les Ceméa, au service de l'enfance, de la jeunesse et... de toutes les personnes en situation de fragilité.

■ YAKAMÉDIA, la médiathèque éduc'active des Ceméa

La fin de l'année 2018 a vu le lancement de la nouvelle médiathèque en ligne des Ceméa et son déploiement tout au long de l'année 2019. Elle concrétise l'orientation historique des Ceméa de se positionner comme éditeur de ressources pédagogiques. Un clin d'œil et surtout une certaine continuité aux Editions du Scarabée que les Ceméa ont créées il y a 80 ans... Les Ceméa auraient pu l'appeler le Scarabée 3.0... Elle s'appelle Yakamédia !

Le choix est double : aller encore plus loin dans l'édition de contenus plurimédias, orientation que les Ceméa ont pris depuis de longues années, si l'on se réfère à leur engagement dans la production de documentaires, la mise en place de collections de DVD, la conception et réalisation de ressources multimédias interactives (Ciné Studio, Apprendre le JT...) et d'applications numériques. **Aller vers un renforcement de la diffusion et de l'accessibilité des contenus édités par les Ceméa auprès d'un public large.**

Le choix d'un accès libre à une majorité de ressources sans abonnement et d'un abonnement annuel à un coût symbolique pour l'ensemble des contenus, en est l'illustration. 2018 a été l'année de numérisation du patrimoine des revues des Ceméa et de la mise en ligne des nombreuses ressources audiovisuelles de l'association. 2019, est celle de la création de nouveaux contenus plurimédias, adaptés à une lecture en ligne et aux nouvelles fonctionnalités de toute plateforme numérique actuelle. 2019 est aussi l'année de mise en place d'une stratégie de diffusion et de commercialisation offensive de cette plateforme. C'est aussi l'année où les Ceméa souhaitent construire des co-éditions avec leurs partenaires pour renforcer la diffusion de ressources pédagogiques indépendantes sur Internet, loin des logiques de marchandisation de l'éducation.

Yakamédia est donc une immense médiathèque de ressources pédagogiques, accessibles gratuitement et systématiquement à tous les stagiaires suivant ou ayant suivi une formation aux Ceméa. Et au-delà destinée à tous les acteurs de l'animation, de l'éducation, du social, de l'enfance et de la jeunesse.

Fin 2019, elle comportera 1000 ressources différentes... permettant un large choix de textes de référence, d'articles de fond, d'idées d'animation, de ressources pédagogiques, d'actions culturelles, de témoignages de pratique de terrain..., de fiches et tutoriels d'activité, d'interviews et de reportages vidéo... Elle rassemble, digitalise et met à disposition ainsi tout le patrimoine éducatif des Ceméa. Yakamédia, c'est 80 ans de ressources éducatives et toujours d'actualité disponibles en un seul clic ! Avec des formats vidéo pratiques et adaptés aux usages d'aujourd'hui et un moteur de recherche pour aller droit au but !

Véritable « sac à docs » de l'animateur et de l'animatrice BAFA, et véritable boîte à outils pour tout éducateur de terrain, Yakamédia est une base de ressources multimédias disponibles à tout moment et sur tous les écrans de son smartphone, à sa tablette ou ordinateur. Yakamédia est accessible à l'adresse yakamedia.fr

Découvrir YAKAMÉDIA yakamedia.fr

Yaka' : parce qu'il s'agit d'agir ! Yakamédia donne accès à des idées d'activités et aux outils pratiques pour les mettre en œuvre, ici, maintenant, tout de suite ! De l'imagination à l'action : Yaka' le faire !

Yaka' parce que les Ceméa sont un mouvement d'idées et de réflexion sur les enjeux sociétaux faisant lien entre les recherches éducatives et sociales et les pratiques de terrain.

Yaka' mais sans 'faut-qu'on' : parce que Yakamédia ne délivre pas de grands principes et des leçons. Yakamédia propose des ressources présentées simplement, avec du sens et du fond.

Yaka' : parce que les Ceméa mettent en œuvre des méthodes d'éducation active.

Active grâce aux animateurs et éducateurs : elle fourmille d'idées et de curiosité, passionnés par l'idée d'aider les jeunes à grandir, « Passeurs d'avenir par l'éducation », telle est leur vision.

Active parce qu'aux Ceméa chacun est acteur de sa propre formation : tout se partage et se co-construit, se former, c'est se transformer.

En résumé, Yakamédia c'est **Imaginer, Agir, Grandir !** Tel est le sens des 3 pictos qui accompagnent notre logo.

Yakamédia est organisée en 3 grands « univers »

ANIMER. Pour trouver facilement une idée d'activité, savoir la mettre en place grâce aux fiches pratiques et aux tutos vidéo.

COMPRENDRE. Pour acquérir des compétences pédagogiques, mieux appréhender les enjeux autour de l'apprentissage des connaissances et de la vie en société, bénéficier de la vision des fondateurs et des praticiens du mouvement de l'Éducation nouvelle... Nouvelle et toujours renouvelée depuis 80 ans !

ÉCHANGER. Partager et prendre connaissance sur ses pratiques et ses expériences : quoi de plus fondamental pour une méthode éducative fondée sur la co-construction ? C'est cela l'esprit Ceméa !

EN CHIFFRES

Yakamédia en quelques chiffres

880 nombre de ressources

285 nombre de médias audiovisuels

33 000 abonnés

Éducation et transformation



L'éducation telle que nous la pensons, participe de la transformation de la société en agissant sur les modes d'organisation, en soutenant les libertés individuelles pour plus d'égalité et de droits.

L'approche que nous promovons est celle d'une éducation globale mettant au cœur de ses préoccupations la perspective de transformation des pratiques éducatives, les rapports entre les différents temps sociaux, entre discontinuité et complémentarité des espaces d'éducation formelle et non formelle. C'est aussi pourquoi, penser l'Éducation nouvelle ne peut se faire que dans une perspective qui place l'humanisme au cœur du projet politique.

Jean-Luc Cazaillon, Directeur général des Ceméa
VEN N°569 – janvier 2018

ANIMER

Jeu de la moura

Quand un jeu de main traditionnel niçois, allie stratégie, activités d'expression et mathématiques.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/animer/jeux/jeux-traditionnels-et-sportifs/jeu-de-la-mourra>

Accroche-décroche, vite souris accroche-toi!

Un chat poursuit une souris alors que les autres joueurs sont disposés en rond, accrochés par le coude, par groupes de deux. Dès que la souris s'accroche à un bras libre, l'autre joueur de la paire devient la nouvelle souris...

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/animer/jeux/jeux-traditionnels-et-sportifs/accroche-decroche-vite-souris-accroche-toi>

Initiation aux techniques du bruitage

[Tuto] Cet atelier a pour but d'illustrer l'importance du bruitage dans la réussite d'un film. Les participants auront, entre autres, l'opportunité d'apprendre différentes techniques de prise de son, de découvrir les techniques de bruitage.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/animer/activites-autour-des-medias-et-du-numerique/cinema/initiation-aux-techniques-du-bruitage>



COMPRENDRE

Accompagnement à la vie relationnelle, affective et sexuelle

Éducation à la sexualité et prévention des violences sexuelles, les ministères de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports publient un guide pour mieux agir.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/comprendre/temps-de-loisirs-temps-de-vacances/accompagnement-la-vie-relationnelle-affective-et-sexuelle>

Un guide pratique pour l'éducation à l'information

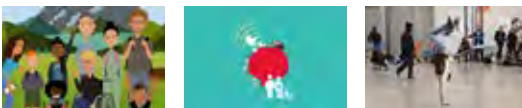
Louise Barlett nous propose un outil pratique de réflexion et d'action pour tous les éducateurs et éducatrices qui s'interrogent sur les enjeux actuels de l'information avec des pistes pour mettre en œuvre une éducation critique.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/animer/activites-autour-des-medias-et-du-numerique/medias-internet/un-guide-pratique-pour-leducation-information>

Quel devenir pour les jeunes des quartiers populaires ?

En janvier 2015 une étincelle a mis le feu au doute et déroulé le tapis rouge. L'éducation populaire possède en son sein les ressources pour accompagner les jeunes en recherche d'une identité et qui peinent à s'y retrouver dans les sollicitations nombreuses qui les assaillent.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/comprendre/contre-toutes-les-exclusions/quel-devenir-pour-les-jeunes-des-quartiers-populaires>



ÉCHANGER

L'éducation populaire, une réalité au quotidien

Belles envolées militantes qui illustrent à merveille les multiples déclinaisons de l'éducation populaire dans la sphère sociétale. Elles démontrent s'il le fallait la bonne santé de ce concept qui en 2019 reste très actif et surtout vecteur d'émancipation pour tous et toutes.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/echanger/professionnels-de-lanimation/leducation-populaire-une-realite-au-quotidien>

Le monde du goûter

Le goûter! Pour beaucoup d'adultes, ce mot indique une certaine nostalgie de l'enfance, un moment privilégié. Mais que représente le goûter pour les enfants? Moment de rupture attendu, de nourriture, de retrouvailles, de goût...

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/animer/activites-culinaires/le-monde-du-gouter>

Lieux de lecture à fréquenter

Ce qui est fondamental dans la lecture, c'est le lecteur, la lectrice. Créer un environnement favorable pour développer des dynamiques globales au sein d'un véritable projet de lecture, c'est le principal objet de toutes les personnes médiatrices. Le livre ne vient qu'en second.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/comprendre/des-ambitions-pour-lecole/lieux-de-lecture-frequenter>

EXPÉRIENCE BAFAS
SE PRÉPARER À ANIMER**Enjeux actuels**

Pour avoir toutes les cartes en main et répondre aux besoins des publics de l'animation, il est primordial de connaître leur environnement. Cette rubrique propose des documents multimédia qui permettront la compréhension du milieu environnant.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/experience-bafa-enjeux-actuels>

Sécurité des enfants

S'il y a du commun à chaque temps d'animation, c'est bien la notion de sécurité. Qu'elle soit d'ordre physique, affective ou morale, elle est incontournable. Il est important d'y apporter un soin tout particulier, mais ce n'est pas si simple. La réglementation ne fait pas tout.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/experience-bafa-securite-des-enfants>

Actions pédagogiques

L'agir est une constante dans l'animation. Pour l'alimenter, il est bon d'aller puiser dans ce qu'ont fait les autres. Surtout pour créer, inventer. Cette rubrique vous présente des instantanés pris sur le vif ou des documents simples propres à enrichir le patrimoine de chacun-e.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/experience-bafa-actions-pedagogiques>



■ La 14^e édition du Festival international du film d'éducation

Le Festival international du film d'éducation, s'articule autour de trois grandes actions :

- L'évènement central (compétitif) « festival » (5 jours) à Evreux.
- Les animations, les publics, le développement territorial (pendant toute l'année à Evreux, dans les départements de l'Eure et de la Seine Maritime, et dans la région Normandie, y compris pendant les 5 jours du festival).
- Les « Échos » décentralisés du festival (toute l'année en France métropole et outre-mer et depuis 2015, en Europe et à l'international).

L'évènement central, un « Festival de cinéma »

Le Festival international du film d'éducation s'est déroulé du 4 au 8 décembre 2018 à Evreux.

Pour sa quatorzième édition, le Festival international du film d'éducation a proposé près de 70 films (25 films en compétition court-métrages et moyens métrages, 11 films en compétition longs métrages, 23 films à destination des jeunes publics, 11 films invités).

Une conférence et deux tables-rondes pour débattre de grands thèmes de l'éducation, de nombreuses situations d'animation ou de parcours pour les publics jeunes notamment, qui leur permettent de s'approprier de manière active le festival.

Le Festival du film d'éducation a ouvert sa 14^{ème} édition et donc la programmation aux horizons lointains

Au niveau européen tout d'abord, les Ceméa ont choisi des histoires fortes émanant de pas moins de 23 pays. De nos voisins européens les plus proches tout d'abord (Belgique, Espagne, Allemagne, Portugal, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande). Mais aussi de l'Europe scandinave (Norvège, Danemark, Suède), centrale et orientale (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Lettonie, Russie) ou des Balkans (Grèce).

« Nous avons été enthousiasmés par de très belles histoires émanant d'Égypte, d'Israël, de Palestine, d'Argentine ou du Burkina Faso, et tout particulièrement Wardi (Mats Grorud) pour les plus jeunes et en clôture, le rebelle et énergisant Amal (Mohamed Siam)... Le Festival international du film d'éducation a rendu également hommage à un des grands maîtres du document, le Néerlandais Johan Van der Keuken, mais aussi à la richesse et à la diversité des Brésil(s). Il a prolongé le voyage en Amérique du Sud avec Saison de chasse (Natalia Garagiola, Argentine) et El Motoarreatador (Agustín Toscano). Enfin le festival cette année, a proposé un voyage dans le temps (1936 - 1961) autour de la Baltique,

L'ambition est de favoriser le croisement des points de vue de réalisateurs, quels que soient leurs pays d'origine, sur l'éducation... qui dans ses fondements, est universelle.

Le Festival est reconnu comme un rendez-vous important d'échanges et de rencontres autour des films d'éducation. Cette évolution et augmentation importante du nombre de réalisateurs accueillis en 2018 (une cinquantaine de réalisateurs des différents continents...) conforte le travail mené pour la notoriété du festival et sa reconnaissance institutionnelle en France et à l'international.



ENPJJ, Canopé et Ceméa, un partenariat fondateur, et socle du festival...

À l'origine de la création du festival il y a quatorze ans, l'ENPJJ, le réseau Canopé et les Ceméa poursuivent leur coopération dans l'organisation, à la fois de l'édition compétitive d'Évreux mais aussi sur l'ensemble des territoires lors des éditions en régions. Ils participent conjointement au comité de pilotage de la manifestation et en déterminent les grandes orientations en lien avec tous les partenaires du festival. Des élèves de l'ENPJJ et des acteurs du réseau PJJ sont présents tout au long du festival, certains sont membres des jurys. Les personnels éducatifs du réseau Canopé sont quant à eux, notamment impliqués dans la préparation des conférences et tables rondes, dans l'élaboration de ressources pédagogiques d'accompagnement pour les enseignants. Toutes ces initiatives renforcent le « partenariat fondateur » existant entre les trois organisations.

Au-delà le festival est soutenu par de nombreux partenaires.

- la ville d'Évreux, le Département de l'Eure, la Région Normandie, la CNAF et son réseau des Caf, la Région Académique Normandie / Rectorat de Caen et Rouen, DSDEN de l'Eure, la Préfecture de l'Eure (DRJSCS), le CGET (Commissariat général à l'égalité des territoires), le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le Ministère des Outremer, le Ministère de la Culture, le Fonds MAIF pour l'Éducation, la MGEN, la DILCRAH, la CASDEN Banque populaire, le Défenseur des droits, les Éditions Milan, Normandie Images, l'ANLICI, l'IRTS-IDS Normandie, l'Association Prévenance, le Mois social et solidaire, le CRIJ Normandie, Télérama, le cinéma Pathé d'Évreux, le CNC.

En partenariat avec



Les tables rondes et la conférence

La formule (un thème par table-ronde et une logique de partenariat, Maïf, Canopé et ENPJJ) pour les deux tables-rondes, continue d'être jugée très positive, au fil des bilans, elle a été poursuivie en 2018.

Les formats divers (conférence le mercredi, table-rondes à trois, le jeudi et le vendredi, ...) ont permis de proposer des situations variées, avec une participation importante du public.

Écoute très attentive, débats riches et nourris, prolongement des échanges avec les conférenciers après chaque séance... tous les retours sont positifs, et la diversité des thématiques permet de répondre aux attentes différentes des publics, les éducateurs, les animateurs, les familles, les jeunes ou futurs professionnels...

Un très grand succès : plus de 650 personnes (668) au total, ont participé à ces tables rondes.

L'ancrage du Festival en région Normandie et le travail avec les publics en amont, pendant le festival et en aval

Cette quatorzième édition a vu la poursuite de la mobilisation des différents publics, avec un souci de leur diversité, portée par une logique partenariale forte et un travail tout au long de l'année ancré dans les territoires (villes, départements, région) : mobilisation des parents et des familles en lien avec les quartiers de l'agglomération d'Évreux, des structures du réseau CAF de l'Eure, les acteurs (associations, travailleurs sociaux...) du département de l'Eure, mobilisés sur l'action sociale dans les territoires ; séance pour les enfants des centres de loisirs de tous les quartiers ou des écoles primaires (1070 enfants, 619 scolaires et 451 CLSH) ; projections et rencontres citoyennes avec les collégiens de l'Eure (Près de 450 collégiens).

Accueil de jeunes futurs professionnels de l'École Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de Roubaix (un groupe de 15 étudiants), de l'Institut du développement social de Rouen (148 étudiants), d'animateurs en formation (plus de 100 animateurs professionnel), parcours pour les professionnels de l'action sociale du Département de l'Eure (10 professionnels) pour les professionnels des services enfance et jeunesse de la ville d'Évreux (114 personnes) formations à l'image pour des animateurs, à la critique de cinéma pour des lycéens (22 jeunes issus de 5 lycées de la Région Normandie), participation active à des ateliers de production (blog, mémoire du festival) de lycéens de la Région Normandie (plus de 60 lycéens) et immersion dans le festival des Rencontres Jeunes en Image, près de 100 jeunes) autour de l'écriture de courts-métrages et d'ateliers d'éducation à l'image.

L'animation des festivals décentralisés

L'ensemble des actions décentralisées se construit sur le principe d'un co-pilotage ou de synergies partenariales entre les trois membres fondateurs historiques du festival du film d'éducation : les Ceméa, la PJJ et l'ENPJJ et le réseau Canopé, ainsi que la CNAF et son réseau des CAF.

Une conférence et deux tables rondes

- **Conférence « Les nouvelles formes de familles et de parentalités »** en partenariat avec le Fonds MAIF pour l'Éducation, et la CNAF, avec Irène Théry, sociologue spécialisée dans la sociologie du droit, de la famille et de la vie privée, directrice d'études à l'EHESS ; et Pauline Domingo, directrice du Département Enfance, jeunesse et parentalité de la CNAF. Cette conférence est disponible sur internet

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/comprendre/contre-toutes-les-exclusions/conference-les-nouvelles-formes-de-familles-et-de>

- **Table-ronde « Prévenir le sexisme et le harcèlement à l'école »**, avec Eric Debarbieux, philosophe et professeur en Sciences de l'éducation, professeur à l'Université Paris Est Créteil et vice-président de l'association Prévenance ; Liza Azuelos, réalisatrice et présidente de l'association Ensemble contre le gynophobie ; Olivia Gaillard, auteure de l'ouvrage « Les souffrances Cachées (2015 – éditions Stellamaris) et Abd Al Mali ; rappeur, poète, romancier, essayiste, scénariste et metteur en scène et réalisateur français. Cette table-ronde a été organisée en partenariat avec l'association Prévenance et Canopé et est disponible sur internet : <https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/comprendre/contre-toutes-les-exclusions/table-ronde-prevenir-le-sexisme-et-le-harcèlement>

- **Table-ronde « Éducation, Jeunes enfants et précarité »**, avec Marie-Aleth Grard : Vice-présidente de ATD Quart Monde, membre du Conseil économique, social et environnemental (CESE) ; Anne-Marie Dandres, Médecin PMI en retraite à Gennevilliers et Villeneuve la Garenne, membre de Médecin du Monde et Sandrine Guichet, Responsable d'un Lieu d'Accueil Enfants Parents à Nantes. Cette conférence est disponible sur internet : <https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/comprendre/contre-toutes-les-exclusions/table-ronde-reflechir-leducation-education-jeunes>.

“ Verbatim

Le Festival international du film d'éducation, en écho à sa définition même, est une invitation au voyage à travers des parcours multiples... Seul le cinéma peut ainsi nous faire nous déplacer dans l'espace et dans le temps. On peut suivre des personnages sur de nombreuses années, suivre leurs évolutions ou remises en question. Il nous fait grandir...



Avec le soutien de



Avec la participation de



Un partenariat durable, élargi à la CNAF sur toutes les actions décentralisées du festival

En 2018, les Ceméa et les Allocations familiales ont poursuivi dans ce champ de l'éducation et de la culture, leur partenariat au regard de valeurs communes sur l'enfance, la jeunesse, et la parentalité. Ce soutien s'inscrit dans la Convention pluriannuelle d'objectifs qui lie les Ceméa et la Cnaf.

Ceci se traduit par des actions éducatives en direction de l'enfance et de la jeunesse auxquelles ils contribuent conjointement. Ce partenariat se traduit par un déploiement national, en appui sur les éditions décentralisées du festival et ses actions d'éducation aux images, aux médias et plus largement aux pratiques numériques des jeunes.

Le festival est porteur de tout ce qui favorise l'entrée dans la culture et la prévention des difficultés, ce qui figure dans les objectifs des CAF, qui organisent par ailleurs de nombreux événements sur la parentalité, l'éducation... et les films sélectionnés (et édités sur support DVD, favorisant des projections au plus près des publics) sont d'excellents supports de réflexion.

De même, pour la CNAF, les actions en direction de la jeunesse pour favoriser son insertion dans la société, sont essentielles et le Festival international du film d'éducation contribue aussi à cela. Ce partenariat sera renforcé dans le cadre de la nouvelle convention par objectif 2019-2022 signée entre les Ceméa et la CNAF.

Des actions au plus près des populations...

Sont mis en œuvre des démarches d'accompagnement des spectateurs, et un travail vers différents publics, des enfants, des jeunes, des lycéens, des étudiants en formation initiale, des éducateurs, des parents et le grand public. En 2018-2019, la consolidation de ces actions décentralisées, a vu la poursuite du travail de rapprochement, encore plus marqué vers des structures locales (notamment le réseau des Centres sociaux...), au plus près des

populations locales, à travers des projections et rencontres dans les quartiers ou en milieu rural, voire en plein air (en Occitanie, à La Réunion, à Mayotte, en Martinique, dans le Calvados, en Alsace, en Ile de France (Val d'Oise), à St Dié dans les Vosges, dans la Région Nouvelle Aquitaine,... par exemple...).

La décentralisation du Festival sur l'ensemble du territoire de métropole et d'outre-mer

Ces « festivals et projections décentralisés » peuvent prendre différentes formes (3 jours à 1 journée, tout au long de l'année, sur un lieu ou dans plusieurs territoires). Ils sont pilotés par un collectif partenarial... Ils ont pour objectif de soutenir la diffusion des films de la programmation d'Évreux, de soutenir l'accès à des œuvres cinématographiques pour des populations éloignées d'une telle offre culturelle, de favoriser une éducation à l'image pour les jeunes et d'amplifier des débats et rencontres citoyennes sur les questions d'éducation.

À noter, que la coordination de ces projets décentralisés s'est faite, comme pour chaque édition, lors de deux rencontres nationales de deux jours (20 et 21 juin 2018) à Paris, et à Évreux (du 4 au 8 décembre 2018), de 30 à 50 participants, préparés au sein du comité de pilotage du festival qui rassemble les Ceméa, le Réseau Canopé et l'ENPJJ.

Chacune de ces manifestations décentralisées mobilisent des partenariats à la fois issus du festival national (ENPJJ, CNAF, CGET, CANOPE, CASDEN, MGEN, MAIF, MAE, Education nationale, Association nationale des conseillers pédagogiques) via des conventions, et des partenariats locaux (collectivités locales, CAF, associations de terrain, pôles image et associations cinéma). Ces partenariats se retrouvent au sein d'un collectif local, en charge du co-portage du festival décentralisé (programmation, animation, organisation).

L'ENSEMBLE DES ÉCHOS DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'ÉDUCATION

Ont été réalisés en 2018 une vingtaine de formes décentralisées du festival largement ouvertes au public :

- **Alsace** (Strasbourg et Reichshoffen) – 4, 9, 10, 11 et 13 avril 2018
- **Lorraine** (St Dié des Vosges) – 26, 27, 28, 29 et 30 mars 2018
- **Champagne-Ardenne** (Reims...) – 19 février 2018
- **Poitou Charentes** (Lavausseau, Latillé, Ayron, Poitiers, Mazières-en-Gâtine, Pamproux, Soudan, Nanteuil, Azay-Le-Brûlé, Chauvigny, Saint Jean de Sauves, Vouneuil-sous-Briard) – 23, 24, 25, 26 et 27 avril 2018
- **Aquitaine** (Lormont, St Vincent de Paul) – 23, 26 et 27 mars 2018
- **Bourgogne / Franche-Comté** (Dijon, Besançon) – 14, 15 et 16 novembre 2018
- **Bretagne** (Plérin, Breteil) – 27 février ; 10 mai et 16 novembre 2018
- **Centre** (Tours) – 17 mai 2018
- **Ile-de-France** (Vauréal, Gonesse, Daumont, Argenteuil) – 19, 20, 21, 23, 27, 28 et 29 mars, 18 mai 2018
- **Occitanie** (Montpellier, Villeneuve les Maguelone, Béziers, Espondeilhan, Nîmes, Le Vigan, Lunel, Mauguio, Perpignan, Toulouse...) – 19 mars, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11 et 13 avril, 4 et 16 mai, 22, 23 et 27 septembre, 9, 10, 16 et 18 octobre, 12, 20 et 23 novembre
- **Normandie** (Hérouville St Clair, Yvetot, Falaise) – 20, 21, 27 et 28 mars, 6 novembre 2018
- **La Réunion** (Le Port, St Pierre, St Paul, St Benoît, Les Avirons, Saint-Gilles les bains) – 4, 5 et 6 avril, 27 et 28 septembre, 5, 11, 18, 19 et 20 octobre, 15 et 16 novembre 2018
- **Martinique** (Fort de France, Ducos, Saint-Joseph, Le Lamentin, Trois-Ilets) – 26 mars, 13 avril, 3 et 25 juillet, 11 et 22 septembre 2018, et 2 jours par mois de février à décembre au Centre pénitentiaire de Ducos
- **Nord Pas-de-Calais** (Lille et Roubaix) – 23 mai 2018 ; 1 période Janvier 2018
- **Pays de la Loire** : tout au long de l'année lors de cafés citoyens...
- **PACA** (Nice) : une dizaine de dates (fréquence mensuelle en partenariat avec l'IRTS)
- **Rhône-Alpes Auvergne** : Agglo Clermont-Ferrand (Courmont d'Auvergne notamment) ; Métropole Grenoble Alpes Métropole (notamment Saint-Martin d'Hères et Le Pont de Claix).
- **Mayotte** : tout le département (Mamoudzou, Dembéni, Kani Keli, Chirongui, ...). Dates : tout au long de l'année

Il faut rajouter à ces éditions bien identifiées, les projections de proximité au sein de structures associatives, divers établissements culturels, scolaires, collectifs, en appui sur la collection de DVD (environ 400...). Des Échos du festival à l'international en Belgique, aux Seychelles, en Uruguay et au Brésil, un partenariat en cours avec les Comores et la Russie. Ces manifestations correspondent à près de 30 000 entrées/participants, et plus de 500 débats-citoyens et culturels, et de projections de films.



Les Échos du Festival international du Film d'éducation

PROJECTIONS ET RENCONTRES

Diversification de la diffusion des films en Grand-Est

Les Échos du Festival international du film d'éducation sont des prolongements régionaux de l'événement national annuel d'Evreux portés par les Ceméa. La salle de cinéma devient, autour de productions cinématographiques, un espace de rencontre et d'échanges entre différents acteurs et actrices de l'éducation. L'objectif est de favoriser les rencontres et échanges de points de vue sur des thématiques éducatives et de société. Un accompagnement culturel autour des films favorise les rencontres.

L'édition 2018 des échos du festival du film d'éducation s'est concrétisée par des séances de projections réunissant, au total, près de 1350 personnes en Grand Est. Les projections scolaires restent un point fort pour les échos, notamment les ateliers d'accompagnement culturel dans chaque classe ainsi que les accompagnements réalisés en salle et portés en partie par les stagiaires de BPJEPS.

- En Lorraine, pour la 2^{ème} année, les échos du festival du film d'éducation se sont tenus à St Dié en partenariat avec Canopé et le cinéma d'art et d'essai de St Dié, 454 élèves de la maternelle au collège ont profité de projections animées, ainsi que leurs enseignants. Un temps a été consacré pour une animation pédagogique pour des enseignants du 1er degré. Les stagiaires BPJEPS ont animé avec succès des activités en lien avec le cinéma sur une après-midi auprès de 90 enfants.

- En Alsace, des projections en salle ont été organisées encore cette année en partenariat avec le cinéma l'Odyssee de Strasbourg, Canopé et le RAI de Niederbronn. Ainsi, des classes du CP à la 4^{ème} ont été accueillies dans les différents lieux pour des projections accompagnées d'animation en salles. À Niederbronn, des activités en amont ont été réalisées dans les classes, à Canopé, a été privilégiée l'animation à l'issue de la projection en proposant débats, jeux, réflexions favorisant les échanges entre enfants et jeunes. Le partenariat avec le Rai de Niederbronn, engagé en 2017, a été consolidé cette année.

- Des projections variées ont été proposées dans le Grand-Est et, en fonction des spécificités de chacun des territoires, ont été proposées des projections pour des publics ciblés en permettant toutefois que ces séances soient ouvertes à un public plus large. Ainsi, les Ceméa ont animé des séances à destination d'enseignant.e.s, travailleurs sociaux, éducateurs et éducatrices spécialisé.e.s, stagiaires en formation professionnelle. Les séances ouvertes ont réuni 182 participant.e.s.

Ces actions ont été renouvelées sur les différents territoires tout au long de l'année 2019.



EN CHIFFRES

Développement important en Occitanie

Le Festival en 2018, c'est :

- 128 projections,
- 4 194 spectateurs, sur 17 lieux différents,
- plus de 25 partenaires du Festival.

Le Festival en 2019, c'est :

- plus de 250 projections,
- plus de 7 000 spectateurs, sur une vingtaine de lieux différents,
- une trentaine de partenaires du Festival.

Déploiement dans le Val d'Oise

La deuxième édition du « Festival International du Film d'Éducation en Val d'Oise » s'est construite tout au long de l'année et s'est déroulée du 9 au 17 avril 2018 dans les villes de Gonesse, Vauréal et Magny en Vexin, cette dernière ayant la particularité d'être en territoire rural et de ne pas posséder de cinéma. Il s'agit d'un projet partenarial initié début 2017 qui réunit l'Atelier Canopé 95, l'Association Ecrans VO 95 (réseau des cinémas indépendants d'Art et essai), le Centre de Ressources en Histoire de l'Éducation du 95, le chargé de mission image et cinéma du Conseil départemental du 95, le responsable du pôle éducatif, artistique et culturel DSDEN 95, les responsables des cinémas concernés et la chargée de mission du Secteur école de l'Association régionale d'Ile-de-France des Ceméa qui pilote le projet. Par ailleurs, les trois villes participantes s'engagent en prenant en charge le financement des séances scolaires.

De plus, 2 séances suivies d'un débat « tout public » ont été proposées à Vauréal, et à Gonesse. Cette deuxième édition a donc permis de déployer l'action vers les scolaires sur une ville supplémentaire, avec une fréquentation plus importante, de confirmer l'engagement des cinémas de Gonesse et Vauréal et de s'ouvrir à un territoire rural. Une troisième édition dans la dynamique du succès des précédentes a eu lieu du 8 au 19 avril 2019.

PRIS SUR LE VIF

Un levier éducatif en classe de maternelle



Durant les échos du Festival du film d'éducation à Dijon, la ville a permis aux Ceméa d'entrer dans les écoles pour proposer des séances avec projections de films suivies de débats et d'activités. Parmi celles-ci, la maternelle Jean Jaurès qui accueille un enfant autiste dans la classe de Grande Section a demandé aux Ceméa de Bourgogne-Franche-Comté de travailler sur l'acceptation de la différence car l'inclusion de cet enfant était difficile. Les Ceméa ont choisi de passer le film « Mon petit frère de la lune » aux deux classes concernées par la présence de cet enfant. Après le film, des petits groupes d'échanges ont été organisés avec un militant de l'association pour permettre de faire émerger les ressentis, de faire le parallèle avec ce qui était vécu dans l'école. Le travail a été suivi par une phase de dessins collectifs avant une deuxième projection et pour conclure le petit film d'animation

« Courage ! » sur l'entraide et la solidarité. Suite à cette séance, l'enseignante de la classe a fait le retour ci – dessous à la mairie de Dijon.

« Globalement, l'intervention s'est révélée très positive :

- elle a permis d'ouvrir très librement les discussions sur les angoisses générées dans la classe par la présence d'un enfant différent, dont les réactions sont souvent incomprises et parfois violentes,
- par l'intermédiaire du dessin, les enfants ont pu établir des comparaisons entre l'enfant du film et leur camarade,
- le travail en petits groupes et le mélange des enfants des 2 classes, a permis à certains de dédramatiser les situations vécues,
- à la suite de l'intervention des Ceméa, nous avons noté une multiplication des interactions entre les enfants des 2 classes et leur camarade autiste, particulièrement en cour de récréation. Désormais il n'est pas rare que les enfants sollicitent leur camarade et tentent de le faire participer à leurs jeux. Cette intervention, qui pourrait peut-être prévoir un temps plus long de débat et un bilan global pour faire échanger tous les enfants sur leurs idées, pourrait mériter d'être déclinée en plusieurs fois sur l'année (1 intervention par trimestre par exemple) ce qui permettrait de suivre la mise en œuvre des idées des enfants, et d'ouvrir sur d'autres thèmes (autres handicaps, solidarité...). L'idée d'associer les parents est également intéressante pour lever certaines interrogations et les rendre partie prenante de l'inclusion. »

Les Échos du Festival international du film d'éducation en Nouvelle Aquitaine, pour les élèves, parents et éducateurs

• 8^{èmes} échos dans l'Académie de Bordeaux

Les 8^{èmes} Échos du Festival international du film d'éducation dans l'académie de Bordeaux se sont déclinés en deux éditions au cours de l'année 2018.

- Une édition en Gironde, au sein du Pôle Culturel et Sportif du Bois Fleuri de Lormont, à l'ITEP Don Bosco de Gradignan, à l'ESPE Aquitaine, au Point Rencontre Jeunes d'Yvrac, à la Halle des Doves et au collège Clithène à Bordeaux, ainsi qu'à l'école de St Vincent de Paul : douze séances destinées à différents types de public entre le 22 et le 30 mars 2018.

- Une édition dans les Pyrénées-Atlantiques et les Landes, dans les villes de Bayonne, Ondres et Labenne : sept séances du 21 au 30 novembre 2018.

Enfin, les Ceméa ont monté un partenariat avec le collège Clithène, membre de la FESPI, pour expérimenter une nouvelle forme autour de l'outil FFE, en construisant des ciné-débat actifs regroupant parents, personnels de l'établissement, élèves et habitant.e.s. Ces séances ont lieu à raison d'une par période scolaire, soit cinq dans l'année.

• 7^{èmes} échos dans l'Académie de Poitiers

Du 23 au 27 avril 2018, les 7^{èmes} échos du Festival international du film d'éducation ont eu lieu dans l'académie de Poitiers. Organisés par les Ceméa Nouvelle-Aquitaine, entourés d'un comité de pilotage composé d'acteurs variés, ces échos ont bénéficié principalement à des publics scolaires.

- 814 enfants, adolescents, adultes présents tout au long de la semaine.

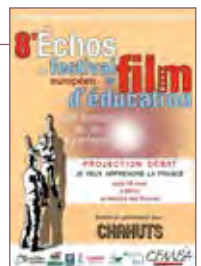
- 15 projections réalisées dans des établissements scolaires, au cinéma le Dietrich et à la Maison des étudiants.

- 35 classes de la maternelle au collège, ainsi que des groupes de professionnels de l'animation socio-culturelle, dans les départements de la Vienne et des Deux-Sèvres.

- 17 intervenants dont quatre volontaires en service-civique, trois salariés et dix bénévoles de l'association. À ceux-là, se sont ajoutés des personnes du rectorat, des DSDEN, du réseau Canopé, de l'Afev et du Clerm.

A travers cette semaine, les Ceméa Nouvelle-Aquitaine souhaitaient offrir à tous types d'établissements, la possibilité de découvrir des films de qualité, gratuitement, permettant la réflexion sur des sujets très actuels : usages des réseaux sociaux, vivre ensemble, accès à l'eau, harcèlement, égalité fille-garçon, solidarité et entraide. Aucune séance n'était semblable, elles ont toutes été préparées en amont avec les équipes pédagogiques de manière à correspondre au mieux à la programmation scolaire des enseignants et permettre la ré-exploitation en aval. Les films étaient prétexte à la discussion, au débat, à la mise en activité des élèves. Ainsi, au collège Gérard Philippe de Chauvigny, les 170 élèves de classe de 4^{ème} ont débuté la journée par le film « I follow you » de Jonatan Etzler, pour porter un regard critique sur leurs usages des réseaux sociaux. Puis s'en sont suivis quatorze ateliers afin de sensibiliser, a posteriori, l'ensemble du collège à ces usages. Risques et opportunités ont été mis en mots, en images, en radio.

Ces actions se sont poursuivies sur ces différents territoires tout au long de l'année 2019.





■ Les Ceméa Occitanie

Les Ceméa Languedoc-Roussillon ont été créés en 1986 suite à la décentralisation des Ceméa, puis les Ceméa Occitanie ont été créés en 2016 suite à la fusion des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. L'Occitanie est l'une des régions les plus étendues de France, elle regroupe 13 départements et connaît des situations économiques et sociales contrastées.

L'association des Ceméa Occitanie a la particularité d'être une association d'Éducation populaire, un mouvement d'Éducation nouvelle, un organisme de formation professionnelle, une entreprise de l'Économie sociale et solidaire et un espace d'expérimentation et de recherche.

Elle est administrée par un Conseil d'administration de 19 personnes représentatives des différents pôles, secteurs et territoires et issues de différents métiers (éducateurs, responsables d'associations, enseignants, professionnels jeunesse, universitaires, retraités, étudiants...). Les administrateurs débattent des orientations politiques et budgétaires de l'association. L'association est composée de forces vives : 170 membres actifs, 108 permanents dont 88 salariés et 32 volontaires en service civique et environ 300 intervenants pédagogiques réguliers (militants, prestataires et vacataires). Chacun œuvre sur 12 secteurs répartis fonctionnellement dans trois pôles : intervention sociale, éducation – animation et culture.

L'association est unie autour d'un projet associatif, largement concerté avec les militants et les permanents, et qui donne des repères forts pour aujourd'hui et pour l'avenir. Le travail sur le projet, qui associe administrateurs, permanents et militants, est structuré autour de trois commissions : 1/ le projet associatif 2/ RH – Finances – Gestion 3/ Orientations du centre de formation. L'association entretient des partenariats forts et diversifiés avec les collectivités, les associations et les acteurs de l'ESS : culture du consortium, du groupement et de l'animation de réseau.

Les principaux partenaires publics sont le Rectorat, la DRJSCS, la DRAC, la DISP, la PJJ, la DAFPEN, le Fonjep, la Région Occitanie, les Conseils Départementaux, Erasmus +, Pôle Emploi, le Greta et les institutions éducatives, sociales et culturelles, ainsi que les établissements scolaires.

Une structuration autour de 3 pôles

Les Ceméa Occitanie se structurent autour de 3 pôles

- Le pôle Culture regroupe l'organisation de manifestations (Échos du Festival International du Film d'Éducation, festival Du Bruit Dans l'Arène), l'accompagnement culturel (éducation aux médias et à l'information, maison du spectateur), le lien entre culture et travail social (mission culture-justice, accompagnement des porteurs de projets artistiques et culturels au RSA).

Le Festival « Du Bruit Dans l'Arène », Éducation nouvelle et vie militante



Le festival « Du Bruit Dans l'Arène » (DBDA) est le festival militant des Ceméa Occitanie depuis maintenant 3 ans. Inspiré par les principes de l'Éducation nouvelle, le festival est un projet participatif construit avec l'ensemble des acteurs impliqués, partenaires associatifs et institutionnels, artistes et intervenant.e.s.

Au cœur du quartier Prés d'Arènes à Montpellier, où se situe le siège régional des Ceméa Occitanie, un programme éclectique, à la fois éducatif, citoyen et festif est proposé chaque année en juin autour de la musique, du spectacle vivant, de tables rondes et d'ateliers.

Le festival a été imaginé comme un espace de formation citoyenne et un laboratoire d'Éducation populaire. C'est dans cette démarche qu'est mis en place le Village des Possibles, lieu de rencontres et de partage avec des acteurs locaux impliqués dans des projets solidaires, sociaux, culturels, éducatifs, durables.

Le festival « Du Bruit Dans l'Arène » se construit comme un temps de formation autour de l'expérimentation. En effet, c'est l'occasion pour de nombreuses personnes de se former à des situations qu'elles n'auraient pas eu l'occasion de prendre en charge dans un autre contexte. Animer une réunion, gérer un groupe, construire des tables en palettes, coller des affiches en ville pour assurer la visibilité du festival, accompagner des festivalier.e-s pendant l'événement, construire des plannings bénévoles, sont des occasions pour les acteur-ric-e-s du festival de s'essayer à une pluridisciplinarité des tâches et cultiver leurs connaissances dans de nombreux domaines, pour un projet qui les regroupe et les passionne. 1 325 personnes étaient présentes pendant la durée du festival.

- Le pôle Social structure les formations sociales (DEME, DEAES, DEAF, Animation professionnelle, FPC et VAE) et les actions d'accompagnement et d'insertion (accompagnement social et accompagnement des jeunes).

- Le pôle Éducation - Animation rassemble les actions dans et autour de l'école et l'animation volontaire.

Tous les projets et activités pédagogiques ou éducatifs mis en œuvre sont reliés à un ou plusieurs pôles.



UNE SPÉCIFICITÉ

La formation des Auxiliaires de Vie Scolaire

Les Ceméa Occitanie ont intégré dans la filière AES la formation des auxiliaires de vie scolaires : 30 heures réalisées par l'Éducation nationale et 30 h d'adaptation à l'emploi par les Ceméa. Cette formation prend pleinement son sens au sein de la filière, le projet de formation étant sensiblement le même que sur la spécialité de 147 heures de l'option éducation inclusive et vie ordinaire. De plus la présence de ces stagiaires au sein des Ceméa permet de les sensibiliser sur l'existence de formations diplômantes pour l'accompagnement d'enfants en situation de handicap.

Les Ceméa ont accompagné 21 groupes de 30 stagiaires soit 600 personnes pendant 4 jours sur les différents territoires de l'Occitanie : Perpignan, Narbonne, Béziers, Montpellier, Nîmes, Castelnaudary, Carcassonne, Mende.

Fin 2018, la DAPPEN a demandé aux Ceméa, de réfléchir et de lui proposer un parcours en direction des AVS sous contrat PEC. Et ceci afin de qualifier les personnels. La proposition vise donc à préparer les stagiaires, pendant 4 jours dont 1 en formation à distance, à rentrer dans une démarche VAE ou dans une formation qualifiante afin d'obtenir le DEAES « Éducation Inclusive ».

Les formations professionnelles

Les Ceméa Occitanie proposent des formations professionnelles dans le champ de l'éducation, de l'animation et du travail social. En 2018 les Ceméa ont accompagné

- les promotions du Gard, de l'Hérault et des Pyrénées Orientales au Diplôme d'Etat d'Assistants Familiaux (DEAF) soit 81 personnes.
- 122 stagiaires au Diplôme d'Etat d'Accompagnant Educatif et Social (DEAES) à Nîmes, Montpellier, Béziers, Perpignan et Narbonne.
- 4 promotions de Moniteurs Educateurs, en voie directe et en apprentissage à Montpellier soit 259 personnes.
- Des promotions DEJEPS à Montpellier (13 stagiaires), BPJEPS Animation sociale à Béziers (14 stagiaires), Montpellier (28 stagiaires) et Perpignan (13 stagiaires), BPJEPS Animation culturelle à Clermont l'Hérault (12 stagiaires) et Prades (13 stagiaires), BAPAAT à Montpellier (10 stagiaires), un CQP (19 stagiaires) et un UCC, soit 120 personnes.

Plusieurs formations professionnelles continues ont été réalisées dans les champs de la psychiatrie, de l'adolescence, de l'analyse des pratiques des assistants familiaux, de l'animation, ainsi que des modules avec la DRJSCS sur "Valeurs de la République et laïcité".

Enfin, différents dispositifs d'accompagnement vers le projet professionnel ont été mis en place à destination des jeunes, avec notamment les dispositifs Ecoles de la 2e chance (300 jeunes), dispositifs d'accompagnement vers le projet professionnel PMA, Cap Avenir, Cap Métiers (134 jeunes), SESAME (24 jeunes).

La formation des assistants familiaux

Depuis 2008, dans le cadre de la formation obligatoire de 240 heures, les Ceméa Occitanie forment des assistants familiaux, par le biais de marchés avec les Conseils départementaux ou le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT). Pour les mener à bien, les Ceméa s'appuient sur la pédagogie active dont le pilier trouve son fondement dans les instances de l'Élaboration de l'Expérience Professionnelle, l'évaluation et l'OAE (Observer - Analyser - Ecrire). Ce qui demande un travail exigeant et régulier pour le binôme de formateurs.

Par ailleurs, là aussi, dans le cadre de marchés avec les Conseils départementaux, sont organisées pour les assistants familiaux, des analyses de la pratique qui se déclinent soit par des temps en groupe, soit par des temps individuels.

Les Ceméa Occitanie interviennent sur les départements du Gard, de l'Hérault, des Pyrénées Orientales et de la Lozère.

En 2018, le territoire d'intervention couvre Nîmes, Montpellier, Béziers et Perpignan pour les formations obligatoires et pour l'analyse de la pratique, différents cantons de l'Hérault (14 au total) et 2 villes du Gard, Nîmes et Alès, ce qui fait des Ceméa, une équipe très mobile et toujours en déplacement.

Les territoires

Les Ceméa Occitanie sont structurés autour de 4 territoires : Montpellier Métropole, Occitanie Sud, Occitanie Ouest, et Occitanie Est. L'association est propriétaire de locaux situés au 501 rue Métairie de Salses à Montpellier. Ces locaux accueillent les stagiaires et sont ouverts aux militants et prêtés aux partenaires.

Le siège régional à Montpellier, les 2 délégations à Perpignan et Toulouse et les 7 antennes à Nîmes, Béziers, Mauguio-Carnon, Lunel, St-André de Sangonis, Narbonne et Prades-sous-Conflent structurent la présence des Ceméa en Région Occitanie. L'association dispose également d'une cinquantaine de sites d'intervention sur 11 départements.

Chaque territoire a ses propres spécificités

Dans l'Hérault, des actions d'insertion sont mises en place avec le département de l'Hérault, avec notamment les actions d'accompa-



gnement liées à une convention d'appui objectif projet pour les allocataires du RSA, les actions d'évaluation et d'accompagnement des porteurs de projets artistiques et culturels, l'implication dans un chantier d'insertion, l'action d'accompagnement à la parentalité "Parents Vacances", l'action à destination des plus de 60 ans "les ateliers du bien vieillir". L'accompagnement social dans un mouvement d'éducation populaire comme les Ceméa consiste à permettre aux personnes bénéficiaires de se remobiliser socialement grâce à des rencontres individuelles mais aussi des collectifs solidaires et créatifs, pour faire émerger les potentialités intrinsèques de chaque personne, pour redonner à chacun le goût de l'activité sociale, quotidienne, pour permettre de cicatrifier les blessures de la vie, pour appuyer les projets vers un mieux-être dans la société.

À Toulouse, l'intégration des Ceméa dans la plateforme de l'Économie sociale et solidaire au Mirail permet de structurer l'action territoriale à travers des partenariats avec les autres membres de cette structure. L'action des Ceméa a été développée depuis l'implantation de l'antenne en 2016, autour de la culture, de l'égalité filles-garçons, et de la laïcité.



À Perpignan, l'action des Ceméa se situe principalement dans l'accompagnement des jeunes avec des actions d'insertion spécifiques autour du public NEET (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire)

L'École Régionale de la 2^{ème} chance de Perpignan est avant tout un espace de promotion des jeunes adultes par l'insertion professionnelle mais aussi par l'accompagnement à l'insertion sociale et culturelle. Cette école innovante, qui met en œuvre les pédagogies alternatives, est née et fonctionne grâce au soutien de la Région Occitanie. Les pratiques de formations et d'accompagnement font référence à l'Éducation nouvelle, centrées sur les stagiaires, proposant des parcours différenciés. Les alternances « travail de groupe/ travail individuel » contribuent à l'émancipation des personnes et aident à la construction du lien social.

Depuis la création de l'École de la 2^e chance à Perpignan, des dispositifs sont mis en place par les Ceméa Occitanie à destination des jeunes :

- **DECLIC**, un programme pour se découvrir et trouver sa place, favoriser l'insertion dans la société et l'emploi, s'inscrire dans une démarche citoyenne, se projeter et accéder aux dispositifs de formation et de qualification existants, pour des jeunes de 16 à 18 ans sortis du système scolaire.
- **Formation Qualifiante Emploi**, un dispositif pour un engagement volontaire et un retour en formation. Ce dispositif de plus en plus reconnu par les partenaires institutionnels, permet d'être en relation avec le tissu associatif de proximité, principalement dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV).
- **Sesame**, un dispositif vers l'Emploi pour le Sport et l'Animation dans les Métiers de l'Encadrement.
- **Projet Pro**, sur les métiers de l'accompagnement social (animation professionnelle, intervention sociale et médico-sociale).

Présentation des Ceméa en Languedoc Roussillon/Occitanie

Sous plusieurs formes :

- Un petit film d'animation

(réalisation de mai à décembre 2015)

<https://www.youtube.com/watch?v=40x1vG8bv8w&t=4s>

- Un film sur un slam social, avec l'accord du Département de l'Hérault et de l'équipe accompagnement social <https://www.youtube.com/watch?v=eCX7R0p-bQI> (réalisation août 2017)



■ Des rendez-vous pédagogiques diversifiés, une priorité pour la formation

Les Rencontres de l'Éducation nouvelle, un triple objectif

• En 2018, les Rencontres de l'Éducation Nouvelle (REN) se sont déroulées dans un centre des PEP à Valras, à deux pas de la méditerranée dans l'Hérault (34) du samedi 25 au mercredi 29 août. Elles ont également eu lieu en 2019, du 24 au 28 août à Namur en Belgique avec comme objectif de renforcer la dimension européenne. Elles priorisent la dimension de « rencontre » pour les militants et les militantes du réseau Ceméa, à travers un rassemblement permettant l'accueil de 160 à 200 personnes, de France, de Belgique, d'Italie et de Suisse notamment.

Ces rencontres ont pour objectifs

- Favoriser la mise en activité à travers des pratiques analysées, théorisées et contextualisées pour permettre l'appropriation de savoir-faire, en lien avec les groupes pédagogiques nationaux.
- Se former et s'outiller sur des compétences et des fondamentaux de l'Éducation nouvelle en termes de savoir-être, de démarches et de méthodes pour les formations et les actions menées par les Ceméa, auprès de différents publics.
- Faire vivre un parcours individualisé alternant pratiques et temps d'échanges, analysé individuellement et collectivement à travers des groupes d'accompagnement quotidiens.

Cinq stages ont été proposés

- Le milieu, l'environnement en Éducation nouvelle.
- Le groupe et l'individu en Éducation nouvelle.
- L'apprentissage en Éducation nouvelle.
- L'accueil d'un évènement national aux Ceméa (accueil, hébergement, espaces de convivialités, espaces de découvertes ; ainsi que la liaison avec la fonction économat de la structure qui accueille).
- Valeur de la République et Laïcité. Il s'agit de participer au plan national de formation sur la Laïcité (CGET). Ce stage est une formation de formateurs de niveau 2 permettant d'encadrer à la suite les formations de niveau 3 (Voir engagement des Ceméa dans le Plan Valeurs de la République et laïcité mis en place par le CGET, page 20). Cette formation d'une durée minimum de 21h permet d'assimiler le kit de formation, de le mettre en pratique, de préparer des temps de débat et d'approfondir la question de la laïcité. Cette formation fait partie intégrante du dispositif mis en place par le CGET et s'inscrit dans le cadre de la convention nationale que les Ceméa ont signée.

Ces Rencontres de l'Éducation nouvelle ont également accueilli un évènement faisant suite au Biennales de l'Éducation nouvelle (BIEN) de Poitiers de l'automne 2017. Ces BIEN se sont conclues par une intervention de Philippe Meirrieu (<https://biennale-education.org/conferences/>) qui proposait de lancer plusieurs chantiers, plusieurs perspectives pour les années à venir sur la question de l'Éducation nouvelle. Les Ceméa ont décidé de ne pas laisser ces perspectives « lettres mortes ». C'est pourquoi, a été construit un « stage autour de, à partir de, en écho à ... » ces propos, en croisant cette réflexion avec des analyses sur la perception des Ceméa aujourd'hui. Ce « stage » a eu pour ambition de produire une manifeste présentant l'Éducation nouvelle. Il a été prolongé en 2019, à Namur.



Des situations d'entraînement



« Alors, on n'a pas dit centre de formation, on a dit centre d'entraînement car ce n'est pas de la formation, c'est de l'entraînement ». Ces propos simples redécouverts récemment dans une archive sonore ont construit l'identité des Ceméa et se sont inscrits jusque dans son sigle, Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active. Ainsi, avons-nous simplement voulu continuer d'explorer ce que nous disait Gisèle de Failly, fondatrice de la revue Vers l'Éducation Nouvelle, et encore une fois, mettre en route avec des stagiaires des situations d'entraînement dans lesquelles chacun peut éprouver, pour lui-même et dans un collectif, des situations et des expériences qui de fait et par nature deviennent formatrices.

Michel Fougères,
VEN N°569 – janvier 2018

QUATRE GRANDES THÉMATIQUES

Un plan de formation pour les militants pluriannuel

En 2018, et en 2019, les Ceméa ont organisé de nombreux rendez-vous militants. Ces rendez-vous ont été regroupés en 4 grandes thématiques :

- Les évènements nationaux, comme les Rencontres de l'Éducation nouvelle du mois d'août, les chantiers nationaux comme les festivals d'Avignon ou d'Aurillac ou encore comme le Festival International du Film d'Éducation...
- Les stages nationaux centrés sur la formation des militant.e.s du réseau.
- Les regroupements nationaux des pôles et secteurs de l'association. Ces rassemblements de militants et des militantes, par thématiques, permettent d'échanger, de confronter, de construire, d'inventer les pratiques pédagogiques du réseau. Ils peuvent être de couleur franche (un pôle ou un secteur) ou rassembler différents secteurs et/ou pôles.
- Les groupes nationaux. Ce sont des espaces de pratiques et de recherche pédagogique. La plupart du temps ils sont en lien avec des groupes régionaux et/ou locaux.

Chaque rendez-vous est présenté dans le réseau de façon détaillée en amont de son organisation pour permettre au plus grand nombre d'y participer.

Les Ceméa conduisent une politique de formation de leurs formateurs et formatrices salarié.e.s. Un programme de formation est donc mis en œuvre chaque année, il a pour ambition de faire monter en compétences les salarié.e.s des Ceméa; il permet également de satisfaire, une partie des obligations employeurs concernant la formation professionnelle des salarié.es de l'UES et du réseau ; il permet également de « faire réseau ».

Un dispositif particulier est mis en œuvre pour la formation des nouveaux et nouvelles permanent.e.s.

- À leur arrivée, un stage de formation « Devenir permanent.e des Ceméa », est proposé. Ce stage a pour objectif de présenter l'association, son projet, ses champs d'intervention et l'Éducation nouvelle.
- Les nouveaux et nouvelles permanent.e.s doivent choisir deux stages parmi la listes suivante qu'ils doivent réaliser dans leurs premières années de travail dans l'association : « Diriger une équipe », « Conduite de réunions », « L'Éducation nouvelle, histoire et références », « Animer un groupe ».
- Et pour finir, les nouveaux et nouvelles permanent.e.s doivent ensuite choisir au moins un des stages proposés par les groupes d'activités nationales.



Un stage socle, la « Conduite de réunion »

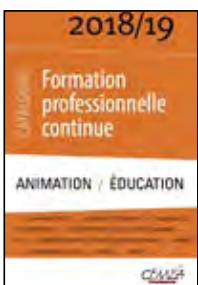
La pratique professionnelle d'un.e permanent.e salarié.e des Ceméa, l'amène à conduire de nombreuses réunions. Les enjeux de ces réunions peuvent se traduire de différentes façons : réunion institutionnelle, réunion d'élaboration, réunion de concertation, réunion de passation d'information, réunion de bilan ou de préparation, réunion décisionnelle, réunion publique... Il est important que les salarié.e.s des Ceméa connaissent l'enjeu de ces différentes formes de réunion, afin de pouvoir adapter les méthodes à utiliser en fonction de l'objet de ces réunions.

Les statuts des personnes participantes impactent, souvent de façon non-consciente, le déroulé de ces réunions. Un des objectifs de cette formation est également de mieux appréhender les facteurs d'influence.

La formation avait pour objectif :

- Comprendre les mécanismes à l'œuvre dans la conduite d'une réunion, ainsi que les différents enjeux pouvant s'y dérouler.
- Développer des savoirs et savoir-faire dans le cadre l'animation de réunion.
- Savoir préparer, aménager, animer, clore une réunion.
- Savoir communiquer (par écrit et oral) sur une réunion.
- Comprendre la dynamique de groupe, son histoire, ses références théoriques et philosophiques.
- Mieux appréhender les concepts de statuts / rôles et fonctions.

	Lundi 28 octobre 2019	Mardi 29 octobre	Mercredi 30 octobre	Jeudi 31 novembre
Matin	Accueil du groupe	Apports théoriques sur la dynamique de groupe (temps 2)	Jeux de rôle (Appropriation des apports théoriques)	Le rôle d'un animateur de réunion dans un démarche d'Éducation Nouvelle
	Attentes, présentations, travail sur les représentations	Jeux de rôle (Appropriation des apports théoriques)	Apports théoriques sur la dynamique de groupe (temps 4)	Statut / Rôle / Fonction
Après-midi	Jeux de rôle (Appropriation des apports théoriques)	Apports théoriques sur la dynamique de groupe (temps 3)	Jeux de rôle	Impact de la formation dans la pratique professionnelle et militante
	Apports théoriques sur la dynamique de groupe (temps 1)	Jeux de rôle (Appropriation des apports théoriques)	Ma place dans un groupe	
	Point de vie collective	Point de vie collective	Point de vie collective	Bilan de la formation



Formation des acteurs éducatifs à la mise en œuvre d'un Projet Éducatif de Territoire (PETT)

L'ÉCOLE

Public

Objectifs

Contenus

Modalités

Financement

Contacts

FORMATION DES MILITANTS ET MILITANTES

Des stages de formation pour le réseau 2019

Diagramme de formation avec des cases colorées (jaune, orange, rouge) indiquant les modules et les dates.

FORMATION DES MILITANTS ET MILITANTES

Des stages de formation pour le réseau 2020

Diagramme de formation avec des cases colorées (jaune, orange, rouge) indiquant les modules et les dates.

Des réponses apportées par l'Éducation nouvelle...

Les rencontres nationales et européennes, mises en place par les Ceméa, permettent à leurs participants de réfléchir sur l'Éducation nouvelle, sa pertinence, son originalité et ses ambitions, dans le monde d'aujourd'hui et face sa complexité. Pour tout militant éducatif, ces rencontres sont un espace à investir, parce qu'une réforme sur l'école, qu'il nous faut comprendre et faire modifier, est en cours ; parce qu'il y a une absence de politique ambitieuse vis-à-vis de la jeunesse, parce que les enjeux environnementaux et de développement durable, deviennent une urgence mondiale, et que les réponses nationales, européennes et internationales ne sont pas à la hauteur des enjeux ; parce que le nombre de féminicides est insupportable...

Parce que la société a de plus en plus besoin d'Éducation nouvelle : plus de cohérence entre les dire et les faire, plus de prise en compte du milieu, plus d'analyse de l'environnement, plus de relations entre les gens. Parce que la société a besoin de faire en sorte qu'il y ait plus d'acteurs que de spectateurs. Parce que l'Éducation nouvelle est bien plus qu'une méthode pédagogique, elle défend le principe d'une participation active des individus à leur propre formation. Parce que l'Éducation nouvelle postule que l'apprentissage, avant d'être une accumulation de connaissances, doit être vecteur d'émancipation et de progrès social... Il est important de faire du collectif, de créer des espaces de rencontres pour favoriser la solidarité.

C'est donc ensemble, qu'il faut continuer à se poser certaines questions :

- Faut-il penser comme Claparède : il faut connaître l'enfant pour l'éduquer, ou comme Freinet : il faut éduquer l'enfant pour le connaître ?
- Faut-il se référer plutôt à Piaget, qui parle de motivation interne, ou plutôt à Vygotski, qui précise que tout se joue dans l'interaction adulte/enfant ?
- Faut-il hiérarchiser l'efficacité de l'éducation et formation d'un adulte citoyen ? Ou trouver la bonne articulation ?
- Est-ce que les neurosciences nous dictent les méthodes à utiliser, en créant une nouvelle discipline, la neuro-pédagogie ou apportent-elles des clés de compréhension ?
- Faut-il défendre pédagogie différenciée ou pédagogie individualisée ?
- Comment se positionner vis-à-vis des pédagogies alternatives ou encore du développement personnel ?

Pour pouvoir exister pleinement dans la société, il faut se faire connaître. Nous avons l'habitude de dire : « Aux Ceméa nous avons de réels savoir-faire, mais nous n'avons pas de faire-savoir »... nos positions se doivent d'être socialisées, elles sont importantes car elles participent à l'émergence d'une société plus juste, plus égalitaire, qui lutte contre le déterminisme territorial et social !

Jean Baptiste Clerico
Directeur national en charge de la vie pédagogique

L'animation de groupes d'activité liés à la pédagogie

Les Ceméa organisent, entre autre, à l'interne de leur mouvement deux grands ensembles d'actions : une animation par thématique, classiquement nommé « groupes d'activité et de recherche » ou encore tout simplement « les groupes » ; et une autre animation par rendez-vous collectifs, classiquement nommé « week-ends, regroupements, REN, RPN... ». La première famille s'adresse aux militants et aux militantes des Ceméa qui s'intéressent particulièrement à une famille d'activité, à un public particulier ou à un environnement spécifique ; la deuxième s'adresse à tous les militantes et militants du réseau indépendamment de leurs centres d'intérêt ou de leurs appartenances à tel ou tel secteur. Ces deux ensembles ne sont pas antinomiques, bien au contraire, ils se nourrissent l'un l'autre.

Un double niveau d'animation

L'animation des groupes s'opèrent à la fois à l'échelon national mais également à l'échelon régional, voire territorial. Le réseau s'est donné comme ambition de développer les groupes locaux dans une concertation nationale. En 2018 et en 2019, un travail conduit par la Direction nationale en charge de la pédagogie et les responsables des groupes nationaux, a été engagé pour soutenir un grand plan de développement des groupes locaux dans les Associations territoriales des Ceméa.

Deux actions avec le CIDFE

Le Cidefe est un organisme de formation agréé par l'État pour former les élu.e.s territoriaux. Les Ceméa Ile-de-France sont intervenus deux fois lors de cycles de formation d'élu.e.s « prévention sécurité » et un cycle rencontre de l'éducation « articulation temps école/loisirs éducatifs ». Chaque cycle a réuni une trentaine d'élu.e.s de la France entière, avec une grande majorité issu.e.s d'Ile-de-France.

Zoom sur le cycle sécurité/prévention

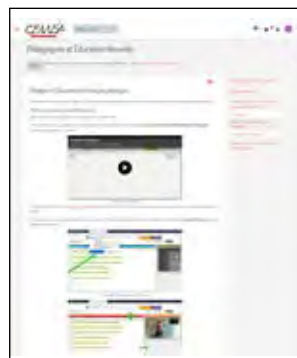
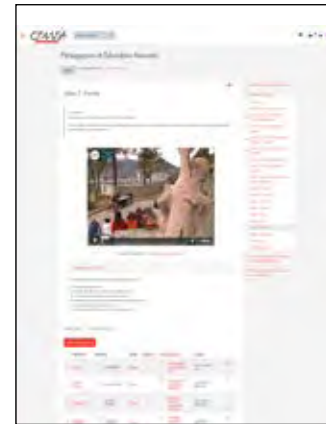
Dans le cadre de cette thématique spécifique sur la prévention spécialisée, étaient au programme le repérage des différent.e.s acteur.trice.s institutionnel.le.s de la prévention, l'évolution et la diversité des méthodes et des outils, les diagnostics et évaluations concernant le travail de prévention. Laurent Mucchielli a participé à cette thématique sur la délinquance, la définition de la délinquance, les principaux facteurs qui entraînent la délinquance, le couple prévention/répression.



■ Création d'une plate-forme de formation à distance

En accord avec leurs approches pédagogiques, les Ceméa ont développé et mis en œuvre une plate-forme de formation à distance. Cette plate-forme permet des innovations pédagogiques et des démarches éducatives originales. Plus d'une centaine d'heures de formation à distance sont déjà intégrées sur cette plate-forme. L'ensemble des séquences pédagogiques a été élaboré selon une procédure qui favorise la construction collective. Des formations pour les formateurs permanents et les formateurs bénévoles vont être organisées, des rendez-vous collectifs seront mis en œuvre pour créer de nouveaux contenus pédagogiques qui seront intégrés au fur et à mesure sur cette plate-forme de formation à distance.

Cette plate-forme va permettre à des personnes habitant loin des lieux de formation de pouvoir participer plus facilement à leur qualification professionnelle, une partie de la formation pouvant se dérouler à distance, dans des conditions satisfaisantes.



ZOOM SUR UNE SÉQUENCE

Connaissance des adolescent.e.s

L'idée de ce module est d'alterner des approches théoriques générales, des mini-études de cas et les approfondissements d'une dimension, celle de l'adolescence et des questions liées, pour tout éducateur ou animateur.

Une restitution finale par exposé/débat permet à la fois de mutualiser les connaissances et de confronter des analyses de situation. Un QCM autocorrectif, réalisé en ligne, vient compléter le parcours d'apprentissage.

Première partie de la séquence

- Lectures de sources documentaires pour se constituer un 1er niveau de connaissances sur l'adolescence.
- Lecture rapide des 6 mini-études de cas.
- Choix d'une étude de cas à traiter.

Deuxième partie de la séquence

- Lire une situation et en faire une première analyse.
- Approfondir les connaissances spécifiques nécessaires pour les mettre en lien avec la situation décrite.
- Produire une courte analyse de la situation et des actions possibles.

Troisième partie

- Réaliser un court exposé (sur la base du volontariat) sur chacune des 6 situations.
- Les mettre en discussion/débat (type symposium avec les autres stagiaires ayant choisi la même situation).
- Valider les connaissances et compréhension du sujet par un QCM en ligne.

ZOOM SUR UNE SÉQUENCE

De Comenius à Gisèle de Failly, «cheminer» dans les idées pédagogiques et se forger une vision personnelle de l'Éducation nouvelle

Une séquence pédagogique en plusieurs phases :

- Présentation du module, passage des consignes pour la suite.
- Phase 1 : travail sur 2 notions de base, l'Éducation et la Pédagogie et consignes de la phase suivante.
- Phase 2 : travail d'investigation et de recherche sur les pédagogues et leurs pratiques en sous-groupes de trois personnes.
- Phase 3 : mise en commun par sous-groupes, élaboration des arguments.
- Phase 4 : confrontation, discussion, débat en grand groupe.
- Phase 5 : articulation théorie/pratique par l'analyse individuelle d'une situation professionnelle.

■ Engagement des Ceméa dans le plan « Valeurs de la République et laïcité »

MOOC

La LAÏCITÉ à l'usage des ÉDUCATEUR·ICE·S

« La laïcité ne se réduit pas à la tolérance car elle est fondée, non seulement sur la liberté de conscience, mais aussi sur le respect égal et mutuel de toutes les personnes puisqu'il n'y a pas de liberté pour l'homme sans égalité de droits. » J. Jaurès

La laïcité se trouve au cœur des engagements des Ceméa dont la lutte contre toutes les discriminations, est également centrale. Le projet associatif des Ceméa affirme avec force les principes de laïcité, une laïcité qui permet le vivre ensemble en misant sur l'égalité entre les personnes, la mixité, la liberté de conscience, de pensée et d'expression. À travers la laïcité, les Ceméa défendent l'ouverture à la compréhension, à l'altérité dans l'acceptation des différences et dans le respect du pluralisme. Dans leur projet social, les Ceméa mettent en œuvre ces valeurs en s'appuyant sur les principes de l'Éducation nouvelle, en proposant des démarches, des outils pour l'exercice du vivre ensemble.

Les Ceméa sont ainsi engagés depuis 2 ans dans le dispositif « Valeurs de la République et laïcité » (VLR), porté par le CGET, avec lequel ils ont signé une convention partenariale. Cette action s'inscrit dans le cadre du déploiement du plan de formation sur les territoires, par les Ceméa, en appui sur leurs Associations régionales. Il s'agit de par l'effet en cascade, de démultiplier le nombre d'acteurs de terrain mobilisés pour faire vivre les valeurs républicaines et promouvoir le vivre et faire ensemble.

Les Ceméa interviennent à trois niveaux :

- Mobilisation, en amont d'une quinzaine de leurs formateurs de formateurs pour participer à une session nationale (formation niveau 1) mise en place par le CGET spécifiquement pour les Ceméa, la Ligue de l'Enseignement et les Francas. Renforcée par l'engagement au niveau régional, de s'inscrire dans ces formations de formateurs de formateurs et la participation de trois formateurs de formateurs à une seconde action nationale de niveau 1 du CGET.
- Mise en place de formations de niveau 2 (formation de formateurs), pour permettre un essaimage au plus près des terrains et publics où interviennent les Ceméa.
- Par effet démultiplicateur, organisation de formations de niveau 3 en direction des animateurs, éducateurs, personnels associatifs agissant au local, etc. Il s'agit d'intégrer des formations VRL aux habilitations et ingénieries des formations diplômantes, voire dans les dispositifs de formation continue des personnels éducatifs territoriaux de l'animation et du travail social (CPJEPS « Animateur des activités et de la vie quotidienne », CQP « Animateur périscolaire », BPJEPS LTP et animation sociale, DEJEPS, DESJEPS) ou non diplômante (Formation professionnelle continue territorialisées).

Ces formations sont essentielles dans un contexte où la laïcité se trouve, sur le terrain, en tension avec la question de la non-discrimination. La peur d'être discriminant conduit les acteurs à « sacrifier » la laïcité.

En 2018/2019, les Ceméa ont mis en place 18 sessions de niveau 2 accueillant 206 participants et 105 sessions de niveau 3 accueillant 1348 stagiaires.

Dans une logique de renforcement et articulé avec le dispositif VLR, les Ceméa en partenariat avec les Francas ont poursuivi la mise en place de plusieurs sessions du MOOC « La laïcité à l'usage des éducateurs » qui comprend deux volumes abordant 3 thématiques chacun (Liberté d'expression, Restauration collective, Pratiques religieuses, Mise en place d'activité, Égalité hommes femmes et Travail en équipe), après une introduction générale sur les Valeurs de la République. Cette formation à distance est

animée par des formateurs des Ceméa et des Francas, elle correspond à une durée de 12 à 20 heures chacune. En 2019, il s'agira de mettre en accès à des acteurs éducatifs, sociaux et culturels, ce MOOC « La laïcité à l'usage des éducateurs », à partir d'une plateforme spécifique d'hébergement sous forme de deux modes : en sessions collectives et animées et en mode archivage, les ressources étant accessibles en permanence.



PROMOUVOIR LE VIVRE ENSEMBLE

Des formations pour faire vivre des valeurs républicaines en Nord Pas de Calais

En 2018 l'Association régionale des Ceméa Nord- Pas-de-Calais a organisé et conduit :

- une formation de Niveau 2 (formation de formateurs) pour 8 des salarié.e.s,
- une formation de niveau 3 (formation d'acteurs éducatifs) pour 8 militants,
- quatre formations de niveaux 3 en direction des stagiaires de l'animation professionnelle (BP JEPS et DEJEPS).

L'ensemble de ces formations permettent et continuera de permettre en 2019 aux militants des Ceméa, aux différents acteurs professionnels et bénévoles du champ de l'éducation et animation socio-culturelle, aux stagiaires et aux différents professionnels d'adopter une posture adaptée, d'avoir un discours clair et sans équivoque et d'être en capacité d'apporter des réponses conformes au cadre légal, dans une logique de dialogue et de pédagogie qui vise à faire vivre les valeurs républicaines et à promouvoir le vivre ensemble.



■ Un ancrage essentiel dans les territoires

C'est une préoccupation de l'ensemble du réseau des Associations territoriales des Ceméa. Elle se traduit dans l'ensemble de leurs actions comme le montrent les différentes parties de ce rapport d'activité ci-dessous. Trois zooms pour illustrer cette volonté d'ancrage sur les territoires.

La politique de zone Antilles-Guyane renforcée

Il s'agit de l'ensemble des projets d'action et des moyens mis en œuvre pour favoriser les échanges et la coopération des Associations territoriales des Ceméa de Martinique, de Guadeloupe et de Guyane entre elles. Cette politique favorise la confrontation des pratiques, l'échange d'expériences, l'interculturalité, la mutualisation et l'entraide. Elle permet le partage des savoir-faire, de s'enrichir des compétences des autres, de développer les actions de formation et d'animation de chaque association.

Cet outil permet d'élaborer un plan de développement de la Zone (PDZ) qui précise les orientations et actions communes de solidarité et de développement dans la zone. Une certaine autonomie est cependant laissée à chacun afin que des activités spécifiques puissent exister. Le 18 février 2018, les trois Associations territoriales de la zone Antilles-Guyane des Ceméa ont reconduit ce partenariat qui les unit depuis plus d'une vingtaine d'années par la signature d'une nouvelle convention relative au Projet de Zone (PDZ).

Il s'agit pour les 3 Associations territoriales d'une coopération et d'une solidarité concernant :

- L'échange de responsables de stage et de compétences dans les équipes ; la conduite d'une réflexion commune sur les contenus de la formation volontaire et professionnelle, sur l'école... ; l'entraide sur les montages de dossiers et l'accompagnement de projets nouveaux.
- Des actions en direction de la jeunesse (séjours, échanges de jeunes, SVE,...).
- Une aide au développement éducatif, social et culturel avec les autres Etats de la zone.



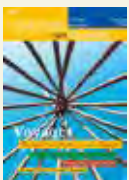
Développement des terrains d'application en Pays-de-la-Loire

Le projet associatif des Ceméa Pays-de-la-Loire se construit autour de trois piliers indissociables : la formation (OF), le mouvement et les terrains d'applications. Ils sont nombreux et portés par les champs et secteurs ou par les antennes et territoires :

- International : séjours adolescent en Allemagne, échanges de jeunes à l'international, volontariat, accueil de jour d'Exiles (TAMO) et un projet en cours avec le service civique et des jeunes Roms de bidonvilles.
- Environnement : 2 jardins partagés.
- Animation : 3 bases de loisirs qui ouvrent tout l'été (avec autour de 1500 enfants) et la gestion d'un centre de loisirs (Malakof – Nantes).
- La gestion d'un terrain d'aventure éphémère à Angers (quartier Bel Beil sur l'été) et l'encadrement d'une coopérative de jeunes sur Nantes Sud.
- Un accueil enfant – parent – LAEP sur le 104 (Nantes).



La frontière comme rêve et utopie...



Pourtant les humains aspirant au rêve, à l'utopie, à la rencontre, ont eu du mal à s'accommoder de cette forme de sédentarité confinée à l'intérieur des espaces et des territoires arbitrairement délimités. De fait, les vivants que nous sommes qui sont plutôt nomades et migrants, rendent les frontières instables, poreuses en les transformant en lieux de passage et de transit. Ce que les frontières ont vocation à être. Si la construction de la frontière est de créer des limites et des délimitations sécurisantes et protectrices, leur nature est bien de permettre l'ouverture. Une frontière fermée et qui ne s'ouvre pas, cesse d'être une frontière. Sur ce plan, ce sont les idéologies défensives et sécuritaires qui sont pour la volonté acharnée de la fermeture des frontières contre le désir d'ouverture, de la rencontre qui devrait assumer la frontière.

*Hamdou Rabby Sy,
VEN N°569 – janvier 2018*

Engagement des JADE à la Réunion

Pour la 7^{ème} édition, le dispositif JADE a été reconduit avec Le Défenseur des droits et les Ceméa. Cette action partenariale a été financée par la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, avec le soutien du Rectorat de la Réunion. 4 lieux d'accueil : La MJC de Saint-Benoît, le Centre Jacques Tessier, la Maison de l'enfance à Saint-Pierre et les Ceméa.

Outre les interventions auprès d'un public scolaire, de centre de loisirs, les JADE cette année, sont intervenus auprès de l'AMAFAR (mamans mahoraises) et dans une association mahoraise du Bas de la Rivière, dans les cafés des parents à Saint-Benoît, à l'école Odile Elien, au Collège Hubert De Lisle sur une durée de 8 mois. 5602 personnes dont 4743 enfants et jeunes ; 859 jeunes et adultes ont été sensibilisés cette année dans le département de la Réunion.

■ La vie associative forte de ses projets

LESPER (L'Économie Sociale Partenaire de l'École de la République)



Cette association assure un rôle de coordination d'acteurs de l'économie sociale agissant auprès du système éducatif. Les Ceméa sont membres du Conseil d'administration. Cette organisation est singulière car elle regroupe des associations, des mutuelles, des coopératives et des syndicats. C'est l'une des seules plateformes de cette nature agissant au sein de la mouvance laïque pour promouvoir une autre approche de l'économie, un autre regard sur la complémentarité éducative. Elle a porté depuis 2012 la construction de deux accords cadre avec les Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et celui de l'Économie sociale.

Le CNAECP (Conseil National des Associations Éducatives Complémentaires de l'Enseignement Public)

Cette instance se réunit six fois par an et a pour objectif essentiel d'instruire les demandes d'agrément au titre d'association complémentaire de l'enseignement public, de formuler un avis transmis au Ministère de l'Éducation nationale. À ce titre, on constate que les demandes d'agrément sont de plus en plus nombreuses du côté des associations.

C'est à la fois une preuve de rayonnement de la vie associative mais qui nécessite dans le même temps une certaine vigilance des membres de cette instance pour ne pas « ouvrir » l'École à des structures dont les finalités seraient trop éloignées des valeurs et des principes d'une éducation nationale laïque. Elle est aussi un lieu de réflexions, d'échanges sur les relations entre le Ministère et les associations.

Le CNAJEP (Comité pour les relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire)



Les Ceméa assurent une des vices présidences, celle de la Commission Animation territoriale chargée des liens avec les Crajep. À ce titre, les Ceméa sont membres du Comité exécutif et du bureau. Ils sont également investis au sein de plusieurs groupes de travail : sur l'Éducation populaire, sur les formations professionnelles qualifiantes, sur l'Europe et l'International, sur le Franco-Allemand, sur les questions d'engagement, en lien avec le Mouvement Associatif sur l'Action publique. Les 75 membres du Crajep et les Crajep au niveau régional soutiennent et impulsent toute action visant à faire connaître la diversité et le nombre des acteurs et des actions, à démontrer la vivacité, l'inventivité, la modernité, et la fierté d'appartenance des associations d'Éducation populaire, en valorisant leurs apports à la société (lien social, citoyenneté, vivre ensemble, ancrage local,...). Le CNAJEP a accompagné la campagne des élections européennes par des réflexions et répondu aux sollicitations dans ce cadre. Tenant compte du rattachement des politiques de Jeunesse au Ministère de l'Éducation nationale, partie prenante du COJ, le CNAJEP accompagne les débats des Associations sur le service national universel, le revenu minimum d'activité jeunes, les conséquences de la réforme de l'État en région.

Le Mouvement Associatif (ex « CPCA » Conférence Permanente des Coordinations Associatives)



L'évolution structurelle de cette organisation visant à une meilleure représentation politique de la vie associative a porté ses fruits. Le Mouvement Associatif connaît au-

jourd'hui une plus grande reconnaissance dans le portage des enjeux qui lui sont liés. Pour promouvoir et défendre le fait associatif, le Mouvement associatif articule depuis toujours ses interventions autour d'ambitions qui lui semblent devoir fonder toute politique de soutien à la vie associative : l'engagement, les relations contractuelles et les questions de financement, le dialogue civil. Le Mouvement associatif a particulièrement travaillé à la mise en œuvre de la consultation sur la vie associative, en tentant d'autres propositions : sur le FDVA, les Contrats d'utilité sociale, le soutien aux têtes de réseau associatives. Les Ceméa ont la responsabilité de la Vice-Présidence Engagement pour le CNAJEP depuis septembre 2018.

Le FONJEP (Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire)



Le FONJEP a comme but le développement et la consolidation de l'emploi associatif. C'est un des rares lieux de cogestion avec l'État, les collectivités territoriales et les associations, même si cette cogestion n'est pas complète puisque c'est l'État qui attribue les postes et éventuellement les retire de son propre chef. À travers ce dispositif, les Ceméa consolident des postes de professionnels salariés. Ceux-ci sont implantés sur 33 sites dans les Associations territoriales (au niveau local, départemental ou régional) du réseau et quelques-uns à l'Association nationale. Les Ceméa sont membres du Conseil d'administration du FONJEP et ont contribué cette année à un groupe de travail sur l'Analyse du modèle socio-économique, particulièrement sur l'accompagnement de la Recherche-Action piloté par Jean-Louis Laville et Maïté Juan.

Le CAPE (Collectif des Associations Partenaires de l'école - Coordination des associations éducatives et pédagogiques laïques partenaires de l'École publique)



Afin de conforter leur travail et leur efficacité au service d'une éducation humaniste et laïque, vingt-six associations complémentaires de l'enseignement public et mouvements pédagogiques ont décidé de renforcer leur coopération pour :

- Organiser la réflexion collective sur les grandes questions éducatives et pédagogiques dans la diversité des approches et des positions.
- Créer les conditions de leur expression publique sur les politiques éducatives et scolaires.
- Faire connaître et promouvoir les réalisations de chaque association constituante (publications, formations, événements. etc.).
- Établir un rapport collectif plus efficace dans les relations politiques et fonctionnelles avec l'État, en particulier le Ministère de l'Éducation nationale, les associations nationales de collectivités territoriales (maires, départements, régions..).

Les Ceméa ont contribué à l'installation de ce collectif et participent activement aux travaux tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale où les CAPE se structurent.

Pour un meilleur usage du monde



Nous vivons une mondialisation paradoxale avec à la fois une démultiplication des échanges (réseaux sociaux, échanges financiers) et à la fois peu de réelles rencontres, peu de connaissances des réalités de l'autre et parfois même de forts replis identitaires.

Dans ce contexte, un mouvement d'éducation comme les Ceméa se doit de relever plusieurs défis : démultiplier les situations inductrices d'interculturalité et d'éducation à l'interculturel. « Rencontrer est un art difficile; cela s'apprend; l'enseigner à tous est la tâche première de notre communauté. » La citoyenneté ne peut pas se vivre concrètement à travers des discours, des institutions européennes éloignées du quotidien des habitant-es, des jeunes. Elle doit s'incarner dans l'éprouvé en permettant à travers les rencontres l'apprentissage de l'altérité tout au long de sa vie pour permettre d'acquérir des compétences interculturelles. Favoriser une éducation à l'altérité c'est poser les enjeux de l'égalité et pour y arriver, libérer nos différences. Appréhender les enjeux, la complexité du monde qui nous entoure. Cette éducation est nécessaire pour construire des remparts contre le racisme, le complotisme.

Régis Balry et Isabelle Palançon
VEN N°569 – Janvier 2018



La JPA (Jeunesse au plein air)

Les Ceméa poursuivent leur investissement au sein de la JPA (Jeunesse au plein air). Depuis plusieurs années maintenant la JPA est traversée par des problématiques internes : autonomisation de la confédération ; perte de vitesse de la campagne ; problème de gouvernance ; absence sur une partie importante du territoire.

Pour faire face à ces problèmes, la JPA a opéré de nombreux chantiers internes. En premier lieu, un recentrage sur son objet premier : travailler un plaidoyer (<http://www.jpa.asso.fr/elus-plaidoyer/>) commun sur l'importance des vacances collectives. Deuxièmement, un fond de dotation a été créé dont l'objet principal est la recherche de financement. Et pour finir un travail sur les instances est en cours de finalisation : là où les unions régionales (sous-statut associatif) fonctionnent, il y en a trois sur le territoire (Grand Est, Occitanie et Hauts de France), une nouvelle proposition de convention entre ces unions et la confédération est en train d'être finalisée. Là où il n'y en a pas, une proposition de coordination sera proposée, une note de cadrage est en cours de finalisation précisant leur fonctionnement. Concernant les comités départementaux, un travail sur la convention qui les lie avec la confédération a également été engagé. Les principales missions d'une union régionale ont été clarifiées, tout comme ceux d'une coordination et ceux des comités départementaux. À ce jour, la JPA est remobiliser sur son projet : favoriser le départ en vacances du plus grand nombre.

L'Observatoire des Vacances et des Loisirs des enfants et des jeunes (OVLEJ)

Les Ceméa continuent de représenter la JPA au sein de l'OVLEJ. L'Observatoire des Vacances et des Loisirs des enfants et des jeunes (OVLEJ) est une association créée en 1999 par les principales organisations du secteur associatif intervenant dans le champ des vacances et des loisirs collectifs. Elle est aujourd'hui constituée de La Jeunesse au Plein Air (La JPA) et l'Union Nationale des Associations de Tourisme plein air (UNAT).

Les missions de l'OVLEJ :

- Conduire des études qualitatives ou quantitatives sur des thématiques définies par les membres de l'OVLEJ et ses partenaires, en réponse aux besoins du secteur.
- Mettre à disposition des acteurs une Expertise sur : les pratiques et enjeux du temps libre pour les enfants et les jeunes ; les impacts des politiques publiques ; les indicateurs statistiques et méthodologies d'enquêtes.
- Réaliser une veille documentaire pour centraliser et diffuser des données, enquêtes et recherches, suivre l'évolution des politiques publiques, alerter ses membres.

Pour les années 2017 à 2020, l'Ovlej s'est doté d'un projet stratégique.

En 2018 et 2019, l'OVLEJ a finalisé la rédaction d'un ouvrage : Les vacances et les loisirs des enfants et des jeunes – 20 ans d'observation des pratiques et des acteurs, première édition – 2019, Luc Greffier et Natacha Ducatez, Éditions de l'OVLEJ, avril 2019.

Quelles sont les pratiques vacancières et de loisirs des enfants et des jeunes français au XXI^e siècle ? Comment les accueils collectifs de mineurs s'inscrivent-ils dans ces « temps libres » ? Et de quelle manière leur fréquentation évolue-t-elle ? Quelles sont les représentations et les attentes des familles envers ces structures ? Voici quelques-unes des questions auxquelles l'Observatoire des vacances et des loisirs cherche à répondre au travers de ses diverses études. L'objectif de ce premier ouvrage est de proposer une synthèse des travaux menés au cours des 20 dernières années.

■ 2018 et 2019, deux années de mobilisations multiples...

Face à l'urgence climatique et sociale, ne ratons pas le coche des objectifs de développement durable

À la veille du sommet onusien pour le Climat, plus de 200 ONG unissent leur voix pour exhorter la France à mettre en place d'urgence un mécanisme de suivi des politiques menées, tant au niveau local qu'international, pour s'assurer qu'elles soient cohérente (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10253>

Marchandisation du social, une nouvelle étape franchie par « mes-allocs.fr »

En 2017, Jacques Toubon, Défenseur des droits demandait à ce que « les services publics offrent une alternative humaine à la numérisation des démarches administratives ». Conjuguée à l'affaiblissement constant des services publics, la dématérialisation de ces derniers a (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10251>

La réponse du collectif Enjeux e-médias à l'appel des trois académies

Six ans après son rapport L'enfant et les écrans, c'est cette fois-ci, sous forme d'un appel à une vigilance raisonnée sur les technologies numériques, que l'Académie des sciences conjointement avec les Académies de médecine et celle des technologies, (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10249>

Agir ou subir ? - Editorial du VEN 575

Les profonds bouleversements qui traversent la société ne nous épargnent pas et l'entreprise de refondation de l'Éducation populaire, démarche politique, sociale et culturelle originale fondée sur l'émancipation solidaire est fortement bousculée. Nos associations (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10250>

Rien n'est fait pour l'autisme ? - Editorial du VST 143

« Rien n'est fait pour l'autisme [1] », il est de bon ton de le dire. C'est le genre de phrase qui vaut au moins 100 like sur un réseau dit social bien connu. Et on se scandalise... Enfin, un peu, parce que ces mêmes personnes changent vite de place dans le train (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10247>

La jeunesse majeure - Avant-propos du VEN 574

Ah, elle est belle la jeunesse, entend-on dire dans les chaumières et sur le zinc. Oui, elle est belle la jeunesse. Elle est belle et responsable, responsable et engagée. Elle est belle, belle et rebelle, elle fait éclat, et étincelle. La rue remue, la rue (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10243>

Politique de la petite enfance, un rapport à soutenir !

Sylviane Giampino a remis, le 25 Avril 2019, à Christelle Dubos et Adrien Taquet, secrétaires d'Etat auprès de la Ministre des Solidarités et de la Santé, un rapport détaillé sur le « Pilotage de la qualité affective, éducative et sociale de l'accueil du jeune enfant ». Celui-ci marque une (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10235>

Loi pour « une école de la confiance » : Quand 20 mois de mesures sont censés faire politique éducative !

Dans un contexte où le débat démocratique avec l'ensemble des acteurs concernés n'a pas eu lieu sur la transformation de la politique éducative du pays, le CAPE, dont les Ceméa sont membres et assurent la présidence, témoigne de ses analyses, rappelle (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10232>

Les Ceméa et les élections européennes

Dans un contexte de crise économique, écologique et sociale face à la montée des populismes et devant la tentation du repli national, les

élections portent un sens tout particulier. Les Ceméa se mobilisent avec un ensemble de propositions... Télécharger ci-dessous la plaquette complète (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10215>

L'engagement pour faire du collectif Avant-Propos du VEN 573

L'expérience de la mobilisation citoyenne dite « des gilets jaunes » a témoigné, témoigne encore, dans certaines situations, d'une nouvelle modalité du lien social marquée par l'esprit d'association. Depuis plus d'un an, le secteur associatif n'a été que (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10200>

Printemps de la psychiatrie

Manifeste pour un renouveau des soins psychiques
 La psychiatrie et la pédopsychiatrie n'en peuvent plus. Depuis déjà plusieurs décennies, ceux qui les font vivre ne cessent de dénoncer leur désagrégation et de lutter contre le déclin dramatique des façons d'accueillir et de soigner les personnes qui vivent au cours de leur (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10184>

Non à la révision de la loi de 1905 !

La Ligue de l'enseignement, Les Ceméa et d'autres organisations laïques mettent en garde contre toute modification de la loi de séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905, quelles qu'en soient les (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10177>

Priorité à l'Éducation Populaire - Communiqué des Ceméa Réunion

Devant ce qui s'apparente de plus en plus à une paralysie totale du pays avec des conséquences extrêmement graves présentes et à venir pour notre économie et notre population. Devant un mouvement multiforme agrégeant tout et son contraire, niant la démocratie représentative tout en la (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10176>

Remplacement du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco)

Lettre au Ministre de l'Éducation nationale.
 Les Ceméa, le Cnajep, les acteurs du système éducatif et de la société civile, membres du Comité consultatif du Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO), font part de leur inquiétude au ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel BLANQUER à l'idée que (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10160>

Entre fake news et panique morale, les CEMÉA dénoncent les rumeurs autour de l'éducation à la sexualité et en rappellent son importance

On se souvient de la Journée de retrait de l'école en 2014 (suite aux ABCD de l'égalité). L'histoire se répète... à nouveau, l'adoption de la loi Schiappa sur les violences sexuelles suscite de nombreuses réactions et vives émotions en cette rentrée (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10151>

Défendons la liberté pédagogique

En cette rentrée 2018, les associations et organisations syndicales d'éducation protestent contre les contraintes exercées sur les équipes enseignantes d'écoles maternelles ou élémentaires concernant leur liberté (...)
<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article10135>



Actions et innovations avec l'école

- Ce que les Ceméa prônent aujourd'hui, c'est l'Éducation active. Les méthodes actives, tout le monde sait les mettre en pratique, y compris le secteur marchand privé, qui développe des méthodes d'apprentissage qui relèvent de celles-ci. L'éducation active, c'est une condition. Celle de rendre possible que prennent sens les méthodes et les pratiques. Et c'est une ambition. Celle que le sujet avec lequel nous travaillons devienne acteur de sa propre éducation.
- Le projet que les Ceméa portent, au-delà des valeurs et des pratiques, s'inscrit dans un projet politique plus vaste, un projet qui vise à responsabiliser les individus. C'est à ces conditions que nous pouvons dire que nous sommes porteurs et porteuses d'un projet d'émancipation et de transformation sociale. Ce ne sont pas que des mots, c'est aussi une manière de situer aujourd'hui notre quotidien comme étant autant de micro-actions, de micro-pratiques, qui visent demain à former des citoyen.ne.s capables de comprendre le monde dans lequel ils vivent et capables donc d'y agir pour le transformer.
- Cette ambition là est une ambition politique car l'Éducation nouvelle est, en elle-même, politique. Conduire au quotidien des pratiques se référant à l'Éducation nouvelle au sein de l'école, c'est revendiquer et assumer une certaine exigence quand d'autres nous taxent de laxisme et/ou de libéralisme au nom de « l'enfant roi », de « l'enfant créateur »... L'Éducation nouvelle est aussi exigeante sur la place que nous laissons aux apprenant.e.s que sur le rôle que nous attribuons aux éducateur.rice.s.
- L'enjeu pour l'élève c'est de « ne pas travailler à vide ».
- L'agir, l'activité, la façon de favoriser la mise en activité sur des objets qui sont des objets porteurs de sens,

L'éducation nouvelle à l'école, continuons !

font partie du patrimoine des mouvements d'Éducation nouvelle. Il ne peut pas y avoir apprentissage si l'activité développée n'a pas de sens pour l'apprenant.e. La relation des Ceméa à l'École au sens générique est une relation ancienne. Elle s'est instituée assez normalement et assez légitimement car les premiers militant.e.s des Ceméa ont été des enseignant.e.s. Ils ont été parmi les premiers à expérimenter, à tester, à s'entraîner à mettre en œuvre des pratiques un peu inhabituelles dans des espaces autres que l'école. C'est ainsi que les champs de l'animation, des loisirs collectifs ont été des espaces fortement investis par des enseignant.e.s militant.e.s des Ceméa qui réinvestissaient après, dans la classe, des pratiques expérimentées et vécues à d'autres endroits. Les conseils d'enfants, la gestion de la vie collective, l'aménagement des espaces de vie, ont fait l'objet d'expérimentation en dehors de l'école pour faire avancer ensuite, dans l'école, la réflexion, contribuant ainsi à faire progresser les pratiques pédagogiques. C'est aussi cette perméabilité des espaces qui a renforcé notre approche globale de l'éducation. Notre mouvement traite les questions d'éducation, les éclaire par des angles différents, portés par des acteur.rice.s aux professions, aux références différentes. Au moment où les choses se réfléchissent de manière très morcelée, les Ceméa ont cette capacité à rassembler sur une problématique centrale des acteur.rice.s aux compétences différentes. Sur tous ces points rapidement évoqués ci-dessus, continuons à être proactif.ve.s, offensif.ve.s, engagé.e.s. Seul.e.s ou avec d'autres !

■ Une ambition pédagogique pour la réussite scolaire de tous et toutes

Favoriser la persévérance scolaire et l'orientation professionnelle choisie pour une insertion sociale réussie, accompagner l'apprentissage de la lecture et lutter contre l'illettrisme, développer l'éducation artistique et culturelle, renforcer les dispositifs périscolaires et extrascolaires, développer la culture scientifique et numérique, promouvoir la justice sociale et lutter contre la pauvreté et ses effets sur les parcours scolaires... Autant de priorités dans lesquelles les actions des Ceméa se sont inscrites et qui ont permis de toucher près de 28 000 enfants et jeunes grâce à un travail en transversalité entre les secteurs (Animation, Social et École) et les pôles (Culture, Médias et International) des Ceméa au service d'un projet global.

Toujours impliqués dans l'objectif d'une école inclusive soucieuse des besoins spécifiques de chacun et de chacune et qui n'oublie personne, les Ceméa continuent à répondre à cette préoccupation forte par leur participation dans des actions de remédiation comme les ateliers relais ou de remobilisation comme les ER2C (École Régionale de la deuxième chance).

En 2018 et en 2019, ils agissent en direct dans un des dispositifs proposés pour raccrocher des enfants, des jeunes dans 10 académies et à plus de 80 % dans des zones d'éducation prioritaire. Néanmoins, ils se questionnent toujours sur l'avenir des ateliers relais et surtout sur leur propre place comme mouvement pédagogique en leur sein.

Les Ceméa sont investis dans la lutte contre l'illettrisme en étant membre du conseil scientifique de l'ANLCI d'une part et sur le terrain, en proposant l'animation d'ateliers d'expressions orale, écrite avec des outils vidéos ou numériques, auprès de plus de 1 350 jeunes.

Développer l'éducation artistique et culturelle est une priorité dans laquelle les Ceméa se sont engagés de très longue date. Avec près de 17 000 enfants et jeunes touchés, ils proposent un panel d'actions dans lesquelles l'ensemble des Associations territoriales des Ceméa sont impliquées. Ainsi qu'il s'agisse d'accompagnement dans des lieux de culture (musées, cinémas, expositions, théâtres), ou que le travail porte sur ce qu'est « être spectateur. rice » dans le cadre d'événements culturels comme des festivals, ou encore dans la mise en œuvre et le développement du prix Jean Renoir des lycéens, plus de 75 % des actions sont menées sur des temps scolaires, 63 % auprès de collégien.ne.s ou lycéen.ne.s dont 26 % sont élèves dans un établissement en éducation prioritaire.

Pour une description détaillée de l'action des Ceméa dans le champ culturel, se reporter à la Partie « Politique et pratiques culturelles, un enjeu d'éducation », p. 65.

Renforcer les dispositifs périscolaires et extrascolaires

Si les Ceméa partageaient un sentiment d'imperfection dans les nouvelles organisations proposées par la réforme des rythmes de 2013 et œuvraient à leur niveau, pour que des améliorations, des ajustements soient prévus et engagés, ils ont continué en 2018/2019, leur travail de conviction en travaillant avec les élu.e.s, les parents, les familles, les journalistes et les relais d'opinion pour défendre leur vision d'une éducation globale, dans le sens de l'intérêt des enfants, des jeunes et de leur réussite éducative. Ils ont également organisé des temps d'activités péris-

L'École de la 2^{ème} chance de Perpignan, une référence en région



L'École a maintenant 11 ans, 11 ans de travail avec le partenaire ADPEP66 et 7 ans avec le GRETA des Pyrénées orientales. À ce jour, les Ceméa d'Occitanie travaillent avec plus de 450 entreprises qui reçoivent des stagiaires et qui animent des séances dans l'école ou sur sites. En 2018, les stagiaires ont effectués 271 stages en entreprises. Des partenariats nouveaux se mettent en place ou perdurent en marge des entreprises et permettent aux stagiaires, de se former en citoyens responsables, ouverts sur le monde et actifs dans leurs projets.

Des partenaires « santé »

Avec Sport66 sur hygiène alimentaire, la lutte contre l'obésité et le sport. Avec la CPAM où les jeunes vont à des rendez-vous individuels faire vérifier leurs dossiers, bénéficier d'une visite médicale et, en collectif, avoir une information sur la CPAM. Un travail sur la santé avec l'IREPS, le Planning Familial, se poursuit sur les grossesses précoces, les moyens de contraception, avec Parenthèse et avec l'ANPAA sur les addictions. Ceci a abouti avec la conception d'un clip avec R-CAN sur le thème des addictions. Dans le cadre d'un partenariat avec la CAF, des intervenants viennent expliquer les droits et ouvrent avec les stagiaires leur espace numérique. C'est aussi une stratégie de lutte contre la fracture numérique. La Fédération des Maîtres-nageurs sauveteurs, forme l'ensemble des jeunes au PSC1.

Des partenaires « culture » et « citoyenneté »

Pour la troisième année, l'école a été lieu d'exposition dans le cadre d'un festival « OFF » du Visa pour l'image. Le CIDFF et le MRAP interviennent sur tous les groupes pour une sensibilisation sur l'égalité Homme/Femme et la lutte contre toutes les formes de discrimination. L'association Laser 66, partenaires de l'école sur tout ce qui fait référence à la sécurité routière travaille avec les Ceméa sur la mobilité et maintenant sur la mise en place de formation et de passation de l'examen du code de la route. En 2018, un groupe de stagiaires a préparé le code de la route. Le Secours Populaire permet de faire profiter aux stagiaires d'un séjour au festival d'Avignon. L'Institut Jean Vigo accueille les stagiaires durant le Festival international du film de l'éducation, avec un travail en lien avec les BPJEPS des Ceméa. L'association « l'instant socio » sur la PNL et la socio esthétique.

Certains de ces projets sont en partie financés par le CGET. D'autres par le PDASR, la MILDECA, le FIPD, la DILCRAH ou des fondations d'entreprises. En 2018, ont été accueillis 206 jeunes (48 de plus qu'en 2017).

colaires dans un cadre expérimental et proposé des expériences en internat, touchant ainsi plus de 2200 jeunes.

Développer la culture scientifique et numérique

Contribuer à l'éducation aux cultures scientifiques et numériques se traduit pour les Ceméa par des activités autour des « Promeneurs du net » dans plusieurs régions. D'autres interventions, sous forme de forums ou d'ateliers dans les cadres notamment des dispositifs relais viennent compléter ces actions aussi bien dans l'hexagone que dans les territoires ultramarins. Très engagés dans la dimension politique comme pédagogique sur le volet numérique, les Ceméa se sont dotés d'une mission Libre et Education nouvelle qui alimente la réflexion sur les pratiques et vient enrichir les actions de formation auprès des jeunes sur temps scolaires et périscolaires. Le Pôle Médias, numérique, éducation critique et engagement citoyen des Ceméa a mis

Des Ateliers relais dans les territoires

Des Ateliers relais avec des collèves à la Réunion

Deux dispositifs de l'Éducation nationale ont été reconduits auprès de La Possession (Collège Texeira Da Motta) et de Saint Paul (collège Albert Lougnon). L'objectif étant toujours de remobiliser de jeunes collégiens en décrochage scolaire sur l'année scolaire (2017/2018 et 2018/2019). Les jeunes sont accueillis le temps d'une session soient 5 semaines, en externat, avec un effectif de 12 élèves au maximum.

L'équipe est constituée d'une enseignante, d'une animatrice des Ceméa, d'une assistante d'éducation, d'un adulte relais, et d'un éducateur spécialisé (Saint Paul).

À Saint-Paul : le projet de cette année scolaire 2017/2018 a porté sur l'aménagement du jardin dans les quartiers avec des interventions auprès des classes de l'école voisine, des activités de lecture et de jardinage (37 élèves).

À La Possession : les élèves de l'atelier ont travaillé autour de jardins partagés, d'aménagement dans le collège de Texeira Da Motta - un apprentissage de la permaculture, l'installation d'une poubelle sous forme de sculpture, un atelier de musique (35 élèves).

L'effectif total était de 72 élèves impliqués dans ces ateliers relais.

Engagement des Ceméa Rhône-Alpes dans les dispositifs relais

En 2018, les dispositifs relais de l'agglomération grenobloise représentaient une part importante de l'activité pour le secteur école des Ceméa Rhône-Alpes.

Les Ceméa sont intervenus deux jours par semaine dans l'Atelier de Voiron au Collège la Garenne et deux jours par semaine sur l'ensemble de l'année dans le dispositif de suivi sur site (D2S) sur l'agglomération Grenobloise.

Pour le D2S de l'agglomération grenobloise, le partenariat se traduit par la mise à disposition d'un animateur puis d'une animatrice socio-culturelle, pour la mise en place d'activités dans le cadre des parcours du collège qui répondent aux orientations suivantes : lutter contre le décrochage scolaire, redonner du sens aux apprentissages, réapprendre à être élèves.

Les élèves bénéficient de 20h d'intervention en moyenne sur les 3 sessions de 8 semaines proposées dans l'année. 69 élèves issus des 8 collèges suivants ont bénéficié de l'intervention des Ceméa : Fernand Léger (Saint Martin d'hères), Gérard Philippe (Fontaine), Vercors (Grenoble), Fantin Latour (Grenoble), Villard de Lans, le Chamandier (Gières), Lucie Aubrac (Grenoble), Olympiques (Grenoble). Cela représente 1 380 heures élèves d'intervention en 2018.

Lutte contre le décrochage scolaire - Intervention en atelier-relais au collège Guy Mareschal d'Amiens

L'atelier relais est un dispositif qui s'adresse à des élèves du second degré relevant de l'obligation scolaire (élèves de 5ème, 4ème et 3ème). Il concerne les élèves entrés dans un processus de rejet de l'institution scolaire et des apprentissages, donc en risque de marginalisation sociale ou de déscolarisation: absentéisme non justifié, problèmes de comportements aboutissant à des exclusions temporaires ou définitives d'établissements successifs, mais aussi extrême passivité dans les apprentissages instaurant un processus d'échec et d'abandon.

L'atelier relais a pour objectif principal de permettre une démarche de réinvestissement dans les apprentissages et de favoriser la maîtrise du socle commun de connaissances, de compétences et de culture, ainsi que l'appropriation des règles de vie sociale et scolaire.

Une équipe pluridisciplinaire. L'équipe de l'atelier relais est composée d'une enseignante coordonnatrice, d'un animateur Ceméa de Picardie, d'une assistante d'éducation, et d'enseignants disciplinaires tels que les mathématiques, la technologie, l'éducation musicale, l'art plastique et l'EPS. En 2018, l'équipe de l'atelier relais a mis en place des projets de groupe afin de pouvoir travailler sur des compétences sociales et civiques.

Deux projets ont été menés tout au long de l'année

- **Un projet pluridisciplinaire mené avec l'atelier menuiserie de la SEGPA** du collège Guy Mareschal qui a consisté à l'aménagement d'un coin détente dans le hall du collège et plus précisément à la construction d'une boîte à lire.
- **Un projet « Jeux de logique et de stratégie »** mis en place par l'association Caravalud.

Par ailleurs, d'autres projets ont été construits en lien avec les différents parcours

- **Parcours avenir :** salon de l'apprentissage et de l'alternance / Atelier de l'apprentissage au CIO Amiens Sud. Découverte des métiers de bouche (Lycée Saint Martin).
- **Parcours éducatif de santé.** Participation au safra'numériques et atelier de prévention sur les conduites à risques des réseaux sociaux (projet mené avec les Ceméa de Picardie).
- **Parcours d'éducation artistique et culturelle.** Construction d'affiches pour le prix « Non au Harcèlement ».

Des ateliers relais à Marseille

L'implication dans les ateliers-relais des collèges Ferry et Renoir se poursuit, où deux binômes-formateurs proposent aux jeunes, orientés là pour neuf semaines, deux après-midi d'activités diverses, pour les aider à se resocialiser et se remobiliser dans leur cursus scolaire.

en œuvre de nombreuses actions recouvrant cette dimension (cf. p. 72).

Ainsi, ce sont plus de 5500 jeunes, notamment du 2d degré dont 42 % élèves de REP ou REP+ et 48 % en zones rurales, qui ont été touchés par une action en lien avec ces cultures.

Promouvoir la justice sociale et lutter contre la pauvreté et ses effets sur les parcours scolaires

Pour les Ceméa, cette priorité est principalement portée par des actions dans le cadre du dispositif CLAS (contrats locaux d'accompagnement à la scolarité), auprès de jeunes scolarisés dans le 2d degré et en zone d'éducation prioritaire (plus de 75 % des actions).

C'est aussi dans le cadre de cette priorité de justice sociale que s'inscrivent les interventions autour de « Devoirs faits ».



DEVOIRS FAITS, l'engagement des Ceméa dans le dispositif ministériel

« Le travail personnel des élèves est décisif pour la réussite de leurs apprentissages et de leur scolarité. Il est d'abord développé dans la classe. Les leçons, exercices et travaux écrits qui sont donnés en-dehors de la classe prolongent le travail fait en classe. Ces devoirs sont parfois une source d'inégalités entre les enfants et pèsent souvent sur la vie de famille. Le programme *Devoirs faits* a pour objectif de proposer aux élèves, dans l'établissement, un temps d'étude accompagnée, pour réaliser leurs devoirs. Chaque enfant doit pouvoir travailler individuellement, au calme, pour faire des exercices, répéter ses leçons ou exercer sa mémoire et son sens de l'analyse, avec la possibilité d'être aidé quand il en a besoin. *Devoirs faits* s'adresse à des élèves volontaires qui bénéficieront d'une aide appropriée au sein du collège afin de rentrer chez eux « Devoirs faits ». Cette offre doit être conçue en fonction des besoins des élèves, de façon à favoriser une forme de sérénité à la maison sur ces sujets. Elle contribue aussi à la réduction des inégalités qui peuvent exister selon le niveau d'aide que les familles sont à même d'apporter aux enfants. » Source Ministère de l'Éducation nationale.

Dès son lancement par le ministère, les Ceméa, étant fléchés comme partenaires associatifs, ont été impliqués dans le programme « Devoirs faits ». Ainsi, plusieurs de leurs Associations territoriales du réseau, ont-elles été sollicitées par des établissements pour intervenir directement auprès des jeunes.

Le secteur école des Ceméa souhaite rappeler quelques points...

- L'utilité des devoirs pour les élèves en difficulté est discutable ; de plus, ils peuvent participer à creuser les inégalités ; proposer un accompagnement peut donc participer à la réduction des inégalités.
- Il y voit également l'occasion, comme il l'avait vu lors des travaux sur les PEDT, de mieux réfléchir, développer et renforcer les « alliances éducatives ».
- Des pistes ont également été posées pour la formation des équipes, comme la réflexion, incontournable, sur la posture d'accompagnement, ainsi que sur les projets d'établissement, afin qu'une conception des devoirs, de leur utilité et de leur utilisation puisse être partagée et cohérente, et que ce dispositif ne soit pas, justement, un simple dispositif de plus, mais l'occasion d'une réflexion collective.

Une fois ces considérations posées, la réponse des Ceméa aux sollicitations, a été qu'ils pourraient effectivement accompagner ou former les adultes qui interviennent auprès des jeunes dans ce cadre. Étant historiquement impliqués dans les actions d'accompagnement à la scolarité, il a semblé aux Ceméa, important d'avoir une vigilance toute particulière à ce que « Devoirs faits » ne déconstruise pas tout ce qui a été entrepris depuis de nombreuses années sur le lien avec les familles.

En effet, un des objectifs principaux de la Charte nationale de l'accompagnement à la scolarité est d'« accompagner les parents dans le suivi de la scolarité des enfants ». Les Ceméa, partout où ils sont impliqués sur des espaces de formation pour les accompagnant.e.s, ont à cœur de faire vivre cet objectif, y compris en incluant des parents dans les formations et en les encourageant à s'impliquer, quel que soit leur niveau d'étude ou d'acquisition des codes nécessaires au décryptage de la « culture scolaire ».

Un biais du programme « Devoirs faits »

Il pourrait devenir un outil consumériste de désengagement des parents, en « sous-traitant » les devoirs ce qui est un risque à l'opposé de l'esprit de l'accompagnement à la scolarité. D'autre part, les devoirs peuvent être un moyen de communication, notamment pour les familles les plus éloignées de l'école ; une façon distancée de savoir « ce qu'il se passe »,

lorsque l'on n'a pas d'échanges directs avec les enseignant.e.s. (c'est d'ailleurs également le cas des notes, ou bien encore des punitions...).

Paradoxalement, ces éléments, souvent défavorables aux enfants issus des milieux populaires, sont des éléments concrets, palpables, auxquelles se raccrochent les familles. S'il est possible de proposer d'autres modèles, tels que les Ceméa peuvent les défendre en Éducation nouvelle, cela ne peut se faire sans inventer d'autres façons de communiquer avec les familles : comme utiliser des formes de « devoirs » implicantes et non-dépendantes du niveau scolaire des familles, remplacer les notes par des bulletins détaillés, formulés positivement avec des objectifs de travail, adressés à l'élève et expliqués aux familles, aménager une salle pour les parents dans l'école/l'établissement, faire un « café parents » hebdomadaire, appeler les familles pour dire aussi quand ça va bien et pas que quand ça va mal, etc.

À ce titre-là, les Ceméa pensent la problématique d'une manière globale, par exemple en ne se cantonnant pas à des strictes formations, souvent trop courtes, pour les accompagnant.e.s, mais en proposant aux établissements qui les sollicitent, une réflexion de fond, au niveau du projet d'établissement et/ou de la formation des équipes enseignantes, sur des perspectives notamment sociologiques de la portée des devoirs qu'elles donnent.

Enfin, si un point positif est l'aspect public et gratuit de ce dispositif, pouvant répondre à une inégalité due au recours à des dispositifs marchands de soutien scolaire, il n'en faut pas moins rester vigilant sur d'autres inégalités que cela peut créer (notamment par le recours à des services civiques en remplacement d'autres précaires comme les contrats aidés).



Exemples d'actions portées par les Ceméa

• Formation à destination d'intervenant.e.s dans le cadre du programme « Devoirs faits » dans un collège en Rhône Alpes

Ce programme permet d'améliorer la synergie entre les temps de classe et les devoirs. L'établissement est engagé dans l'opération depuis le 6 novembre 2017 avec 25 créneaux hebdomadaires. Une vingtaine d'intervenants agissent dans ces créneaux : 4 AED, 4 professeurs, la documentaliste et une douzaine de bénévoles. Il existe une grosse tradition pour l'aide aux devoirs sur ce territoire dans d'autres dispositifs (soutien scolaire, accompagnement à la scolarité...) et les bénévoles sont formés. Il persiste cependant une petite réticence pour intervenir auprès des élèves de 4ème et 3ème. La formation doit permettre d'outiller la vingtaine d'encadrant.e.s présent.e.s pour les aider à réaliser leurs interventions en les impliquant dans une réflexion liée à l'acte éducatif dans le cadre de l'opération « Devoirs faits ».

Les Objectifs généraux de la formation étaient de comprendre le cadre de travail de l'élève dans l'établissement et à l'extérieur ; de construire des compétences d'accompagnement ; de prendre part à un projet d'accompagnement de l'élève. Cinq contenus phares ont été identifiés : la connaissance du public, le cadre de l'opération « Devoirs faits », la posture éducative des intervenants, le lien avec la famille, les méthodes et organisation de travail et outils pédagogiques. La formation est construite dans une logique « d'apports-action-analyse ». A l'issue de la formation, un dossier documentaire propre à la thématique ainsi qu'une attestation de formation (dans une logique de valorisation des acquis de l'expérience) sont remis à chaque stagiaire.

• Des interventions en collèges à Aubagne et Marseille

Assurer l'accompagnement des élèves dans la réalisation du travail personnel qui leur est demandé hors de la classe, c'est l'occasion de renforcer leurs savoir-faire méthodologiques et de poursuivre leur apprentissage du « métier d'élève » en cohérence avec les attentes des enseignants. Deux interventions par semaine sur le temps scolaire après 15h, ont été menées par les Ceméa Provence Alpes Côte d'Azur, au collège des Caillols (Marseille, 16 à 20 élèves en 2 groupes) et trois par semaine, au collège Lakanal (Aubagne, 30 à 35 élèves en 3 groupes).

Des temps de formation communs avec les autres intervenant.e.s de l'établissement sont et seront proposés et mis en place suivant les demandes, après une période de fonctionnement sur le terrain. Un travail sur l'aménagement des espaces utilisés a pu être entamé en fonction des besoins : par exemple en îlots, suivant les classes ou les niveaux accueillis (petits groupes) et/ou pour favoriser la coopération entre élèves et la mise au calme pour favoriser la concentration pour certains.

Les méthodes et outils proposé(e)s ont pour objet de donner/redonner du sens à l'exécution d'exercices, être davantage dans le lien apprentissages-compétences mobilisées-environnement quotidien. Elles comprennent un accueil personnalisé par l'intermédiaire d'un questionnaire écrit et oral pour cerner les besoins et le profil de l'élève ; des confrontations de connaissances sur une leçon commune, retour sur les travaux faits en classe, reformulation, réécriture avec leurs mots, ; une utilisation d'outils existants ou adaptés pour mobiliser des savoirs ou des compétences de façon plus ludique ou pour aider l'élève à repérer des stratégies d'exécution qui lui conviennent mieux et qu'il peut réinvestir (utilisation de jeux en lien avec des apprentissages).

• Collège les Buclos - Formation à destination des intervenants dans le cadre du programme « Devoirs faits »

Ce programme permet d'améliorer la synergie entre les temps de classe et les devoirs. L'établissement est engagé dans l'opération depuis le 6 novembre 2017 avec 25 créneaux hebdomadaires. Une vingtaine d'intervenants agissent dans ces créneaux : 4 AED, 4 professeurs, la documentaliste et une douzaine de bénévoles. La formation proposée par les Ceméa Rhône-Alpes inscrit les participants dans une réflexion liée à l'acte éducatif dans le cadre de l'opération « Devoirs faits ».

Favoriser la réussite de la jeunesse en Martinique

Pour réaliser cet objectif, les Ceméa de Martinique mettent en œuvre diverses actions en soutenant la rencontre et la mobilisation des différents professionnels de la communauté éducative : poursuite du CLAS (Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité) sur Rivière Roche et du CLAS sur Bwa Santal pour les élèves de primaires, collèges et de lycées en intégrant les enfants de Calebassier ; du CLAS au collège Petit Manoir au Lamentin ; du CLAS au collège Glissant au Lamentin ; du CLAS au collège Godissard de Fort-de-France ; ouverture du CLAS de Calebassier, recrutement de quinze jeunes en Service Civique sur le thème Education pour tous ; participation aux réunions du Projet de Réussite Educative (PRE) de la ville de Fort-de-France et du Lamentin ; accueil d'une vingtaine d'enfants du PRE de Fort-de-France sur Rivière Roche ; réalisation d'une formation de délégués Élèves pour le LP Chateauboeuf avec 65 lycéens.

Les Ceméa accompagnent et aident également les parents dans leurs responsabilités, notamment à travers quatre projets REAAP (Réseaux d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents) menés à bien sur le Lamentin et sur Fort-de-France. Ils accompagnent aussi la formation des enseignants en poursuivant le partenariat avec le Rectorat et les projections de films dans le cadre des Rencontres du Festival international du Film d'Éducation.



Des actions diversifiées « Dans et autour de l'école » en Polynésie

« Programmes de Loisirs Éducatifs en Internat »

Cette année 2018, sept séjours (4 à Rangiroa et 3 à Manihi) ont été réalisés durant lesquels 326 jeunes ont eu l'opportunité de vivre des expériences, encadrées par environ 61 professionnels de l'animation, qui diffèrent de ce qu'ils vivent habituellement en internat.

« Dispositif « Week-end Éducatifs en Internat »

Le projet concerne l'encadrement en totale responsabilité des élèves en internat (durant les week-ends), hors vacances scolaires, de février à juin 2018 sous la forme d'un accueil éducatif. En 2018, 88 jeunes internes (15-22 ans) issus des Lycées polyvalent de Taaone et Aorai ont été concernés par cette action.

À noter, une nette amélioration en 2018 dans l'organisation de ce dispositif un peu particulier, car il s'inscrit dans la continuité de l'école mais sur un temps de week-end. La prise en compte des besoins des jeunes, pour à la fois pouvoir se reposer, se ressourcer, se distraire, doit être effective et être parfaitement compatible avec le travail scolaire qui doit se poursuivre ; l'objectif est la réussite scolaire des jeunes.

Dispositif HA'API'1 2018

Ce dispositif se déroule en 3 volets (un CLSH, l'Opération Cartables et le Dispositif d'accompagnement à la scolarité) et est reconduit pour la deuxième année avec la commune d'Arue, toujours au bénéfice de 25 enfants, reconnus méritant et issus de quartiers prioritaires d'Arue, sélectionnés par la Commune.

Formation à la citoyenneté : stages délégués

Deux stages délégués ont été organisés à la pension Bouvier de Moorea, pour 36 délégués (20 lycéens de 2nde du Lycée hôtelier et 16 collégiens de 6^{ème} du collège Maco Tevane), fidèles partenaires depuis de nombreuses années.

Formation accompagnateurs scolaires PEL Papeete

Cette formation était tournée vers les thématiques des écoles et travaillée autour de 3 techniques de conduite d'activités : activités manuelles (tressage, totem, masques, fresque) ; jeux (tuaro Maohi, jeu dé-quizz) ; expression (mimes, ombres découpées, marionnettes, chant gestuel). Cette formation dont le bilan fait ressortir le savoir-faire et l'expérience des Ceméa, a accueilli 20 personnes.

À Mayotte, les Jeunes Ambassadeurs des Droits de l'Enfant (JADE)

Les interventions ont concerné plus d'une vingtaine de structures (écoles, collèges, ACM, stages de formation, événements, ...). Elles ont sensibilisé plus de 2000 jeunes, une soixantaine d'animateurs et d'éducateurs. Dans les animations, quatre « droits » sont plus demandés : le droit à une justice adaptée ; le droit à l'égalité ; le droit à l'éducation et aux loisirs ; le droit au meilleur état de santé possible.



ACTIONS AVEC DES FESTIVALS

En Bretagne, un double partenariat à Rennes et à Douarnenez

Ce partenariat avec le festival des *Trans Musicales*, à Rennes pour l'accompagnement des publics scolaires (phase de diagnostic) et un autre avec le festival de cinéma de Douarnenez (accueil des publics ACM) a pour objectifs de favoriser les rencontres sensibles avec les productions artistiques ; d'engager les personnes dans une réflexion critique et citoyenne, leur permettant d'agir au sein de leur environnement ; d'offrir des espaces de rencontres, d'ouverture, d'éveil, d'éducation ; de développer les pratiques d'expression et les pratiques artistiques ; de permettre de se cultiver ; d'agir sur le faire et vivre ensemble. En direction des élèves, le parcours consiste en 4 spectacles, des ateliers en aval et en amont des spectacles, deux rencontres avec des professionnels du milieu du spectacle vivant, un accompagnement des enseignantes. Il concerne deux classes de première générale. Dans le cadre de ce parcours, les élèves réalisent un carnet de spectacle, sorte de journal de bord qui garde la trace de leurs parcours et réflexion. Ce carnet est présentable à l'oral de français pour le BAC.

Le festival des *Trans Musicales* a sollicité les Ceméa pour être accompagné dans l'analyse et la mise en œuvre de son projet d'accueil des publics, et en particulier des publics scolaires. Une phase de diagnostic a été engagée. 6 groupes de scolaires ont été suivis (observation et entretien avec les enseignants). Les perspectives pour la rentrée prochaine en 2019 sont en construction. Pour être en mesure d'accompagner ces interventions, les Ceméa forment leurs militant.e.s. Un week-end interne a été organisé. Par ailleurs, un groupe de recherche pédagogique est constitué à l'année et produit des ressources. Le projet d'accueil des jeunes publics sur le festival de cinéma de Douarnenez engage les Ceméa à plusieurs niveaux : ils siègent au sein de la commission jeune public ; ils ont en charge l'accueil des Accueils Collectifs de Mineurs (accompagnement des équipes éducatives en amont, conceptions et animation d'ateliers) ; ils accompagnent l'équipe de bénévoles en charge de l'accueil du jeune public individuel.

■ Une ambition républicaine par le développement du parcours citoyen

Éduquer à la citoyenneté a toujours été une priorité pour les Ceméa. Afin de donner à chacun.e des opportunités de s'engager, de prendre des responsabilités, de tâtonner et d'expérimenter des situations, il offre aux enfants et aux jeunes les conditions de s'ouvrir au monde, à la découverte, aux rencontres, pour une transformation de soi, vers sa propre émancipation...

Qu'il s'agisse de formation d'élu.e.s, de sensibilisation et de formation aux questions de relations filles/garçons, de lutte contre les discriminations ou contre le harcèlement, de laïcité, ou encore d'éducation critique aux médias et aux réseaux sociaux, il est bien question d'esprit critique et de capacité à acquérir sa propre liberté de penser et d'agir. Se reporter à la partie « Média, numérique, éducation critique et engagement citoyen, p. 72) de ce rapport.

Ce sont plus de 28000 jeunes qui ont bénéficié d'une action en lien avec la citoyenneté sur l'ensemble des territoires qu'ils soient métropolitains ou ultramarins. 70 % des actions étaient menées sur temps scolaire et notamment auprès d'élèves de collèges et lycées.

Pour une réelle égalité homme femme, une action dans les lycées en Occitanie

Cette action a été mise en place pour les classes de 1^{ère} et terminale ST2S, ASSP, SPVL (ou tout autre cursus scolaire et professionnel permettant d'accéder à des métiers du lien social) ; 100 jeunes de 5 communes de 3 départements différents ont été amenés à se questionner sur leurs représentations de la place des femmes et des hommes dans notre société ; à vérifier scientifiquement les stéréotypes sur les différences biologiques entre les femmes et les hommes ; à prendre conscience des diverses postures éducatives sexistes (souvent non intentionnelles) et de leur impact dans la construction de l'identité « genrée » des publics ; à lutter contre le sexisme ordinaire et les tabous qui touchent les métiers, discréditent les professionnel.le.s et empêchent de travailler ensemble.

La formation a été proposée sur 2 journées ou 4 modules de 2h discontinus organisés comme suit : MODULE 1 : Le «sexisme ordinaire» : qu'est-ce que c'est ? Quelles conséquences ? ; MODULE 2 : apports scientifiques ; MODULE 3 : Neutralité et postures professionnelles ; MODULE 4 : Femmes/Hommes et Secteur du lien social : Des diplômés au masculin pour des métiers au féminin.

Éducation aux médias, aux réseaux sociaux, à l'Internet, en milieu scolaire

Trois mots clés pour cette action menée par les Pays de la Loire qui a pour but d'amener les élèves à mieux connaître les outils numériques dont ils sont utilisateurs et de les outiller pour une pratique responsable et assumée. Réussite : former à la complexité du monde ; construire la citoyenneté de l'élève dans un monde numérique sur l'ensemble de son parcours. Insertion : développer des compétences citoyennes et culturelles ; former à l'esprit critique des élèves et éduquer aux médias. Coopération : favoriser l'initiative des écoles et des établissements ; développer des espaces de réflexions pédagogiques partagées. En 2018, cette action a touché 300 élèves de collège, lycée et CFA. sur l'entrée de l'analyse des médias et réseaux sociaux et 250 sur l'entrée du cyberharcèlement. Les adultes des établissements concernés ont également été formés. L'animation s'appuie sur les acquis des élèves en partant de leurs pratiques. Diffé-

rents temps forts sont proposés lors de la formation : sondage sur les pratiques (nombre d'écrans, heures passées, réseaux sociaux utilisés) ; travail sur les représentations et définition des concepts (Internet / le WEB, données, serveurs, adresse IP, navigateur,...) ; appropriation des conditions d'utilisation des réseaux sociaux ; atelier « Je PUBLIE » pour traiter des questions de droit à l'image, droits d'auteur / Vie privée et protection des données/Cyberharcèlement /E-reputation / Signalement. Un temps autour des conseils de la CNIL est également mis en place.

« Le Mois de l'Autre » en Alsace

« Le Mois de l'Autre » est un dispositif régional permettant de réaliser des actions de sensibilisation des lycéen.ne.s et apprentis autour des notions de vivre ensemble, d'exclusion, de discriminations, de sexisme et d'égalité... En 2018, trois nouvelles fiches ont été accueillies favorablement par la Région Grand Est et ont été menées dans les établissements d'Alsace, sur les deux départements : l'une autour de la violence verbale et des émotions, les deux autres à propos de l'égalité femmes/hommes et de l'éducation critique aux médias. Trois nouvelles propositions de fiches d'intervention ont été ajoutées au catalogue pour la rentrée 2018-2019 et concernent les identités numériques et le cyber-harcèlement, la mise en place d'un porteur de parole et la formation des délégué.e.s. Les contacts avec les établissements scolaires ont débuté fin 2018 pour les actions à mener sur le premier semestre 2019. Ces nouvelles propositions ont eu un certain succès, notamment celles sensibilisant à la question des identités numériques et du cyberharcèlement. 369 élèves ont été concernés.



FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'ÉDUCATION

Des Cinés-Débats dans l'académie de Tours

L'action menée par les Ceméa Centre Val de Loire consiste à proposer des courts métrages comme supports à des échanges et des débats dans les établissements scolaires de l'académie, dans la formation des enseignants de l'ESPE, dans des temps de débats ouverts aux publics (dont parents, enseignants), dans des espaces s'adressant aux jeunes.

Les objectifs sont les suivants : renforcer les pratiques culturelles des élèves, notamment liées au cinéma, valoriser l'éducation aux médias et à l'image des enfants et des jeunes, lutter contre toutes les discriminations et agir pour la prévention, pour l'égalité des droits et favoriser la diversité, encourager les rencontres, débats, dialogues citoyens, confronter son point de vue à celui des autres à l'aide d'un support médiateur. Dans la majorité des cas, les films projetés ont été récompensés au Festival International du Film d'éducation

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Intervention en collège « Égalité fille-garçon » dans la Somme

Début novembre 2018, le collège Jean Moulin de Moreuil a contacté les Ceméa pour travailler sur la question de l'égalité « Fille-Garçon ». Leur volonté était de bénéficier des apports et techniques d'animation d'un acteur complémentaire de l'École.

Avec la Conseillère Principale d'Éducation, les Ceméa ont co-construit cette action de lutte contre les discriminations. Elle s'est déroulée en deux temps : un atelier en groupe classe (fin 2018) suivi d'une projection-débat (début 2019). Il a été décidé que tous les élèves de 4ème participeraient (5 classes).

Deux formateurs des Ceméa ont animé 5 ateliers d'une heure chacun. La durée courte a contraint à proposer une animation très rythmée, en trois temps :

- **Photo langage** (pour que chacun se rende compte et entende la diversité des représentations mentales) : des photos sont disposées au sol, chaque élève doit se positionner à côté de la photo qui, selon lui, est la plus : féminine, masculine, égalitaire, neutre... Entre chaque phase de positionnement, on échange sur les critères qui ont amené à se positionner sur telle image plutôt que sur telle autre.

- **Débat mouvant** (pour formuler et confronter des arguments) : la salle est divisée en 3 zones (« Je suis plutôt d'accord », « J'hésite », « Je suis plutôt pas d'accord »). L'intervenant énonce une affirmation (ex : « Les filles ne doivent pas porter de jupes trop courtes »). Chaque élève se positionne dans l'une des 3 zones. Ensuite, les élèves des zones « plutôt d'accord » et « plutôt pas d'accord » échangent des arguments pour convaincre les autres élèves. Chaque élève peut changer une ou plusieurs fois de zone. Une fois les arguments « épuisés », l'intervenant peut apporter un éclairage sociologique, historique, législatif, biologique... sur la problématique abordée par l'affirmation. On recommence ensuite avec d'autres affirmations.

- **Échanges** (pour comprendre comment notre cerveau construit des stéréotypes et s'autoriser à s'émanciper de ces stéréotypes) : la parole est libre et les propos sont riches : on parle de la publicité, des dessins-animés, des jeux vidéo, des cultures d'avant et d'ailleurs, des relations fille-garçon... Cette première séance, pour laquelle les retours positifs ont été nombreux, illustre certaines caractéristiques des interventions des Ceméa en milieu scolaire : encadrant ne faisant pas partie de l'établissement (pas de préjugé sur tel ou tel élève) ; thématique qui concerne directement les jeunes (au-delà de leur statut d'élèves) ; non-jugement (l'important est que chacun progresse) ; activités basées sur l'interaction entre les participants (avec divers degrés d'engagement permis).

La séance suivante, programmée pour début 2019 a été une projection-débat à l'occasion de laquelle les élèves ont pu continuer à partager, s'interroger et à construire l'adulte qu'ils veulent devenir.



ÉDUCATION AU NUMÉRIQUE

Fonctionnement d'internet et pratiques positives en Cycle 3, en Picardie

Cette action vise au développement de la citoyenneté numérique (ici pour les élèves de Cycle 3) avec pour objectif de comprendre le fonctionnement d'internet. Cette action a été construite en collaboration avec l'équipe éducative (4 enseignants et le Directeur d'école). Chacune des 4 classes concernées a bénéficié d'une intervention de 2h (enseignant présent et en co-animation sur certains moments) ainsi que de prolongements effectués par l'enseignant et notamment nourris par les ressources fournies par les Ceméa. La démarche est pensée en 4 temps : mise en commun/discussion sur les pratiques internet de chacun ; diffusion de la vidéo « Internet qu'est ce que c'est » (Vinz et Lou) où sont abordées les notions de serveur, traces, réseau mondial... ; questions de l'intervenant /réponses des élèves (pour vérifier la bonne compréhension, faire reformuler...) ; questions des élèves / réponses de l'intervenant pour approfondir certains points (ex : utilisation et circulation des données, précisions sur ce qu'est un modem, une adresse IP...).

Apprendre à vivre ensemble

Grandir, c'est s'intégrer en se différenciant, un exercice périlleux ! Devenir autonome, c'est se supporter suffisamment pour affronter les lieux différents et les personnes, les organisations et leurs fonctionnements. Grandir et devenir quelqu'un, c'est saisir que le monde est divers, où chacun est un élément qui suppose l'abandon de la toute-puissance auto-centrée, pour l'accession à la culture par le langage social.

Dominique Besnard
Psychologue, formateur, membre du Collectif des 39
VEN N° 570 – Avril 2018

Un atelier critique dans le cadre du Prix Jean Renoir, en Limousin

Dans le cadre du *Prix Jean Renoir*, les Ceméa sont intervenus auprès d'une classe de 35 élèves à Saint-Junien. L'atelier de 3h a permis de définir ce qu'est une critique, de regarder un film pour en faire une critique, de rédiger la description d'un film, d'analyser son ressenti pour l'objectiver afin de l'exposer au lecteur, de confronter ses attentes à la proposition cinématographique et de construire son argumentaire pour justifier son point de vue. En amont de ce travail, mené à partir d'un film, *Mon ami Nietzsche*, un atelier a permis de se préparer à rédiger. Les lycéens reprennent la feuille sur laquelle ils ont noté ce qu'ils pensaient voir et écrivent la suite de : Voici ce que j'ai vu... ; Voici ce que j'ai ressenti...en expliquant pourquoi ; Voici ce que j'en pense ...en expliquant pourquoi. Puis, par deux, chacun lit le texte de l'autre puis en fait un retour oral en commençant par : « Voici ce que j'ai compris, est-ce bien ce que tu as voulu dire ? ». Après cet atelier, les élèves ont pu rédiger des critiques sur les films présentés lors du *Prix Jean Renoir* en appui des outils créés.

■ Une ambition d'alliances éducatives par la formation et l'accompagnement de tous les acteurs et les actrices de l'éducation

La formation, outil cœur du « métier » des Ceméa, les amène naturellement à s'impliquer particulièrement dans cette troisième ambition.

Agir dans l'École, c'est la possibilité de former les adultes qui y travaillent au quotidien, au sein des Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation (ESPE), dans le cadre de la formation continue, à l'École supérieure de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESEN-ESR)

Ces formations sont mises en place à la demande d'un établissement scolaire ou sur un bassin. Les Ceméa continuent à être très souvent sollicités en particulier pour travailler les enjeux relatifs au climat scolaire (gestion des conflits, relations filles/garçons, laïcité...) ou ceux liés à « la citoyenneté » et à l'éducation aux écrans.

Dans leurs interventions en ESPE, les Ceméa continuent de porter la vision d'une formation plus ouverte aux autres acteurs et actrices du monde éducatif et de la nécessité pour de futur.e.s enseignant.e.s, conseiller.e principal.e d'éducation (CPE), chef.fe d'établissement et inspecteur.rice.s notamment d'avoir une meilleure connaissance des autres professionnel.le.s de l'éducation...

En 2018, la formation en direction de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale a touché plus de 5 000 personnes depuis les assistant.e.s d'éducation jusqu'aux proviseur.e.s et inspecteur.rice.s sur l'ensemble des académies et au sein de 44 ESPE différentes.

L'ESEN-ESR (qui s'appelle désormais IH2EF pour Institut des Hautes Études de l'Éducation et de la Formation) a renouvelé sa sollicitation auprès des Ceméa lors de deux journées avec une démarche autour d'un objet culturel (film) comme outil de réflexion à l'accompagnement des équipes pour la réussite du parcours de l'élève. Plus de 200 cadres de l'Éducation nationale ont ainsi pu participer à ces ateliers qui ont mobilisé une équipe constituée de permanent.e.s et de non permanent.e.s issu.e.s de plusieurs Associations territoriales différentes du réseau Ceméa.

D'autre part, le bureau des lycées professionnels, de l'apprentissage et de la formation continue du ministère de l'Éducation nationale a également utilisé les compétences de formateurs et formatrices des Ceméa pour co-encadrer et animer 4 ateliers lors de la formation statutaire des DDFPT (Directeur Délégué aux Formations Professionnelles et Technologiques) en juin 2018 à l'ex Esen-Esr.

Lors de cette formation qui s'adressait à des personnels nouvellement recrutés dans leur nouveau statut, les Ceméa sont intervenus sur 4 entrées différentes : les pédagogies innovantes, le travail en équipe, les échanges de pratiques, le partenariat. Ce fut l'occasion pour les Ceméa de donner à connaître auprès de plus de 150 personnels issus de l'ensemble des territoires leur conception de l'innovation pédagogique, du travail en équipe et en partenariat. Le recours à l'exposition des « Grands pédagogues » a permis à bon nombre des stagiaires de découvrir des noms, des concepts et des apports réellement nouveaux.

Formation initiale des étudiants en master 2 à Paris, parents-école : construire et réussir les relations

Penser les problématiques des relations parents-école, prendre en compte les diverses réalités des familles, élaborer des stratégies

pour communiquer et collaborer avec les parents, tels étaient les objectifs visés à l'attention des étudiant.e.s en alternance de ce Master MEEF 2^{ème} année se destinant à l'enseignement dans le 1^{er} ou le 2^d degré (ESPE PARIS). Concernant les démarches et contenus, 3 séances ont permis de travailler : les représentations des participant.e.s pour les confronter, les faire évoluer et découvrir les principales problématiques posées à travers le rapport parlementaire de 2014 ; « L'enseignant.e, le parent : des personnages » : se contraindre à se mettre à la place de l'autre, réfléchir à la posture de chacun.e ; de réfléchir à partir d'études de situations.

Agir dans l'École, c'est aussi former les autres acteurs et actrices du champ de l'éducation qui travaillent en complémentarité avec ceux et celles de l'Éducation nationale

Animateur.rice.s, élu.e.s, responsables des services d'éducation des collectivités, Atsem, Avs etc. la liste n'est pas exhaustive. Les Ceméa ont formé plus de 9600 personnes à des questions aussi variées que la connaissance des différents temps éducatifs et des différents acteurs éducatifs, la prise en compte des publics dans leur diversité, les enjeux portant sur des questions de société (laïcité, mixité, développement durable, numérique...), les projets pluri-acteur.rice.s (classes de découverte)... L'ensemble des Associations territoriales du réseau Ceméa proposent des formations dans ce cadre.

Un partenariat renforcé Ceméa - ESEN-ESR

De nouveau en 2018, les Ceméa sont intervenus à l'ESEN-ESR (Ecole supérieure de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche). Près de 600 chefs d'établissement et inspecteurs de l'Éducation nationale ont participé à des ateliers mis en place par les Ceméa. Elèves en grande difficulté, réseaux et partenariats, travail en équipe, les thématiques ont été variées. Les interventions des Ceméa ont été appréciées, permettant à ces cadres de l'Éducation nationale de faire un pas de côté, tant sur les méthodes que sur les contenus. L'ESEN-ESR, devenue fin 2018, l'Institut des Hautes Etudes de l'Éducation et de la Formation (IH2EF), met au cœur de son nouveau projet, une plus grande ouverture vers le territoire et vers l'ensemble des acteurs éducatifs. Les actions se sont poursuivies et amplifiées en 2019.



Agir dans l'École, c'est prendre en compte la place des parents dans la réussite éducative des enfants, des jeunes

C'est contribuer à créer les conditions d'un véritable dialogue, ouvert, bienveillant et respectueux entre les différentes personnes concernées. Cela passe évidemment par une meilleure connaissance pour les parents, des différents temps éducatifs et des différent.e.s acteur.rice.s éducatifs, par un partage et des réflexions autour des enjeux portant sur des questions de société mais aussi en accompagnant et en facilitant les initiatives des parents d'élèves et/ou mises en place par les parents d'élèves. Les Ceméa sont intervenus auprès de près de 2000 parents d'élèves en 2018.

Fonction et rôle des représentant.e.s des parents nouvellement élu.e.s à Bondy

Cette action, menée par les Ceméa d'Île de France, s'est déroulée à BONDY (93) à la demande du Service éducation-enfance. Elle a été préparée en lien avec la responsable du service et un chef de projets sociaux éducatifs. Les représentant.e.s des parents d'élèves nouvellement élu.e.s sur la ville sont nombreux (plus de 250). Il s'agissait pour le Pôle Éducation de « continuer à consolider les relations de travail avec les représentant.e.s des parents d'élèves, les enseignant.e.s et les partenaires dans cette co-éducation, socle de notre collaboration locale ».

Dans ce but, il a été demandé aux Ceméa de concevoir une matinée d'échanges sur la thématique « être délégué.e de parents d'élève aujourd'hui : statut, missions, rôle ». les objectifs de l'action étaient de clarifier le rôle, le statut et les missions d'un représentant de parents d'élèves ; d'appréhender et comprendre l'organisation et les missions de l'instance « Conseil d'école » ; d'identifier des pratiques et des ressources permettant au représentant de parents d'élèves d'exercer ses missions (prise de parole, organisation de réunions, diffusion de compte-rendu, développement de projets, formulation de demandes spécifiques, etc.). Des ateliers, en petits groupes, ont donné la possibilité aux participant.e.s de répondre aux questions « Pourquoi je me suis présenté.e en tant que parent délégué.e ? » « En prenant exemple sur votre expérience récente ou plus ancienne, pour moi, être parent délégué.e c'est... / ce n'est pas ... », « Qu'est-ce qui me semble important, fondamental dans mon rôle de représentant.e de parents ? ». Après avoir rappelé les droits de tous les parents, chaque groupe a réfléchi à la mise en œuvre des 3 missions essentielles du parent délégué (définir les moyens et les besoins) : « Informer et écouter les demandes des parents » ; « représenter et porter la voix des parents au conseil d'école » ; « accompagner les familles à leur demande, auprès des responsables d'établissement pour évoquer un problème particulier, assurer une médiation ».

Les formations pluriacteur.rice.s, la réponse à ces mondes de l'éducation qui se côtoient sans toujours se connaître

La question des complémentarités, continuités-discontinuités et cohérences éducatives a toujours fait couler beaucoup d'encre et le secteur école des Ceméa a contribué à plusieurs reprises à cette réflexion. En 2018, la proposition d'une formation pluriacteur.rice.s coencadrée par le pôle Culture et le secteur École dans l'environnement spécifique du festival d'Avignon a été renouvelée, ainsi qu'en 2019. Dans les différents territoires, ce sont plus de 1500 personnes qui ont pu bénéficier d'un accompagnement, qui d'une formation, pour rendre possible les conditions de la rencontre entre éducateurs et éducatrices d'horizon différents.



FORMATION INITIALE DES PROFESSIONNELS DE L'ÉDUCATION

Un module PPM2E à l'ESPE de l'Académie d'Amiens

Cette année encore, l'ESPE a sollicité les Ceméa pour intervenir auprès des 200 étudiants de 2ème année de Licence, inscrits au module complémentaire PPM2E : Projet Professionnel vers les Métiers de l'Enseignement et de l'Éducation. Conscient des liens forts entre les Ceméa et les nombreux espaces éducatifs (école, loisirs, animation sociale...), l'ESPE a confié la mission d'aider les étudiants à mieux connaître les divers métiers de l'éducation. Cette action s'est déroulée en deux temps : conférences interactives et ateliers.

Les conférences

- Quelles conceptions de l'éducation ? À partir de photos, d'extraits vidéo, d'apports et d'échanges : dualité Éducation Nouvelle/Éducation traditionnelle, processus de construction de sa propre conception de l'éducation, liens objectifs-modalités, pédagogues et mouvements d'éducation...
- Découvrir des métiers de l'éducation. À partir d'un vidéo-quiz : enseignant, éducateur de jeunes enfants, éducateur sportif, animateur de loisirs, animateur socioculturel...
- Préparer le stage d'observation en structure éducative. À partir d'une grille d'analyse : professionnel, enfant, espace, temporalité, liens avec l'école...

Les ateliers

Situés après le stage d'observation en structure éducative, les ateliers avaient pour objectifs d'aider les étudiants à prendre du recul et à profiter de l'expérience des autres. Ont été utilisées pleinement les méthodes d'éducation active, en proposant des activités dynamiques, impliquantes, et favorisant la réflexion.

Une collaboration positive

Cette action avec l'ESPE a été l'occasion de renforcer la perception positive que les institutions dépendant du Ministère de l'Éducation nationale peuvent avoir des Ceméa : une complémentarité avec l'école qui est attachée aux valeurs, critique et constructive ; des méthodes d'éducation active incontestablement démocratiques, appréciées et fertiles. Ces interventions ont aussi - et surtout - permis aux étudiants de commencer à percevoir, par l'intellect et par le vécu, le formidable potentiel de l'Éducation nouvelle.



ACTEURS ÉDUCATIFS

Une présence continue au niveau de la formation en Bourgogne Franche-Comté

Dans toutes ces formations à destination des enseignant.e.s, animateurs/animateuses, accompagnateurs/accompagnatrices à la scolarité, ATSEM,..., les participant.e.s en formation initiale ou continue ont souligné les méthodes utilisées et la possibilité offerte de débattre et échanger sur ses pratiques.

- **Enseignant.e.s en formation initiale à l'ESPE** autour de différentes thématiques : relations école / familles, jeux d'écriture et journaux scolaires (avec l'OCCE), organiser et animer l'heure de vie de classe (avec l'OCCE), partir en classe de découverte (avec les PEP), lutte contre les discriminations égalité filles/garçons, éducation aux médias, projets en arts plastiques à partir de livres ou de films. Trois étudiantes de l'ESPE ont commencé avec les Ceméa un travail sur une unité d'enseignement libre autour du parcours citoyen. Il consiste en un travail sur la lutte contre les discriminations, avec la mise en place de séances dans les écoles de l'agglomération de Dijon.

- **Enseignant.e.s du second degré** en formation continue sur les questions d'égalité filles/ garçons, sur le décrochage (une remédiation par le projet), sur les relations école/familles, sur l'aide au travail personnel (formation à initiative locale sur un établissement).

- **Accompagnateurs / accompagnatrices à la scolarité.** Les questionnements des accompagnateurs / accompagnatrices à la scolarité émergeant de la mise en place du dispositif « devoirs faits », ont trouvé des éléments de réponses dans les formations menées de Nevers à Dole. Le dispositif « Devoirs faits » a permis l'analyse des pratiques en accompagnement scolarité et le recentrage sur les missions premières : permettre la réussite de l'enfant et non seulement faire les devoirs.



Promotion d'un accompagnement à la scolarité de qualité en Gironde

Dans le cadre du partenariat avec le Conseil départemental et la CAF de Gironde, autour des appels à projets « Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité » (CLAS) et « Réseau d'Écoute d'Appui et d'Accompagnement à la Parentalité » (REAAP), les associations d'Education populaire, dont les Ceméa, participent au pilotage et mettent en œuvre des actions de formation visant à outiller pédagogiquement et techniquement les gestionnaires et équipes proposant les dispositifs d'accompagnement à la scolarité sur le territoire girondin. Cette action existe depuis plusieurs années. Ces espaces se veulent également lieu de consolidation de la complémentarité des activités CLAS avec l'École. Les CLAS de Mérignac, Mios et Villandraut ont ainsi bénéficié de plans de formation spécifiques (construits avec les structures elles-mêmes, au plus près de leurs besoins et attentes).

Des petits déjeuners éducatifs à Besançon

Pour les parents

Ils ont été mis en place dans deux écoles de Besançon Planoise autour de thématiques diverses comme les classes de découverte une expérience unique à vivre ; la gestion de la fatigue : sommeil, repos... ; les médias, les écrans... et nos enfants dans tout ça ! ; on joue à la bagarre... Ces thématiques sont le fruit de la demande des parents et des enseignant.e.s, et ont réuni des parents soucieux d'échanger sur des éléments de la vie de leur enfant.

Pour les animateurs

Avec un triple objectif : se rencontrer entre animateurs ; partager des connaissances et des pratiques et proposer un temps convivial. Les thématiques des petits déjeuners à Besançon en 2018 ont été les suivantes : La restauration en collectivité avec des enfants ; L'activité en accueil périscolaire et en CVL ; Le handicap en ACM et en périscolaire ; L'égalité filles/garçons en ACM et périscolaire ; On joue à la bagarre.



PRIS SUR LE VIF

Une action originale de formation de jeunes tuteurs dans le Haut-Jura

Ce travail avec les jeunes tuteurs permet également de travailler des compétences différentes comme la prise de parole, la motivation, l'organisation, la confiance en soi,...

Au milieu de ces formations, celles des jeunes tuteurs auprès d'autres jeunes entrent dans un dispositif original que les Ceméa suivent depuis quelques années dans le Haut-Jura.

- Original parce que ces jeunes lycéen.ne.s sont volontaires pour donner un coup de pouce sur leur temps personnel à des plus jeunes (collégien.ne.s et écolier.e.s).
- Original car ils / elles sont indemnisé.e.s pour cela dans le cadre du contrat de réussite éducative de la ville de Saint Claude.
- Original car, qu'ils / elles soient en réussite scolaire ou pas, qu'ils / elles aient bénéficié ou pas de ce dispositif plus jeune, ... ils / elles sont motivé.e.s pour accompagner des plus jeunes en difficulté et suivre une formation où l'analyse de pratiques et la découverte de nouvelles activités côtoient des apports plus théoriques.
- Original car le travail avec un coordinateur qui partage la façon des Ceméa d'envisager leur formation, prend toute la mesure de complémentarité du hors et du dans l'école.

Formation des animateurs du périscolaire dans la Vienne

Dans le cadre de la réforme des rythmes éducatifs, la DDCS de la Vienne, la DSDEN 86 et la CAF ont créé un groupe d'appui départemental à la réforme des rythmes (GAD), au sein duquel siègent les Ceméa, aux côtés de la Ligue de l'Enseignement, des Francas, de l'AROEVEN, de la DRAC et du CDOS.

Un groupe plus opérationnel s'est mis en action notamment autour de la formation des animateurs et animatrices du périscolaire. En 2018, les Ceméa ont animé trois formations à destination de ces publics, leur permettant d'enrichir leur panel d'activité, de (re)penser l'aménagement des cours d'écoles ou des espaces intérieurs, d'approfondir leurs connaissances des enfants, et de prendre du recul sur leur posture d'encadrant.e notamment sur les questions d'autorité.

Ces formations ont été voulues adaptées aux animateurs et animatrices du périscolaire. Elles ont été construites à partir des attentes exprimées par les participants, en collaboration avec la DDCS, et proposées au plus proche des territoires, du nord au sud de la Vienne. Elles ont rassemblé une soixantaine de participants sur l'année 2018.



AGIR DANS L'ÉCOLE

Les Ceméa consolident leurs actions en PACA

Cette stabilité confortée (en légère augmentation en 2018/2019) provient de la poursuite d'actions déjà engagées sur l'année scolaire 2017/2018 et d'actions plus anciennes : les ateliers-relais, la formation de délégué(e)s de classes de collèges et de lycées, des actions de formation autour des valeurs de la République et de la laïcité, ainsi que de nouvelles formations d'agents territoriaux (via le Conseil Départemental des Hautes-Alpes), d'animateurs.trices périscolaires à propos de la pause méridienne, du projet d'activités, ou de l'accompagnement à la scolarité sous différentes formes. Le Rectorat d'Aix-Marseille a demandé également aux Ceméa de participer au dispositif des « Devoirs Faits » en collège, cf. page 28. À propos de la formation des élèves-délégués, 5 lycées et 4 collèges de la région, ont fait appel aux Ceméa pour des interventions de 1 ou 2 jours suivant les cas.

Les équipes des Ceméa ont essayé d'impulser des projets qui nécessitent l'articulation des acteurs de l'établissement et de faire avancer les éléments de réflexion sur des problématiques de l'actualité sociale telles que les « stéréotypes de genre ». À chaque occasion où cela a été possible, ont été associés aux délégués de classe, les autres délégués de l'établissement, les représentants du CVL (Conseil de la Vie Lycéenne), du CVC (Conseil de la Vie Collégienne), de l'internat et/ou du CA.

Trois actions nouvelles ont eu lieu ou ont démarré cette année 2018-2019

- La première avec le Conseil départemental des Hautes-Alpes qui a demandé aux Ceméa une formation (bassin de Gap et bassin de Guillestre) pour ses 115 agents territoriaux œuvrant dans les différents collèges du département, sur le thème central des adolescents et des relations entre les co-acteurs qui les accompagnent.
- La deuxième avec le Rectorat d'Aix-Marseille qui souhaitait que les Ceméa participent au dispositif des « Devoirs Faits » au collège Lakanal à Aubagne qui avait déjà sollicité les Ceméa pour d'autres actions, et au collège des Caillols à Marseille.
- La troisième, avec le Centre Social des Salyens et des membres du réseau REP+ de Vitrolles, une formation pluri acteurs autour de l'accompagnement à la scolarité (projet autour de la cohérence éducative, l'autorité, l'hygiène bucco-dentaire, jouer avec son enfant), avec plusieurs rencontres durant l'année scolaire 2018-19.

PRIS SUR LE VIF

Un premier Baratintamarre plébiscité à Poitiers

Une vingtaine de participant.e.s réuni.e.s pour échanger sur les frontières de l'enfance et de l'âge adulte et questionner les rapports d'autorité. C'était à Poitiers, c'était une première, et c'était le jeudi 29 novembre dernier ! Au menu, dissection des phrases toutes faites, décryptage des graines de Crapule, jeux d'écriture... le tout accompagné d'une bonne bière dans le chaleureux bar conserverie culturelle, l'Envers du Bocal. Bouillonnante par moment, cocoon à d'autres, ou encore introspective, cette soirée a vu s'enflammer des discussions entre une vingtaine de personnes, militantes des Ceméa ou non.

« Tais-toi quand les adultes parlent », « C'est pas grave », « Arrête de faire n'importe quoi »... des phrases entendues au détour d'une conversation avec des enfants, des phrases qui questionnent, des phrases qui agacent ou qui surprennent... Des phrases qui témoignent en tout cas des rapports adultes/enfants, disséquées tout au long de ce premier Baratintamarre. Quel sens met-on derrière ces mots ? Que disent ces mots de l'adulte qui les emploie ? À travers la déconstruction de ces réponses d'adultes, ce sont les impacts sur les enfants, adultes de demain, qui ont ici été discutés.



CO-ÉDUCATION

Une formation pluri-acteurs à Vitrolles

Un travail en partenariat entre la coordinatrice REP (Education nationale), la coordinatrice accompagnement à la scolarité du centre social de l'AVES et les Ceméa, a mené à la mise en place d'une formation en 3 séquences rassemblant des enseignants en maternelles, des ATSEM et des animateurs professionnels ayant pour objectif la coéducation.

Ainsi les stagiaires ont pu élaborer ensemble un diagnostic partagé des problématiques éducatives rencontrées, travailler sur leur représentation des rôles et métiers de chacun, et monter ensemble, en petites équipes, par école des projets concrets en lien avec les projets d'école : « Jouer avec son enfant, l'hygiène et la santé, l'autorité et la relation éducative » ont été les thématiques retenues par le groupe. Des jeux de rôles et mise en situation leur ont permis d'observer et comprendre le point de vu de chacun.

Ensemble, par groupes mixtes, et aux regards et compétences complémentaires, ils procèdent à un état des lieux précis pour définir ensuite des objectifs concrets de transformation de leurs pratiques. Ils étudient les actions à mettre en œuvre envers les enfants, en impliquant les parents en définissant le rôle de chacun.

Les Ceméa apportent l'ingénierie de formation, la méthodologie de projet, encadrent le groupe et accompagnent la coordinatrice et la responsable du centre social dans le suivi et l'évaluation de l'action. Cette formation pluri-acteurs, centrée sur le travail en équipe, avec d'autres acteurs éducatifs, a porté rapidement ses fruits puisque des projets nouveaux ont pu être mis en place. Les regards professionnels ont changé, chacun impliquant davantage les autres dans leur travail. D'autres pistes ont été ouvertes : l'accueil, les aménagements, la communication, les réunions d'équipe, les règles de vie...

Accompagnement à l'évolution de PEDT (Projet éducatif de territoire) dans l'Académie de Bordeaux

Les collectivités de Bruges, de Nérac, du Pays Foyen et de St Selve ont fait appel aux Ceméa pour accompagner les équipes de terrain à l'évaluation, l'ajustement, la mise en œuvre et le suivi de leur PEDT. Cela s'est traduit par des journées de formation, pédagogique et technique, pour Bruges, Nérac et le Pays Foyen. Le projet d'accompagnement de St Selve a une autre dimension, plus globale, une convention liant la commune et les Ceméa pendant 2 ans, pour permettre la structuration des espaces périscolaires, la formation des personnes qui interviennent auprès des enfants et la mise en place d'un dispositif de médiation par les pairs auprès des élèves. L'objectif central est la cohérence et l'efficacité de l'offre éducative sur le territoire de la commune, ayant pour but d'améliorer la prise en compte des besoins et des rythmes des enfants, en lien avec la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. Les autres grands axes de cet accompagnement par les Ceméa, sont la mise à disposition de personnes (stagiaires DEJEPS), la formation des acteurs.trices de terrain, des prestations pédagogiques (cafés pédagogiques, analyses de pratiques, interventions thématiques auprès de l'équipe), ainsi que le suivi et l'accompagnement (pilotage du groupe de travail partenarial).





■ Agir dans l'école, c'est contribuer à l'innovation éducative et pédagogique

Agir dans l'école, c'est participer à l'innovation pédagogique par la recherche, l'expérimentation et la production de ressources

- Une production de ressources permanente par la contribution à des articles autour des problématiques liées à l'école au sein de la revue « Vers l'Éducation Nouvelle »

La contribution du secteur École aux publications des Ceméa et en particulier à la revue « Vers l'Éducation Nouvelle » s'appuie sur la présence du secteur aux quatre comités de rédaction, par l'écriture d'articles et par la prise en charge de dossiers.

Organisation et participation à des réflexions et des recherches

- Au sein d'ID², un espace pour la recherche universitaire

Afin de favoriser la mise en synergie de tous les acteurs de l'éducation et de les accompagner dans la mise en place de politiques territoriales d'éducation mieux intégrées et plus efficaces, les Ceméa, les Francas et la Ligue de l'enseignement ont créé l'asso-

ciation ID² (Innovation, Diagnostic et Développement éducatif territorial). Amorcée il y a 3 années scolaires dans ce cadre et ces objectifs, une recherche menée par une doctorante en contrat CIFRE (Conventions Industrielles de Formation par la Recherche) porte sur les « dynamiques de l'Éducation populaire dans la reconfiguration des politiques éducatives locales ». L'occasion de comprendre comment les nouvelles modalités de « gouvernance », les instruments de décision participent (ou non) d'une redéfinition des frontières éducatives. Ces processus de « territorialisation » posent la question des potentialités démocratiques (et lesquelles) de cette transversalité et du partenariat dans la conduite des actions éducatives et dans l'interprétation des problèmes. Une recherche qui sera soutenue le 8 novembre 2019.

- Journée scientifique du 18 mai 2018
Cirnèff-Fespi-Ceméa-ESPE de Caen

Innovation : l'approche des pédagogies et structures alternatives



Croiser les regards et croiser les types d'interventions. Tels étaient les enjeux de cette journée construite en partenariat entre universitaires, enseignant.e.s des 1er et 2d degrés militant.e.s de la FESPI et les Ceméa, mouvement d'éducation nouvelle dont le cœur de métier est la formation. À travers ce partenariat, le Secteur École a tenu à favoriser les liens entre la recherche et les praticien.ne.s et à réaffirmer la complémentarité des associations d'Éducation nouvelle et leur place dans la formation initiale et continue des acteur.rice.s éducatifs au sein des ESPE notamment. Tout un programme !

Ainsi après une première conférence à deux voix sur « Innover en éducation : enjeux et tensions » par Marie VERGNON et Laurent LESCOUARCH, maîtres de conférence à l'Université de Caen, sciences de l'éducation, laboratoire du CIRNEF ; Arnaud DUBOIS et Bruno ROBBES, maîtres de conférence HDR à l'Université de Cergy-Pontoise, laboratoire EMA ont prolongé la réflexion sur « La place du travail en équipe dans l'innovation ». La matinée s'est poursuivie autour d'une approche plus historique par Emmanuelle MACAIGNE, responsable du département conservation et patrimoine du MUNAE.

L'après-midi commençait par une intervention de Caroline VELTCHEFF, directrice territoriale Normandie du réseau CANOPE intitulée : « Cohérence et cohésion d'équipe comme clés de la qualité du climat scolaire ». La suite de la journée s'organisait sous forme d'ateliers afin de croiser les regards entre praticien.nes et chercheur.e.s. Pour ce faire, quatre ateliers étaient proposés :

- **Atelier 1** : Parole d'école : la place de la parole de l'enfant au sein de l'école Vitruve. Membres de l'équipe pédagogique de l'école Vitruve ; Emilie Dubois, maîtresse de conférence, sciences de l'éducation, CIRNEF.

- **Atelier 2** : Approches croisées de la mise en œuvre d'un parcours citoyen. Membres de l'équipe du Collège Lycée Expérimental (CLE) d'Hérouville Saint Clair et du Centre Expérimental Pédagogique Maritime en Oléron (CEPMO) ; Isabelle HARLE, maîtresse de conférences, sciences de l'éducation, ESPE de Caen.

Un laboratoire de jeux et d'activités mathématiques, en Picardie

Le Laboratoire Jeux et Activités Mathématiques (LaboJAM) regroupe essentiellement des professionnels de l'éducation qui souhaitent faciliter l'apprentissage des mathématiques. En convergence avec de nombreux points soulevés par le rapport Villani-Torossian de Février 2018 (ex : statut de l'erreur, importance du plaisir), les travaux portent sur l'appropriation, la transformation, la diffusion et la mise en œuvre de jeux mobilisant un ou plusieurs savoir-faire mathématiques, en plus de ceux liés au raisonnement (qu'on retrouve dans de nombreux jeux). La vocation de ces jeux étant d'être utilisables dans divers espaces (classe, famille, périscolaire, extra-scolaire), le champ a été circonscrit à des jeux d'entraînement (mobiliser de nombreuses fois des notions déjà apprises en classe, afin d'acquérir des automatismes et de réduire le « coût cognitif »).

Lors d'un temps d'accompagnement à la scolarité ou de « Devoirs fait », ce type d'activité peut avantageusement être proposé aux élèves en renforcement des savoir-faire mobilisés par l'exécution des devoirs ou en amont pour remobiliser des savoir-faire basiques.

Le LaboJAM prend la forme de rendez-vous réguliers les mercredis après-midi (4 sur l'année scolaire 2018-2019). Il regroupe essentiellement des enseignant.e.s du primaire et du secondaire. Ils utilisent les ressources et démarches découvertes pour leur activité professionnelle, en faisant bénéficier, indirectement, les élèves dont ils ont la charge. Espace d'innovation pédagogique, le LaboJAM est une action qui a « mûri » durant l'année scolaire 2018-2019. Comme sus-mentionné, pour la partie « laboratoire » les enfants et jeunes en sont des bénéficiaires indirects, des participants. N'apparaissent donc dans le chiffre ci-après, que les élèves bénéficiaires des « actions en structure » soit 196 élèves (CM2, 6^{ème}, SEGPA, Atelier-relais).



• **Atelier 3** : Les réseaux professionnels au service des projets éducatifs. Didier JOSSE, responsable régional du Secteur Territoires, Ceméa ; Laurent LESCOUARCH, maître de conférence, sciences de l'éducation, CIRNEF.

• **Atelier 4** : L'île des possibles : remobiliser par un projet interdisciplinaire. Anna DREUIL et Jean GALLIX, enseignant.e.s au Lycée de la nouvelle chance (LNC) de l'académie de Versailles ; Marie Vergnon, maîtresse de conférence, sciences de l'éducation, CIRNEF.

La journée a été clôturée par une conférence d' Yves REUTER, professeur émérite de l'Université de Lille 3, laboratoire Théodile-CIREL : « Interroger le désir et la possibilité de transformer l'école en s'appuyant sur des pédagogies et des structures alternatives ».

Les actes de cette journée sont en ligne sur notre médiathèque en ligne Yakamédia.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/comprendre/des-ambitions-pour-lecole/innovations-lapproche-des-pedagogies-et-structures-alternatives>

Au sein des Ceméa, une implication toujours renforcée sur des dossiers transversaux

Avec le pôle public « Jeunes enfants », le secteur école a continué à faire en sorte que les Ceméa soient présents au Congrès de l'Association Générale des Enseignants des Écoles et classes Maternelles publiques (AGEEM) de juillet 2018 et y prennent une place dans des ateliers, d'autant que la thématique générale en était le jeu.

Montrer l'importance du jeu dans le développement de l'individu et particulièrement pour le jeune enfant, donner envie à des enseignant.e.s de pratiquer davantage les jeux, jeux chantés comme éléments d'apprentissage en motricité, mémorisation, socialisation, apprentissage des règles... sont des objectifs portés par les Ceméa. Les Ceméa du Grand Est (antenne de Lorraine) ont été présents sur les 3 jours, ainsi qu'aux différents temps de préparation ; ils ont proposé une pratique de jeux chantés avec des enfants de maternelle le mercredi (avec plusieurs classes), des jeux de nourrice pour les enfants, les enseignant.e.s, les visiteurs au stand et des jeux chantés et jeux de cour (ex marelle) tout au long du congrès pendant les temps de pause pour les enseignant.e.s congressistes et enfin, une agora (temps d'échange) sur « animer un jeu ».

Plus de 60 enfants ont participé à l'atelier de jeux chantés et plus de 200 personnels de l'Éducation nationale, principalement des enseignant.e.s ont pu être touchés. Pour cela, les fichiers *Jeux et jeux chantés* produits par les Ceméa, ainsi que les documents et écrits de Jean-Claude Marchal, Pierre Parlebas, D.W Winnicot ont pu être présentés. L'encadrement des jeux de marelles et jeux chantés a été assuré par des stagiaires BPJEPS en formation, après plusieurs temps de formation et de pratiques internes.



PETITE L'ENFANCE

Forum de l'École maternelle par celles et ceux qui la font vivre

Les personnels, les parents et les associations qui constituent la communauté éducative ont été les grands absents des Assises ministérielles qui se sont tenues en mars 2017. En effet, celles-ci n'étant pas tournées vers les finalités de l'école maternelle, n'ont pas montré les démarches éducatives, pédagogiques, didactiques, éthiques qui y sont mises en œuvre. Elles n'ont pas non plus abordé les conditions nécessaires pour que les enfants puissent entrer dans les savoirs et les apprentissages.

Parce que l'école est un sujet éminemment politique, qui doit prendre en compte les approches plurielles et être mis en débat dans la société, parce que l'école maternelle est une école à part entière, école première où l'on apprend et où l'on vit ensemble, des organisations syndicales, des mouvements pédagogiques, des associations qui s'engagent sur le terrain, soucieux et capables de penser collectivement, ont construit ensemble ce Forum de l'École Maternelle pour donner la parole à celles et ceux qui la font vivre. Ce fut l'occasion de prendre en compte la richesse et la complexité venant des cultures des différents métiers, des savoirs sur l'enfant et l'élève, de la coopération avec les parents, des recherches en sciences de l'éducation et dans de nombreux autres domaines de la psychologie, la sociologie, l'analyse du travail, etc. Le forum de l'École Maternelle a donné l'opportunité de croiser les regards et d'échanger les points de vue dans des conférences, ateliers, tables rondes, témoignages, échanges, pratiques... Le forum était organisé par AFEF - CEMEA - Collectif ATSEM de France - Collectif Éducation 94-CRAP-Cahiers pédagogiques - FCPE - GFEN - ICEM Pédagogie Freinet - SEUNSA - UNSA Territoriaux - SGEN CFTD - CFTD Interco - SNUIPP FSU - SNUTER FSU. Avec le soutien de : AGEEM - FNAME - SIEN-UNSA - SNPI FSU - Sud Education

Il a permis de réunir 200 personnes intéressées par l'école maternelle, aux professions différentes : enseignant.e.s, ATSEM, animateur.rice.s, chercheur.e.s, formateur.rice.s, membres d'associations, parents, professionnel.le.s de services d'éducation de collectivités territoriales, élus...

Plusieurs militant.e.s des Ceméa avaient fait le déplacement et un atelier intitulé « Quelles complémentarités d'apprentissages dans et hors l'école ? » a été proposé par deux militantes de l'Association territoriale d'Occitanie.

Suite à ce forum, le collectif continue à se réunir, a envoyé une adresse au ministre de l'Éducation nationale et prépare de nouveaux événements. Le secteur école des Ceméa y est toujours très actif, défendant la vision globale de l'éducation et la place d'un mouvement d'Éducation nouvelle dans les réflexions sur les apprentissages.

■ Parce qu'il faut tout un village pour éduquer... l'implication des Ceméa dans des collectifs et partenariats...

Le Collectif des Associations Partenaires de l'école publique (Cape)

L'implication des Ceméa, au sein de ce collectif, est toujours aussi fort puisqu'ils en ont repris provisoirement l'animation en septembre 2018.

Le Partenariat avec l'ANLCI



Le partenariat des Ceméa au sein de l'ANLCI (Agence nationale de lutte contre l'illettrisme) aux côtés de plus de 60 autres membres se poursuit, notamment par une participation aux ateliers autour du numérique lors des journées nationales d'action contre

l'illettrisme.

Avec la délégation ministérielle de la prévention et de la lutte contre les violences en milieu scolaire par le biais du soutien de la campagne « Non au harcèlement »



Depuis 2014, les Ceméa soutiennent et relayent la campagne « Non au harcèlement » en participant notamment à certains jurys académiques et au jury national du Prix valorisant les projets de création d'affiches et/ou vidéos sur cette thématique. Ce soutien s'est aussi manifesté en 2018 et 2019 par la diffusion des vidéos primées lors du dernier Festival du Film d'éducation à Évreux.

Avec les syndicats enseignants

La relation aux syndicats était une priorité présente dans le plan d'actions du secteur école depuis 3 ans. Mises à part, les rencontres informelles lors de grands rendez vous comme ceux organisés par l'Éducation nationale et l'organisation conjointe d'un forum maternelle, cette volonté a été concrétisée par la présence des Ceméa à des temps très formels comme notamment l'université d'automne du SNUIPP en octobre à Port Leucate.

Participation à une table ronde au congrès de l'ANDEV dont la thématique générale était une question : l'école inclusive, un projet de société ?

Le secteur école est intervenu pour les Ceméa en tentant d'apporter des éléments à la problématique énoncée ci-après « Dès lors qu'il est question d'inclusion, qu'elle soit d'ordre physique, psychique, sociale ou culturelle, le partenariat entre acteurs concernés revêt une importance considérable et semble tenir de l'évidence. Pour autant, qu'il s'agisse des relations entre professionnels de diverses institutions ou entre familles et institutions, nombre d'obstacles à une mise en mouvement saine et efficiente perdurent. Comment repérer et mettre en œuvre les leviers de progrès incontournables pour de véritables projets d'inclusion ? Comment créer des collaborations durables et porteuses de sens, au service des fragilités humaines et sociales d'enfants ou jeunes accueillis dans les structures municipales, associatives ou d'État ? »

PRIS SUR LE VIF

L'enjeu d'un environnement aménagé

À Lóczy, la motricité libre étant le maître mot, la prise de risque des enfants est permanente, mais pensée par les adultes comme une chance et une nécessité, plutôt que comme un danger. Cela nécessite tout d'abord un environnement aménagé afin que l'enfant puisse expérimenter, mettre son corps en jeu en fonction de ses capacités. Le jardin est naturel. Là où en France nombre de crèches ne comptent que des cours en gomme amortissante, le jardin de Lóczy est fait d'herbes, de cailloux, de bâtons. Le sol n'est pas plat ; des buttes permettent non seulement de monter et descendre ces petites côtes, mais également d'y faire rouler ou glisser divers objets. De vrais escaliers de deux à trois marches en béton y sont même construits.

Marie Dol - Militante de l'Éducation nouvelle
VEN 570 – Avril 2018





L'animation, engagement volontaire et action professionnelle

- L'accès aux vacances et aux loisirs témoigne d'un formidable engagement... Engagement pour une société solidaire qui n'exclut personne des loisirs et des vacances. Engagement pour des loisirs de qualité, dans des cadres extra et périscolaires. Engagement pour la participation des enfants et des jeunes à des projets qui les rendent auteurs de leur activités ou de leurs vacances. Engagement pour le volontariat de l'animation ou le volontariat à l'étranger, pour apprendre et assumer des responsabilités.
- Alors considérer la valeur intrinsèque que porte l'engagement de la personne, reconnaître le principe de la contribution à une action éducative d'intérêt général, identifier et valoriser la prise de responsabilités éducatives et sociales, la contribution au lien social, dire que cela contribue à la formation de la personne, du citoyen, alors cette philosophie du volontariat demeure d'une formidable modernité, « pour une société de l'engagement ! »
- En prolongement de cette histoire, cet engagement témoigne aussi d'une professionnalisation des acteurs du secteur du Tourisme social. Le secteur de l'animation professionnelle constitué aujourd'hui de plusieurs parcours, professionnels, continues, qualifiants, par l'apprentissage ou en formation initiale... est aussi un formidable levier d'insertion sociale et culturelle de la jeunesse, d'un pouvoir d'agir au service des collectifs d'usagers, de citoyens et citoyennes, avec un enjeu démocratique. Inscrit dans l'accueil des publics dans le respect de leur différence et de leur diversité, sur des territoires de projets, éducatifs et sociaux, le métier d'éducateur populaire est au cœur de différentes sphères : familles, école, quartier, au centre d'un projet éducatif, culturel, porteur d'émancipation, au carrefour d'apprentissages informels et d'acquisition de compétences.

Pour une société de l'engagement

Les Ceméa sont donc au cœur de cette complémentarité de sens : du côté des professionnels, sur leur formation, intégrant la réforme de la formation professionnelle, attentifs à la libéralisation qu'elle peut produire, inscrivant la nouvelle donne de la démarche qualité ; du côté des volontaires BAFA/D pour redévelopper une activité en tension, dans un marché très concurrentiel ; du côté des partenaires pour renforcer les systèmes d'alliance et de complémentarité en éducation populaire ; s'associant à des projets de territoires (bases de loisirs, terrains d'aventure, festivals...), à des terrains d'application (accueil en ACM de jeunes migrants – projet TAMO, BAFA citoyen en outre-mer...).

C'est bien dans un constant aller-retour théorie/pratique que se construit patiemment une réelle compétence, d'animateur « réflexif » au contact des publics, dans différentes situations d'animation sociale, éducative et culturelle : c'est dans cet esprit que les Ceméa ont investi dans de nouveaux chantiers pédagogiques, produisant de la ressource dans Yakamédia, la nouvelle médiathèque en ligne, alimentant des tutoriels d'activité, construisant un premier parcours intégrant de la formation organisée à distance (FOAD), agissant pour la formation des militants sur plusieurs chantiers nationaux dans une démarche d'Éducation nouvelle.

■ Un travail d'équipe et en réseau sur des chantiers prioritaires

Depuis la rentrée 2018, un « groupe d'appui au pilotage » a été constitué. Il est composé de l'équipe du secteur, de deux directeur·rice·s et de quatre cadres du réseau et s'est réuni régulièrement. L'ambition du groupe d'appui se veut un soutien stratégique, à l'analyse et aux prises décisions. Ainsi, en 2018 l'action s'est focalisée sur les dossiers suivants : la massification des actions du secteur lié à une tendance à la baisse de l'activité ; le travail sur la nouvelle habilitation nationale BAFA/D ; la qualité des actions de formation (suite du référencement DataDock et en prévision de la réforme de la formation professionnelle) ; une présence dans les collectifs (Cnajep, JPA...) ; l'alliance avec les organisateurs ; l'évolution des services informatiques. Ces enjeux ont constitué le cœur du travail d'équipe, en lien avec des groupes de travail du secteur.

D'autres projets se sont agglomérés « mécaniquement » au secteur : le déploiement de GRAF, le logiciel de gestion d'activités des Ceméa et parallèlement, le développement de la deuxième phase du logiciel pour la gestion des formations professionnelles qualifiantes (travail commun à l'ensemble des formations longues diplômantes, Animation et Travail Social). Un travail spécifique sur la Formation à distance dans les formations des Ceméa s'est poursuivi et doit aboutir à une mise en œuvre dès la rentrée 2019. Par ailleurs, les Ceméa ont répondu aux sollicitations gouvernementales : sollicités sur le Plan mercredi par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, ils ont signé un avenant à la CPO permettant d'accompagner cette politique par la production de ressources pédagogiques (fichiers d'activités, démarches pédagogiques...).

Introduire une démarche qualité dans les formations

Le chantier « Démarche qualité », en lien avec la direction pédagogique nationale, est entrée dans une phase de recueil de données en 2018. Pour rappel, les objectifs fixés par ce chantier de réflexion et d'action étaient au nombre de quatre : soutenir les Associations territoriales dans le cadre de leur politique qualité ; accompagner la V2 de GRAF (logiciel de gestion des activités) ; accompagner les Associations territoriales dans la mise en œuvre de leur Datadock ; préparer le réseau à obtenir un label qualité en vue de la mise en place de la réforme de la formation professionnelle.

En appui sur l'expérience vécue par plusieurs Associations territoriales et leur démarche de labellisation, les Ceméa ont fixé un cadre d'action en plusieurs étapes, en commençant par un diagnostic de l'existant. Après confrontation au référentiel, le travail a permis la rédaction d'une procédure qualité utile et utilisable dans une seconde étape par le réseau des Associations territoriales. Les décrets et les arrêtés de la réforme de la formation professionnelle à venir, nécessiteront une mise en conformité. Une première phase de diagnostic a été menée. Quatre régions ont fait l'objet d'une visite d'une durée d'une journée. À la suite, en reprenant le matériau oral échangé, et les commentaires issus d'une lecture partagée, un fichier valant audit interne a été adressé à chaque région. Les responsables du chantier ont également essayé de faire correspondre les six critères existants, critères figurant dans le projet du décret « relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle ». La prochaine étape du chantier en 2019 est la réalisation d'un logigramme (tableau indicatif intégrant dans un circuit logique la gestion des actions, la description simple des opérations, les niveaux d'intervention des personnels salariés, les documents requis et imprimables) destiné, entre autre, à éclairer le processus d'élaboration d'évolution du logiciel de gestion d'activités des Ceméa. Le groupe produira un document / vademecum permettant d'accompagner les régions dans la mise en œuvre et dans la mise à jour de leurs outils « qualité ». L'ensemble des étapes de ce chantier s'inscrit dans l'obligation d'une labellisation qualité au 1^{er} janvier 2021.



FORMATION À DISTANCE

Un engagement important des Ceméa

Les exigences concernant les pédagogies diversifiées (multimodalité) en lien avec la réforme de la formation professionnelle impose une mise au travail sur la question de la formation à distance. (FOAD). Au printemps 2018, un collectif du secteur Animation des Ceméa s'est constitué et a défini les grandes lignes d'une charte de la FOAD. À l'automne, une mission a vu le jour et le secteur Animation a participé activement à son déroulement au côté de la direction de la vie pédagogique. Elle s'est appuyée sur les travaux existants, les réflexions déjà engagées dans le réseau, les attentes des régions. La mise en place de l'infrastructure d'hébergement est engagée et le prestataire qui sera chargé de sa maintenance, accompagne les Ceméa dans la conception des fonctionnalités. Un travail est mené avec lui pour trouver les procédures les plus simples possibles, tout en conservant une souplesse organisationnelle (gestion des utilisateurs) et pédagogique (gestion des contenus et démarches).

À termes, près de 200 heures de formation seront disponibles sur la plateforme FOAD en 2019.

Après la formation d'un ou une administrateur·rice, chaque Association territoriale des Ceméa pourra accéder à cette plateforme et pourra ouvrir ou fermer des droits d'accès pour les stagiaires, les formateurs, les responsables de formation... Chacun·e pourra alors utiliser la plateforme et accéder aux démarches/modules présentes en son sein. La création des démarches / modules pourra être enrichie par les utilisatrices et utilisateurs. Les contenus et démarches seront intégrés à la plateforme et disponibles dans un espace numérique partagé.

Il y aura donc dans ce « nuage », l'ensemble des outils par démarche et un tableau récapitulatif de l'ensemble des démarches, classées par niveau, sur la plateforme. Chaque module aura donc une suite de validations à effectuer pour être accessible à tous sur la plateforme. La mission se poursuit en 2019 et sera opérationnelle en septembre. Voir également page 19.

DÉVELOPPEMENT AU PLUS PROCHE DES TERRITOIRES

Des rencontres inter-régionales

L'organisation du secteur a évolué cette année, le travail avec le réseau s'est rapproché des régions avec l'organisation de rencontres inter-régionales (découpage en 4 territoires). Ces rencontres visent deux objectifs principaux : le développement, il s'agit d'accompagner les acteurs.rices de secteur, à trouver les logiques et des stratégies (opérationnelles, mutualisation, communication, croisement sur des pratiques...) et la conception de ressources, d'argumentaires et d'outils divers. Ces deux objectifs sous-tendent deux dynamiques et visent à les renforcer en vue d'une meilleure appropriation des enjeux et des logiques de développement : l'une centrée sur l'organisme de formation, l'autre sur le développement du mouvement. Il s'agit de s'appuyer sur les « bonnes pratiques », en invitant les membres des secteurs des régions concernées. Les rencontres visent à développer les relations interprofessionnelles et les compétences individuelles et collectives. Les membres des équipes des secteurs et pôles nationaux peuvent aussi y intervenir sur des besoins identifiés, ainsi que des personnes compétentes d'autres Associations territoriales.

Il s'agit également d'enrichir l'outillage collectif en s'appuyant sur le lien inter-régional avec le réseau national : ces rencontres doivent permettre une production originale, réinvestissable rapidement pour le réseau, mutualisée par le secteur national. La place des non-permanents doit-être partie intégrante des réflexions. Les premiers rendez-vous ont eu lieu et des chantiers sont au travail (mutualisation des ressources pédagogiques pour les formateurs et formatrices, constitution d'un dossier ressource sur la qualité pour les formations BAFA-D, création d'un outil support au partenariat avec les organisateurs,...).

**Séparations : le temps de l'enfant**

Chaque enfant va traverser les séparations en s'appuyant sur ses expériences antérieures. De la séparation de la naissance à la séparation du matin à l'accueil de loisirs, c'est tout un chemin de petits et grands « au revoir » qui permettent de vérifier que la séparation est suivie de retrouvailles, qui permet de devenir confiant, de développer sa capacité à faire confiance aux adultes et à vivre l'absence. Pouvoir imaginer, se représenter et être sûr du retour de l'adulte, suppose tout un processus de pensée qui commence à germer dans les premiers mois de vie.

Mélanie Descamps-Lefebvre, Ceméa Normandie
VEN N°571 – Juillet 2018

Si tu joues au pédagogue

Fernand Deligny écrivait : « Si tu joues au policier, ils joueront aux bandits. Si tu joues au bon Dieu, ils joueront aux diables. Si tu joues au geôlier, ils joueront aux prisonniers. Si tu es toi-même, ils seront bien embêtés. » Nous pourrions extrapoler et ajouter : « Si tu joues au pédagogue... ». Je pense que les adultes qui se préparent à encadrer pour la première fois des enfants, que ce soit dans le domaine de l'animation ou de l'enseignement doivent se garder de chercher à se réfugier dans des techniques et dans le systématisme pour gérer leur groupe. Et que ceux et celles qui ont déjà des expériences auprès d'enfants doivent s'interroger en permanence sur leurs pratiques en ce qui concerne leur gestion des règles de vie et de fonctionnement. Éviter le systématisme oblige à analyser. Le travail d'équipe est un outil de choix dans cette démarche.

Olivier Ivanoff
CAH N°102 – Avril 2018

■ L'animation volontaire, un engagement citoyen pour les jeunes

Une production qui se stabilise en 2018, dans un contexte national en récession

En 2018, les Ceméa ont maintenu leur engagement politique et pédagogique concernant la spécificité du dispositif de formation : une formation éducative et citoyenne, tant auprès de la tutelle, que des organisateurs et des publics accueillis en formation.

Les Ceméa ont accueilli un peu plus de 16 400 stagiaires en formations BAFA et BAFD en 2018, soit une quasi stagnation par rapport à 2017. Après plusieurs années de baisse régulière, le travail sur la massification des formations semble porter ses fruits et les effets de l'arrêt des contrats aidés et du gel de la réforme des rythmes notamment, semblent s'estomper. C'est donc un résultat encourageant dans une période où les chiffres nationaux BAFA - BAFD accusent une perte nette de près de 10 600 stagiaires en BAFA et peu plus de 1600 stagiaires en BAFD en 6 ans.

Il est cependant nécessaire de rester vigilants et de poursuivre les travaux d'analyse et de développement en 2019 sur la dimension politique : les relations avec les organisateurs, avec les tutelles (JS,...), avec les CAF, avec les partenaires locaux et nationaux (alliances, stratégies, conventionnements...). Concernant la dimension pédagogique, il s'agit de renforcer, mieux soutenir la formation des formateurs, les formes innovantes de travail, dans le respect du cadre posé par l'habilitation nationale et de poursuivre l'analyse socio-économique du secteur Vacances loisirs et les efforts sur la communication.

Promouvoir le volontariat, le droit aux vacances et les temps libérés

Dans le cadre de la reconnaissance du sens éducatif des temps libérés, du droit effectif aux loisirs, aux vacances et au départ pour tous, de la lutte contre la marchandisation des vacances et des loisirs, le secteur Animation des Ceméa a entamé une série de rencontres avec des organisateurs nationaux et s'est rapproché de l'UNAT (rencontre avec la direction et participation aux travaux d'analyse à partir du bilan d'été des colos). Les Ceméa ont continué de développer les relations partenariales avec différents acteurs (organisateurs, CE...) soucieux de construire de nouvelles formes d'échanges et/ou de services pour leurs ayants

droits (signatures de deux nouvelles conventions début 2019 : ARAMIS et UNOSEL).

Les vacances collectives des enfants, des familles, le tourisme social sont des défis majeurs pour la vie démocratique et le vivre ensemble. Dans ce cadre, le statut du volontariat dans l'animation concerne de fait l'ensemble des militants, tous secteurs confondus et doit intégrer une dimension européenne. Le travail a été poursuivi dans le cadre de la JPA. Il vise à produire un argumentaire, étayé juridiquement et politiquement en 2019. C'est un véritable enjeu de citoyenneté, les accueils collectifs offrent à des volontaires un espace d'engagement, des prises de responsabilités éducatives et sociales. Elle constitue un apprentissage utile à leur vie de citoyen(ne). C'est un élément de formation tout au long de la vie.

L'engagement des Ceméa dans les instances de la JPA a permis de réaliser le numéro du « spécial directeur 2018 » dans une démarche de collaboration solidaire. La présence politique en ce qui concerne le droit aux vacances s'est traduite par la participation active des Ceméa à la campagne « Quel projet pour les centres de loisirs et les colonies de vacances ? ».

Une participation au guide Éducation à la sexualité et prévention des violences sexuelles

Les Ceméa ont participé et contribué à l'élaboration d'un guide sur l'éducation à la santé sexuelle et la prévention des violences sexuelles dans le cadre des Accueils Collectifs de Mineurs et des stages sportifs. Ce guide a été porté par un groupe de travail de la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie Associative du Ministère de l'Éducation nationale rassemblant de nombreux acteurs des milieux institutionnels, de la prévention et associatifs. Les Ceméa ont été en charge de développer les éléments concernant l'éducation à la sexualité dans le cadre des pratiques numériques. Ce guide, à destination des encadrant·e·s bénévoles, volontaires ou professionnels de mineur·e·s, est composé de fiches pratiques balayant l'ensemble de cas pouvant se présenter en collectivité de mineurs et les différentes façons d'y répondre. La sortie de ce guide a eu lieu à la fin du premier semestre 2019. www.yakamedia.fr

L'ANIMATION VOLONTAIRE EN CHIFFRES

PRÈS DE 16 500 ANIMATEURS ET DIRECTEURS FORMÉS
À L'ANIMATION VOLONTAIRE DANS 1056 STAGES CORRESPONDANT
À 119 242 JOURNÉES STAGIAIRES

Formation générale BAFA, 8 295 stagiaires accueillis
(369 stages, 66 364 de journées stagiaires)

Approfondissement BAFA, 5 746 stagiaires accueillis
(440 stages, 34 476 de journées stagiaires)

Qualification BAFA, 618 stagiaires accueillis
(38 stages, 4 944 de journées stagiaires)

Formation générale BAFD, 988 stagiaires accueillis
(75 stages, 8 895 journées stagiaires)

Approfondissement BAFD, 761 stagiaires accueillis
(64 stages, 4 563 journées stagiaires)

“ Verbatim

« Je crois qu'aujourd'hui, ce qui m'importe le plus est l'écoute, à tous les échelons du séjour, entre les personnes, entre les différents statuts, avec l'organisateur, avec les parents... Je suis persuadée que c'est une clé vers le mieux vivre ensemble, vers la réussite de la mise en œuvre de projets qui permettent à chaque personne de trouver sa place et de participer activement à la réalisation de celui-ci. »

Elisa Jung Duhail
VEN N°572 – octobre 2018



“ Verbatim

« Nous avons l'impression d'avoir pris de l'âge ; un ou deux ans de plus. Nous avons toutes trois l'impression d'avoir grandi en apprenant, d'être devenues plus responsables et plus mûres. Nous nous sentons aujourd'hui adultes alors que nous étions, il y a encore une semaine, arrivées adolescentes. Nous avons vraiment hâte de travailler et de réaliser notre stage pratique. »

Jessica, en formation de puéricultrice

“ Verbatim

« Il fut un temps dans le fonctionnement de la société mahoraise où les anciens ne permettaient pas la prise de parole et l'expression des jeunes. Aujourd'hui, malgré les évolutions de la famille mahoraise, avec des parents plus jeunes, plus instruits et plus avertis, il semblerait qu'il manque encore d'écoute et de communication entre adultes et jeunes. Pour la plupart de nos jeunes de Mayotte, le stage BAFA est avant tout un lieu de confrontation et de construction de soi. C'est le lieu et le moment de faire face aux situations entre jeunes qui sont acteurs des réponses à leurs besoins, avec l'adulte formateur qui est alors tiers facilitateur et non plus une autorité à défier. »

*Achmed SAID RAVOAY
directeur de Ceméa de Mayotte*

Les colos, nouveau rêve d'avenir

Soyons positivement offensifs

Les séjours de vacances se meurent au profit des supermarchés du loisir lucraceutif qui poussent comme la mauve herbe un peu partout sur le compost public devenu terreau privé des ruines du monde des colos. Il est fréquent de trouver des structures organisatrices qui proposent seulement des stages d'activités dans lesquels la notion d'accueil est escamotée et le terme de garderie, outre qu'il est assumé, décrit trop bien ce qui est vécu. L'accent mis sur la qualité de la vie quotidienne manque cruellement. Il est nécessaire que toutes et tous nous resserrions les rangs, cinquante ans après mai 68, mouvements d'Éducation populaire, associations de quartier, organisateurs petits ou gros, il est nécessaire que se profile à l'horizon un front, une fronde qui mette en avant l'immense richesse de ces espaces méconnus ou que l'on croit morts pour que puissent s'épanouir à nouveau des projets à fleur d'agir et que l'irremplaçable idée de partir avec d'autres embrase le temps de loisirs. Nous ne pouvons rester sans bouger et puisqu'il faut prouver que les centres de vacances ont encore de l'avenir, soyons offensifs mais positivement, multiplions les partenariats actifs ; les Ceméa d'Auvergne avec la ville de Clermont à Theix, ceux de Bourgogne-Franche-Comté avec les PEP 90 à Aisey-et-Richecourt le font déjà, et il y en a certainement d'autres. Agitons l'univers des organismes proches de nos valeurs, bousculons les Crajep et la Jpa (qui sur le plan national ne ménagent pas ses efforts) pour que s'installe un nouveau printemps prometteur.

François Simon - CAH n°102 - Avril 2018



Une recherche sur le BAFA

Sur une proposition de l'Association territoriale d'Auvergne, le secteur Animation des Ceméa soutient une étude réalisée par une équipe de chercheurs associant le CE Michelin et les Ceméa d'Auvergne. Cette étude vise à :

- Comprendre, au-delà de l'économique, ce qui oriente les publics vers l'externat : peur du brassage social ? de la non prise en compte de l'individu ? Représentation du rural où se passent souvent les stages en internat ?
- Interroger les modalités de communication différemment pour « agir » sur les représentations.
- Communiquer différemment sur la plus-value de l'internat.
- Adapter autrement les contenus, les méthodes en stage de base pour aiguiller à minima sur de l'internat dans la troisième étape.
- Mais aussi si l'évolution était inéluctable à penser les stages autrement (notamment en externat) pour y donner le goût du collectif autrement. La question qui serait posée alors la suivante : « Si les Ceméa devaient réinventer le stage, en 2018, dans ce contexte, que proposeraient-ils ? ».

Alors que les Ceméa sont convaincus que l'internat en stage apporte des conditions « idéales » à expérimenter des situations éducatives, s'entraîner à vivre ensemble, à permettre aux jeunes de s'organiser collectivement, à considérer dans le projet éducatif, le milieu de vie, les espaces, les rythmes... ils constatent une baisse dans l'inscription des stagiaires sur ces propositions en internat, qui qualifie une vie collective de tous les instants, à l'image des centres de vacances, lieux d'exercice des futurs stagiaires. Ils se questionnent donc sur les comportements des publics, des commanditaires, sur l'avenir de l'internat et sur les nouvelles formes de stages si besoin. Ces constats, les Ceméa les partagent avec d'autres organisateurs du secteur, et d'autres opérateurs de la formation à l'animation volontaire, dont les pouvoirs publics (DRJSCS, Collectivités locales, CNAF, UNAT).

Ainsi, si le critère économique (coût du prix de la pension) est une des dimensions à prendre en compte, il n'est sans doute pas le seul : la culture de l'internat est en baisse dans le secteur du tourisme social, moins de jeunes en ont fait l'expérience en tant qu'enfant, le milieu rural où sont proposés ces stages, l'éloignement et la mobilité qu'il entraîne, constituent un frein tant du côté de la représentation pour les jeunes de celui-ci, que du côté des logiques de proximité ; la crainte de vivre avec l'autre, de partager des situations de vie quotidienne (les repas notamment) et l'absolue nécessité d'être connecté à son milieu, à ses réseaux (sociaux notamment) constituent autant de variable à explorer plus avant.

Le soutien au secteur des Centres de Vacances, par le biais de la formation des encadrant-e-s, peut-il se passer d'une expérience en internat, si oui laquelle ? Si non, comment partager plus et mieux avec les personnes concernées.

L'étude est réalisée par une équipe de chercheurs réunie au sein de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine – MSHA (structure faitière à la démarche). Par ailleurs Ludovic Falaix, chercheur et coordonnateur scientifique du programme, accompagne le Centre de Saint Front avec des étudiants en Master 2 sur les mêmes objets. Luc Greffier, Pascal Tozzi, et André-Frédéric Hoyaux seront associés à la démarche en qualité de membre du conseil scientifique. L'étude se déroulera sur le premier semestre 2019 et les premiers résultats seront présentés au cours du premier semestre 2020.

■ Les Ceméa, engagés dans l'organisation d'accueils collectifs de mineurs

Dans des logiques de partenariat avec des organisateurs et des collectivités locales, d'expérimentation de nouvelles formes de séjours, au regard de la réalité dans les départements d'outre-mer, les Ceméa sont acteurs d'actions directes avec les enfants et les jeunes.

Réseau et partenariat en Animation Volontaire à Neuville-en-Ferrain

Depuis plusieurs années, les CEMÉA Nord-Pas de Calais travaillent avec différents partenaires du territoire de la Vallée de la Lys et du Tourquennois. La mairie de Neuville-en-Ferrain en faisant partie, c'est par le biais de multiples actions qu'un lien étroit avec le territoire s'est construit, puis s'est renforcé grâce notamment à une présence régulière en 2018.

Certains territoires mettent l'accent sur des politiques ambitieuses pour la jeunesse à destination de leur population. C'est le cas à Neuville-en-Ferrain, où la ville accorde sur dossier et entretien des conventions de financement pour les parcours BAFA. Ce dispositif permet, pour une partie des jeunes, d'avoir accès à la formation BAFA et dans le même temps de faciliter la continuité de leur parcours, en s'assurant une place en stage pratique. D'autre part, les jeunes Neuvilleois ne bénéficiant pas de ce conventionnement peuvent profiter du tarif préférentiel accordé par les Ceméa dans le cadre de ce partenariat conventionné avec la ville.

Ce dispositif accentue l'implication des jeunes dans la vie de la cité à travers la fonction d'animateur en ACM et permet ainsi un engagement citoyen. En 2018, les CEMÉA ont formé 39 personnes dans les stages de Neuville-en-Ferrain. Il s'agit là d'une implantation repérée sur ce territoire, car ces chiffres ne reflètent en rien un volume de stagiaires à former sur une demande ponctuelle, mais bien une réelle continuité dans les actions mises en place à Neuville-en-Ferrain.

Cette proximité dans l'accompagnement des équipes pédagogiques se poursuit dans la formation continue, où les CEMÉA interviennent une journée par an, sous forme d'ateliers, auprès des animateurs et animatrices et directeurs et directrices des Accueils Collectifs de Mineurs de l'été. Ce temps fort, « Anim' ta ville », complète les besoins repérés de formation des équipes pédagogiques et ouvre l'accompagnement au personnel ayant terminé son cursus de formation.

Les Ceméa de Polynésie, organisateurs de centres de vacances et de loisirs

Les C.V.L sont des lieux d'épanouissement et de construction de l'identité de l'enfant. Ainsi, une réelle réflexion se cache derrière chaque programme pédagogique. Cette année encore, les Ceméa de Polynésie ont organisé 5 centres de vacances ont été réalisés accueillant 284 enfants et jeunes.



Ceux-ci ont pu bénéficier de vacances éducatives, dépaysantes, sécurisantes et agréables. Ces séjours éducatifs sont des outils indispensables à l'apprentissage de la citoyenneté et du vivre ensemble. Il faut constater que l'organisation des campagnes de centres de vacances reste un défi permanent et pose des difficultés à l'association sur le plan financier : l'avance de la trésorerie reste problématique compte tenu que le public accueilli est à plus de 80 % boursier et donc peu susceptible de payer les séjours. Ce sont plus de 80 personnes qui ont participé à l'encadrement en 2018.

La colonie de Huahine

L'île de Huahine fut la destination retenue pour la colonie et le camp ados de cette année : accessible en termes de coût financier pour les familles relevant des régimes sociaux, authenticité et naturel d'un environnement dépaysant et ressourçant, facilités de recrutement et conditions matérielles et logistiques réunies.

Le CLSH Arue (projet HA'API'I)

La mise en place de ce CLSH s'inscrit dans un dispositif en partenariat avec le contrat de ville et la commune d'Arue. Ce centre s'adresse à des jeunes élèves entrant en collège à la rentrée. L'objectif spécifique est de faciliter le passage du public issu du 1er degré au collège et de favoriser la mise en réussite à leur rentrée scolaire.

Le CLSH et la Colonie de Bora Bora

À la demande de l'association WORK AND GO de Bora, deux centres de vacances : un CLSH et une colonie ont été organisés sur l'île afin de permettre aux personnes concernées de poursuivre leur cursus et la dynamique de formation dans la foulée. Ces centres ont permis également aux enfants de l'île d'avoir accès à un cadre favorable qui diffère du quotidien pour apprendre, s'épanouir et passer de bonnes vacances.

Le CLSH de Tautira

Un CLSH a été reconduit cette année à la paroisse catholique de Tautira afin de poursuivre le partenariat avec l'Association Jeunesse de la Presqu'île et consolider la dynamique initiée. Cela a permis également d'assurer une continuité dans l'accompagnement des stagiaires en cours de formation BAFA et BAFD par leur intégration dans l'équipe d'encadrement du centre. De plus, les enfants ont réellement pris plaisir à revenir dans ce centre qui reste très demandé par la population des communes concernées (Faone, Taravao, Afaahiti, Pueu, et Tautira).

Un séjour de vacances « Village copains du monde » en Guadeloupe

La dimension éducative des accueils collectifs de mineurs pendant les temps de loisirs et de vacances reste plus que jamais d'actualité. Les organisateurs d'ACM doivent, dans le contexte socioéconomique actuel, conforter davantage leur ancrage à des valeurs sociales de solidarité d'égalité, de droit au loisir et aux vacances.

Du 09 au 23 juillet 2018, en partenariat avec le Secours Populaire et ACS, les Ceméa de Guadeloupe ont organisé un séjour de vacances « Village Copains du Monde », au CREPS de Guadeloupe, accueillant des enfants sinistrés de la zone Caraïbe âgés de 8 à 13 ans. Favoriser l'échange et la découverte de l'autre, permettre l'enrichissement mutuel, partager des expériences différentes, partager des moments de loisirs avec des enfants venus d'ailleurs, travailler sur les 10 droits de l'enfant, favoriser chez l'enfant le comportement solidaire, tels étaient les objectifs de ce séjour de 2 semaines.

Les enfants, au total 180 enfants accueillis sur les trois sites (dont deux tenus par les Francas), étaient originaires de de Gadeloupe, d'Haïti, de la Dominique, de Saint-Martin, de la Guyane et de la Martinique. Les objectifs de solidarité ont été atteints lors de ce séjour : différentes activités ont été mises en place pour développer le sens de la solidarité de manière ludique chez les enfants. Certains enfants ont pu s'essayer à l'anglais avec les enfants anglophones de Saint-Martin ou de la Dominique. Ils ont ainsi eu l'opportunité d'échanger sur ce qu'ils ont vécu pendant le cyclone et comprendre qu'en différents points de la Caraïbe, ils avaient tous vécu le même événement, avec la même intensité et les mêmes conséquences dramatiques.

« Nou La », la jeunesse guyanaise en action à Mana

A partir d'un triple constat : absence ou insuffisance des offres de loisirs en direction des adolescents ; inadaptation de ces offres ; les jeunes les plus en difficulté n'ont pas accès à ces loisirs, et de la réaffirmation que les vacances sont un droit et une nécessité pour tous, les Ceméa ont mis en place « NOU LA », un séjour de vacances, une offre d'activités et d'animations auprès des jeunes nés entre 2003 et 2006, habitant principalement les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cet accueil mis en œuvre sur l'année 2018, a été un levier d'insertion des jeunes par la pratique d'activité dans le domaine de la culture, des loisirs, des expressions artistiques émergentes, des nouvelles technologies, du sport et de l'action citoyenne, dans une logique globale de cohésion sociale, de prévention de la délinquance et de lutte contre l'oisiveté.

165 jeunes ont participé à cette action qui dans les contenus était structurée autour de trois axes : la pratique sportive (apprendre à nager, waterpolo, parcours aquatique, ...) ; la citoyenneté et la prévention sur les droits de l'enfant (en lien avec les JADE), les pratiques culturelles et artistiques (musique, festival du film d'éducation, contes, slam, Art street).

Ce projet a été soutenu par la Caisse d'allocations familiales, le CGET, la ville de Mana et la collectivité territoriale de Guyane.

Un village d'enfants « Copain du monde » en Guyane

Les Ceméa de Guyane, en partenariat étroit avec le Secours Populaire (SPF) ont organisé en octobre et novembre 2018, deux séjours qui ont accueilli 117 enfants âgés de 8 à 13 ans de la Grande Cayenne de la communauté de commune des savanes et des Fleuves (Camopi- fleuve Moroni). Les Ceméa se sont inscrits dans les valeurs et objectifs du mouvement « Copain du monde » initié par le SPF. Les Ceméa étaient responsables des programmes des villages et des différentes thématiques mises en œuvre à travers des animations pédagogiques : la santé (prévention par rapport aux grossesses précoces, VIH, MST/IST, tuberculose, moustiques et maladies transmissibles, prévention bucco-dentaire...), le respect de l'environnement (réalisation de conteneurs à recyclage, tri et recyclage), le vivre ensemble et l'interculturel (mixité, mieux-être des amérindiens, accès la pratique du sport et d'activités culturelles).

Le bilan de l'action à fait ressortir le bien-fondé de cette action et de son concept « Village copain du monde ». Un exemple parmi tous d'autres : « Une petite fille du Moroni voulait repartir dans son village, car elle ne comprenait pas qu'il y ait des enfants de couleur et elle n'en avait jamais vus ! ». Ce village a pu rassembler des enfants en cohabitation pluriethnique et en apprentissage du vivre ensemble.

Les principaux partenaires de cette action étaient l'Agence régionale de Santé de Guyane (ARS), la collectivité territoriale de Guyane (CTG), la Préfecture de Guyane (PJJ, DTJS...) le CNES.

Les Ceméa de Mayotte organisateurs d'Accueil collectifs de mineurs

Ces séjours ont pour objectif de renforcer et tisser les liens entre jeunes et favoriser l'accompagnement parental. Pour chaque action les équipes ont favorisé : le vivre ensemble, l'autonomie, le savoir-faire des jeunes afin qu'ils puissent mieux s'épanouir.

En amont de chaque séjour, des rencontres entre équipes et parents ont été organisées pour sensibiliser sur les objectifs visés et donner du sens aux différents projets. Les parents pouvaient à tout moment venir rendre visite ou participer aux nombreux ateliers proposés. Les Ceméa mettent en place ces actions dans une perspective de continuité de l'accompagnement sur l'éducation à la parentalité et dans le but de défendre certaines valeurs telles que la mixité, l'entraide, la laïcité, l'égalité. Les activités réalisées pendant le centre ont été nombreuses : découverte du nord, visite de l'Ilo de M'tsamboro, kayak, sortie en bateau, découverte de la mangrove, activités manuelles... Trois séjours ont été mis en place accueillant 90 enfants et jeunes.



Engagement dans l'Observatoire Girondin Inter-institution pour l'Accueil de la Petite Enfance (OGIAPE) sur les espaces périscolaires

La Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS), la CAF, le CD33, la Mutuelle Sociale Agricole (MSA) et la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (DSDEN) ont invité les Ceméa à travailler sur la question de l'organisation de l'accueil des enfants de moins de 6 ans sur les plus de 400 APS et 75 garderies non-déclarées qui ont en charge les plus de 50 000 enfants concernés sur la Gironde, dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires. Ponctué par des temps de formation à destination des acteurs et actrices de terrain, ce travail a permis l'élaboration d'un guide pratique permettant l'accompagnement à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des projets des accueils.

PARTENARIAT

En Bourgogne-Franche-Comté ; une synergie PEP-Ceméa

« La Colo d'Aisey », ce centre de vacances de l'Association des PEP du Territoire de Belfort, est depuis plusieurs années un des terrains d'application et d'expérimentation privilégiés de l'association territoriale Bourgogne-Franche-Comté. Cet espace est également un lieu de formation pour des stagiaires BAFA ou BAFA. C'est également un lieu d'engagement pour les militants de la région. En 2018, a été tourné et réalisé un film : « La Colo d'Aisey », qui sera diffusé en 2019.



PRIS SUR LE VIF

La colo d'Aisey

Extrait du film « La Colo d'Aisey ». Ce centre de vacances de l'Association des PEP du Territoire de Belfort, est depuis plusieurs années un des terrains d'application et d'expérimentation privilégiés de l'Association territoriale des Ceméa de Bourgogne-Franche-Comté. Cet outil est un lieu de formation pour des stagiaires BAFA ou BAFA. C'est également un lieu d'engagement pour les militants de la région.

« Je m'appelle Jeanne, j'ai 24 ans tout juste et je suis ici parce que j'ai voulu essayer la colo, c'est ma première colonie de vacances. Je suis animatrice périscolaire à la ville de Besançon, j'ai fini mon BAFA, je l'ai eu en juin. Je l'ai fait avec les Ceméa. Ce matin j'ai fait le château, je me suis levée assez tôt, à 6h45 j'étais dans le château en attendant que les enfants se réveillent. Je les ai tous accueillis en les aidant ou pas à s'habiller. Ma seule vision pédagogique, c'est que les enfants s'amuse et qu'ils apprennent en s'amusant. Toutes les animations que l'on fait, avec ce qu'on leur apprend même si cela peut paraître bête, un foot ou tout cela, derrière il y a plein de choses qu'ils apprennent, le respect, réussir à être en équipe... Je trouve cela hyper important, c'est des valeurs qui sont importantes c'est la pédagogie que j'aime donner pour des enfants. Cela se passe dans le quotidien, dans la vie, de tous les jours quand ils font le petit déjeuner, le matin ».



ORGANISATEURS DE SÉJOURS

Une charte de qualité des ALSH en Indre et Loire

La Charte de qualité des ALSH, mise en place en Indre-et-Loire depuis 1996, se fixe pour objectif l'amélioration de l'accueil des enfants, des pré-adolescent.e.s et des adolescent.e.s dans les entités éducatives que constituent les Accueils Collectifs de Mineurs (ACM).

L'objectif opérationnel de cette Charte est de construire avec les organisateurs, qu'ils soient associatifs, collectivités locales, communautaires ou comités d'entreprises, un véritable projet s'appuyant sur une démarche cohérente et globale sur le plan éducatif. Les acteur.trice.s du dispositif Charte de Qualité (DDCS, CAF, Ligue de l'Enseignement – FOL37, Ceméa Centre-Val de Loire) intègrent, dans leurs actions d'accompagnement auprès des organisateurs d'Accueil Collectif de Mineurs, l'accueil de tous les publics, la mixité sociale, l'implication des parents, la lutte contre l'exclusion, mais aussi l'accessibilité aux pratiques éducatives, culturelles, sportives, scientifiques, tant en milieu urbain que rural, notamment à l'occasion de l'élaboration des projets éducatifs des ACM.

La présence des Ceméa Centre-Val de Loire dans ce dispositif est un élément clef de proximité avec les organisateurs d'ACM dans la compréhension des réalités, des dynamiques et difficultés rencontrées sur les différents territoires de l'Indre-et-Loire. Cette action permet depuis plusieurs années d'identifier les Ceméa comme un acteur important de soutien des organisateurs de ces territoires.

En 2018, dans le cadre des accompagnements à la Charte de qualité des accueils collectifs de mineurs d'Indre-et-Loire pour lesquels les Ceméa Centre – Val de Loire ont été retenus par la CAF et la DDCS 37, ont été accompagné trois organisateurs d'ACM dans l'amélioration de leur accueil :

- accompagnement de l'association Bul'de Mômes : travail sur la gestion des accueils de loisirs de Saint Ouen les vignes,
- accompagnement de la commune de Chanceaux-sur-Choisille : mise en place d'une passerelle entre l'ALSH et le centre ados,
- accompagnement de la commune de Reugny : évaluation du PEDT 2014-2017 et construction des outils d'évaluation.

Les Ceméa Centre - Val de Loire sont présents au titre de la charte qualité au Groupe d'Appui Départemental d'Indre-et-Loire ainsi qu'au groupe de travail sur l'accueil des enfants de moins de 3 ans en Accueil Collectif de Mineurs.

Distinguer la forme et le fond



La société a évolué avec des changements sur la place de l'enfant, les normes de sécurité et la notion de risque. Les séjours de vacances ne se situent pas hors de cette réalité sociétale. Il faut distinguer la forme et le fond. La forme s'adapte aux normes en vigueur et au fil des années, évolue en fonction des priorités de la société. Le fond représente, sur la durée, les enjeux et les situations éducatives liées à la richesse de la vie collective. Dans la mer, il y a la surface agitée par les vagues et le fond, qui est plus calme et dans la permanence. Dans le cas des camps et des séjours de jeunes, la vie en groupe, les projets d'activités communs, les relations aux autres, la coopération... sont le fondement et la richesse des vacances collectives. Un fond qui perdure, sans être atteint par l'agitation du moment et qui conduit des enfants et des ados à grandir.

Olivier Ivanoff - VEN N°572 – octobre 2018



“ Verbatim

« Les centres de vacances offrent aux enfants une inestimable réserve d'occasions de s'émerveiller, une mine de sensations à portée de chacun.e, ils permettent de gravir un à un les échelons des multiples autonomies et quand on est autonome, ce n'est pas pour se mesurer à l'autre ou être récompensé.e. »

François Simon
CAH n°102 – Avril 2018



“ Verbatim

« Une colo n'est pas une île déserte, elle accueille des enfances cabossées qui ont un amont et un après mais qui doivent savourer le présent au sein d'une collectivité somme toute éphémère qui n'existera plus, bientôt. Ces enfances arrivent telles quelles, sans artifice et ont besoin de forts repères et d'un cadre, mais elles existent bel et bien et toutes uniques elles demandent que l'on s'y intéresse, que l'on dépasse la simple évidence, que l'on sorte souvent des sentiers battus. Il est difficile d'y parvenir, mais c'est un défi que l'on relève en équipe. »

François Simon
VEN n°572 – Octobre 2018

QUALITÉ DES ACN

Politique de partenariat en Nouvelle-Aquitaine

Les Ceméa Nouvelle-Aquitaine attachent une attention particulière aux conventionnements et aux partenariats. Ils favorisent l'engagement citoyen en rendant la formation accessible et fidélisent les équipes pour accompagner la politique jeunesse sur les territoires. Ils permettent également un travail collectif pluri-partenaires qui stimule les approches pédagogiques. Ces partenariats permettent également aux structures engagées d'améliorer la qualité de leur ACM, de valoriser leurs lieux, d'enrichir leurs réflexions autour de leurs politiques éducatives.

En Nouvelle-Aquitaine, 14 stages ont été conventionnés, avec des collectivités territoriales, des comités d'entreprise, des MFR, des centres sociaux, un lycée agricole. Cette diversité des conventionnements enrichit et valorise les pratiques des Ceméa.

FORMATION CONTINUE

Plan mercredi avec la DDCS de la Manche, une expérience pédagogique riche

Dans le département de la Manche, la DDCS a choisi de renforcer les compétences psychosociales des enfants en associant l'ensemble des acteurs intéressés dans cette démarche. 70 accueils de loisirs sur 105 déclarés auprès de la DDCS, se sont engagés dans la démarche de formation proposée par la DDCS de la Manche et construite en collaboration avec l'IREPS, l'UFCV, les Ceméa de Normandie, la Fédération Familles Rurales de la Manche, la fédération régionale Familles Rurales Normandie, la Ligue de l'Enseignement Normandie, l'ADPEP de la Manche, les Francas de la Manche, l'Union Régionale des Francas de Normandie. Cette formation initiale proposée en 4 étapes a accueilli 135 personnes dans des fonctions de direction ou coordination d'ACM.

Cette construction collective a été riche de débats, de découvertes, d'apprentissages, de compromis pour aboutir à la proposition d'un parcours de 4 journées de formation. Ce programme de formation s'articule avec la mise à disposition d'outils mobilisables par les directeurs pour accompagner leurs équipes et développer des activités promotrices du développement des CPS des enfants et des adultes.



■ La CNAF, un partenariat essentiel

Agir pour la qualité éducative des accueils collectifs de mineurs (ACM) auprès de publics spécifiques

Dans le cadre de la dernière année de la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) 2014-2017 prolongée en 2018, les Ceméa se sont investis sur plusieurs axes.

En direction des publics accueillis

Les jeunes enfants

La tranche d'âge des enfants 2/6 ans est toujours une question importante aux Ceméa. Elle correspond aux jeunes enfants accueillis sous différentes formes d'accueil de loisirs et en accueil collectif avec hébergement. En 2018 les Ceméa ont poursuivi le travail de transversalité engagé depuis 2014 entre le secteur animation et la mission « jeunes enfants », inscrit dans le projet national de l'association.

Cette mission a contribué à l'élaboration de temps de formation pour les militants intervenant dans les formations BAFA/D et investis sur l'encadrement d'ACM accueillant des jeunes enfants. Les Ceméa ont ainsi maintenu en 2018 une offre de formation d'approfondissement BAFA « Jeunes enfants », sur l'ensemble du territoire. Les années 2017 et 2018 ont été également marquées par la finalisation d'une importante recherche-action européenne dans le cadre de mobilités des personnels militant.e.s (programmes Erasmus+).

Convaincus que « la vie en plein air représente une condition de l'épanouissement du jeune enfant », Les Ceméa ont souhaité étudier comment cinq pays européens réfléchissaient à cette question. L'outil principal utilisé était l'observation. Les groupes ont été accueillis dans des structures de la petite enfance qui privilégiaient, dans leurs projets, la vie en plein air. Des temps d'observations suffisamment longs furent organisés et des temps d'échanges avec les équipes ont permis de confronter les pratiques professionnelles et les points de vue.

Un travail de capitalisation des écrits réalisés lors de ces mobilités, a donné lieu à la publication en avril 2018 d'un dossier spécial dans la revue VEN (Vers l'Éducation Nouvelle).

Les enfants porteurs de handicap

Les Ceméa travaillent depuis longtemps sur cette question et ont développé une expertise reconnue. Les Ceméa ont mis en place des groupes de réflexion, un secteur national en charge des publics avec un axe particulier sur le public porteur de handicap, qui se nomme « Accueillir la différence ».

L'analyse des Ceméa, partagée avec des organisateurs et le Ministère, est qu'il faut reconsidérer la question de la formation et la qualification des différents statuts d'encadrants des accueils collectifs, dans des logiques d'intégration, d'inclusion.

Les Ceméa contribuent à l'élaboration d'outils pédagogiques et apportent leur contribution à l'émergence de nouveaux contenus de formations, voire de qualifications à inventer. L'expérience des Ceméa dans le champ social et la santé mentale permet une approche pluri-professionnelle de cette prise en charge avec un regard transdisciplinaire de l'accueil.

En 2018, le groupe « Accueillir la différence » a été réuni à plusieurs reprises (4 réunions annuelles) et a mis en œuvre 2 week-ends de formation. Les Ceméa ont pris part à la plateforme JPA du droit aux vacances des enfants porteurs de handicap et valorisé le travail de la Charte d'accueil de ces enfants en ACM. Les Ceméa

ont également accompagné les Associations territoriales concernées par un travail spécifique sur ces questions (Alsace, Bretagne, Pays-de-la-Loire, Picardie, Rhône-Alpes) notamment par le suivi de pôles ressources handicap territoriaux. Les CAF locales de ces associations sont par ailleurs très réceptives à ce travail de ressources et de capitalisation, effectué grâce aux groupes locaux.

Signalons dans ce cadre, le travail réalisé par les Ceméa Pays-de-la-Loire en lien avec l'association T'Cap, sur l'accueil et l'accompagnement de jeunes porteurs de handicap en service civique : l'idée est de promouvoir le service civique des jeunes en situation de handicap. L'Agence du service civique s'appuie sur la plateforme qui existe entre les Ceméa Pays-de-la-Loire et le Collectif T'Cap. Cela fait partie d'une des grandes actions de l'Agence pour 2018-2020. Le protocole d'accord a été signé le 14 novembre.

Concernant les publications, les Ceméa ont contribué à la conception de deux plaquettes « Cap vers l'engagement » et à leur diffusion (l'une à destination des jeunes porteurs de handicap et l'autre à destination des structures – tuteurs). Un guide accompagne aussi les tuteurs et tutrices et des actions de formation ont été conçues à leur intention. Les CAF d'Alsace et du Maine et Loire, ont apporté un soutien particulier pour les stagiaires s'inscrivant à un BAFA 3 « Publics porteurs de handicaps ». Les CAF des Landes, du Morbihan et du Finistère fournissent une aide spécifique aux pôles ressources.

Un lieu d'accueil enfants/parents

Autre projet, l'association des Ceméa Pays-de-la-Loire a initié un projet Lieu d'accueil enfant-parent à Nantes, dans leurs nouveaux locaux du 104 rue de Saint Jacques. Cet espace a ouvert officiellement en janvier 2018. Il est soutenu par une aide au fonctionnement par la CAF Pays-de-la-Loire dans le cadre du REAAP (72/44). A également été obtenue la labellisation d'un LAPE par la CAF du Gard (30).

En juin 2018, une session de travail des personnes impliquées dans le projet nantais a permis aux équipes de capitaliser des premières analyses au vu des 6 premiers mois d'accueil : citons ici la question de l'anonymat des personnes accueillies qui entraîne un réel travail des accueillant.e.s. La place des parents était au cœur du projet, tant dans son élaboration que dans sa réalisation, notamment dans ce quotidien particulier.

Agir en direction des jeunes animateurs et directeurs volontaires

Renforcer la citoyenneté et l'engagement des jeunes par un statut de volontariat

Les Ceméa poursuivent leur travail et leur contribution au sein de collectifs, de plateformes (SOLIDAR, EUCIS LLL) et en lien direct avec la Commission Européenne et le Conseil de l'Europe. Membres de SOLIDAR, les Ceméa ont porté ce projet dans différents groupes de travail et évènements. Membres du CNAJEP, les Ceméa se sont inscrits dans les travaux de valorisation de l'article 54 de la loi Égalité citoyenneté pour permettre la mise en œuvre d'un réel dialogue structuré d'une politique de jeunesse au niveau local. C'est dans ce cadre que les Ceméa ont communiqué auprès

des directions d'Associations régionales de leur réseau pour les informer et leur permettre de prendre part aux sollicitations territoriales (Nouvelle Aquitaine, Picardie, Normandie).

En 2018, dans le cadre des instances et informations internes, a été poursuivie l'information continue des cadres permanents régionaux, afin qu'ils se fassent le relais de ce travail auprès des militant·e·s encadrant les stages de formation BAFA – BAFD, ainsi que ceux de la formation professionnelle des animateurs.

En 2018, les Ceméa ont continué à participer activement à la plateforme pour la création d'un statut de l'animateur volontaire piloté par la JPA et ses déclinaisons dans les comités départementaux de la JPA. Ce travail a été confronté à la mise en place du dossier SNU par le gouvernement, ce qui a donné lieu à un travail de veille et d'analyse des différentes étapes prévues. Les Ceméa se sont associés au Cnajep pour l'étude IPSOS « Les jeunes et le service national universel » réalisée en septembre 2018.

Les Ceméa continuent à faire systématiquement la promotion des dispositifs de formation à l'animation dans leurs différents espaces éducatifs. Cette promotion se fait au sein même des formations, à partir de leurs différents supports de communication et auprès des organisateurs d'ACM. La revue « Les Cahiers de l'animation » participe aussi de cette démarche et privilégie ainsi une diffusion auprès de l'ensemble des publics formés au BAFA (10 000 exemplaires) ; le dernier numéro des Cahiers a été diffusé en 2018, il est en effet remplacé dorénavant par la « Médiathèque éduc'active » des Ceméa, Yakamédia : www.yakamedia.fr à laquelle sont abonnés systématiquement tous les stagiaires des Ceméa.

Dans l'ensemble des formations, sont mis en place des temps de réflexion sur le sens de l'engagement des jeunes aujourd'hui. Il est important pour les Ceméa, de systématiser le travail pédagogique et politique auprès des stagiaires en formation professionnelle d'animation, sur la nécessaire complémentarité entre les volontaires de l'animation aux côtés des professionnels. En effet, une des fonctions d'un animateur professionnel d'Éducation populaire est de développer la vie associative et de générer et promouvoir l'engagement, le volontariat et le bénévolat.

Enfin, lors des différentes rencontres partenariales avec les autres associations ou fédérations d'Éducation populaire, les Ceméa travaillent aussi à cette reconnaissance d'un statut qui ne soit pas que celui du volontariat de service civil, mais bien un volontariat dans l'animation, reconnaissant l'engagement des jeunes pour une courte durée, dans un espace particulier que sont les ACM.



ESPACES RESSOURCES

Accueil collectif de mineurs et Handicap dans le Morbihan

Financé par la CAF 56 et la DDCS 56, animé par les Ceméa Bretagne et Familles rurales, cet espace ressources a pour objectif de former les équipes d'animation du Morbihan à l'accueil des enfants/jeunes en situation de handicap ; d'accompagner des structures pour un accueil inclusif ; de prêter du matériel pédagogique (malle « Anatole prend son envol », malle « Créer et aménager un espace sensoriel sur l'ACM ») ; et d'animer un réseau d'acteurs.

A noter en 2018, la création de la malle « Créer et aménager un espace sensoriel sur l'ACM » qui comprend un table lumineuse, une colonne à bulle, un fidget, des fiches d'activités, des jouets lumineux, un casque anti-bruit, du matériel proprioceptif, de la littérature spécialisée...

Le sens des formations à l'animation volontaire

En 2018, les Ceméa ont maintenu leur engagement politique et pédagogique concernant la spécificité de dispositif de formation : une formation éducative et citoyenne, tant auprès de la tutelle, que des organisateurs et des publics accueillis en formation.

En 2018, leur engagement sur le sens des formations à l'animation volontaire, s'est poursuivi sur les différents axes proposés tant au plan quantitatif pour le nombre de personnes accueillies en formation, que sur le plan pédagogique et politique, en direction des militants formateurs, des partenaires institutionnels, locaux et nationaux.

Les Ceméa ont également une attention particulière sur les formations BAFD. En effet, une formation de direction dans le champ de l'animation volontaire, permettant d'encadrer et de développer l'engagement des jeunes, a beaucoup de sens pour les Ceméa. Même si les questions de professionnalisation prennent beaucoup de place sur la direction.

Cette activité de formation tant pour le BAFA que pour le BAFD, reste un engagement important des militant·e·s des Ceméa, qu'ils soient salariés de l'association ou volontaires. Ce qui a demandé un effort important afin de continuer à former tous ces militants formateurs soit environ 1 280 personnes.

En 2018, les Ceméa ont réalisé plus de 1 065 stages à l'animation volontaire et plus de 130 formations professionnelles (du niveau 3 au niveau 6 et sur le CQP) dans lesquelles ils ont traité des questions du volontariat et de l'engagement des jeunes.

Les conventions CAF de soutien à la prise en charge de la formation BAFA, ont été un des leviers importants pour s'engager dans la formation (Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Centre-Val de Loire, Grand Est, Hauts-de-France, Normandie, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, PACA).

■ Former à l'animation professionnelle en référence à l'Éducation populaire

À l'heure de la réforme de la formation professionnelle qui augure au travers une libéralisation du « marché », un risque de morcellement des parcours de formation professionnelle, il est bon de rappeler sur quels principes les Ceméa l'ont conçue et construite en référence à l'Éducation nouvelle et à l'Éducation populaire.

Être animateur c'est mobiliser des valeurs. Le regard porté par un professionnel sur une situation, une personne ou un groupe dépend largement de ses valeurs personnelles. Ces valeurs nécessitent d'être conscientisées. C'est à partir de cette conscientisation et ré-interrogation des valeurs, que l'action, y compris dans son cadre institutionnel, peut s'envisager sereinement et prendre du sens.

Ce travail sur les valeurs passe par des échanges collectifs, des analyses de situations et ce que l'on appelle communément un travail sur soi (c'est-à-dire un repérage de ce qui est essentiel dans sa perception des autres, du monde, mais aussi dans la connaissance de soi et de son rapport aux autres).

L'intervention sur ou pour autrui, doit articuler l'Homme et la société, ou en termes plus concrets, la place et le rôle de l'indi-

vidu dans son environnement. Ce travail a besoin de conceptions éducatives pour s'orienter. Aider les individus à « faire société » conduit tout naturellement à des questionnements de nature politique. Ce travail sur les valeurs, l'éducatif, et le politique nécessite du temps. La transformation personnelle génère des résistances qui ne se dépassent que dans la durée. Puisque pour l'Éducation populaire, le métier d'animateur vise à contribuer à la transformation des personnes, l'animateur.ice se formant, doit se confronter lui-même à ce travail. Il faut, dans l'accompagnement et la mise en œuvre des formations à venir, rester vigilants pour ne pas perdre le sens de cette action malgré des durées de formation amputées, des financements partiels et des publics précarisés.

Il s'agit de continuer d'accompagner la formation d'animateurs et d'animatrices d'Éducation populaire tel que nous le propose Christian Maurel en développant : « l'ensemble des pratiques éducatives et culturelles qui œuvrent à la transformation sociale et politique, travaillent à l'émancipation des individus et du peuple et augmentent leur puissance démocratique d'agir ».

PARTENARIAT

Entre l'animation et le travail social, il n'y a qu'un pas !

Les Ceméa Nord-Pas-de-Calais organisent une formation DE-JEPS Animation Sociale (Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport) dans le dunkerquois, plus précisément à Grande-Synthe. Ce bassin représente plus de 250 000 habitants. Cette formation, organisée en partenariat avec l'IRTS du Grand littoral (Institut Régional du Travail Social) permet de travailler deux objectifs en lien avec le projet associatif. Le premier est d'inscrire l'empreinte des Ceméa dans ce territoire. En effet, cela fait quelques années que les Ceméa n'avaient pas organisé de formations longues à Dunkerque et ses environs. Le deuxième objectif est de développer des actions en partenariat et de mutualiser les compétences. La formation se déroule dans les locaux de l'IRTS. Le fait de vivre la formation dans cette structure permet aux formateur.ice.s et stagiaires des Ceméa d'être en relation directe avec des professionnel.le.s et stagiaires des formations du champ du travail social et médico-social, dispensées par la structure (formation d'éducateurs spécialisés, CAFERUIS, assistantes sociales, etc...). En effet, la mention « Animation Sociale » propose des passerelles avec les diplômes du champ social. Ils sont également amenés à travailler dans les mêmes structures (MECS, CADA, CHRS, Club de prévention etc...). Cette proximité permet de faire état des contenus dispensés dans les formations de chacun, des problèmes rencontrés, et de réfléchir collectivement (professionnels et stagiaires) à des pistes de travail. Des rencontres ont eu lieu et d'autres à venir, pour proposer des contenus communs aux formations respectives des Ceméa et de l'IRTS.

Une partenariat IRTS–Ceméa en Normandie

Le partenariat avec l'IRTS constitue la plus grande majeure partie des actions de formation continue conduites par les Ceméa de Normandie. Elles se composent de deux actions principales :

- Une semaine thématique autour de « l'activité, outil de médiation sociale et éducative » qui a lieu tous les ans, depuis 5 ans, en février et qui s'adresse aux étudiants de 1^{ère} année de moniteurs éducateurs, éducateurs spécialisés, accompagnants éducatifs et sociaux, travailleurs de l'intervention sociale et familiale.
- Des interventions (une centaine d'heures au total) dans la formation DE AES (Diplôme d'État des Accompagnants Éducatifs et Sociaux). Les Ceméa interviennent dans le domaine de formation 3, relatif au rôle d'animation de ces métiers (méthodologie de projet, gestion de conflits, communication de groupe...).

Les Ceméa développent également des liens entre les différentes formations, avec des rencontres thématiques entre les stagiaires en formation longue et les étudiants de l'IRTS.



Un BAC professionnel « Animation » au travail

Dans le cadre d'une réforme du BAC professionnel « Service à la Personne et Vie Locale », le ministère a sollicité les Ceméa, association complémentaire de l'école, pour participer à la transformation vers un BAC Pro « Animation ». Invités au groupe de travail en qualité d'« expert » avec la DJEPVA et de la CPNEF Animation, les Ceméa ont accompagné cette transformation tout au long de l'année. Le travail étant achevé, ce nouveau venu dans l'Éducation nationale devrait voir le jour à la rentrée 2020. Les Associations de Jeunesse et d'Éducation populaire travaillent désormais à faire reconnaître la place que doit avoir l'Éducation populaire, dans sa mise en œuvre (alternance, place du BAFA,...).

Dans la mise en œuvre, il faudra être vigilants sur :

- La conception de la formation : durée de l'alternance de 8 semaines par année scolaire ; nombre de lieux d'apprentissage nécessaires devant la forte demande ; tutorat ; référence au projet d'animation et quelles exigences ; formes pédagogiques ; modalités de certification.
- La cohérence entre les différents diplômes et formations.
- L'impact sur le BPJEPS, diplôme lui aussi de niveau 4, le BPJEPS restera un diplôme pour les professionnels en poste et les demandeurs d'emplois (il faudra prendre en compte les effets de concurrence possible sur le marché du travail entre les demandeurs d'emplois diplômés Bac pro et les BPJEPS).
- La logique de parcours, les évolutions de carrière ; les passerelles entre ce Bac pro et le DUT carrières sociales ; la création d'un BTS ou pas.
- L'impact sur le métier : attention aux accès à des métiers précaires avec ce Bac, tel le BAFA de collectivité territoriale... à des métiers d'animateur plus proche du niveau 3 que du niveau 4.
- Les logiques de formation pour intervenir auprès des publics spécifiques, des formations exclusivement scolaires peuvent sembler peu adaptées à l'intervention d'environnements difficiles...



La place de l'Éducation populaire

- Sauvegarder la place de valeurs telles que l'émancipation ; les liens avec les réalités de terrain ; les publics.
- Les possibilités de conventionnement de partenariat avec les acteurs de l'Éducation populaire notamment pour assurer l'encadrement des matières spécifiques (plutôt que de voir l'Éducation nationale recruter les militants ou les professionnels de l'Éducation populaire).
- La place de l'animation volontaire : les études (du CAFEMAS notamment) révèlent que 88 % des animateurs professionnels sont passés par l'animation volontaire avant de se professionnaliser. Cette étape permettait aux formations professionnelles de mettre en relation un socle d'expérience, des contenus théoriques, de valeurs militantes, de l'analyse de pratique...

Du point de vue juridique, les élèves qui sortiront de ce Bac auront entre 17 et 20 ans, cela pose la question du droit d'encadrer en toute autonomie, de l'âge légal pour diriger un ACM, des responsabilités pour ce futur diplômé Bac pro.

ANCRAGE DANS LES TERRITOIRES

La formation professionnelle à l'animation : un ancrage dans les territoires en Nouvelle-Aquitaine

Les Ceméa de Nouvelle-Aquitaine sont inscrits fortement dans le plan régional de formation. Ceci permet d'assurer une implantation sur les territoires (Bayonne, Biarritz, Poitiers, Limoges, Bordeaux, Libourne, Pau, La Rochelle, ...). Ces actions de formation s'inscrivent dans une dynamique de partenariats diversifiés (GESC et URESCO à Poitiers, Théâtre en miette, CREPS de Poitiers, Association Chahuts et avec de nombreuses structures d'alternances (EHPAD, foyers de vie, ludothèque, boutique solidaire, des structures municipales, des centres socio-culturels).

L'action des Ceméa concerne l'ensemble de la filière de formation (1 CQP, 13 BPJEPS, 6 DEJEPS, 1 DESJEPS). En 2018 ont été accueilli plus de 250 personnes, correspondant à plus de 9000 journées/formation.

L'ANIMATION PROFESSIONNELLE EN CHIFFRES

PRÉSENTS SUR L'ENSEMBLE DE LA FILIÈRE, LES CEMÉA ONT ACCUEILLI PRÈS DE 3500 STAGIAIRES EN FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE (FPC), DONT PRÈS DE 2000 EN FORMATIONS LONGUES.

NIVEAU 6 (II)	85 stagiaires sur 8 formations
NIVEAU 5 (III)	417 stagiaires sur 28 formations
NIVEAU 4 (IV)	1 136 stagiaires sur 76 formations
NIVEAU 3 (V)	173 stagiaires sur 14 formations
CQP	102 stagiaires sur 10 formations
FPC	1 551 stagiaires

Le nouveau diplôme de « niveau 3 » dans le champ de l'animation : le CPJEPS

Dernier né de la filière professionnelle de l'animation, le CPJEPS (Certificat professionnel de la Jeunesse de l'Éducation populaire et du Sport), est le nouveau diplôme de niveau 3 (CAP – BEP) de la filière Animation. Il vient remplacer l'actuel BAPAAT et termine ainsi le renouvellement des diplômes en cohérence avec le reste de la filière.

Le certificat professionnel est obtenu par l'acquisition de quatre unités capitalisables définies par arrêté du ministre chargé de la Jeunesse, dont une est transversale quelle que soit la mention, les trois autres sont spécifiques à la mention. À ce jour, il n'existe qu'une seule mention : « Animateur d'activités et de vie quotidienne », l'emploi visé est celui d'un animateur en contact direct avec le public. Il se situe principalement dans les accueils collectifs de mineurs (accueils périscolaires, accueils de loisirs, séjours de vacances) ou toutes structures organisant des loisirs et des activités d'animation socioculturelle. Que ce soit dans les secteurs de l'animation, du lien social ou des collectivités territoriales, les emplois d'animateurs et animatrices de ce niveau existent et peuvent permettre une entrée dans la filière professionnelle.

Un accès simple à la formation, une durée (700 h dont 400 heures en centre) qui permet d'obtenir la certification en moins d'un an, un coût raisonnable et une architecture construite sur la même base que les autres diplômes de la filière, constituent les aspects positifs de cette nouvelle formation. En outre l'expérience d'animation volontaire et/ou péri-scolaire est valorisée et permet notamment un allègement de la formation. Ce nouveau parcours qualifiant devrait permettre l'accès au métier dans une logique de promotion sociale et dans un processus d'éducation permanente, notamment pour des personnes ayant un faible niveau initial.

Les Ceméa regrettent cependant que ce nouveau diplôme, tel qu'il est conçu, perde l'expertise technique en matière d'activité que conférait son prédécesseur et semble de fait, moins attractif en matière d'employabilité et de qualification. Il en va de même pour l'ingénierie de formation, qui, malgré les préconisations des mouvements d'Éducation populaire, reste peu lisible au regard du reste de la filière. Le processus de certification, quant à lui, est complexe et peu adapté. Il contient de nombreux écrits alors que la tendance est à la réduction sur les diplômes supérieurs. Les interventions des Ceméa ont cependant permis qu'un texte allant vers une simplification soit en cours d'élaboration.

Sport et animation sociale

Le partenariat des Ceméa de Nouvelle Aquitaine avec le CREPS de Poitiers s'est poursuivi cette année avec la fin d'une promotion de janvier à mai 2018, et le début d'une autre à partir de janvier 2019. Cette formation a pour vocation de faire le lien entre l'activité physique et l'animation sociale. Autrement dit, elle permet d'amener des stagiaires à réfléchir à la place et au sens de l'activité physique dans une dimension sociale, lorsqu'elle est menée auprès de publics fragilisés. Le partenariat des Ceméa avec le CREPS, ancré depuis de nombreuses années, permet aussi d'ouvrir des stagiaires issus de milieux sportifs, à d'autres pratiques d'activités, telles que les activités manuelles, d'expression, techniques, plastiques et scientifiques. Si certains stagiaires se montrent intéressés par cette ouverture, d'autres en revanche y montrent des réticences, mais pour la majorité, se crée une réelle ouverture vers une dimension plus sociale et culturelle de leur profession.



RÉFLEXIONS PÉDAGOGIQUES

Un espace militant de rencontres ouvertes

Depuis plusieurs années, les formations mises en place aux Ceméa Nord-Pas de Calais dans le cadre de la formation professionnelle du champ de l'animation socio-culturelle BAPAAT, BPJEPS, CQP, DEJEPS, DESJEPS, sont le cœur du travail du secteur.

Ces formations nécessitent un travail en concertation entre les permanent·e·s, salarié·e·s de l'association, et les non-permanent·e·s, militant·e·s et/ou intervenant·e·s. Les différentes possibilités d'investissement au sein des formations de ce secteur sont multiples. Il s'agit notamment de témoignages de pratiques, de contributions à la construction de contenus, de certifications, d'accompagnements aux écrits, ou encore d'interventions sur un ou des contenus.

Afin de favoriser la rencontre des personnes et garantir un cadre pédagogique commun, l'équipe a mis en place un espace, appelé A.P.R.O. pour Animation Professionnelle Rencontres Ouvertes. Celui du 14 décembre 2018 a réuni une vingtaine de participant·e·s. Initié en 2017, cet espace dédié s'est institutionnalisé en 2018 et a pour vocation à réunir 3 fois par an minimum, les membres. Il permet la mise en place de groupes de travail et de réflexion émanant des participants et des besoins de l'association. Il pourra davantage se réunir en fonction d'objets de travail particuliers. Le premier APRO de 2018 a permis de présenter l'ensemble des formations existantes sur le secteur ainsi que l'équipe permanente. Des premiers groupes de réflexion ont aussi permis de faire émerger les besoins et les attentes de toutes les personnes présentes. Les perspectives de cet espace dédié à l'implication de la vie militante au sein de l'ensemble des formations à l'animation professionnelle sont multiples : associer pleinement les militant·e·s dans la réflexion pédagogique nécessaire à la construction de formations longues, co-construire des modules d'intervention, provoquer davantage de rencontres entre les personnes ou encore former les militan·e·s aux différents types de certifications...

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Une priorité pour les Ceméa en PACA

Les Ceméa PACA pensent que la complémentarité entre formation initiale et formation continue est indispensable. Elle permet aussi bien aux animateurs occasionnels ou permanents de renouveler ou enrichir leurs compétences, tout en offrant aux usagers un parcours de formation cohérent. Les Ceméa ont valorisé et développé des formations continues en 2018 auprès de partenaires qui ont pu, avec leur soutien technique, avoir des prises en charges auprès de leur OPCA (Organisme Paritaire Collecteur Agréé). Il existe un partenariat avec la JS et la CRPV (Centre de Ressources de la Politique de la Ville) pour former des animateurs autour du kit « Valeurs de la République et Laïcité » (Bouches-du-Rhône et Alpes Maritimes). Les formateurs habilités (7 personnes au sein des Ceméa PACA) peuvent ainsi dispenser cette formation de 2 jours centrés sur les fondements historiques de la laïcité, les questions de droits et jurisprudence et ainsi aider à prendre du recul sur les situations pédagogiques vécues. Ont été également développées des actions de formation continue auprès de partenaires comme : la Ville de Miramas (la coordination de la pause méridienne), l'Association Contact Club (écriture du projet social qui se poursuit en 2019 – Accompagnement à la scolarité) ou pour l'accompagnement d'une équipe sur la relation éducative et l'analyse de pratique (CS la Destrousse), ou auprès des animateurs professionnels sur le dispositif VVV dans les Bouches-du-Rhône avec la DDCS 13, des Directeurs des Alpes-Maritimes (DDCS 06) (Animation d'équipe et conduite de réunion.), des animateurs de la ville de Mougins (cohésion interservices, travail en équipe), des animateurs de la ville de la Colle sur loup (pause méridienne) et les membres du collectif ESA via le FSPVA 06 (accompagnement pédagogique). La promotion, la réalisation et la structuration de la formation professionnelle continue va se poursuivre en 2019.

Développement de la formation continue courte en Rhône-Alpes

Les Ceméa ont réalisé en 2018, 16 formations continues courtes et formé environ 200 personnes sur les thématiques suivantes : Formation à destination des animateurs (Mairie d'Annemasse) ; Animer des grands jeux (CS de Brignals) ; Accompagnement à la scolarité (CS de Grigny) ; La posture éducative, Laïcité (Mairie de Saint-Marcellin) ; Cycle de formation 1 et 2 pour les agents du périscolaires, projet petite enfance (Mairie de Pont de Claix) ; La posture éducative (CS de Gerland) ; Préparation à la mobilité et encadrement à la mobilité (EPLEFPA) ; *Devoirs faits* (Collège les Buclots) ; Ecran et sommeil : quelle action éducative, Education aux écrans, Le sommeil et la problématique des écrans (Secours populaire de Privas) ; Posture éducative et consolidation des apprentissages dans le dispositif CLAS (CCAS Ste-Foy-lès-Lyon).

À noter dans ce cadre le partenariat renforcé avec la ville de Pont de Claix

- En octobre 2018, la ville de Pont de Claix a structuré une nouvelle formation pour ses personnels autour des thématiques « posture éducative - posture professionnelle de l'animateur.trice » et « repères pour un accueil périscolaire de qualité ». Ce dispositif de formation des acteurs éducatifs est proposé sur 3 ans. Une session de formation a représenté 29 heures de formation et fut proposée à 32 personnes, à la fois aux animateurs périscolaires et aux responsables périscolaires.

- Les Ceméa ont accompagné également la ville de Pont de Claix dans leur projet de création d'un pôle petite enfance. Ce projet ambitieux doit se traduire par la réhabilitation de l'école maternelle Olympiades et le déplacement de structures existantes petite enfance dans un nouveau lieu. La ville a souhaité se faire accompagner par les Ceméa qui ont proposé de faire un état des lieux sur le projet, avec les personnels en allant rencontrer les équipes de terrain, quatre équipes potentiellement concernées par les évolutions, ainsi que l'équipe de direction Petite Enfance. Cet état des lieux a été présenté au comité de pilotage petite enfance qui réunissait des élu.e.s de la ville, l'ensemble des directrices des structures, plusieurs chefs de service de la ville concernés par le projet, la PMI, la CAF, le Conseil départemental. Il comprenait 9 préconisations identifiées par les Ceméa pour accompagner le changement. Le travail a été très apprécié et reconnu de grande qualité. La ville a déjà sollicité les Ceméa pour un accompagnement dans la suite du projet et l'écriture, entre autres, des nouveaux projets de fonctionnement et à dimension pédagogique, de manière participative.

CERTIFICATION

Les Ceméa Rhône-Alpes facilitateurs en acquisition de compétences

Les Ceméa Rhône-Alpes ont obtenu en 2018 le renouvellement d'un an de leur certification « Facilitateurs en Acquisition de Compétences » obtenue en 2017. Cette certification officiellement référencée par le CNEFOP, atteste du niveau de qualité des actions de formation qu'ils proposent à leurs stagiaires. Cette certification est délivrée par l'organisme iCert. Cette certification des organismes de formations « FAC » est officiellement référencée par le CNEFOP (Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle), conformément au décret qualité n° 2015-790 de juin 2015 dans le cadre de l'évolution de la réglementation sur la formation professionnelle.

La certification FAC permet aux Ceméa Rhône-Alpes : d'être référencé auprès des financeurs et ainsi de sécuriser la prise en charge des formations ; d'attester que l'organisme de formation répond au décret qualité ; de gagner en notoriété et de faire reconnaître la qualité de leur offre de formation.



■ Développement local, actions de proximité sur les territoires

Les Ceméa, au-delà de la formation des acteurs, sont engagés dans des projets en lien direct avec les populations. Ces actions se construisent dans des dynamiques partenariales notamment avec les collectivités territoriales, portent en elles-mêmes une dimension citoyenne forte. Dans certains cas, elles s'inscrivent dans des projets éducatifs locaux ou sont au cœur des politiques de l'enfance et de la jeunesse. Ci-après quelques focus sur plusieurs d'entre elles.

Un terrain d'aventure en Pays de la Loire

Les Ceméa Pays de la Loire et le centre Jacques Tati ont expérimentés un des premiers Terrains d'Aventure en France depuis plus de 10 ans.

Le Terrain d'Aventure, c'est quoi ?

Le Terrain d'Aventure, tel que réfléchi par C. Th. Sørensen en 1943, est « un lieu d'accueil libre, destiné aux enfants de 3 à 15 ans, qui privilégie les activités en plein air. Les Terrains d'Aventure se caractérisent par le fait qu'ils se situent à l'extérieur et que les usagers choisissent leurs occupations de manière libre, tout en respectant un cadre défini par les professionnels. » De tels espaces ne sont pas méconnus en France, mais ont été, au fil du temps, oubliés. Le dernier à fermé ses portes à Paris (XXe arrondissement), après un vive lutte des habitant.e.s en 2012. Plusieurs villes tel que Rennes, Nantes, Paris ou encore Lyon ont eu leur terrain d'aventure dans les trois dernières décennies.

Il n'y a aucune opposition entre le terrain d'aventure et les structures dites classiques, elles sont complémentaires. Les structures classiques, par leurs horaires fixes, permettent, notamment aux familles dont les parents travaillent, d'assurer une sécurité pour les moments de loisir de leurs enfants. Les terrains d'aventures s'intéressent justement aux enfants, jeunes, qui ne fréquentent pas ces lieux fixes, sur inscriptions. Les Terrains d'Aventures sont des terrains de jeux pour enfants, de constructions, d'expérimentation. Le risque y est (omni)présent, mais accompagné, réfléchi par une équipe d'animation professionnelle. Celle-ci encadre et accompagne les enfants dans l'appropriation du milieu par un fonctionnement pédagogique basé sur l'activité libre et la motricité libre.

Le quartier de Belle-Beille fait partie des 1300 quartiers inscrits en politique de la ville. Une opération de Rénovation Urbaine (ORU), est en cours dans le quartier, provoquant destruction de bâtiments et relogements d'habitant.e.s. Le projet naît à l'automne 2017 suite à l'écriture du projet social du Centre Jacques Tati. Les constats amènent diverses réflexions sur les publics dit en « errance » sur le quartier et aux possibilités de loisirs qui leur sont proposées. À Belle-Beille, comme cela est le cas ailleurs, beaucoup de jeunes ne fréquentent pas les structures de loisirs conventionnelles (centre de loisirs, accueil jeunes, etc.). L'idée de mettre en place un terrain d'aventure dans ce quartier en ORU prends donc tout son sens. D'expérimentation en échanges, le projet voit le jour et est testé fin juillet 2018.

Quelques chiffres de l'expérimentation en 2018 : près de 54 heures d'aménagement et d'installation par animateur (trois présent.e.s chaque jour) ; plus d'une cinquantaine de palettes récupérées, sciées, transformées ; des dizaines de tasseaux, cartons, boîtes ; près de 150 participant.e.s sur les cinq jours.

Une conférence de la jeunesse avec la ville de Garges-lès-Gonesse

Les relations entre les institutions régaliennes et la population constituent un axe de réflexion et d'action pour la ville de Garges-lès-Gonesse. Dans ce cadre, plusieurs actions ont été menées pour favoriser la coopération et l'ouverture, particulièrement en ce qui

concerne les liens entre les jeunes habitant.e.s de la ville et ses institutions. La ville de Garges-lès-Gonesse a sollicité les Ceméa Ile-de-France pour l'accompagner dans l'organisation des conférences de la jeunesse. Animée par les Ceméa et ouverte aux professionnel.le.s travaillant dans la ville (Éducation nationale, prévention spécialisée, médiation sociale, animation et intervention sociale), la journée du 28 novembre qui a rassemblé une trentaine de personnes (service jeunesse, bailleurs, médiateurs, éducateurs, CPE du collège) visait à nourrir cette réflexion, à poursuivre une dynamique d'engagement autour de cette thématique ainsi qu'à valoriser les actions entreprises à cet égard, au cours de l'année 2018.

Cette dynamique a donné lieu en 2019 à des interventions auprès du service jeunesse sur l'animation de rue ; des inscriptions en BPJEPS et en DEJEPS d'animateurs professionnels de la ville ; la programmation d'une nouvelle conférence sur la violence juvénile (le 13 juin 2019).

Poursuite de l'animation à la parentalité à Mayotte

Il s'agit d'une action d'animation à la fonction parentale à destination des parents Mahorais d'enfants scolarisés ou non. Les animations sont prévues en Français, en Shimaoré et en Kibouchi suivant les nécessités. Elles sont menées en appui sur un espace qui permet des relations et échanges entre parents, une démarche qui favorise la compréhension parents-enfants et des temps visant à rapprocher les parents et l'école, lieu de vie de leurs enfants.

Parler de l'autorité parentale, rendre commun sur tout le territoire de Mayotte l'idée d'une mobilisation sur la question de la fonction parentale et permettre aux parents de prendre confiance et d'avoir des clés de compréhension des difficultés liées à l'éducation de leurs enfants, sont les objectifs de cette action.

Elle améliore la réussite scolaire des enfants, l'intégration sociale à une société en mutation, le dialogue intergénérationnel, la citoyenneté active des parents et de leurs enfants.

Il s'agit d'organiser des animations sur l'éducation à la parentalité dans les lieux de rencontres ouverts aux parents, avec un parcours qui correspond à trois séances de deux heures, à la fois progressif, et par séance autonome. Ces animations s'appuient sur un support vidéo et l'outil de photo langage. Depuis 2013, les actions se sont étendues vers les jeunes de 17 à 20 ans avec des parents ou les jeunes seuls.



En 2018, les séances ont été élargies, avec un accueil des parents et des jeunes en même temps. En 2018, on comptabilise 2722 participants aux animations qui se sont déroulées dans 13 communes de l'île (Chirongui, Chiconi, Dembeni, Dzaoudzi, Kani-Kéli, Koungou, Mamoudzou, Mtsamboro, Mtsangamouji, Ouangani, Pamandzo, Sada, Singoni). Elles sont mises en place par une équipe de 8 personnes (salariés et bénévoles).

Observatoire de la fraternité en Seine Saint-Denis

L'Observatoire de la Fraternité de Seine Saint Denis constate que de très graves difficultés persistent concernant les relations entre la police et la population du département.

Les Ceméa n'acceptent pas que, régulièrement, et depuis de nombreuses années, elles aboutissent à des violences, des drames, dans un contexte permanent de malaise, de grande tension, de difficulté, voire souvent d'impossibilité d'engager le dialogue, tant pour les policiers que pour les populations. Profondément attachés à l'avenir de ce territoire, à son développement économique et social dans un climat aussi serein que possible, soucieux d'y voir agir une police républicaine, plus proche des citoyens, les Ceméa ont proposé de mettre en place en Seine Saint Denis, un groupe de travail, qui se réunit régulièrement (une fois par mois), avec trois objectifs :

- Faire un état des lieux concret, un bilan de la situation, rechercher les causes de ces difficultés, les analyser et repérer aussi les initiatives positives, mises en place par la population, les associations, les élu.e.s, mais aussi au sein de la police, entendre des experts ayant réfléchi à la question et les professionnels concernés.
- Travailler en contact avec le terrain en appui sur des auditions d'acteurs sur le terrain, dans toute leur diversité, victimes ou témoins des difficultés et des drames, ou porteurs d'initiatives positives, visites sur le terrain.

- Élaborer des propositions à soumettre, soit aux pouvoirs publics, soit aux acteurs de la société civile. Dans ce cadre, encourager les expérimentations visant à apaiser les relations et définir un périmètre de protection de la loi 2017 « sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme ».

Le groupe s'est réuni une dizaine de fois sur l'année 2018. Sa composition : les membres de l'Observatoire de la Fraternité 93 dont le MRAP Saint Denis, la LDH 93, FSU Police, les Ceméa ARIF, Espoir 18 PJJ, La Voix des Roms, le cabinet Pitcho. Clinique juridique de Paris 8, Zonzon 93, CGT Police, Halte à la Haine, Sud Police, Syndicat de la magistrature, Syndicat des avocats de France, Stop Contrôle aux Faciès, le Barreau de Bobigny, les Femmes médiatrices de Pantin.

Ses actions : Formation des témoins de violences : travail sur la forme guide ; Travail autour de la création d'une cellule de veille concernant les violences policières et les expulsions violentes.

Ses initiatives : Mai 2018 - Rencontres et réunions publiques avec la population dans les quartiers à Saint Denis ; Juin 2018 - Rencontres et réunions publiques avec les lycéens au théâtre Gérard Philippe ; Novembre 2018 - Débat « Relations police population - mieux comprendre pour agir ».

Des actions diversifiées en Loire-Atlantique et dans la Sarthe

Dans la Sarthe, l'intervention des Ceméa dans l'animation professionnelle est importante. Est également engagé un travail de diversification mais qui reste fragile : Observatoire – réseau enfance/jeunesse ; petite enfance ; vacances loisirs. Les Ceméa sont intervenus sur des actions départementales mais aussi concrètement sur divers lieux : communauté Gesnois Bilurien (diagnostic PEDT/PEL) ; Mulsanne (PEDT et actions collège) ; St Calais (diagnostic jeunesse) ; Le Mans (intervention dans le cadre du Plan Mercredi) ; Le Mans, Allonnes, Sable sur Sarthe (accompagnement des conseils citoyens).

PRIS SUR LE VIF

Un Point Accueil et Écoute Jeunes, à Mayotte

Fort de son expérience auprès de la jeunesse et des familles à Mayotte, l'Association territoriale des Ceméa Mayotte gère depuis janvier 2015 un dispositif « Point Accueil et Écoute Jeunes » (PAEJ). L'expérimentation du PAEJ, dispositif aujourd'hui reconnu et pertinent à Mayotte, participe à la politique jeunesse et au volet social de cette politique sur le territoire. En 2018 le dispositif a fonctionné sur cinq sites (Chirongui, Passamaïnty, Petite terre, Kawéni et Iloni).

Le PAEJ est un lieu d'écoute et d'accompagnement pour tous les jeunes, filles et garçons, entre 12 et 25 ans, mais aussi tous les parents, familles d'adolescents et jeunes adultes.

Le PAEJ développe les missions suivantes :

- Accueil individuel et collectif inconditionnel, gratuit, avec ou sans rendez-vous dans un espace bienveillant avec une équipe disponible et à l'écoute (en 2018, 1 411 passages, 770 personnes concernées).
- Accompagnement socioéducatif via des entretiens individuels, entretiens familiaux, entretiens avec un partenaire, médiations éducatives. Écoute et recherche de solutions avec le jeune afin de favoriser l'expression de son mal-être, la levée de ruptures, l'accès au droit commun, en orientant notamment vers des institutions (en 2018, 380 entretiens individuels et 12 chez des partenaires ont concerné 190 situations de jeunes).
- Actions pour aller vers les jeunes vulnérables : présence sociale, actions collectives extérieures aux lieux de permanence (en 2018, 96 séances pour des actions collectives).
- Prévention des ruptures et marginalisation en lien notamment avec les conduites à risque, l'isolement, l'inaction, les conflits avec l'entourage... Soutien et suivi des prises en charges spécialisées des jeunes.

L'équipe du PAEJ, constituée de travailleurs sociaux (éducateurs spécialisés et animateurs sociaux), est formée pour aller vers le public, l'accueillir et l'accompagner. Le dispositif fonctionne sous couvert des principes de libre-adhésion, anonymat et confidentialité. Sur chaque lieu, l'équipe utilise une salle d'accueil collectif et un bureau d'entretien confidentiel. La volonté de développer un espace collectif sur chaque permanence, tout en maintenant une attention particulière à chaque personne accueillie, répond au contexte social du territoire dans lequel le groupe a une place importante. Cet espace est essentiel pour accueillir les jeunes en difficulté.



PARTICIPATION DES JEUNES

Une formation « Animer la participation des enfants et des adolescents » avec le CRAJEP en Picardie

Depuis toujours, dans leurs actions de formation, dans leurs écrits autour des accueils collectifs de mineurs, les Ceméa insistent sur le droit à l'expression des enfants et des jeunes, le droit de chacun à décider de son parcours, le droit à décider collectivement des fonctionnements, des modes d'organisation d'un accueil collectif de mineurs.

Cette formation de deux jours avait pour ambition de permettre aux participants : de découvrir des références théoriques et pratiques autour la notion de participation des enfants et des jeunes ; d'acquérir des compétences pour la mise en place de dispositifs de participation selon l'âge des participants, la structure d'accueil ; d'appréhender la notion de projet comme outil de développement de la participation des enfants et des jeunes et de réfléchir aux enjeux, aux effets de la mise en place d'espaces de participation dans les structures.

Cette formation a été animée conjointement par les Ceméa et le CRAJEP de Picardie.



L'action départementale en Loire-Atlantique est variée : avec les bases de loisirs (Nord 44 – Gwerouets et Bois de Cène – Nord Vendée) ; avec les actions Handicap (St Nazaire, Nantes, Chapelle sur Edre, Croq la scène sur le Pays de Retz, construction du PEDT Cœur Pays de Retz ; accompagnement de l'association Paz à pas (Sainte-Pazanne) ; accompagnement de la Ville de la Montagne (PEDT), des cafés pédagogiques (Aigrefeuille sur Handicap...) ; des actions collèges et lycées (Nantes, Nozay, Paimboeuf, Savenay, Trignac, Clisson, St Sébastien sur Loire, Rezé...). Une intervention spécifique avec le 102 et sur la Ville de Nantes. L'achat de locaux sur Nantes a ouvert de nouvelles perspectives sur l'agglomération nantaise et en particulier sur les quartiers de Nantes Sud et centre Sud : ouverture du LAEP – lieu accompagnement Enfant Parent ; ouverture d'un accueil pour exilés – TAMO ; ouverture de l'espace 102 international ; le printemps du 102 avec entre 500 et 1000 personnes ; lancement de la coopérative jeunes de territoire ; participation à la pépinière jeunesse dans le quartier pour 2020, portage du centre de loisirs en 2019 sur Malakof (rue Irlande).

PIA Jeunesse Picardie Maritime avec le Crajep

En 2018, ont été mis en place les premiers rendez-vous avec les jeunes afin de définir les actions dans la gouvernance du projet. Ces derniers ont souhaité créer des espaces de rencontre entre jeunes, professionnels et élus pour échanger sur les politiques à destination des jeunes sur le territoire.

Après 4 après-midis de rencontres entre jeunes, le 1er temps de concertation avec les élus s'est déroulé le 30 novembre. Deux

jeunes issus du Comité Jeunes assuraient l'animation de ce moment avec le soutien d'un responsable des Ceméa. Une vingtaine de personnes se sont retrouvées dans cet espace de paroles. La question choisie par les jeunes était : « Quand nous voulons agir, il n'y a peu ou pas d'espaces, de personnes pour nous aider, nous accompagner dans la mise en place de notre initiative... ». Après un temps où chacun a pu exprimer ses rêves et ses colères en lien avec cette question, des groupes « jeunes, professionnels et élus » se sont créés pour échanger et penser une utopie concrète.

Les rêves, les ambitions des participants pour l'accompagnement des initiatives de jeunes : une maison du citoyen, une maison des projets, une maison de la jeunesse ; un point d'accompagnement de jeunes (tiers-lieu d'accompagnement avec un animateur formé, un budget et une ouverture sur les partenaires locaux) ; un espace incubateur d'initiatives citoyennes ; organiser des espaces pour la création de mini-entreprises réelles ou fictives ; un Conseil municipal de jeunes qui peut prendre des décisions, qui n'a pas seulement un rôle consultatif ; la parité générationnelle dans des instances ; un syndicat intercommunal d'animation et d'orientation des jeunes ; des médias de jeunes, un laboratoire de conception et d'expérimentation d'outils-média, un espace web pour être accompagné sur des projets ; une bourse plus importante pour les études, pour les transports.

Ces rencontres continuent en 2019 avec l'ambition pour les jeunes, de penser la suite du PIA et d'agir sur les politiques de jeunesse du territoire.

Une formation-action pour les acteurs jeunesse d'un territoire

Afin de mener cela, les Ceméa ont construit, avec le CRAJEP, un processus de formation de 10 jours avec des alternances entre terrains d'application et formation.

13 stagiaires du territoire de Picardie-Maritime ont démarré la formation-action en novembre 2018, (animateur.trices permanent.e.s d'ACM, dans les Maisons de Quartier, coordinateurs ou encore formateur.trices en insertion à l'École de la 2ème Chance d'Abbeville) ; une dynamique de groupe s'est construite sur les trois premiers jours de formation fin novembre 2018. Après avoir fait connaissance, les stagiaires ont réfléchi sur les concepts d'accompagnement et d'animation, en s'appuyant sur leurs attentes et leurs besoins et en interrogeant leur posture professionnelle. C'est un travail riche qui est initié et qui s'achèvera en septembre 2019, en alternant regroupements en formation et application sur les terrains respectifs de ces 13 stagiaires, avec des rendez-vous d'accompagnement réguliers et de suivis effectués par deux formateurs des Ceméa.

Soutien aux démarches participatives et accompagnement du Conseil citoyen de St Paul à la Réunion

Les Ceméa de la Réunion œuvrent et militent depuis plusieurs années en faveur d'une politique de cohérence sociale au service du développement local, durable et humain. Ainsi au travers d'actions de formation et d'accompagnement expérimentales, les Ceméa ont contribué à la mise en œuvre de démarches d'interventions innovantes et complémentaires en faveur du développement des publics et des territoires. La territorialisation des actions, l'accompagnement des associations, la citoyenneté, ... sont des exemples d'enjeux majeurs que porte la ville de Saint Paul. Avec le « Contrat de ville » sur le territoire, cela se traduit par le développement de compétences mutualisées et complémentaires pour

les membres des « Conseils Citoyens » et les acteurs des quartiers concernés.

L'objectif général est de favoriser la participation citoyenne et l'émergence de micro-projets sur les deux quartiers prioritaires de Plateau Caillou et Fleurimont par l'autonomisation des membres des Conseils Citoyens. Les Ceméa de la Réunion ont accompagné ce projet (formation, actions et restitution) conçu en 2018 et mis en œuvre en 2019.

Poursuite et renforcement de l'action des Ceméa en Nouvelle Calédonie

L'actualité récente de la Nouvelle Calédonie a été marquée par plusieurs consultations électorales, en 2018 le référendum sur l'indépendance, en 2019, les élections provinciales et la mise en place d'un nouveau gouvernement. Dans ce contexte, les Ceméa de Nouvelle Calédonie Pwără Wäro, ont poursuivi leur travail d'accompagnement des associations en Province Nord, pour faire émerger des projets portés par des jeunes, ont continué de former des animateurs, notamment en mettant en place un stage de formation en Province Sud, ont, en relation avec leurs partenaires, en particulier avec l'UGPE (parents d'élèves) continué à mettre en œuvre leur démarche pédagogique autour de l'outil « flèche » qui permet à chacun de se présenter aux autres et de parler de son parcours de vie. Pour les Ceméa Pwără Wäro, l'année 2018 a été également une année charnière, avec l'arrivée d'une nouvelle directrice, suite au départ à la retraite du directeur, et le changement du lieu d'implantation du siège des Ceméa. Désormais c'est à Koné, que les Ceméa, en proximité des locaux de l'université, se sont installés. Cette orientation a permis d'engager un travail en étroite collaboration avec la ville sur son projet éducatif. 2018, année charnière, tournée vers de nouveaux projets qui ont commencé à être travaillés en 2019, avec le nouveau gouvernement. Les Ceméa Pwără Wäro, confirment leur orientation de déployer leur projet et leurs actions à l'échelle du Pays et donc des trois Provinces. Deux projets ont ainsi été travaillés sur les problématiques de la formation des acteurs qui interviennent auprès des jeunes et sur les questions de santé et d'environnement. Cette deuxième action permettra à travers la formation de volontaires dans une démarche d'engagement citoyen, d'accompagner les populations, au plus près de leurs lieux de vie, et de les sensibiliser à ces deux enjeux. Cette action doit permettre de renforcer voire créer du lien avec tous les intervenants, personnes ressources, et institutions agissant déjà sur les territoires. Ces deux projets, en lien avec les orientations du nouveau gouvernement, ont pour ambition de se déployer fin 2019 et en 2020.

Les Ceméa acteurs de développement territorial dans le département de l'Orne

Les Ceméa de Normandie développent des actions, depuis 2010 avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) et, depuis 2017, dans le cadre d'une convention pluri-annuelle d'objectifs (CPO) sur trois ans.

Ce conventionnement permet d'inscrire les démarches dans une vision à plus long terme, de développer, au-delà des accompagnements, la montée en puissance d'un réseau de professionnels et d'élus à l'échelle départementale : le Rez'Orne.

Les missions des Ceméa

- Accompagnement des territoires dans la réflexion, formalisation et mise en œuvre de leur PEL.
- Co-animation d'un réseau : le Rez'Orne – réseau des Acteurs Educatifs de l'Orne autour de différentes propositions pour les acteurs éducatifs (évaluation des PEDT, techniques d'animation, réseau des coordonnateurs, réseau des élus, cycle sur la citoyenneté...). Le réseau des coordonnateurs et celui des élus sont accompagnés par les Ceméa. Les Ceméa co-animent avec la Ligue de l'Enseignement et Familles Rurales des journées thématiques.
- Participation active au Comité Technique (COTECH) mis en place en 2016, pour harmoniser les propositions, établir une communication cohérente, mutualiser les expériences.

Le principe de partenariat et de co-construction avec la DDCSPP en lien avec la CAF

La démarche de travail avec la DDCSPP est bien dans une démarche de co-construction et de partenariat et non une prestation des Ceméa pour l'institution. En effet, l'ensemble des demandes et problématiques des territoires accompagnés ou à accompagner, sont étudiées ensemble, permettant à chacun de soulever les éléments qui lui paraissent importants. Un travail de relai avec la CAF de l'Orne, au travers du COTECH et des autres instances départementales, mais aussi en proximité avec les conseillères territoriales, permet également de créer entre les institutions et les Ceméa une véritable dynamique territoriale.

Les actions territoriales dans l'Orne ne se limitent pas à cette convention par objectif

Les Ceméa accompagnent depuis deux ans, en lien étroit avec la CAF de l'Orne dans le cadre de la mise en place de la CTG (Convention Territoriale Globale) la CDC Pays de L'Aigle. Les actions se situent sur l'animation de groupes de travail thématiques, l'accompagnement de la coordinatrice dans ses missions, l'accompagnement des élus sur une démarche globale, la valorisation de leurs actions. Les Ceméa accompagnent également le Réseau Educatif Concerté d'Argentan (REC) composé de professionnels de l'éducatif et du social, né de la volonté de professionnels à coordonner leurs actions aux bénéfices des familles.



Des actions directes et de proximité en Martinique

Les relations avec les différents partenaires concernés par les actions de proximité des Ceméa de Martinique, se sont développées sur les villes de Fort-de-France et du Lamentin. Les Ceméa sont aujourd'hui reconnus comme un acteur de l'action de proximité et sollicités par de nombreuses structures associatives ou publiques.

Sites des actions directes et interventions

• Résidence Bwa Santal/Bwa Kannel, Quartier Bois d'Inde Lamentin, SIMAR. • Résidence Natté/Domino Quartier Calebassier Lamentin, SMHLM. • Résidence Les Caraïbes Quartier Rivière Roche, OZANAM.

Comités de cité

Pour permettre l'implication des habitants dans les propositions et les actions, les comités de cité installés en 2016 se sont réunis à quatre reprises dans chaque résidence. Il se compose, pour la Résidence Bwa Santal de 8 participants, pour la Résidence Les Caraïbes de 14 participants, pour la Résidence Natté/Domino de 12 participants.

Animations dans la cité

De nombreuses animations ont été conduites sur les Résidences suivantes : • Résidence Les Caraïbes. Atelier Ti-bwa, Sorties plages, Atelier Crêpes, Atelier décoration, Projection de films, Cinéma, Sidaction, Téléthon, Fête de la musique, Journée des Droits de la femme, Carnaval, Fête de la cité, repas de Noël, Zumba. • Résidence Bwa Santal/Bwa Kannel. Jeunes : Activités manuelles pour Carnaval, Pâques, Noël, activité culinaire « crêpe, galette, pizza » ; soirée jeux vidéo. Pour les adultes : cours de zumba, fitness, kizumba. Tout public : Projection de films du Festival international du film d'éducation, spectacle de danse traditionnelle, repas de Noël, panier grand moun. Rencontre du comité de pilotage « organisation des actions, temps de parole avec des professionnels sur différents thèmes ». • Résidence Natté/Domino. Activités pour les aînés, pour les enfants, fête de Noël, sorties variées, poursuite du projet « Jadin Kreyol ».

Handicap

Un suivi de certains habitants a été proposé ainsi qu'un parcours d'insertion jeunes. Des jeunes ont été accompagnés dans le cadre du CLAS et vers des institutions spécialisées.

Parentalité

Plusieurs actions ont été mises en place avec les financements de la CAF et de la CACEM et pour certaines, des contrats de ville. Les

projets retenus ont été : Le coin des parents, Soutien aux parents du CLAS, La famille en action et Ecoute-moi. Les actions en lien à la parentalité prennent de plus en plus de place dans les dispositifs afin de consolider la place des parents. Près de 600 personnes (parents, enfants et jeunes) sont concernées par cette action.

Médiation et accompagnement

Les deux médiatrices ont permis d'établir une autre relation avec les habitants des résidences. Plus d'une quarantaine de personnes sont accompagnées, principalement des mères. Beaucoup de jeunes sollicitent les Ceméa autour de démarches administratives, de leur parcours d'insertion, de besoin d'espace de lien entre parents/institutions éducatives/enfants.

Contrat de ville de Fort-de-France

Trois projets ont été retenus par le contrat de ville et ont été mis en œuvre, les OVVV (Opération Ville Vie Vacances), la journée de la Fête du jeu Inter-G, le 30 mai avec les stagiaires BPJEPS et le séjour de vacances, Vacances plurielles et citoyennes à Sainte Anne.

Contrat de ville du Lamentin

Sept projets ont été soutenus par le contrat de ville du Lamentin : Espace Parents-Enfants, Parfum Santal, les OVVV, Gran Moun en action, Jaden Kréol hor-sol, Valeurs de la République et le CLAS.

Mise en place d'Accueils Collectifs de Mineurs (ACM)

• Un séjour de vacances a été proposé cette année en juillet en camping à Saint Anne. 20 jeunes ont été concernés. Ce projet s'inscrivait dans le dispositif « Vacances plurielles et citoyennes » soutenus par la DJSCS, la CAF, le CGET et les contrats de ville. Trois stagiaires BAFA formés en Haïti ont été accueillis.

• Deux OVVV ont été mis en place, sur Fort-de-France et Le Lamentin en août et en octobre Ce projet a été soutenu par le contrat de ville du Lamentin, de Fort-de-France et la CAF.

Ces séjours ont permis de mettre en application les conceptions des Ceméa concernant l'accueil en ACM et la place des enfants et des jeunes dans la construction de leurs vacances. Une vingtaine d'encadrants a été mobilisée pour la réussite de ces projets.

Un séminaire Jeunesse, Engagement et Culture en Martinique

Initié par le Conseil départemental de la Jeunesse (CDJ) de Martinique, cofinancé par la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DDJSCS) de Martinique et co-piloté par les Ceméa de Martinique, ce séminaire Jeunesse, Engagement et Culture a permis de réunir 11 délégations ultramarines et des régions ultrapériphériques (RUP). Au niveau de Mayotte, le financement du projet par la Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale a permis aux Ceméa de Mayotte de co-porter le projet, notamment en préparant les quatre jeunes mahorais à leur mobilité.

Ainsi, du 10 au 17 octobre 2018, 34 jeunes issus des territoires ultramarins ont eu l'opportunité de se rencontrer, de découvrir d'autres cultures, de représenter la parole de la jeunesse de leur territoire et participer ainsi à la création d'un espace durable d'expression, de découverte et de coopération. Le séminaire a allié des temps de réflexion et d'échanges et des temps de découverte culturelle. Les temps de réflexion ont pris la forme d'ateliers portant sur quatre thématiques : • Insertion et emploi des jeunes : mieux exploiter les secteurs d'activité de niche et impulser des innovations sociales au sein des territoires.

• Engagement et participation : encourager le développement des organisations de jeunesse, qui constituent de véritables laboratoires d'autonomisation pour les jeunes. • Mobilité des jeunes : se construire en bénéficiant d'une plus-value sur les plans personnels, professionnels et intellectuels. • Traditions et influences culturelles : valoriser au mieux notre patrimoine et notre identité culturels. Chacune de ces thématiques ont été abordées en trois phases : définition du thème, constats sur les territoires et propositions. Ce projet a mobilisé les partenaires institutionnels suivant : CAF, DJSCS, CGIE, CACEM et Espace Sud.





Les politiques et pratiques culturelles, un enjeu d'éducation

• C'est par des projets d'engagements communs entre la culture et l'éducation, entre les publics et les artistes, que la société fera face aux défis d'aujourd'hui : cultiver l'humanisme dans le rapport à l'autre.

• Parmi les signes encourageants, des relations de dialogue régulier se sont développées entre les Ceméa et le ministère de la Culture dans le cadre de la réécriture de la CPO triennale 2019-2021. Ce dialogue s'est déroulé dans un contexte politique général de déclarations volontaristes sur l'éducation artistique et culturelle de la part des ministères de la Culture et celui de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

• Paradoxe quand sur le terrain les moyens alloués aux festivals et aux structures permanentes de création et de diffusion ont été revus à la baisse, et le financement des dispositifs tels que *Lycéens en Avignon* ont été réinterrogés, le tout dans un contexte de redéploiement des financements vers les régions, les DRAC, les agglos et les villes.

• Cette situation marque cependant un peu plus encore l'affaiblissement d'une ambition nationale pour la culture en France, et une accélération de la fin des financements sur du fonctionnement au profit de financements par projet. C'est pourquoi les Ceméa sont restés attentifs à ce que la montée en force des moyens alloués aux politiques culturelles locales ne s'accompagne pas d'un désengagement des pouvoirs publics sur des questions qui relèvent de politiques globales : comment soutenir, en réduisant les inégalités territoriales, des pratiques artistiques vivantes ? Comment, sur l'ensemble du territoire, préserver et toujours inventer des espaces d'effervescence artistique propice à l'éducation culturelle et politique ? Comment permettre aux acteurs culturels, sociaux, éducatifs compétents de porter les ambitions de respect des droits culturels de tous et toutes ?

2018 : des signes encourageants, des paradoxes et des inquiétudes

Dans ce contexte, les Ceméa se sont mobilisés pour renforcer leurs capacités collectives à prendre place et agir. Cela s'est traduit par l'animation, la création :

- de lieux d'entraînement : où se rencontrer, se former, expérimenter, questionner et élaborer des pratiques et de la pensée sur la pratique,
- d'observatoires : où partager des analyses, mesurer/apprécier l'importance d'agir sur telle ou telle problématique sociale,
- de laboratoires : où repenser des modes d'action, interroger l'intérêt d'ouvrir et/ou refermer des chantiers,
- de chantiers : où mettre en œuvre des intentions éducatives dans des formations et des actions en direct avec des publics et produire des ressources.

Dans un environnement où le projet n'est plus une garantie, les Ceméa ont affirmé, en 2018, leurs intentions visant à être force de proposition sur les moyens de faire vivre les droits culturels ; et à s'allier pour construire des liens de coopération et faire avec d'autres. En appui sur la rencontre avec des artistes comme support du débat citoyen, sur le rôle de la création artistique dans la société et sur les pratiques artistiques comme éléments moteurs aussi bien au niveau de l'action sociale qu'éducative.

L'année 2018 a été marquée par la volonté de traduire en acte les « Droits culturels » dans l'ensemble des actions des Ceméa. Sur le fond, les Ceméa défendent dans leurs principes fondateurs, la même volonté de prise en compte des personnes dans leur globalité et par conséquent ce qui fait culture pour elles. Dans les faits, être à la fois organisateur de séjours et organisme de formation oblige à l'exigence, et a conduit les Ceméa, à rechercher des réponses au plus près des situations et des personnes, dans le dialogue, et la régulation. Les militant.es ont pu réinterroger leurs pratiques en formation et dans le cadre d'accueils sur des festivals, et ainsi, observer les rapports de force et d'influence à l'œuvre dans les dynamiques de groupes et mesurer la capacité à placer les personnes en dignité.

■ Agir par l'accueil et l'accompagnement d'individus et de groupes pendant des festivals

Du local à l'international, sur des festivals d'envergure nationale, par l'accueil et l'accompagnement des personnes par des équipes réunissant des militants bénévoles et cadres de l'association, en appui sur une coordination nationale assurée par le pôle Culture national des Ceméa, quant au cadrage politique et pédagogique. Une quinzaine de personnes à Douarnenez, 36 personnes à Aurillac, plus de vingt personnes à Bourges et plus de 140 personnes à Avignon. Et au-delà, près de 300 personnes mobilisées sur tous les festivals où les Ceméa agissent sur des fonctions d'accueil, d'encadrement de séjours, de relations aux partenaires accueillis, de liens avec des acteurs du territoire. Une mobilisation en amont et en aval.

Principales actions

Des séjours avec ou sans hébergement comportant des ateliers, des encadrements de parcours, des programmations artistiques, des rencontres artistes-publics

Au Festival d'Avignon. Opération administrée par les Centres de Jeunes et de Séjours du festival d'Avignon (association réunissant le festival d'Avignon, la mairie d'Avignon et les CEMEA).

En 2018, du 9 au 24 juillet, sur 8 sites d'une capacité d'accueil allant de 40 à 200 personnes, les Ceméa ont accueilli 1338 personnes, 5756 nuitées, 44 salariés mobilisés et 101 bénévoles investis. 830 participants jeunes (de 12 à 25 ans) en groupes constitués et 125 accompagnateurs parmi lesquels : 495 lycéens et leurs 36 professeurs, 9 collégiens et 7 enseignants en séjours culturels avec hébergement et 131 en externat dans le cadre de l'opération « J'y suis, j'en suis » (partenariat Éducation nationale, Festival d'Avignon et CDJSFA), 144 jeunes (- de 18 ans) en séjours de découverte et d'approfondissement. 275 adultes (+de 25 ans) inscrits sur des séjours de 5 à 9 jours ; 8 jeunes Adultes du monde entier dans le cadre des Rencontres Internationales ; 84 jeunes du Secours Populaire Français ; 12 personnes en familles ; 5 jeunes en dispositif d'insertion et 1 éducatrice spécialisée (partenariat avec l'ALEFPA, Lille).

À Aurillac, Festival Éclat. 36 militant.es investis.es dans les différents projets. 566 personnes accueillies au lycée Monnet et Cortat dont : 167 artistes des compagnies de passage, 287 festivaliers, individuels, en famille, 23 personnes relevant de structures socioculturelles, 59 jeunes dans le cadre de projet de loisirs collectifs, 30 personnes en formation. En appui sur l'accord-cadre entre la Protection Judiciaire de la jeunesse et les Ceméa, accueil de jeunes pour vivre une expérience collective de découverte du festival. Ce projet est soutenu par la DRAC et la région Auvergne Rhône-Alpes.

À Bourges, Festival du Printemps. Une année exceptionnelle pour deux raisons. Une reprise de la direction du projet par le pôle Culture national des Ceméa. Un accueil sur deux sites au lieu de trois en raison des modifications de dates de vacances de la région Centre Val de Loire sur directive du rectorat, ce qui a eu pour conséquence de ne pouvoir disposer du lycée Jacques Cœur et sa jauge de 250 places. 32 personnes en inscriptions individuelles, 54 lycéens et accompagnateurs, 4 jeunes du Secours populaire, accueillis par 22 personnes des Ceméa.

À Douarnenez, dans le cadre du festival du film documentaire, Mini festival, accueil des enfants des festivaliers, de groupes de centres de loisirs, d'un groupe de jeunes avec hébergement.

À Schiltigheim, au Salon de l'illustration et de la littérature jeunesse. 2 jours. 250 participant.e.s, dans le cadre d'un partenariat avec le Service Culturel de la Ville de Schiltigheim.

En 2018, choix de réorienter l'action en l'adressant aux publics parents/enfants et aux tout-petits avec deux formats d'ateliers complémentaires. Un format conte interactif, et un atelier sculpture à partir de la mise à disposition de matériaux et l'aménagement d'un environnement suscitant.

En Occitanie, Festival Du Bruit dans l'Arène. Un festival de musique organisé par les Ceméa, qui a réuni plus de 2000 personnes en 2018.

En PACA, Festival ACTORAL à Marseille. Un parcours de pratiques d'activités d'expression artistiques et d'accompagnement aux spectacles du festival avec 27 lycéens d'un établissement public de Marseille avec deux enseignants. Partenariats avec le Festival et Montevideo.

Le Festival Scène de cirque au Puget Thégnier. Trois dialogues équipe artistique/public ouverts à tous les festivaliers.

Le Festival International des Théâtres de Marionnettes de Charleville Mézières dans le cadre des J-365 entre deux bien-nales. L'action dans le cadre du festival s'inscrit dans l'histoire des Ceméa construite notamment autour du festival d'Avignon. Partenariat mise en place et renforcé avec la DRAC, le Rectorat, le Festival et l'Institut de la Marionnette et la Région.

Au festival des Transmusicales à Rennes. Une collaboration s'est engagée en 2018 entre les Ceméa Bretagne soutenu par le pôle Culture national et la direction du festival. Cette première année visait à poser les bases d'actions communes et d'une complémentarité jusqu'en 2019. Les droits culturels, les conditions d'accueil des publics, la portée sociale de la rencontre artistique seront les principaux axes du chantier qui s'ouvre.

L'accueil singulier d'une œuvre au sein d'un groupe



Il est nécessaire de passer de la tentative d'expression et de communication à travers des « je », « moi-je » sollicités, à une tentative de produire du « nous », que ce nous soit expression de consensus ou de dissensus plus ou moins provisoires. Cette prise de risque à travers une parole subjective laudative, critique ou hésitante mérite d'être souvent accompagnée, portée, protégée et exige que l'on crée un climat sécurisant d'écoute en générant, chacun à sa manière, de la confiance. On peut concevoir aussi ce temps comme celui où chacun, au sein d'une communauté le plus souvent éphémère pourra passer, avec et dans ce groupe, du champ de l'artistique au champ du culturel, ceci en mettant en rapport avec l'aide d'une équipe d'accompagnateurs discrets mais très présents, le singulier avec le collectif, le fictionnel avec le réel, le passé avec le présent.

Jac Manceau
VEN 571 – Juillet 2018



À noter l'action particulière *Festival international du film d'éducation à Évreux dans l'Eure* où les Ceméa sont eux-mêmes les organisateurs de cet événement culturel lié au cinéma. Il a lieu chaque année à Évreux pour son édition centrale « compétitrice » et dans plus de 20 territoires de métropole et d'outre-mer, sous formes d'Échos du festival. (cf. présentation page 8 de ce rapport d'activité).

« J'y suis, j'en suis » à Avignon

Les Ceméa via l'association « Centres de jeunes et de Séjours du Festival d'Avignon » se mobilisent pour proposer des séjours favorisant un accompagnement culturel en direction des adolescents via des établissements scolaires. En 2016, est mis en place l'accueil de jeunes d'Avignon ou proche alentour ! C'est le séjour « j'y suis, j'en suis », une pratique en externat, une nouveauté dans le projet de « Centres de jeunes et de séjours » et des Ceméa. Dans le Centre-Ville d'Avignon, au collège Vernet plus de cent jeunes de 12 à 18 ans sont ainsi accueillis pendant 4 jours. La volonté conjointe des Ceméa, de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et du Département du Vaucluse, est de proposer aux jeunes d'Avignon, de vivre le Festival pleinement, pas seulement en observant de loin une ville qui se transforme. Il leur est proposé de découvrir chaque jour un spectacle du Festival, de rencontrer, des artistes, d'appréhender la ville dans ses transformations éphémères, de se rencontrer différemment dans des pratiques d'ateliers de sensibilisation aux spectacles (jeux dramatiques, lectures, écritures...) autant d'activités qui sont proposées pour découvrir et rentrer dans l'univers des spectacles qui ont été choisis en lien avec le Festival. Les ateliers quotidiens proposés avant et après les spectacles, sont le creuset de débats, de questionnements, de remarques, d'expressions partagées autour d'émotions positives ou négatives. Le collège Vernet est le lieu de la rencontre, de la dispute esthétique et artistique, de la création, de la pratique d'activités, mais aussi des vacances.

ANCRAGE DANS LES TERRITOIRES

Accompagnement des pratiques artistiques en PACA

En 2018 les Ceméa PACA ont poursuivi la mise en place, dans le cadre du dispositif CVLA (Convention Vie Lycéenne et Apprentis) – rebaptisé aujourd'hui INES- dispositif financé par le Conseil régional qui consiste à intervenir dans des lycéens régionaux pour y conduire des actions « citoyennes », des temps de travail et d'activité, en amont et en aval du Festival d'Avignon.

Chaque année le Conseil régional PACA finance plus d'une centaine de parcours au sein du Festival d'Avignon pour des jeunes lycéens. Ces parcours sont confiés aux Ceméa. Depuis l'année 2014, les Ceméa interviennent auprès de ces lycéens, en amont et en aval du festival. En amont, pour y présenter ce qui allait s'y passer, faire vivre aux lycéens une première démarche d'activité en lien avec un théâtre de proximité et en aval, pour poursuivre le travail engagé pendant le festival sur l'accompagnement culturel. Lors de cette dernière phase, les Ceméa accompagnent les lycéens à un spectacle sur une scène culturelle régionale. Cela permet de travailler avec de nombreux espaces artistiques : Arles, Draguignan, Digne, Nice, Châteauevallon, le Merlan, la Criée, le Gymnase, la Friche de la Belle de mai à Marseille... Les Ceméa PAPA ont participé à l'accueil de ces lycéens durant le Festival d'Avignon. En parallèle, les Ceméa animent des dialogues avec le public, espace dans lequel chaque spectateur du festival est invité à venir approfondir ce qu'il a vu, ou encore confronter son ressenti et ses analyses sans jugement de valeur, en présence des équipes artistiques qui viennent écouter et participer à l'échange.

Pour la quatrième année, les Ceméa ont également accompagné une classe de lycéens pendant le Festival ActOral. Ce festival est un rendez-vous où il est proposé de découvrir, chaque automne, à travers le travail d'une cinquantaine d'artistes, la richesse des écritures d'aujourd'hui. Un parcours artistique est organisé dans Marseille, en complicité avec plusieurs lieux de création artistique, notamment : le Théâtre des Bernardines, La Criée – Théâtre national de Marseille, le FRAC PAPA, La friche la Belle de mai, le Théâtre du Gymnase, la Librairie Histoire de l'œil, le Théâtre Joliette-Minoterie, Le Merlan, etc.

Les Ceméa sont également intervenus en 2018 au Festival « Scènes de Cirque » de Puget-Théniers (animation de trois rencontres entre les festivaliers et des équipes artistiques). Enfin pour la première fois, fin juillet 2018, les Ceméa ont participé à l'accueil de 40 lycéens pendant le Festival international de Piano de la Roque d'Anthéron.



L'enjeu des ancrages territoriaux et dynamique de partenariat festival/acteurs locaux

Les équipes de direction de ces festivals et la direction politique des Ceméa partagent les enjeux de permanence et de continuité de la création artistique dans la vie des territoires. Des partenariats historiques, plus de 70 ans avec le festival d'Avignon dans le cadre de l'association « Centres de jeunes et de séjours », plus de 30 ans à Bourges se sont renforcés plus encore en 2018, autour d'enjeux partagés d'éducation artistique et culturelle et d'inscription des événements culturels dans la vie des territoires.

Les Conseils régionaux de PACA et Hauts de France, Normandie, le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, ont reconduit l'opération « Lycéens en Avignon ». 120 lycéens de PACA, 200 lycéens des Hauts de France. Ils ont favorisé son essaimage dans le cadre du festival de Bourges (45 lycéens) et du festival Actoral. Le projet d'accueil de lycéens à Charleville-Mézières a été acté en 2018, pour un accueil de plus de 100 jeunes en 2019, avec le soutien de la DRAC Grand Est et du Conseil régional.

À Avignon, avec le Conseil régional PACA, et le rectorat, les établissements de la ville d'Avignon, création des séjours « J'y suis, j'en suis » pour des jeunes avignonnais. Des partenariats renforcés avec la Ville d'Avignon, le Festival d'Avignon, la Maison Jean Vilar, le CDCN, les Hivernales, la Licra, le Secours Populaire, des théâtres permanents d'Avignon, en particulier Le Chêne Noir et Les Halles.

À Aurillac, le changement de direction au festival d'Aurillac n'a pas eu d'incidences sur l'activité 2018. L'année 2019 sera une année d'installation et création de lien, et de perspectives communes.

À Bourges, en partenariat avec la DDCSPP qui coordonne les actions de prévention et la Ligue de l'Enseignement qui gère l'hébergement sommaire pour les jeunes en errance sur le festival, mise à disposition des chambres permettant l'accueil de mineurs isolés ou parents avec leurs enfants, repérés par les services de prévention et redirigés vers un des deux lieux d'accueil des Ceméa.

En Bretagne, au Festival de cinéma de Douarnenez, les Ceméa sont membres de la commission jeune public : instance qui émane de leur CA et qui a en charge l'accueil du jeune public pendant le festival. Objets au travail : réflexion sur le projet politique d'accueil du jeune public, mise en place de l'accueil pour l'été (individuels et Accueils Collectifs de Mineurs), conception de parcours de spectateur.trice.s, animation des parcours (en appui sur les films et les expositions du festival).

Accompagnement des territoires dans le Calvados

Pour la deuxième année consécutive, les Ceméa sont conventionnés par la CAF du Calvados pour intervenir sur les territoires de Falaise et Vire afin d'accompagner la mise en œuvre d'un projet culturel de territoire. Le réseau de Falaise a répondu très positivement et de nombreuses passerelles ont été créées entre les structures sociales et les lieux culturels. Cela prend plus de temps à Vire. Les Ceméa ont accompagné une association (La Battucada) dans la recherche de financement pour faire intervenir une artiste chorégraphe. Le financement a été obtenu, l'action est en cours. Les Ceméa continuent également le travail de recherche sur le quartier de la Pierre Heuzé autour de la parole donnée aux tout-petits. Sont conduits des ateliers philo en grande section de maternelle avec la volonté, à terme, de valoriser cette action dans le cadre du salon du livre « Époque » et mettant en place des temps de rencontre et de formation autour de la pratique philosophique.



En Normandie, les Ceméa Normandie accompagnent des groupes au festival d'Avignon : un groupe adolescent avec 30 lycéens, apprentis et en situation de handicap en lien avec le Conseil Régional Normand, 5 jours ; un groupe famille avec des parents et des adolescents en lien avec la CAF14 et l'AROEVEN, 7 jours. Les relations avec la CAF et avec la région permettent de coordonner le projet en rencontrant les personnes avant et en leur permettant de s'approprier le projet.

En Nouvelle-Aquitaine, partenariat avec le festival des Francophonies pour la deuxième année consécutive autour de la co-construction avec l'auteur de « Petite sorcière », Pascal Brullesman, d'une formation accompagnement culturel à destination des enseignants. Accompagnement de leurs classes sur le festival. Toujours dans le cadre du festival, mise en place des ateliers d'accompagnement du spectateur pour les enfants de l'accueil de loisir du centre social du Vigenal.

Un groupe de trois jeunes et un accompagnateur des Ceméa Martinique ont participé en octobre au Festival des Francophonies en Limousin après avoir préparé leur départ et leurs activités avec des artistes en résidence à Tropiques Atrium qu'ils ont retrouvés sur place.

En PACA, de nouveaux projets type au « Festival de Piano de la Roque d'Anthéron » par exemple.

Ces chantiers ont accueilli plus de 4 000 personnes cette année, ils ont été animés par 300 bénévoles et cadres de Ceméa. Ils correspondent à une vingtaine de festivals, et des centaines de partenariats (culturels, pouvoirs publics, services déconcentrés de l'État, lieux de création et diffusion, artistes...).

■ Agir par l'accompagnement culturel des populations dans des bassins de vie, dans le cadre de politiques territoriales

Par la mise en place d'actions dans les territoires, à partir de lieux et d'acteurs ressources, dans la recherche de mise en relation de ces lieux et de ces mêmes personnes, en appui sur des dynamiques partenariales.

En 2018, les 22 Associations territoriales de métropole et d'outre-mer des Ceméa ont agi pour développer des interventions complémentaires à leurs actions de formations d'acteurs éducatifs, culturels et sociaux en créant des parcours de spectateurs, des accompagnements vers des expériences sensibles, des ateliers de pratiques et d'expérimentation esthétique, des rencontres avec des équipes artistiques, des réalisateurs de film, des formes de soutien aux pratiques artistiques en amateurs.

LES CEMÉA ONT INITIÉ, SOUTENU DES DYNAMIQUES INTER-PROFESSIONNELLES afin de développer des actions à l'échelle des bassins de vie culturelle.

Par la reconduite d'une formation « pluri-acteurs » pendant le festival d'Avignon

Cette formation a réuni depuis deux ans des membres des équipes d'accueil des publics, de médiation de la Comédie de Reims, de la Faïencerie à Creil, de la MC93 à Bobigny, de la Villette à Paris, du théâtre d'Arles, du Théâtre National de Strasbourg, du festival des Trans Musicales de Rennes, des conseillers DRAC territoires et EAC (éducation artistique et culturelle) du Grand Est et de Nouvelle-Aquitaine, des membres de services culturels municipaux, des enseignants en EAC, des cadres et bénévoles des associations de la Licra et de Culture du cœur.

Tout au long de l'année, dans le cadre du groupe culture de travail en réseau et de formation en Normandie, réunissant des professionnels de la culture et du champ social sur des questions de partenariat, de travail en commun et de co-construction.

Dans une collaboration étroite entre Tôt ou T'art et les Ceméa en Alsace qui vise à « permettre à tous » d'accéder et de participer aux activités culturelles, à soutenir et encourager les professionnels du territoire à développer des compétences.

En 2018, les Ceméa ont contribué aux enjeux de l'éducation artistique et culturelle à partir des politiques publiques déployées par l'institution Éducation nationale et des collectivités territoriales. Dans la perspective du développement de la vie lycéenne au sein des établissements scolaires, des projets d'établissements, des opérations soutenues par des Conseils régionaux ont vu le jour et ont été reconduits cette année. Ce volet représente une part importante de l'action des Ceméa sur de nombreux territoires, tout au long de l'année et en lien avec des festivals. Malgré des signes préoccupants, remise en cause de la convention Festival d'Avignon, ministère de l'Éducation nationale, Centres de Jeunes et de Séjours, ou de la part de la DAAC, l'année 2018 a vu des réalisations qui ont du sens et de l'envergure.

Des parcours de spectateurs lycéens en partenariat avec des Conseils régionaux, des établissements et des théâtres, ou des festivals (Avignon, Actoral, Bourges). Soit près de 600 lycéens concernés.

En Normandie. En partenariat avec l'ensemble des lieux de diffusion de la région Normandie dans le cadre de la *saison Regards* : mise en place de 31 parcours artistiques dans 73 lycées et CFA de la région : environ 3200 jeunes impliqués sur des parcours en 4^{ème} étapes : un atelier avec une équipe artistique, un spectacle nomade dans l'établissement avec rencontre avec l'équipe, un spectacle dans un lieu de diffusion, un atelier retour sensible pour clore le parcours.

Un projet d'établissement scolaire a donné lieu à l'animation, avec le concours des Ceméa, d'un jumelage entre le collège de la Guérinière à Caen, Normandie Image, le Théâtre de la Renaissance. Mise en place d'un parcours de spectateur pour des élèves de 4^{ème} avec des ateliers en amont et en aval. Découverte de l'univers du documentaire avec un réalisateur professionnel et création par les élèves d'un film, travail sur la question de la place du spectateur et sa relation aux équipes artistiques.

Lycéens Haut de France à Bourges. Le processus d'immersion dans le festival a pris appui sur des ateliers complémentaires : atelier photo/vidéo : réalisation de web-reportages autour du festival, aussi bien sur le festival que sur le projet d'accompagnement culturel mis en œuvre dans les lieux d'accueil des Ceméa ; atelier radio : interviews, conférences de presse ou de visites de structures ; atelier slam : une pratique d'expression personnelle et engagée.

En Bretagne. Au Lycée Laënnec de Pont Labbé, 2 classes de 1^{ère} L et ES, ont suivi un parcours sur l'année, en partenariat avec le théâtre de Cornouailles (scène nationale), autour de 4 spectacles, au travers de 4 ateliers par classe et une rencontre avec une équipe artistique. 55 élèves, 3 enseignantes ont été concernés.

En Nord Pas-de-Calais. Les Ceméa dans le cadre d'un PEI, ont conduit un projet d'accompagnement culturel auprès d'élèves de 5^{ème} du collège *Desrousseaux* d'Armentières avec le théâtre du Vivat est mis en œuvre depuis 3 années : projet de découverte et d'appropriation d'une pièce de théâtre et des sujets (cette année, la révolte contre l'injustice, la misère, la violence). Création d'une forme théâtrale par les élèves leur permettant d'explorer ces questions à leur manière. Un processus lié à la réception du spectacle « Les misérables » mise en scène sous forme de théâtre d'objets, par la compagnie « les Karyatides ». 175 élèves et 7 enseignants.

En Occitanie. Les actions d'éducation culturelle par des pratiques artistiques ont concerné 47 élèves rattachés, 180 élèves élus lors de formation de délégués élèves. 260 jeunes ont été sensibilisés par ces pratiques aux problématiques du sexisme, de laïcité et de citoyenneté.

À la Réunion. Dans le cadre de Projet de Réussite Éducative, deux projets ont été menés parallèlement au Port et à La Possession. Des activités en français et en créole basées essentiellement autour du livre, d'albums de jeunesse de la littérature réunionnaise. Autour de deux axes de sensibilisation : « Mieux se ressentir pour mieux être, mieux être pour mieux se ressentir », Le Port, 15h, auprès de groupes de 5 à 12 enfants (4 à 12 ans) ; « Conte et animation autour du livre », La Possession, 18h. 68 participants (3 à 5 ans).

RÉSEAUX DES DRAC ET DES LIEUX DE DIFFUSION

Renforcement de l'ancrage des actions des Ceméa

En 2018, le Pôle culture a mis au rang des priorités de l'année, la lecture claire, par les institutions culturelles publiques, des actions des Ceméa et du sens qui les motivent. C'est un enjeu de reconnaissance et une condition pour un ancrage plus important des actions et démarches déjà existantes.

Les relations aux lieux de diffusion et de création sont en développement et témoignent d'une reconnaissance réciproque renouvelée. Ces collaborations sont sources d'enrichissements mutuels de part et d'autres sur des pratiques des équipes d'accueil et d'accompagnement des publics (voir ci-dessous).

Un déploiement de relations aux DRAC, à partir de la légitimité acquise par les Ceméa sur les enjeux pour la jeunesse et dans le cadre des formations à l'animation professionnelle BPJEPS Animation culturelle. A noter, la participation de la DRAC Grand Est au comité de pilotage de cette formation, au côté de MAMCS, Service Culturel Ville Strasbourg et Schiltigheim, Pôle Sud, TNS, Maillon, CANOPE, la Chambre. Des rencontres avec des conseillers à l'éducation artistique et culturelle et territoires en PACA et Normandie ont eu lieu en vue d'envisager des formes de travail courant 2018-2019. À noter, le soutien manifeste des DRAC Grand Est et Nouvelle Aquitaine au développement des actions à Charleville-Mézières et des actions pour le soutien à l'expression des jeunes à Poitiers. En Auvergne-Rhône Alpes, les relations à la DRAC s'articulent essentiellement autour de l'accueil de jeunes de la PJJ à Aurillac, dans le cadre de la mission culture-justice.



ATELIER D'ACCOMPAGNEMENT DU SPECTATEUR

Carnet de spectateur en Normandie

L'aventure des « Carnets de spectateur » est né d'une rencontre avec des éducateurs du service d'action préventive d'un quartier de Caen qui, travaillant sur un collège de secteur faisait le lien entre la fragilité de certains élèves et le manque de mots pour dire, exprimer des émotions. Très vite, les Ceméa sont arrivés à la nécessité de l'ouverture culturelle et à l'urgence de l'appropriation par les jeunes des lieux de culture de proximité. Est alors apparue la demande d'une enseignante qui souhaitait mettre en place un parcours de spectateur avec des 4eme. Le lien avec le théâtre de la Renaissance à Mondeville (14) a amené les Ceméa, à imaginer un parcours fait de danse, cirque, théâtre. Mais il fallait créer les conditions de la parole, de la mise en mot. D'une part, les Ceméa ont mis en place des ateliers d'accompagnement de spectateur, avant, après chaque spectacle en passant par le jeu, l'écriture, la danse ou la manipulation. D'autre part, « Normandie Image », agence régionale du cinéma, a été contactée pour travailler avec un réalisateur professionnel qui a abordé le cinéma documentaire, l'interview, la mise en image. Ainsi, les jeunes ont réalisé un film sur leur propre expérience de spectateur, sur les rencontres avec les artistes. Ils parlent de leur parcours individuel tout en s'appuyant sur le collectif que forme la classe et les enseignants. La démarche a été valorisée par la projection du film devant des parents, des acteurs éducatifs et culturels.

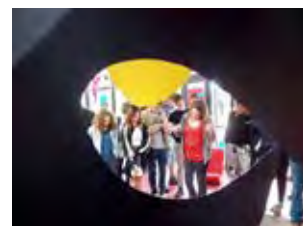
Des lycéen.ne.s de Dunkerque s'embarquent au Printemps de Bourges

Les Ceméa Nord-Pas-de-Calais participent au projet « Lycéen.ne.s au Festival du Printemps de Bourges ». Ce projet piloté par les Ceméa Picardie a l'ambition de permettre à une quarantaine de jeunes lycéen.ne.s des Hauts-de-France de découvrir les musiques actuelles à travers la participation au festival.

Les Ceméa Nord-Pas-de-Calais ont organisé la préparation des Lycéens pour le lycée de l'Europe à Dunkerque. Pour ce faire, une soirée de concerts lors des Inouïes du Printemps de Bourges qui s'est déroulée en partie à Dunkerque et une journée de préparation à vivre un festival, a été suivie par le groupe de Lycéens. Les lycéens ont pu vivre, durant une demi-journée avec un intervenant des Ceméa, des pratiques d'activités musicales basées sur le rythme et ainsi travailler les percussions corporelles, mais aussi la cohésion de groupe. Ce sont donc 9 dunkerquois qui sont partis pour un voyage de 6 jours avec 29 autres jeunes de trois lycées en Picardie.

Sur place le groupe a été accueilli par l'équipe nationale d'accueil des Ceméa de la maison Sainte Dominique. Au programme de la semaine, rencontres d'artistes des Inouïes (Les concerts tremplins du Printemps de Bourges), ateliers slam, radio, vidéos et surtout des concerts ! Petites et grandes scènes permettent de découvrir ce qu'est la musique en live, de vivre la musique des MC & musiciens déjà moult fois écoutée mais aussi de découvrir de nouveaux styles et artistes.

Ce festival, à travers les différents ateliers proposés, les moments et installations présentés, est l'occasion d'échanger et de s'exprimer à propos de ce qui a plu, ce qui a moins plu et ce qui a dérangé. Le festival est aussi le temps, pour certain.e.s, de la découverte et de l'apprentissage de la vie en collectivité.



DANS LE CADRE DE PARTENARIATS AVEC DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, DES SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT ET DES LIEUX DE CRÉATION ET DE DIFFUSION,

les Ceméa ont agi auprès d'enfants, de jeunes et d'adultes par des actions d'accompagnement à la rencontre de la création contemporaine, la promotion des droits culturels, le renforcement du lien social, la promotion de la vie culturelle et sociale locale.

ACCOMPAGNEMENT AU SPECTACLE VIVANT ET LIEUX DE CRÉATION ET DE DIFFUSION SUR LES TERRITOIRES

À noter le renforcement et la stabilisation de liens forts avec le Maillon, le TNS, Pôle Sud à Strasbourg, la MC93 à Bobigny, La Villette à Paris (dans le cadre d'une recherche menée par le pôle culture national), le CDN de Caen, la MC2 à Grenoble, et Pôle en scène à Lyon, le Manège et la Comédie à Reims. Le lien avec la scène nationale, la Comédie de Clermont-Ferrand, se poursuit. Les Ceméa siègent toujours au bureau de l'association.

En Normandie. Dans le cadre de la saison, partenariat avec 35 lieux de diffusion et de création de la région. Les Ceméa ont aussi une fonction de ressources et d'aide au CDN de Rouen et le CCN du Havre sur des projets d'accompagnement, avec le CDN de Caen en lien avec la CAF du Calvados, avec le Trident de Cherbourg sur la mise en place des démarches de Projets Éducatifs Sociaux Locaux de la Manche, avec le théâtre de la Renaissance de Mondeville.

Dans le cadre d'une convention avec la CAF 14, mise en place de la saison *Appart'*, en lien avec les centres socioculturels, mise en place d'une saison de spectacles chez l'habitant, les Ceméa Normandie étant porteurs de la licence d'entrepreneur du spectacle, à destination de familles et de collectifs en vue d'accueillir un spectacle. Deux représentations du slameur « Spleen l'ancien » à la Folie Couvrefief (Caen) et à Falaise et deux représentations de *Carré Livre* de Marie Lemoine (conteuse jeune public) à Douvres la Délivrande et à Ouistreham. Environ 100 personnes ont participé à l'action.

En Grand Est. Activité régulière dans les contenus de formation de stagiaires, notamment de co-organisation de rencontres avec des artistes. Et mise en place de parcours d'accompagnement à destination du tout public avec trois lieux de diffusion de spectacles vivants à Strasbourg : Le TNS, le Maillon et Pôle Sud. Ces actions ont réuni des militant.e.s des pratiques et analyses féministes et des pratiques artistiques, des apprentis des métiers de l'animation et du sport, en lien avec le CFA FORMAS, des publics en situation de handicap mental. En lien avec le CHRS, l'association « Tôt ou t'Art », l'association Nouvel Envol, et une action en lien avec le Conseil des Résidents étrangers. Au total, plus de 60 personnes ont été concernées.

À Reims. Dans le cadre des cordées de la réussite, en partenariat avec le Manège de Reims, les Ceméa ont formé des étudiant.e.s de Neoma (école de commerce); des étudiant.e.s FLE de l'université 3e spectacle, des responsables publics de structures Grand Est et des personnels du travail social

À la Réunion. KOZKAFE CULTUREL, événement d'échange et de découverte sur le cinéma, les arts visuels, le spectacle vivant, de rencontres avec des artistes, des auteurs, de pratique d'expression artistique : un partenariat avec le service culturel et le service de l'animation de Saint-Benoît. 4 soirées organisées en collaboration avec les jeunes en service civique des maisons de quartier de Chemin Ceinture, du case de Saint-Anne, du case Labourdonnais, du case de Cratère. 125 participants.

ACCOMPAGNEMENT AU PATRIMOINE ET À LA CRÉATION CONTEMPORAINE, VERS LES MUSÉES SUR LES TERRITOIRES



À noter cette année, l'intérêt de la convention de partenariat signée avec le musée de l'Homme autour de l'exposition « Nous et les autres, des préjugés au racisme ». Il s'agit d'animer cette exposition, dans sa version dématérialisée, sur l'ensemble de l'hexagone et des outre-mers. Un groupe de pilotage, composé de permanent.es de l'Association nationale, des Associations Territoriales de PACA, du Nord Pas de Calais, d'Occitanie et de Martinique, animé par l'Association nationale a été organisé en cette fin d'année. Ce groupe a poursuivi ses travaux en 2019 et commencera à mettre en œuvre des animations pédagogiques en cette fin d'année. Des contacts sont noués avec la fondation Thuram pour amplifier l'action sur les discriminations dans les différentes actions de formations conduites par les Ceméa. Un projet de semaine d'étude sur cette question est en réflexion.

Des liens ont été établis en 2018 avec le musée du Louvre pour les accompagner dans la diffusion d'un jeu de rôle visant à inciter les enfants et les jeunes à se familiariser avec le Louvre et se l'approprier.

À Montpellier (la maison du spectateur) et à Lille, (la galerie), les Ceméa gèrent directement des lieux d'exposition et d'accueil de publics.

En Grand Est, en partenariat avec l'association RDVI Strasbourg. Au sein du réseau il s'agit d'un terrain d'expérimentation de démarches pédagogiques innovantes. Exposition photo Au Palais des congrès. 60 participants.

En partenariat avec le service éducatif des musées de la ville de Strasbourg. Expérimentation de formes et démarches nouvelles et de réinvention d'action en musée : escape game au musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg, 25 personnes.

Des parcours de formation en Alsace, Centre musée Estève de Bourges, Musée des Beaux-Arts de Limoges, Occitanie musée des Abattoirs et musée Contemporain de Sérignan, Rhône-Alpes.

Des actions directes d'accompagnement de tout public avec les musées de la ville de Clermont-Ferrand et le FRAC, avec les services culturels des musées de la ville de Strasbourg depuis plus de dix ans.

ACCOMPAGNEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE

En Auvergne. Les Ceméa siègent au bureau de l'association Astuscience, en tant que membre fondateur, dont la fonction est d'animer le réseau d'acteurs (association d'éducation populaire, enseignants, chercheurs...) autour de la culture scientifique.

En Hauts de France. Les Ceméa Picardie sont à l'initiative de plusieurs projets dans le cadre de *Picardie Sciences* (cf page 68).

GALERIE ASSOCIATIVE

À Lille, un espace culturel dans les locaux des Ceméa

Les Ceméa Nord Pas-de-Calais ont créé un espace d'exposition permanent « la Galerie » dans leurs locaux. Une galerie associative, un espace de sensibilisation à la création contemporaine ; un lieu de promotion des différentes tendances artistiques actuelles, toutes disciplines confondues, avec le souci constant d'être un espace ouvert à tous les publics. « La Galerie » est un véritable lieu d'échange où l'exposition, les œuvres, sont des inducteurs de rencontres, de discussions. Un lieu convivial et vivant où l'art fait partie intégrante de notre intimité, un lieu où les spectateurs peuvent être accompagnés dans leurs rencontres avec l'œuvre, un lieu qui offre des possibilités de rencontres artistiques et humaines.

Cette galerie accueille les membres de l'association, les stagiaires des formations professionnelles, les stagiaires des formations à l'animation volontaire, les écoles, les collèges, les lycées, les centres sociaux, les foyers... Des élèves lillois de maternelle ont rencontré à deux reprises 2 artistes au sein de la Galerie. Pascal Michaud : musicothérapeute, conteur, animateur et formateur. Ses œuvres sont inspirées de la mythologie, de la vie, de la terre qui tourne, des reflets de l'univers, de la chaleur du froid, du bonheur du malheur, des rythmes « de ceux » qui coulent. Erika Vaury : artiste plasticienne dont les œuvres touchent au Rituel et sacré, des masques pour être autre, au-delà du possible. Des parures pour l'extraordinaire ou les appareils du rituel se révèlent uniques et créent du sensationnel, du surprenant, du fantastique, de l'extravagant qui initie et ancre une étape.

**Accompagnement à l'écriture, la lecture et relations avec les bibliothèques sur les territoires**

En Normandie. Mise en place du cercle des spectateurs dans le cadre du festival « À Partir du Réel » avec le Théâtre de la Renaissance de Mondeville (14). Animation d'ateliers d'écriture avec des spectateurs pour écrire des textes qui nourrissent les échanges avec les équipes artistiques après les spectacles qui traitent tous du rapport au réel.

En Grand Est. Des accompagnements d'enfants dans la découverte de l'univers des auteurs ont été organisés dans le cadre du Salon de l'Illustration et de la Littérature Jeunesse Schillick'on Carnet.

En Occitanie. Des actions sont réalisées régulièrement au sein de médiathèques.

En Limousin. Des interventions sur des territoires urbains, au salon du livre d'Isles, ont donné lieu à des pratiques d'activités manuelles avec les familles en lien avec la thématique sur salon, organisées par les Ceméa.

À la Réunion. Des Livres et des écrits un rendez-vous mensuel où militants et sympathisants de l'association viennent partager leurs livres lus, où ils participent à des ateliers d'écriture qui sont proposés dans des différents lieux de l'île (Saint-Denis, Saint-Leu, Boucan Canot, st Pierre) où le plaisir avant tout, du lire, dire, écrire, est mis en avant.

JOURNÉE D'ÉTUDES

La place des sciences et techniques dans l'activité éducative territoriale en Picardie

Dans le cadre du projet *Picardie Science* dans lequel les Ceméa de Picardie sont engagés avec les Francas depuis 2014, ont été organisées les 29 et 30 mai 2018 deux journées d'études à Amiens auxquelles près de 70 personnes ont participé. Cet événement à destination de décideurs (élus territoriaux, directeurs de service, inspecteurs) et de praticiens (enseignants, animateurs) portait plusieurs enjeux.

Enjeu de valorisation. S'interroger collectivement sur les effets constatés des actions menées auprès des publics et des territoires (impacts sur les acteurs), il s'agissait de valoriser et d'évaluer des pratiques et des démarches pédagogiques et les partenariats mobilisés.

Enjeu de développement. Dans une logique d'élargissement à la Région Hauts-de-France et dans le cadre de la mise en œuvre du plan régional de développement de diffusion de la CSTI, pérenniser la dynamique lancée par le programme *Picardie Science* en contribuant collectivement au repérage des attentes et besoins des acteurs de terrain, ainsi qu'au développement de pistes concrètes autour du développement de coopérations, de politiques locales et territoriales éducatives autour des sciences et techniques.

Cet événement a notamment permis de rendre compte de la nécessité, en plus de former les acteurs de terrain, de valoriser les projets mis en place pour et par les jeunes. Suite à ce constat et pour pérenniser la dynamique lancée par *Picardie Science*, les Ceméa sont porteurs d'une initiative autour de la création en 2019-2020 d'un collectif régional Hauts-de-France de promotion des projets scientifiques et techniques de jeunes.

Voir la restitution définitive : <https://prezi.com/view/aCPcbLCfyC45VsYs6bA6/>



■ Agir dans les territoires par la formation des acteurs éducatifs, culturels et sociaux

En 2018, les Ceméa ont développé leur politique de formation à l'éducation culturelle par les pratiques artistiques. Elle a pris appui sur les ressources de l'environnement rural ou urbain de la formation, en lien avec des événements culturels du type festivals, avec lesquels les Ceméa ont lié des partenariats sur des projets d'éducation culturelle des publics, ou qu'ils animent eux-mêmes.

LA FORMATION DES ANIMATEURS

En 2018, les CEMEA ont développé une offre de formation à l'éducation culturelle par les pratiques artistiques, la qualification et la valorisation des réseaux d'intervention éducative et culturelle.

Animation volontaire, formation BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur)

Le nombre de formations BAFA de perfectionnement, en métropole et outre-mer, s'est élevé à 110 stages. Les thématiques proposées ont porté sur les activités culturelles et artistiques et sur l'accompagnement culturel, sur la recherche pédagogique concernant les pratiques artistiques et d'expression, sur le montage de projets d'action et d'animation culturelle.

Des stages de perfectionnement dans le cadre de festivals Rencontres d'Arles, Avignon, Éclat à Aurillac, Le temps d'aimer la danse à Biarritz, Printemps de Bourges, festival du conte de Cap Breton, Court-métrage de Clermont-Ferrand, Film documentaire de Douarnenez, Vivacité à Sotteville les Rouen, Urbaka à Limoges, Francfolies de La Rochelle, Montpellier Danse, festival Mômes en scène de Niederbronn, festival international du photojournalisme Visa pour l'image. Ces formations ont concerné environ 250 personnes. En augmentation par rapport à 2017.

Des stages de perfectionnement centrés sur les enjeux de l'expression et de l'activité, constituant deux des fondamentaux de l'Éducation nouvelle. Ces stages ont touché plus de 800 personnes dans l'ensemble du réseau (8 300 stagiaires ont eu lors du module 1 de formation du BAFA une première sensibilisation). Des stages de perfectionnement de sensibilisation aux activités d'expression, aux activités artistiques et la découverte du patrimoine culturel. Une centaine de personnes. Des stages de perfectionnement à l'éducation aux médias, à l'information et aux cultures numériques. 500 personnes environ.

Dans le cadre des formations à l'animation professionnelle

En 2018, des modules techniques d'activité d'expression artistiques ou des Unités de Compétences (UC) animation culturelle ont été organisés, en lien avec des institutions culturelles ou sur des festivals régionaux ou nationaux : Environ 1000 personnes formées dans le cadre de ces processus de formation longs et en alternance.

Suivant les niveaux de formation, ces modules ont porté sur des degrés de formation à la fonction : sensibilisation « vivre pour soi pour faire vivre à d'autres » ; acquisition de techniques d'animation ; conception d'activité ; élaboration et suivi de projets ; déclinaisons en acte de politiques éducatives par la culture.

Trois formations CQP (Certificats de Qualification Professionnelle), en Grand Est, Occitanie, Pays de la Loire, PACA. Une vingtaine de personnes formées.

Huit formations BAPAAT (brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien), en Grand Est, Centre, Île-de-France, Normandie, PACA, Haut de France, Occitanie. Environ 150 personnes formées.

Trente-sept formations BPJEPS (brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) Animation Culturelle,



Un dispositif de formation des formateurs des Ceméa

Différents rendez-vous proposés tout au long de l'année

Un regroupement national Culture

Son thème : Enjeux et pratiques pour favoriser l'expression, il a réuni 35 personnes, pendant 5 jours, à Avignon. Ce regroupement a permis de reposer des fondamentaux en envisageant l'expression comme un besoin. Les travaux ont conduit à formaliser des conditions : cadre, règles, consignes, postures. En partenariat avec le festival d'Avignon, une rencontre a été organisée avec Enzo Verde autour de sa pratique de metteur en scène avec des détenus du centre pénitentiaire du Pontet, et une journée de pratiques artistiques s'est déroulée dans les locaux de la Fabrice en plein cœur du quartier Monclart.

Un stage Jeu dramatique qui a rassemblé 15 personnes, pendant 6 jours, au Vigen (à proximité de Limoges). Resituer, au sein des multiples propositions d'activités d'expression et d'activités dramatiques, la conception et la démarche du jeu dramatique portée par les Ceméa : le Jeu dramatique étant un processus ou dispositif de jeu collectif avec un temps de négociation et d'élaboration, un temps de jeu et un temps d'échange ou de bilan.

Un laboratoire de pratiques artistiques pendant le festival d'Aurillac. Les participants se sont essayés à générer des événements, à créer des situations qui stimulent et suscitent des relations entre les joueurs et les regardants, dans la rue et dans d'autres espaces à explorer. Les tentatives ont été supports d'observation et de réflexion sur ce que ces événements produisent, sur ce que l'expérience produit sur ceux qui les initient, et pour les personnes qui les reçoivent. Le laboratoire invitait à observer dans quelle mesure le festival peut être une source de stimulation, d'ouverture, d'enrichissement des essais, et notamment sur des exigences esthétiques et scénographiques. 15 personnes y ont participé pendant 6 jours.

Un module de formation « Voir, recevoir et critiquer des films courts » au Festival du Court-métrage de Clermont-Ferrand, pendant 4 jours, 10 participants prioritairement impliqués dans l'organisation et le déroulement des échos du Festival international du film de l'Éducation en région y ont participé.

Des chantiers nationaux (Avignon, Bourges...). Les temps de préparation et de bilan sont supports de recherche et de formation. La mise en œuvre des accueils et des accompagnements est support à la formation en action et à la recherche par l'action.

Le dispositif de formation des bénévoles, des formateurs et des cadres politiques et pédagogiques des Ceméa a touché 250 personnes en 2018.

Loisirs Tous Publics et Animation Sociale, en Nouvelle Aquitaine, Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Normandie, Bretagne, Centre, Île-de-France, Hauts de France, Occitanie, Pays de la Loire, PACA. Environ 650 personnes formées.

Quatorze formations DEJEPS (diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport), en Grand Est, Nouvelle Aquitaine, Centre, Île-de-France, Normandie, Occitanie, Pays de la Loire, Hauts de France, PACA et Réunion. Environ 200 personnes formées.

DESJEPS en Bourgogne-Franche Comté, Normandie, Hauts de France, Nouvelle Aquitaine, Pays de la Loire et Provence Alpes Côte d'Azur. Environ 100 personnes formées sur les enjeux des politiques culturelles territoriales.

DANS LE CADRE DE LA FORMATION CONTINUE DES ACTEURS DANS LES TERRITOIRES

Des enseignants, des travailleurs sociaux, des personnels de santé, des professionnels de la petite enfance, des militants associatifs bénévoles et professionnels.

Des acteurs dans le champ de la culture, de l'éducation, du social sur des enjeux culturels

Les Ceméa ont poursuivi le développement des formations à destination des professionnels, des étudiants et des bénévoles dans le champ de la culture. Cette tendance s'explique par la reconnaissance par les lieux de création et de diffusion, les universités, les collectivités territoriales et les DRAC, des manières des Ceméa, de concevoir et de mettre en œuvre des accueils et des accompagnements de publics sur des festivals, des parcours de spectateurs tout au long de l'année, et illustre l'expertise reconnue des Ceméa, dans les domaines de l'Éducation populaire et de la formation initiale et continue des acteurs éducatifs.

Quelques exemples de réalisations en 2018

- Une formation pluri-acteurs à Avignon dont l'approche générale défend l'idée que la recherche de réponses concrètes à construire aujourd'hui doit davantage être menée dans le croisement des regards, des lectures et des compétences des différents acteurs sur les territoires, et par la construction de nouveaux liens avec les pouvoirs publics, les institutions, les lieux et les acteurs qui interviennent directement auprès des enfants, des jeunes et des adultes sur les territoires.

- Des formations à concevoir des projets culturels

En Grand Est, accompagnement d'équipe de Centre socio-culturel, dans le cadre de séminaire permettant de travailler simultanément la dynamique d'équipe et l'action culturelle.

Encadrement des séminaires d'équipe du CSC de l'Escal (29 personnes, 2 jours) et du CSC V. Schoelscher (25 personnes, 2 jours), et d'équipes de travailleurs sociaux et médico-social en partenariat avec Tôt ou t'Art, 2 jours.

En Normandie, dans le cadre des CLAS (15 intervenants, 2 jours).

- Des formations pour favoriser l'appropriation culturelle

En Bretagne, animateur.trice.s intervenant en danse, musique, contes (culture bretonne), 2 jours.

En Nouvelle-Aquitaine, dix-sept participantes, bénévoles ou salariées des bibliothèques de la Charente-Maritime (17 personnes). En Auvergne, auprès de l'équipe permanente et vacataire du festival Éclat de rue, 2 jours.

Des étudiants du réseau AFEV autour du livre (17 personnes).

Des travailleurs sociaux autour des Arts numériques et de réalité virtuelle.

- Des formations à des pratiques

En Nord Pas-de-Calais, dans le cadre d'un projet à destination de collégiens, une formation complémentaire à l'accompagnement culturel auprès d'enseignants, de chargés culturels, de documentalistes, 4 jours.

En Pays de la Loire, théâtre en institution, une semaine, 11 personnes.

En Auvergne et PACA, formation aux pratiques de marionnettes, du chant et activités musicales, des activités manuelles et plastiques dans le travail social, plus de 60 personnes.

En Auvergne, formations courtes animation péri-scolaire Marionnettes/Jeux de société, 17 personnes, 4 jours.

L'ensemble des formations à destination d'éducateurs spécialisés, de professionnels de la santé mentale, de bénévoles et professionnels qui agissent quotidiennement dans et autour de l'école, de professionnels de la petite enfance, a concerné environ 3 500 personnes en 2018.

Apprentissage à Mayotte Msomo Na Dangadzo – 3^{ème} édition

« Msomo Na Dangazo » signifie « apprendre en s'amusant » : le thème de cette année était d'ailleurs le rire. C'est un projet qui invite l'enfant à la lecture et à l'expression au sens large du terme. Toutes les langues de Mayotte ont leur place dans ce projet. Cette initiative est divisée en deux parties avec un Prix littéraire porté par les Ceméa et une partie écriture et illustrations, portée par l'ARLL ; initiative portée par 14 équipes sur le territoire issues des associations et des bibliothèques.

Deux jours de formations ont eu lieu le 23 avril à la bibliothèque de Mroalé et le 24 avril au local des Ceméa à Iloni pour les animateurs des bibliothèques et des associations participant au projet. Ils ont été formés à des jeux et ont sélectionné ensemble quatre albums jeunesse, en préparation de leur travail avec les enfants. Puis les différentes structures ont mis en place des jeux et animations avec un groupe d'enfants pendant trois mois ; ces derniers ont voté pour le meilleur album jeunesse, parmi les quatre préalablement sélectionnés, en vue du Prix littéraire pour les enfants de Mayotte.

Chaque structure a consolidé le vote du meilleur album jeunesse le 30 juin lors du prix littéraire à la bibliothèque de Mroalé où 140 enfants et 42 adultes se sont réunis. On a découvert le livre gagnant, intitulé « Faim de loup ».



■ Agir pour le débat public

Proposer des espaces d'expression et de parole aux publics les plus larges, à propos de la création artistique est un des axes du projet des Ceméa. Cette orientation prend différentes formes en fonction des lieux et des contextes des événements. À partir de sa mise en œuvre dans deux des chantiers nationaux de développement (Avignon et Bourges), des actions similaires sont organisées sur d'autres territoires.

Des situations de dialogues entre artistes et publics

- **Dans le cadre du festival d'Avignon** et des ateliers de la pensée, le dispositif « Dialogues entre artistes et publics » a été à nouveau conçu et animé par les Ceméa. Cette action est le fruit de recherche depuis plus de trente ans, et depuis une quinzaine d'années dans un dialogue étroit avec la direction du festival. En voici une présentation succincte : « Échanger, écouter, dialoguer tout simplement. Ce rendez-vous quotidien offre la possibilité à chacun de rencontrer les équipes artistiques le temps d'une heure singulière et permet de passer de l'expression d'une parole de spectateur à un espace d'échange et de réflexion plus collective sur l'impact sensible des propositions artistiques.

Quatorze rencontres ont eu lieu avec des artistes du monde entier : Thomas Joly, Madelaine Louarn, Rocio Molina, Chloé Dabert, François Chaignaud, Nino Laisné, David Bobée, Didier Ruiz, Oskar Korsunovas, Olivier Py, Ahmed El Attar, Anne-Cécile Vandalem, Richard Brunel. 1300 personnes y ont participé.

- **Au Printemps de Bourges**, des rencontres avec les artistes « Inouïs », artistes musicien.ne.s émergent.e.s. Ces rencontres visent les mêmes objectifs que cités précédemment, et dans le cadre particulier du festival, elles permettent des échanges riches sur le rapport des artistes eux-mêmes et des participants, à la production artistique musicales, mais aussi vidéo d'aujourd'hui, à la place de la musique et des industries musicales dans la société d'aujourd'hui. Six rencontres réunissant environ 150 personnes

- **À Aurillac**, rencontres une équipe artistique avec la Compagnie Tartar(e) et la Compagnie Typhus Bronx. Au festival Scène de cirque, cinq dialogues équipe artistique/public ont réuni tous les festivaliers présents. Et à Douarnenez : à partir de la découverte et l'appropriation de ce festival des minorités, avec un fort engagement social qui questionne les rapports de domination, d'exclusion.

Des débats publics dans le cadre de partenariat avec des lieux de création et de diffusion

S'inscrivant dans un réseau de partenariats avec des structures culturelles, la pratique de la rencontre à partir du spectacle vivant se retrouve sous des formes variées, comme des échanges après spectacle, avec l'invitation de témoins autour des thématiques abordées dans les spectacles.



- **En Grand Est**, en partenariat avec les théâtres du Maillon et du TNS, organisation de rencontres à partir d'un partage de ressentis de spectateurs adressé aux équipes artistiques sous formes de réalisations sensibles construites à partir des expériences des spectateurs, suivi d'un temps d'échange et de réflexion sur la réception. Des rencontres ont ainsi eu lieu avec Julien Gosselin et la compagnie « Si vous voulez lécher mon cœur », Jean-Michel RABEUX, Promo 18/20 'am Europe.

- En Normandie, dans le cadre du festival « À partir du réel » du théâtre de la Renaissance incluant des publics d'habitues et de nouveaux spectateurs, autour des thèmes de la place des jeunes femmes dans les cités, de la mémoire ouvrière, des clowns à l'hôpital, des longues peines d'incarcération, en partenariat avec l'association des amis du théâtre. Dans le cadre de la saison Regards, des rencontres après chaque spectacle ayant lieu dans les établissements scolaires, articulées à environ 70 représentations sur l'année. Ce dispositif donne lieu à une recherche-action sur les conditions de l'émergence d'une parole sensible.

Des séminaires, journées d'études, cafés pédagogiques sur les rapports entre éducation/culture, notamment en partenariat avec des collectivités territoriales ou des associations...

- **En Auvergne**, projection du film « Être plutôt qu'avoir » d'Agnès FOUILLEUX sur la place des pédagogies alternatives à l'École, 50 personnes environ, en partenariat avec l'OCCE ; projection du film « le sous-bois des insensés » en présence de la réalisatrice Martine DEYRES ; soirée autour du travail de Jean OURY à la clinique de Laborde et la psychothérapie institutionnelle, 50 personnes environ, dans le cadre du Cycle la folie à l'image (association qui met en place des cycles de soirées débat autour de la psychiatrie), au Cinéma associatif Le Rio ; projection autour du film d'éducation « Espace » d'Éléonor GILBERT en lien avec un contenu de formation autour de la gestion de la récréation, 19 étudiants en Master MEEF 1er degré. Espé d'Aurillac.

- **En Bretagne**, partenariat avec la Ville de Plérin depuis 2012 pour les rencontres du Festival du Film d'éducation, organisation d'une projection tout public pour aborder des questions de parentalités à travers le cinéma.

- **En Normandie**, suite à une expérimentation en 2017, mise place en 2018 d'une démarche d'ateliers philosophiques intitulés « paroles d'enfants » auprès d'enfants de grande section de maternelle. Cette action s'adressant à des enfants qui ont du mal à trouver leur place, où les phénomènes de violence sont courants, où il est difficile de mettre des mots sur des sentiments est construite avec le concours de l'école Senghor de la Pierre Heuzé (Caen), l'AMVD, structure de loisirs de proximité, Époque, le salon du livre de la ville de Caen, la plasticienne Cécile Dalnoky, la maison d'Édition « Les petits Platon » et Yan Marchand, philosophe.



- **En Nord Pas-de-Calais**, en partenariat avec le LaM et les conservateurs du fond d'Art Brut 2 journées, 200 personnes sur la psychothérapie institutionnelle hier et aujourd'hui. À la Gare Saint Sauveur et au Musée d'Art Moderne : visite de l'exposition « Débris collage ». Intervention de conservateurs de la collection d'Art Brut du musée, philosophe, éditrice, psychomotricien sur leur rencontre avec la psychothérapie institutionnelle, l'art brut et comment ils les « pratiquent » aujourd'hui.

- **En PACA**, animation d'un ciné débat mensuel dans un IESTS, 5 à 8 formateurs du centre de formation, 7 à 10 animateurs BPJEPS, 50 à 100 étudiants ES, EJE, ME, ASS, TISF, CAFDES, 10 soirées de janvier à décembre, à l'IESTS Nice.

- **En Occitanie**, Les rencontres citoyennes, 240 personnes au total sur 8 rencontres, à Béziers et Montpellier, sur

les thématiques de l'assistance des personnes âgées ; Histoire de l'immigration dans la région ; La laïcité, une valeur en partage ; les institutions et le pouvoir ; L'adolescence et les réseaux sociaux ; L'égalité entre femmes et hommes dans les métiers du lien social ; le rapport aux autres.

Les cafés insolents de Montpellier, 190 personnes, trois rencontres, en novembre et décembre espaces de rencontres et de débat entre salariés, stagiaires, volontaires en service civique et militants. - thématiques des violences faites aux femmes, de la construction de soi, du handicap.

Toutes ces actions ont concerné plus de 5 000 personnes.

Culture et identités

Il faut apprendre à aller au-delà des apparences pour découvrir et prendre conscience de ce qui n'est pas visible, des fonctionnements sociaux différents, apprendre à voir, à décrypter et à décoder le monde dans lequel nous vivons. La présence historique des Ceméa des Outremer au sein de notre mouvement, a construit peu à peu, pour l'ensemble des militantes et des militants, cette conception de l'interculturel comme une démarche permettant l'apprentissage de l'altérité dans une visée politique du « vivre ensemble ». Loin de se limiter à une approche techniciste, nous traduisons ainsi en acte l'ambition politique que nous portons depuis plus de quatre-vingts ans. Celle de construire une éducation capable de produire des situations dans lesquelles chacune et chacun, enfant, jeune, adulte, soit demain plus conscient.e du monde qui l'entoure, puisse se l'approprier en comprenant les codes, pour y prendre place, SA place, pour Agir.

Jean-Luc Cazaillon, Directeur général des Ceméa



Des projets d'animation directe vers les publics, pendant les festivals

Les Ceméa ont ainsi mis en œuvre des ateliers de sensibilisation, d'approfondissement (contes, lecture expressive, écritures, chants, activités sonores et musicales, musiques actuelles, danses collectives et danse contemporaine, arts de rue, activités dramatiques et jeux de théâtres, marionnettes, arts plastiques) auprès d'enfants, de jeunes et d'adultes, dans le cadre d'accueils collectifs de mineurs, de parcours d'éducation artistique et culturelle, de lieux d'éducation, de culture ou de santé, et d'événements du type festivals. Les démarches de sensibilisation prennent de nombreuses formes et varient dans leurs durées et encadrements.

Les festivals sur lesquels les Ceméa sont présents demeurent des espaces importants d'activités et de pratiques. Dans le cadre du festival d'Avignon, un séjour « Atelier » pour adultes (14) propose un parcours quotidien de 3 heures aux personnes pour explorer, pratiquer, réfléchir : la scénographie, l'esthétique, les formes, le texte et la mise en scène de spectacles de la programmation. Et en parallèle, un autre séjour « Voir et faire du théâtre » a permis à 19 jeunes (-18 ans) d'avoir une pratique intensive de jeu, d'exploration de différentes formes (musicales, plastiques, dansées et théâtrales) et d'aboutir à une forme présentée à un public de proximité. Pendant le festival d'Aurillac, ont été réalisés l'édition quotidienne du journal « L'Éclat du jour », et des ateliers slam.



Médias, numérique, éducation critique et engagement citoyen

Le Président de la République, lors de ses vœux à la presse, a remis au cœur du débat public la question de la régulation des plates-formes numériques, au regard des contenus diffusés, notamment les « fausses informations ». Les Ceméa ont toujours affirmé que la seule auto-régulation des entreprises ne suffisait pas. Les États et l'Union européenne doivent renforcer la régulation publique ou adapter les lois existantes aux nouveaux contextes industriels. Tel est l'enjeu de la nouvelle directive Service médias audiovisuels et de sa transposition en France. La responsabilité en tant qu'éditeurs des plates-formes numériques doit être posée, pour que puisse leur être opposée, sans contournement possible, la législation liée aux éditeurs de presse. Cette action de l'État doit se faire en association avec la société civile, ainsi les associations et ONG pourront porter le point de vue des usagers à travers une corégulation citoyenne.

Ce dialogue doit pouvoir se renforcer aussi entre les médias et leurs usagers, pour défendre la qualité de l'information et la déontologie dans les pratiques médiatiques. Il est nécessaire de soutenir le travail journalistique, la présence des médiateurs et la confiance des citoyens dans les journalistes, pour valoriser leurs différences, par rapport à tous ces sites qui ne sont pas des lieux d'information au service de la démocratie, mais des « pièges à clics ». Il est temps également de favoriser le développement d'un débat sérieux et régulier sur les manquements à la déontologie journalistique à travers la construction d'un conseil de presse tripartite, éditeurs, journalistes et citoyens. Mais au-delà de cette approche mettant en œuvre divers niveaux de régulation, les Ceméa souhaitent rappeler l'enjeu incontournable d'une éducation aux médias et à l'information. Elle doit porter une dimension d'analyse, de critique,

L'enjeu d'une corégulation citoyenne

d'investigation et ne pas se réduire à l'apprentissage d'habiletés techniques sur des applications dont l'obsolescence est programmée. C'est dans son creuset que doit se former la capacité de jugement de chacune et chacun, tout au long de la vie, et dès le plus jeune âge. Cette éducation est une prévention à toute forme d'obscurantisme, elle seule permet de distinguer les savoirs des croyances et de porter cette désintronisation permanente du savoir et du croire dans la formation du citoyen. C'est une exigence fondamentale pour notre société de l'information et du numérique, qui passe par la confrontation des sources, l'expérimentation, la démonstration à l'opposé de l'attractivité qui surdétermine les réponses des moteurs de recherche.

■ Agir pour une éducation critique et citoyenne des médias par la mise en œuvre de projets en direction des jeunes

Cette orientation s'est traduite en 2018, par le montage d'actions en lien avec les collectivités locales, les établissements scolaires, ou de formations pour le tissu associatif local ou lors d'événements culturels.

Elles se présentent sous diverses formes.

- Des interventions directes dans une démarche d'éducation aux médias, à l'image et à l'information, auprès des jeunes dans les établissements scolaires ou campus universitaires, dans des dispositifs type Ateliers relais, auprès des jeunes en CFA, dans les structures gérées par la PJJ, en co-animation avec les personnels éducatifs (ateliers de réalisation collective, ateliers citoyens d'information, débats critiques, séances de cinéma...).
- Une offre de parcours éducatifs, culturels et citoyens (alternant, ateliers de maîtrise des outils, ateliers d'écriture, production de contenus, rencontres avec des professionnels, débats critiques...) situant les jeunes au cœur d'événements culturels dans une participation active, jeunes en formation, jeunes web-journalistes, jeunes critiques de cinéma, jeunes blogueurs, jeunes publics au cinéma, soutien à la création des jeunes... (Cf. Festival international du Film d'Éducation et ses éditions décentralisées, Festival d'Aurillac, d'Avignon et la webtv du festival, festivals locaux, actions territoriales culturelles, Rencontres Jeunes en Images en Normandie,...).
- Lors de l'accueil de jeunes dans les dispositifs d'engagement volontaire, avec des jeunes élus (vie lycéenne, délégués élèves...), avec des jeunes en service civique, des jeunes ambassadeurs des droits de l'enfant (Jade à la Réunion, en Guyane, à la Réunion et dans les Caraïbes) intervenant dans des actions de médiation aux usages des réseaux sociaux, dans des projets avec d'autres jeunes (formation pair à pair).

On peut ainsi citer les interventions (parcours de 10 à 12 h) dans plus de 78 établissements de Normandie, auprès de près de 9000 jeunes sur l'éducation responsable et critiques aux écrans et particulièrement avec des jeunes en classe de 1^{ère}, sur la question de l'information/désinformation ; les projets de web-journalisme avec des jeunes (une centaine de jeunes), en PACA, Aquitaine, Nord-Pas de Calais, Normandie, Pays de la Loire, Réunion, Mayotte ou d'accompagnement de projets de blogs de jeunes (Picardie, Normandie...) ; un renforcement des actions liées au cinéma à travers le portage et l'organisation du Prix Jean Renoir des lycéens (54 classes soit environ 1500 jeunes et un séjour de 2 jours pour la délibération et remise du Prix, 150 participants, élèves et enseignants mobilisés), le parcours de Jeunes critiques de cinéma à Evreux pendant le festival (30 jeunes), la mise en place d'un Atelier du cinéma en amont du festival du film d'éducation (15 jeunes)... ; trois stages-réalisation pour de jeunes vidéastes pendant le Festival d'Avignon (3 séjours de 5 jours accueillant chacun une quinzaine de jeunes des quartiers d'Avignon) ; les ateliers mis en place dans la dynamique du Festival international du film d'éducation à Evreux (blogueurs, vidéastes, membres de jury, acteurs d'une master class sur les productions jeunes, mobilisant plus de 400 jeunes) ou dans les éditions décentralisées sur tout le territoire métropole et outre-mer (parcours jeunes spectateurs, Rencontres Jeunes en images ou Jeunes réalisateurs, ayant mobilisé plus de 8 000 jeunes lycéens, enfants des écoles ou des réseaux PJJ, notamment en Normandie, Occitanie, Bretagne, Martinique, Grand Est, Polynésie, Nouvelle Aquitaine, Mayotte, Guadeloupe, Bourgogne Franche Comté, Grand Est...).

En 2018, ces actions envers les jeunes concernent plus de 10 000 jeunes.

La formation symbolique du langage



Nous sommes à l'heure des technologies de la communication permanente, cette communication interindividuelle de l'immédiateté, du spectaculaire via le truchement des multiples médias que sont les écrans de toute sorte (tablette, téléphone portable, TV) et ce dès le plus jeune âge. Ces échanges où tout peut se dire sans filtre, ces images où se montrer, montrer et être regardé souvent à son insu font loi. Sans un propos de mise à distance, avec l'aide d'un tiers par exemple, c'est l'excitation qui devient première et qui envahit l'espace mental ; l'imaginaire s'en trouve alors anéanti ! Une forme de banalisation des paroles et des actes qui fait reculer les limites de l'acceptable. Trop souvent les enfants jeunes, même très

jeunes sont seuls avec le renvoi par les écrans des images et des paroles. La fonction hypnotique prend le pas sur le temps nécessaire à l'analyse du sens dans une période entre trois et dix, douze ans de pleine croissance et de développement intellectuel, social et affectif. Or ce qui structure une personnalité en devenir c'est d'abord et avant tout la maîtrise de la fonction symbolique du langage pour, autant que faire se peut, accéder à l'humanité des relations entre les individus ; c'est le propre de l'éducation, un enjeu quotidien.

*Dominique Besnard - Psychologue, formateur, membre du collectif des 39
VEN 570 - avril 2018*



CINÉMA

Un parcours Jeunes critiques à Évreux

Pour la sixième année, pendant le festival international du film d'éducation, a été mis en place un parcours de formation à l'écriture de critiques de films.

Il s'est adressé à des lycéens (22 jeunes avec en plus leurs professeurs) venant de 5 établissements de Normandie. Ce parcours, organisé sur trois jours, alterne des séances de cinéma (avant-premières, films de la sélection et web-documentaires), des ateliers d'écriture, la rencontre avec des réalisateurs et un critique de cinéma professionnel... Les critiques de films écrites par les jeunes pendant ce parcours ont été diffusées sur le blog du festival. Les lycéens ont apprécié la diversité des formats des films qu'ils ont vus. Ils ont trouvé que les thèmes abordés dans les films étaient forts et qu'ils n'avaient pas l'habitude de voir ce genre de films qu'ils ont trouvé intéressants et émouvants. Les rencontres avec les professionnels du cinéma leur ont permis de découvrir les métiers du cinéma... Des retours à travers un reportage est prévu au sein de leurs établissements. Ce projet s'inscrit dans le cadre du partenariat entre le Festival international du film d'éducation et le Prix Jean Renoir des lycéens. Voir les critiques produites pendant le parcours... <http://blog.festivalfilmeduc.net/>



Les rencontres du Festival Jeunes en Image

Cette année, avec le thème « Que d'émotions ! Un voyage au cœur de votre raison », les Rencontres Jeunes en Images, organisées conjointement par les Ceméa de Normandie, le CRIJ de Normandie, la Direction Départementale la Cohésion Sociale (DDCS) de l'Eure et le Conseil Départemental de l'Eure, ont eu lieu pour la 11e année consécutive. Plusieurs films réalisés par différentes structures jeunesse ayant répondu à l'appel à films lancé en avril dernier, ont été projetés sur grand écran lors du Festival international du film d'éducation. Chacun des groupes d'acteurs et de réalisateurs en herbe a eu l'occasion de parler de son film, d'en expliquer le processus créatif, de partager son message, les contraintes rencontrées et son expérience en général. Cette année encore, plusieurs ateliers d'éducation à l'image ont été installés dans le cinéma et les jeunes réalisateurs-acteurs ont pu y participer après la présentation de leurs films.

Plusieurs structures mais aussi des candidats individuels ont présenté leurs films (9 projets présentés) et près de 90 jeunes ont participé à cette séance de présentation des films ainsi qu'aux ateliers de l'image (Boîte à questions, Web Radio, Réalité Virtuelle, Trucage par fond vert).

La diversité des lieux traduit l'ancrage de l'impact du festival sur les territoires ou dans les lieux associatifs à travers la dimension « production d'images et éducation à l'image », mais surtout les participations de jeunes sans structure d'appui est un élément nouveau cette année, qui montre l'intérêt pour les jeunes d'exprimer par l'écriture de film courts.



Le numérique que nous souhaitons

- Est un bien public équitable, ouvert et décentralisé, au service des citoyens et des valeurs fondamentales des droits humains.
- Est également accessible à tous les citoyens, partout dans le monde.
- Implique un droit à l'éducation à l'information, aux médias et au numérique pour tous, afin que chacun comprenne, maîtrise et choisisse les technologies qui impactent sa vie.
- Affiche, en toute transparence, le fonctionnement de ses algorithmes.
- Propose une offre de plateformes et de services, ouverts, libres et non assujettis à une logique commerciale.
- Permet une information de qualité, enjeu de la vie démocratique.
- Développe l'offre de biens communs.
- Donne à tout citoyen les moyens de s'exprimer, participer, partager et créer librement, activités essentielles de son émancipation.
- Assure la sécurité inconditionnelle des internautes, et la protection de leur vie privée.
- Protège et accompagne les mineurs dans leur développement.
- Respecte la souveraineté de tous les États.
- Se développe dans le cadre de principes éthiques et de textes législatifs adaptés et clairement énoncés.
- Se mobilise pour l'environnement en réduisant son empreinte écologique et en allant vers davantage de frugalité énergétique.
- Propose mais ne s'impose pas. Autorise une vie déconnectée choisie.



La charte Ceméa – Savoir*Devenir

ÉDUCATION CRITIQUE

Éducation aux écrans en Normandie Du consumérisme à la citoyenneté

Le dispositif Éducation aux écrans de la Région Normandie, destiné aux lycées, centres d'apprentissage et maisons familiales et rurales, est le support d'une analyse des pratiques numériques des jeunes (8500 jeunes en 2018) au regard des attentes que les acteurs et actrices éducatif.ve.s partagent vis-à-vis du web : participation, production, accès à l'information et à la connaissance, mais aussi prévention des risques. Quelques constats sont à mettre en avant. Les activités des adolescent.e.s sont concentrées sur un petit nombre de plateformes (YouTube, Facebook, Google, Twitter) et la diversité de l'internet n'est pas leur réalité vécue ; c'est d'abord Facebook que les jeunes citent comme source d'information, loin devant les sites spécialisés. Les pistes proposées ci-dessous accompagnent les jeunes à transformer leur rapport avec les réseaux sociaux numériques :

- sortir d'une démarche de soumission au conformisme du groupe, aux influences des espaces commerciaux, pour construire des démarches plus responsables, plus proactives ;
- développer des formes d'expression personnelle qui ne relèvent pas de l'instantanéité ;
- développer une culture de l'image dans sa richesse et sa diversité ;
- réfléchir au mode de publication sur le web et son lien avec la surveillance et l'exploitation des données ;
- travailler sur l'égalité femme-homme ;
- apprendre à s'informer sur les réseaux sociaux numériques.

La responsabilisation des jeunes dans leurs usages numériques est donc un enjeu majeur d'éducation. Cette sensibilisation répond à un besoin fortement exprimé par la communauté éducative et les parents. Depuis 2010, ce programme Éducation aux Écrans propose aux lycéens et apprentis normands des ateliers de sensibilisation aux enjeux et problématiques d'Internet : réseaux sociaux, temps des écrans, identité numérique, droits et devoirs des internautes... Il a pour objet d'éduquer les jeunes aux usages raisonnés et critiques des écrans et s'insère de fait dans les thématiques du « Parcours citoyen » des établissements scolaires, dont il peut être un des volets.

La Région Normandie, en partenariat avec les Ceméa, le Rectorat de Caen, le Rectorat de Rouen, Canopé et la DRAAF pilotent ce dispositif. En 2018, le dispositif a concerné 8600 lycéens en seconde ou entrants en apprentissage. 73 établissements – 43 lycées, 13 CFA, 17 MFR – participent à l'opération. Les équipes éducatives de ces 73 établissements se mobilisent aux côtés de leurs partenaires pour une éducation aux écrans permettant à ces lycéens d'en faire un usage éclairé et citoyen. Un parcours spécifique pour les élèves de première : Rumeur, désinformation, théorie du complot. Après une phase d'expérimentation auprès de quelques classes, a été généralisé un parcours spécifique pour les élèves de première sur les enjeux de l'information. En parallèle de cette expérimentation, l'observatoire des pratiques numériques des jeunes du dispositif portait sur « l'inquiétude des jeunes sur les plateformes numériques et de leurs modalités d'information ».

Quelques extraits de l'observatoire

- Les réactions des jeunes face aux fausses nouvelles : la vérification des sources

Quand on leur demande quelles sont leurs réactions face aux fausses nouvelles qui les inquiètent tant sur internet (38% en LGT, 33% dans les filières pro, et particulièrement les filles 41 %), certain.e.s se souviennent des conseils donnés au collège, la nécessité de choisir des sources fiables, mais les réponses sont restées souvent évasives. En seconde LGT, Forest explique qu'il vérifie l'information quand elle vient des copains, il se rend alors sur le site de BFMTV par exemple pour contrôler.

- Méfiance vis-à-vis des médias et radicalisation cognitive

Sont apparus dans les entretiens, à plusieurs reprises, un haut niveau de méfiance vis-à-vis des médias. Nous avons vu précédemment qu'il est associé à une lassitude et une défiance vis-à-vis des hommes politiques et de leur capacité à résoudre les problèmes du monde. Il est également à mettre en relation avec la complexité de la situation et des modalités d'information des adolescents. C'est la confusion des sources et des contenus, en particulier lorsqu'ils arrivent sur les fils d'actualité, particulièrement chaotiques et opaques pour beaucoup d'adolescents, surtout dans les filières professionnelles.



CINÉMA ET ÉDUCATION

Les Ceméa mettent en oeuvre le Prix Jean Renoir des lycéens

Le Prix Jean Renoir des lycéens est attribué par un jury de lycéens à un film choisi parmi sept films pré-sélectionnés par un comité de pilotage national composé de représentants de la Dgesc (Ministère de l'Éducation nationale), de l'Inspection générale de l'Éducation nationale, des Ceméa, du CNC et de la Fédération nationale des cinémas français. Il cherche à éveiller et à entretenir chez les lycéens un intérêt pour la création cinématographique contemporaine et à encourager chez eux la formulation d'un jugement raisonné sur les œuvres, l'échange et la confrontation avec d'autres jugements. Pratiquer une activité de critique est non seulement une excellente occasion de développer des compétences d'écriture et de maîtrise de la langue française, mais aussi de prendre du recul par rapport au premier ressenti que peut susciter un film en se plaçant du côté de l'analyse. Les Ceméa sont les opérateurs de ce projet depuis 2017. En 2018, c'est le film *Petit Paysan* de Hubert Charuel qui a obtenu le Prix, lors d'une rencontre nationale qui a rassemblé plus de 150 jeunes avec leurs enseignants au lycée Louis Legrand à Paris. Deux jours de délibération pour les lycéens désignés par leurs collègues pour représenter leur classe, après une rencontre avec les équipes des films. 54 classes de toutes la France ont participé au Prix Jean Renoir des lycéens. En 2019, les lycéens ont décerné le Prix Jean Renoir au film *L'heure de la sortie* de Sébastien Marnier.



Accompagner les jeunes dans un projet de web-journalisme

Les compétences nécessaires pour accompagner des jeunes sur un projet à dominante médiaweb sont à identifier. Il s'agit davantage de les accompagner dans un espace où ils construiront un projet personnel, que d'animer des ateliers techniques autour du numérique. Chaque étape de la chaîne de traitement d'un sujet, de l'intention à la publication, est un prétexte pour aborder des questions de fond concernant les droits et devoirs d'un.e internaute. La démarche journalistique structure le collectif en s'appuyant sur la rigueur de l'information, le travail d'équipe, les règles éthiques de publication et l'engagement des auteur.e.s. Les diverses expériences menées dans les régions ont largement mis en évidence l'envie des jeunes d'explorer les alternatives possibles au tout Facebook, Snap, Instagram, Google et leur facilité à adapter leur attitude en passant de l'espace privé à l'espace public. Pour répondre à cette demande de découverte d'autres « philosophies du web » que les espaces commerciaux dominants, le choix d'utiliser autant que possible des environnements numériques libres prend ici tout son sens. C'est une convergence des valeurs portées par l'univers du libre en lien avec celles de l'Éducation populaire et l'Éducation nouvelle. Le projet initial s'inspire des animations de médias de proximité, télé, radio, journal... impliquant les citoyen.ne.s, les habitant.e.s d'un quartier dans la dimension prise de parole, participation à un projet collectif. Le projet « Jeunes-Médias- citoyens » se décline sous des formes variées, co-construites avec des partenaires et selon les réalités des territoires à l'exemple de l'action Webjournalistes au festival international du film d'Éducation. En lien avec le projet des établissements scolaires partenaires, les Ceméa y accueillent des jeunes ne bénéficiant pas de programme culturel dans leur scolarité, en immersion dans le festival, dans un environnement favorisant une mixité, une coopération entre jeunes issus d'autres établissements scolaires et échange de pratiques numériques.

*François Laboulais - Responsable du pôle Médias, numérique, éducation critique et engagement citoyen,
Association nationale des Ceméa - VEN 571 – juillet 2018*



Des projets « journalisme » à l'atelier relais de Grand-Couronne

Les Ceméa de Normandie sont investis depuis de nombreuses années à l'Atelier Relais de Grand-Couronne (76). Ce dispositif de l'Éducation Nationale vise à réduire la démotivation et le décrochage scolaire de collégiens et collégiennes de l'agglomération rouennaise. Ces élèves prennent alors part au dispositif pendant cinq semaines dans un petit collectif.

L'action des Ceméa à l'Atelier Relais de Grand-Couronne s'inscrit à travers différents projets menés en collaboration avec d'autres acteurs de l'éducation populaire : des projets autour de la cuisine et de l'alimentation, des projets autour du théâtre et de la lecture, des projets autour de la robotique et enfin des projets journalisme.

Le projet journalisme s'articule en cinq séances. Durant la première séance, les jeunes réfléchissent ensemble à des sujets qu'ils et elles souhaiteraient traiter. Le choix de ces sujets est libre. La deuxième séance permet aux élèves de préparer une rencontre avec un interlocuteur repéré pour aborder la thématique retenue. Les élèves se documentent, débattent de la thématique et préparent la menée d'une interview. Lors de la troisième séance, selon les sujets abordés, les jeunes effectuent une sortie pour aller à la rencontre de l'interlocuteur (sur son lieu de travail ou dans un lieu propice à une visite) ou le reçoivent au sein même de l'Atelier Relais. Les deux dernières séances servent ensuite à revenir sur l'interview, à retranscrire ce qui le mérite et à choisir des photos d'illustration afin de rédiger un article mis en ligne sur l'Espace Numérique de Travail de l'établissement.

Le choix des sujets traités lors des ateliers journalisme relève uniquement des élèves ; le panel des articles déjà rédigés ces dernières années est très riche ! De l'interview d'un rappeur rouennais à la visite d'une caserne de sapeurs-pompiers ou d'une usine fabriquant des bonbons, à la rencontre de hockeyeurs et de rugbymans professionnels, en passant par le Maire d'une municipalité, à la découverte du métier de pâtissier, de conducteur de métro ou de vétérinaire... Autant de manières d'amener les élèves à prendre plaisir à être curieux et à partager leurs découvertes à l'écrit et en images.

Images, médias, des projets sur tous les territoires...

• Pendant le festival de cinéma de Douarnenez

À noter la participation active des Ceméa de Bretagne à la Commission jeunes public qui définit le projet d'accueil jeunes publics pendant le festival. Dans ce cadre, les Ceméa ont accueilli 13 ACM, ce qui correspond à 681 entrées à des expos et dans les salles de cinéma, participations à des ateliers ; de plus près de 600 entrées spectacles ont vu les enfants en accueil individuel, découvrir des films dans le cadre du festival.

• Éducation aux médias à l'école primaire en Ardèche

Les Ceméa Rhône-Alpes sont intervenus auprès de trois classes à l'école publique primaire Clotilde Habozit à Privas (07) sur la thématique « Écran et sommeil, quelle action éducative ? ». 75 élèves ont pu bénéficier de cette action de sensibilisation pour une utilisation des écrans adaptée à leur âge. Un café pédagogique à destination des parents a complété cette journée mise en place en partenariat avec le Secours populaire de la Fédération de l'Ardèche.

• Une convention signée avec la CAF du Calvados

Une convention signée avec la CAF du Calvados amène les Ceméa de Normandie à intervenir auprès des éducateurs investis dans le cadre du programme « Promeneur du net », réseau de veille éducative sur les réseaux sociaux. Les Ceméa accompagnent la mise en place du dispositif en lien avec la Maison des Ados 14 qui coordonne le dispositif. Il en va de même pour le réseau PDN 50. Les Ceméa sont intervenus au Centre social d'Ifs (14) pour former l'équipe à l'animation d'un atelier informatique. Outre la technicité du contenu, il s'agissait avant tout de se poser la question de la transition numérique pour des publics éloignés, de la nature du projet pour des personnes qui viennent chercher un lien social.

• Dans le département de la Manche « On en Parle »

En 2018, les Ceméa ont expérimenté la mise en place de l'action « Internet On En Parle ». Cette demande du Conseil départemental répondait à la nécessité de mettre en place dans des collèges des temps de réflexion et de mise en œuvre autour des écrans (Fake news, je publie ou non, respect de la vie privée, comment je me protège...). Trois collèges (13 classes) ont participé à l'expérimentation à raison de 4x1h par classe. L'action s'est adressée aux classes de 5ème et a été totalement financée par le Conseil départemental de la Manche.

• À Lormont en Aquitaine

Un partenariat entre la mairie et les Ceméa perdure sous la forme d'une expérimentation pédagogique autour d'ateliers « éducation aux médias ». Suite au succès de l'action qui dure depuis trois ans maintenant, les Ceméa ont poursuivi avec la mairie ce partenariat et prolongé cette expérimentation en 2019.

• En Occitanie

- Trois actions d'animation sur des stages de citoyenneté à la Protection Judiciaire de la Jeunesse à Montauban. Cette action a donné lieu à la création d'un journal réalisé par les mineur.es placés.es sous main de justice.

- Quatre actions d'animation sur des stages de citoyenneté ont été organisées avec les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation de Montpellier sur la thématique « Education aux Médias ».

- Une formation des directeurs de colonies de vacances du CCAS de l'énergie sur ASMEG sur la thématique « les écrans et les jeunes. »

- Une journée de formation et d'intervention pour la formation Cap Métier de Lunel : prise de conscience de l'envahissement du numérique et de l'influence de la publicité sur l'image de soi.

• En Pays-de-la-Loire

- Intervention dans la Ville du Mans. Les Ceméa coordonnent une action médias avec les Francas, la FAL 72 et les Petits Débrouillards. Le public cible : les élèves des écoles élémentaires.

- Intervention sur les médias sociaux : éducation critique aux médias, prévention sur les usages, prévention harcèlement, médias sociaux. Le public principal, des collégiens et des lycéens. Le nombre d'interventions sera démultiplié en 2019 et 2020, les Ceméa ayant obtenu une réponse positive sur un appel à projet avec le Conseil départemental de Loire Atlantique.

• En Grand-Est

- Formation du Conseil municipal des Enfants de Schiltigheim : « Éducation critique aux médias ». Ces jeunes conseillers et conseillères ont un rôle fondamental dans le relai de l'information mais aussi dans la sensibilisation au regard critique auprès de leurs pairs. Ainsi, la Maison du Jeune Citoyen a fait appel aux Ceméa pour qu'un travail de réflexion soit engagé avec ces jeunes élu.e.s. Il était intéressant qu'ils et elles soient le relai auprès des pairs via la MJC mais aussi au sein de leurs établissements scolaires sur la ville de Schiltigheim. La formation a porté sur le décryptage de l'information et la lecture d'images fixes et animées pour en déjouer les manipulations.

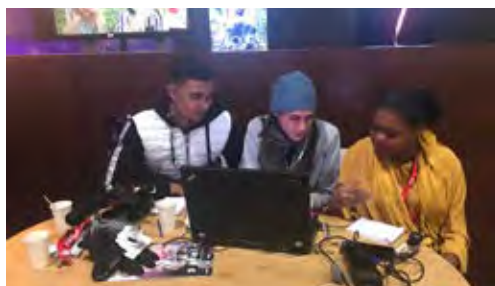
- Projet de vidéo et harcèlement au collège Vauban

Les actions de sensibilisation sur le cyber harcèlement et l'usage des réseaux sociaux se sont poursuivies, cette fois encore dans toutes les classes de 6ème et de 5ème du collège. Les classes qui rencontraient des problèmes de relations entre jeunes ont pu bénéficier d'une seconde intervention adaptée spécifiquement à la problématique du groupe classe. Ce projet est réalisé en étroite collaboration avec les éducateurs et éducatrices de Vilaje et un intervenant audiovisuel, ainsi que les professeur.e.s du collège et a pour objectif de travailler à l'amélioration du climat scolaire au sein de l'établissement. Pour l'année scolaire 2018-2019 a été choisie l'option d'une semaine « école ouverte » durant les vacances de février qui a permis de travailler la cohésion et la dynamique de groupe en plus du langage audiovisuel et de la construction d'images, toujours sur la thématique du harcèlement.

Groupe de créations vidéos : 3 jours ; 8 participants, soit 245 journées/participants. Sensibilisation en classes de 6ème et 5ème : ½ journées ; 604 participants, soit 302 journées/participants.

• À Mayotte

Ateliers et activités autour des médias avec les jeunes à Mayotte. Création de vidéos (vidéomaton), création de films (courts métrages réalisés avec et pour des jeunes), projections animées de débats auprès de 78 jeunes à Passamaity, Loni, Chiconi et Mamoudzou avec 14 encadrants.



DÉVELOPPEMENT

Déploiement d'actions « Médias numérique, éducation critique et engagement citoyen » en Polynésie

Depuis 2017 et tout au long de l'année 2018, les Ceméa de Polynésie ont inscrit cette dimension de travail dans leurs priorités de développement par la formation de leurs responsables, par la mise en place de premières actions (semaine de la presse et des médias à l'école, ateliers d'éducation à l'image, sensibilisation à des usages responsables d'internet et des réseaux sociaux, édition des échos du festival international du film d'éducation, ...).

En 2019, avec le soutien de la DGSE (gouvernement de Polynésie), l'appui du Ministère des outremer et d'autres institutions de l'Etat en Polynésie, en lien avec les collectivités territoriales et en appui sur le pôle national médias des Ceméa France, ce projet va se déployer répondant à plusieurs axes : mise en œuvre d'action d'éducation au et à l'information, en complémentarité de l'école, de formations à l'attention d'un public diversifié (enseignants, animateurs péri-scolaires, parents, ...), afin de faciliter l'accès à la culture numérique pour tous.

Trois actions sont prévues :

- Un dispositif Éducation aux écrans pour les lycéens en lien avec le parcours citoyen des établissements scolaires (parcours en 4 étapes).
- La participation à la Semaine de la presse dans les médias à l'école (atelier ludique et esprit critique face à l'information).
- La troisième édition des Echos du Festival international du film d'éducation projections et ateliers d'éducation à l'image).



Culture, Cinéma, Justice, à travers les Ceméa en Occitanie

Les Ceméa Occitanie continuent à œuvrer dans ce sens par le biais d'actions autour de l'éducation aux médias, par des interventions auprès des stagiaires en formation aux Ceméa autour de leurs représentations du milieu carcéral ainsi que par l'accompagnement de volontariat de service civique au sein du Service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault. Plusieurs actions ont été proposées dans le cadre du Festival International du Film d'Education, organisé par les Ceméa Occitanie. Tout d'abord, les jeunes de l'atelier radio du STEI de la PJJ de Montpellier, comme chaque année, avec une éducatrice, ont élaboré des critiques radiophoniques des courts métrages sélectionnés dans la programmation du festival. Elles ont été diffusées à la suite des projections des films afin de susciter le débat. Enfin, une projection-débat du documentaire « L'atelier de conversation » a eu lieu au sein de la Maison d'arrêt de Nîmes, le 18 octobre 2018. Les personnes détenues ont pu visionner le film en présence de Raphaël Casadesus bibliothécaire et protagoniste du film. Cette projection a été intégrée à une semaine organisée dans le cadre de l'éducation aux médias au sein de la Maison d'arrêt.

Le capitalisme de surveillance



S'interroger sur le capitalisme de surveillance, c'est comprendre comment ces grands groupes comme Google, fonctionnent et comment le marché qu'ils dessinent, relève à la fois de la concentration des capitaux et des données. Il faut penser ce concept du capitalisme de surveillance au-delà de l'espionnage de nos vies via les médias sociaux et leur instrumentalisation policière ou politique. En effet, les firmes ne sont pas intéressées par ce que nous faisons de bien ou de mal, de moral ou d'immoral, de légal ou d'illégal. Elles sont intéressées par un monitoring des traces de nos quotidiens pour en inférer des modèles. Cette surveillance est essentiellement celle de ce qu'il y a de plus inintéressant dans nos vies, ce qu'il y a de moins personnel, et pourtant ce qui fait que nous nous ressemblons et donc ce qu'il y a de plus collectif : notre quotidien. Pas nos identités, pas nos goûts ni nos orientations personnelles, non : la banalité. Si les acteurs économiques investissent dans les big datas, ce

n'est pas pour mieux connaître nos besoins et produire des biens et services censés y répondre, c'est pour créer des comportements, des procédures auxquelles nous nous conformons de manière à consommer des produits déjà prêts, déjà-là. Nos comportements deviennent prédictifs et les grandes firmes agissent dessus, les orientent, les transforment.

Christophe Masutti

*Docteur en histoire des sciences - Administrateur de l'association Framasoft
VEN 571 – juillet 2018*

■ Agir pour une éducation critique et citoyenne des médias par la mise en œuvre de projets de formation en direction des adultes « impulseurs » de projets de jeunes

L'enjeu est d'essaimer les pratiques citoyennes sur les réseaux numériques et de répondre à l'objectif que « tout jeune doit vivre plusieurs fois dans son parcours de vie (de 8 à 18 ans) des situations d'éducation aux médias et à l'information ». L'introduction de modules de formation (ciblés) sur les médias dans toutes les formations volontaires ou professionnelles initiales, reste une priorité. Celle-ci doit se faire en complément d'une offre permanente de formation continue des professionnels, personnes ressources « conceptrices » de projets « médias », positionnés dans les projets associatifs des structures. Le bilan 2018 fait apparaître un renforcement, dans une logique de développement, de ces actions de formation de porteurs de projets d'éducation aux médias et à l'information ou liés au numérique.

- On le retrouve dans les formations des animateurs (cf. filières Jeunesse et animation, volontaire et professionnelle, plus de 30 stages sur tout le territoire hexagonal et outremer), à travers des modules spécifiques (sur tout le territoire hexagonal et outremer) ou dans des projets particuliers. Notamment à travers le projet D-Clics numériques (7 parcours de formation, conception d'outils pédagogiques, sous forme de guides pour l'animateur : Vidéo et numérique, Médias sociaux, Coding et Jeux vidéo, blogs,...) qui a participé à la formation de centaines d'animateurs sous forme de modules thématiques de deux jours de formation. Sans oublier, la poursuite de l'implication des Ceméa dans le dispositif « Promeneurs du Net » de la Cnaf.

- Un travail engagé avec les médiathèques. Il s'agit de travailler ensemble pour la diffusion d'une éducation critique aux médias et pour renforcer la sensibilisation des parents aux problématiques des pratiques numériques des enfants et des jeunes. Les propositions des Ceméa se construisent autour de modules de formation des personnels.

- On peut citer le travail de formation des éducateurs et porteurs de projets « jeunes » du réseau de la PJJ : formation initiale des stagiaires éducateurs de l'ENPJJ, voir encadré p. 83, formation continue des éducateurs PJJ.

- L'année 2018, mais au-delà l'année 2019, a vu se poursuivre le renforcement des actions en lien avec le Ministère de la Culture, sur la dimension éducation à l'information notamment

dans le contexte de la présence importante de fausses informations, de désinformation sur les plates-formes numériques fréquentées par les jeunes. Un travail de conception d'un module de formation des acteurs a été conduit, en appui sur une formation de formateurs (Cf. p. 81). Des outils pédagogiques complémentaires ont été conçus (cf. p. 115).

- La formation d'enseignants et de personnels éducatifs s'est également renforcée, étroitement articulée à des actions directes d'animation de parcours d'éducation aux médias et à l'information pour les élèves. On peut citer notamment le projet important et unique en France mené en Normandie, en partenariat avec le Conseil régional, les Rectorats de Caen et Rouen, la DRAAF et Canopé, « Éducation aux écrans » qui dans sa dimension formation s'est traduite par la mise en place d'une dizaine de stages de formation, ayant accueilli plus de 120 enseignants, formateurs des CFA ou des MFR, formateurs d'organismes d'insertion des jeunes...

- Le travail avec les parents a continué à être renforcé ; ont été réalisés de nombreux cafés « parents », des cafés citoyens en Pays de la Loire, Nord-Pas de Calais, Rhône-Alpes, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Picardie, Normandie, Ile-de-France, La Réunion, Mayotte, Guadeloupe, Martinique..., notamment en appui sur les films « C'est gratuit pour les filles », « I follow you », issus du Festival international du film d'éducation et des guides « Parents » ou « la famille tout écran » édités respectivement dans le cadre du programme Internet sans crainte ou par le Clémi. Deux guides auxquels les Ceméa ont activement contribué. Les Ceméa engagent un travail approfondi avec la CNAF sur cette question.

- Les Ceméa ont également poursuivi leur travail sur les outils, notamment issus du monde du libre, à destination des structures associatives. Il s'agit pour les Ceméa de promouvoir ces outils à travers notamment une boîte à outils éthique. Cette action est menée en partenariat avec l'association Framasoft. Les Ceméa ont mis en place une formation de leurs formateurs pour que les Ceméa développent ces actions de formation en 2018-2019, à destination des équipes de diverses associations.

Ces actions ont concerné plus de 2 000 personnes en formation et plus de 1 000 parents.

PRIS SUR LE VIF

Les Promeneurs du Net dans le Doubs

Il s'agit de la suite en 2018 de ce projet lancé en 2017. Les Ceméa ont accueilli huit stagiaires pour sept journées de formation. Le groupe de stagiaires était composé d'animateurs jeunesse travaillant dans différentes structures du Doubs (les Francas, la ville de Besançon, l'association PARI, la MJC des Clairs Soleils). Le projet présenté et validé par la CAF du Doubs attribuait, dans les contenus, une place importante aux implications pédagogiques et politiques de la parole portée sur les réseaux par les promeneurs du net. L'idée était bien de ne pas former des promeneurs de Facebook, mais des animateurs capables de porter, sur « les internets » une parole éducative cohérente avec les valeurs portées au quotidien par leurs structures. Les participants ont lu, regardé, débattu, pratiqué, expérimenté. Chacun a ainsi pu constituer son positionnement afin d'appréhender cette nouvelle mission de Promeneurs du net.

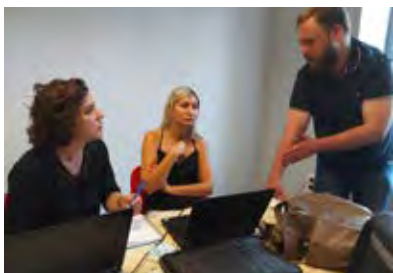




Des modules de formation aux Activités de Médiation Éducative à l'ENPJJ : les ateliers d'éducation à l'image

Dans le cadre du partenariat national entre les Ceméa et l'École Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, un module de formation «Activités de Médiation Éducative» est dispensé aux stagiaires de première année depuis 2016.

De part sa situation géographique, le pôle éducation aux médias des Ceméa Nord-Pas de Calais a été associé à cette démarche depuis sa mise en place et assure le déroulé de ce module. Les étudiant.e.s en première année se voient proposer différents parcours d'Ateliers de Médiation Educative dont l'atelier « Education à l'image ». Ce parcours d'ateliers s'appuie sur des pratiques d'éducation aux médias, à l'information et à l'ère du numérique, dans leurs dimensions critiques, de décryptage, de compréhension de la fabrication et diffusion des contenus sur Internet. En 2018, un premier groupe de dix stagiaires a choisi cet A.M.E qui se décomposait en dix séances. Chacune d'entre elles comprend des apports théoriques, des mises en situation de pratique d'activité et des temps de partage de ressources pédagogiques permettant aux stagiaires de mettre en place des ateliers sur leurs terrains d'application. Les étudiant.e.s pratiquent ainsi différentes activités liées à l'image et aux médias, échangent, notamment sous forme de débats, sur la place de l'image, des médias et du journalisme aujourd'hui. Ils.elles sont invité.e.s à mettre des ateliers en place sur leurs lieux de stage avec leur public. Cela permet des allers retours entre les contenus vus et la mise en œuvre concrète sur le terrain. En fin de module, les stagiaires, par binôme, mènent un temps d'activité liée à la thématique de l'A.M.E. à destination d'autres stagiaires ou d'un public extérieur. Pour l'année 2018-2019, cet atelier a de nouveau été proposé aux stagiaires et huit d'entre eux se sont inscrits sur celui-ci. Les Ceméa, en lien avec les demandes émanant de l'ENPJJ, ont accentué la formation en 2019 sur les médias de l'information, les mécanismes de rumeur et de théories du complot.



Framasoft et l'Éducation populaire

Ce que Framasoft a su démontrer, ce n'est pas tant quelles solutions peuvent être utilisées collectivement pour « remplacer » celles proposées par les géants du web. C'est, comment et par quelles méthodes, de telles solutions peuvent concrètement être mise en œuvre par les citoyens. À des solutions mondialisées et monopolistiques, on peut proposer des solutions localisées et déconcentrées. À un manque de confiance, on peut répondre par des formes finalement très classiques de contractualisation, de manière collective... Framasoft et les autres associations libristes ne peuvent répondre seules à ce genre de questions : les structures d'Éducation populaire ont aujourd'hui ce rôle à jouer, en plus du reste. Presque tout est encore à inventer, et tout particulièrement les supports pédagogiques et les méthodes de formations.

*Christophe Masutti
Docteur en histoire des sciences. - Administrateur de l'association Framasoft
VEN 571 – juillet 2018*



Pour une éducation critique aux médias et à l'information

Former les acteurs éducatifs : animateurs socioculturels, éducateurs, enseignants

Construire une proposition d'éducation critique aux médias de l'information nécessite une compréhension de l'information, des mécanismes de désinformation, des fake-news et autres théories du complot. Cela nécessite aussi une réflexion et une connaissance du rôle que jouent les plateformes numériques dans la sélection et le partage des informations, du rôle de la presse et des contextes de travail des journalistes aujourd'hui, des cadres existants de régulation et une connaissance du rapport des jeunes à l'information...

Pour aborder ce vaste chantier, le Pôle Médias, Numérique, Éducation critique et Engagement citoyen s'est organisé autour d'un groupe de travail dont l'objet est de confronter et d'enrichir les réflexions et les pratiques issues du réseau Ceméa, (dont les territoires d'outre-mer). Ce groupe de travail mutualise des démarches et les transpose aux différentes actions (scolaires, adultes en formation, acteurs de l'animation et du social, parents...) que les Ceméa mènent à l'échelle des territoires, en réponse à des projets nationaux ou européens.

Des rencontres professionnelles à Bruxelles (Erasmus+)

Dans le cadre du dispositif Erasmus+, les Ceméa ont organisé une rencontre professionnelle sur l'éducation critique aux médias et à l'information (EMI) à Bruxelles. Ce séjour d'étude à Bruxelles poursuit l'ambition des Ceméa, de continuer leurs travaux sur l'éducation aux médias de l'information, en associant des partenaires européens.

Une formation nationale de formateurs

Dans le cadre du projet « Actions d'éducation aux médias et à l'information » en partenariat avec le Ministère de la Culture, le Pôle national Médias, Numérique, Éducation critique et Engagement citoyen, a organisé un séminaire national (janvier 2018 à Amiens) de formation de formateurs dont l'objectif premier était de croiser les regards sur les rapports à l'information, les besoins de formation des publics identifiés, de questionner le journalisme à l'heure des réseaux sociaux et de réaliser un état des lieux des pratiques. Ce temps de travail a regroupé 15 militants formateurs du réseaux des Ceméa (Picardie, Nord Pas de Calais, La Réunion, Paris, Pays de la Loire, Occitanie, Normandie), avec la participation de quelques partenaires invités : Martin Culot (médias-animation-Belgique) co-auteur du site theorieducomplot.be, Sophie Jehel (Université Paris 8 Saint-Denis – Chercheure au Laboratoire CEMTI), Valérie Rohart (Journaliste de l'agence Sepium), Delphine Schram (en charge du développement de la plateforme ERSILIA de l'association LE BAL). Deuxième objectif, organiser l'apport de compétences et d'outils aux éducateurs, aux animateurs, aux médiateurs culturels du territoire, pour accompagner des adolescents (et autres publics) dans l'analyse d'images, la prise de recul et le discernement, le développement de leur esprit critique, mais surtout leur compréhension du monde au travers des médias d'information, dans un contexte de désinformation, de théorie du complot. Suite à ce séminaire de formation, les formateurs ont essaimé des formations selon leurs réalités de terrain, en appui sur des partenariats existants ou sur de nouveaux, créés autour d'enjeux partagés sur l'éducation critique aux médias et à l'information.

Rencontre avec Média Animation

Média Animation emploie environ 40 personnes au sein de deux pôles d'activité ; un pôle Éducation aux médias et une agence de communication. Pour Médias-Animation, « Notre approche c'est d'avoir une ambition large pour aborder l'éducation aux médias. Nous distinguons : les médias d'information et les médias de fiction (cinéma, jeux vidéo, pop culture). Nous rajoutons dans cette approche toutes les pratiques populaires – usages des réseaux sociaux, partages communication... »

Deux axes caractérisent leur action, l'analyse critique (formations thématiques, rapport entre média et genre, la publicité, l'argent...) et la création de médias par les gens.

Rencontre avec l'équipe Éducation aux médias de RTBF

Stéphane Hoebeke, juriste à la Direction juridique et responsable de l'éducation aux médias à la RTBF a accueilli la délégation des Ceméa, dans les locaux de la radio-télévision belge. L'objectif était de comprendre comment un média de l'information de service public, contribue à une éducation aux médias, particulièrement à l'ère de la désinformation. Grégoire Ryckmans, journaliste à la RTBF, a présenté des outils et méthodes utilisés pour vérifier les sources journalistiques.

Rencontre avec les Ceméa Belgique

Les Ceméa de Belgique, représentés par Alain Buekenhoudt et Chala Dam, ont engagé un questionnaire sur les enjeux éducatifs liés aux pratiques médias-numériques. Lors de ce temps, les Ceméa France présentent trois de leurs démarches éducatives et leurs ressources pédagogiques, transférables dans leur contexte d'intervention.

– Le dispositif régional en Normandie « Éducation aux écrans ».

– Le dispositif D-clics numériques et plus précisément son « Parcours vidéo ».

– Un parcours d'éducation aux médias de l'information et sa démarche de formation.

Ces diverses rencontres ont fait l'objet de mutualisation de pratiques et de partage de ressources. Les ressources de Médias-animation sont utilisées dans le cadre des parcours élèves et des formations d'adultes menés par les Ceméa France.

Ces deux temps forts, la formation nationale de formateurs et les Rencontres professionnelles avec les Ceméa à Bruxelles, ont permis de créer, de tester et de mettre en œuvre deux modules de formation : un module formation de formateurs et un module de formation d'animateurs (Kit de formation + ressources pédagogiques) intervenant auprès d'un public.

Ces outillages pédagogiques et création de ressources sont utilisables sous licence Créative Commons (CC).





Pour une éducation critique aux médias et à l'information

Retour sur quelques actions de formation

Une formation des acteurs éducatifs en Occitanie

Dans le prolongement de la formation nationale de formateurs, les Ceméa Occitanie ont mis en place une formation de 2 jours pour des acteurs éducatifs de leur territoire.

Elle s'est inscrite dans un cycle de formations ; 13 personnes ont participé à cette première formation, organisée et co-animée par une journaliste et deux formatrices des Ceméa.

La première journée proposait, un temps de positionnement sur les usages de chacun, questionnements, expériences. Combien de temps passez-vous devant les écrans ? Combien d'écrans avez-vous ? Comment vous informez-vous ? Cela a permis au groupe de faire connaissance par sa pratique autant personnelle que professionnelle. Ensuite, un temps de réflexion autour de questionnements communs, qu'est-ce que l'information ? Pourquoi en a-t-on besoin tous les jours ? À quoi nous sert-elle dans la vie quotidienne ? Puis un travail a été engagé sur la désinformation et la théorie du complot (comment s'informe-t-on dans le contexte de la désinformation), sur les divers liens entre information, démocratie, lois de référence, sur la liberté d'expression (droits et limites notamment sur les réseaux sociaux).

Un accompagnement des acteurs éducatifs de la Réunion

Les Ceméa de la Réunion ont animé une formation éducation à l'image et aux médias d'information du 8 au 10 avril à St Denis de la Réunion. Elle s'est inscrite dans le cadre du projet national des Ceméa « Jeunes médias citoyens », et a été soutenue par le Ministère de la Culture et la DAC de la Réunion. Le réseau Canopé / Clémi de Saint-Denis a accueilli cette formation, ce qui a contribué à faciliter les liens entre les divers acteurs locaux, une découverte et une appropriation du lieu et de ses ressources, un appui pour les projets à venir.

Ont participé à cette formation 12 personnes du territoire de la Réunion, animée par plusieurs formateurs des Ceméa.

Après un temps de positionnement sur les usages et divers questionnements, les participants ont partagé la nécessité d'être en mesure de créer les conditions de dialogue avec les publics visés, d'aborder sous un angle préventif les enjeux des principales problématiques liées aux réseaux sociaux numériques, à l'information et la désinformation, de proposer des alternatives aux comportements consuméristes, et de renforcer les pratiques citoyennes des jeunes dans leurs actions éducatives.

Se former et former, construire des projets pensés et partagés entre acteurs de la culture et de l'éducation populaire, se constituer un réseau de partenaires sur le territoire, sont des ambitions qui ont été partagés lors d'un temps commun d'échange de projets.



À la suite de ces actions de formation d'animateurs et d'éducateurs aux médias et à l'information, plus de 3700 jeunes fréquentant des MJC, des centres sociaux, CFA, MFR, des lycées pro et enseignement général, des lycées agricoles, des universités (en licence pro), des médiathèques, des structures PJJ, des services jeunesse des collectivités... ont bénéficié d'ateliers de production collective, de formation aux médias et à l'information, d'ateliers d'information, de débats critiques.

Des Ateliers du cinéma pour les jeunes en Normandie

Les Ceméa ont proposé une action en amont du Festival international du film d'éducation, « L'atelier du cinéma » ayant pour objet de proposer à des équipes de jeunes issus de structures associatives et établissements scolaires de s'exprimer au travers d'une réalisation cinématographique, sur des préoccupations de la vie adolescente, sur leurs perceptions de questions de société.

La démarche de « L'atelier du cinéma » est un séjour de 4 jours (deux séjours ont été organisés cette année, voir ci-après...), dans un environnement facilitant la création audio-visuelle, et une rencontre avec des professionnels du cinéma. Ces intervenants accompagnent les jeunes à l'écriture cinématographique et à la réalisation de leurs projets de fiction (jeux de lecture d'image, analyse filmique, écriture d'un synopsis et story-board, tournage, montage...). Six films courts ont été réalisés lors de ces deux master-class pendant 4 jours, une en Seine-Maritime, l'autre dans l'Eure. Ces films ont été présentés lors d'un forum des productions jeunes. Globalement 45 personnes ont participé à cet atelier des structures suivantes : MJC de Elbeuf, centre social de Dieppe, lycée Queneau d'Yvetot, centre social l'Ancre du Tréport, MJC de Eu. Les thématiques de cette année portaient sur l'addiction, les réseaux sociaux, la rumeur et la désinformation.

<https://vimeo.com/manage/albums/4847191>

C'est dans le prolongement de cette action, qu'une partie des jeunes participant à cette action (la MJC de Eu, et le Centre social l'Ancre du Tréport), ont organisé et présenté leurs films lors d'une soirée projection dans une de leurs structures. D'autres jeunes locaux, des élus associatifs, des parents, des représentants de la Communauté de Commune des Villes sœurs et des équipes d'animation ont échangé ensuite avec les jeunes réalisateurs et réalisatrices.

Les films sont visibles sur le site Jeunes-médias-citoyens.

<https://jeunes-medias-citoyens.cemea.asso.fr/2019/02/des-films-sur-des-sujets-de-societe-realises-et-presentes-par-des-jeunes-normands/>

E-book émissaire

Des textes lointains, nous racontent comment la pratique ancestrale charge symboliquement un bouc des fautes des hommes et l'envoie dans le désert les débarrassant ainsi de leurs responsabilités. C'était le fameux et si commode « bouc émissaire »... Nous assistons actuellement à une attaque en règle des adultes, contre les écrans pervertissant notre jeunesse. Leurs anathèmes s'appuient sur des situations de la vie quotidienne vécues et constatées, mais également sur des données scientifiques. Aussi, lorsque le ministère de l'Éducation nationale annonce qu'il va interdire le portable dans les établissements scolaires, une majorité d'adultes applaudissent... Mon propos n'est pas de me satisfaire de la situation actuelle dans laquelle de nombreux enfants et jeunes ont développé une dépendance aux écrans. Mais il me semble injuste de faire porter à ces objets technologiques le poids de nos carences éducatives et sociétales. Le téléphone portable est un outil merveilleux, qui permet d'être en communication et d'échanger avec les autres quelles que soient les distances. Il donne aussi la possibilité d'accéder à des connaissances innombrables. Il me semble que les dérives, que nous constatons actuellement, dans son utilisation, renvoient à des problématiques qui dépassent largement ces objets en eux-mêmes... et interrogent sur la place des enfants dans notre société.

Olivier Ivanoff, enseignant, rédacteur en chef de VEN
VEN 572 – octobre 2018

■ Production de ressources pédagogiques, veille documentaire et lien avec la recherche



• **Les Ceméa réaffirment l'enjeu d'une proximité avec les travaux issus de la recherche**, leur permettant d'être au plus près des réponses éducatives et culturelles à mettre en place.

Cela se traduit par l'adossement à leurs travaux menés en Normandie, d'un Observatoire des pratiques numériques des jeunes, animé par Sophie Jehel, chercheuse à Paris 8. En 2018-2019, une étude qualitative a été menée auprès d'une soixantaine de jeunes. Elle sera diffusée fin 2019 et porte sur les relations affectives des adolescents et les réseaux socio numériques.

Les Ceméa entretiennent ainsi des relations partenariales permanentes avec des équipes de chercheur(e)s des Universités Paris Sorbonne, Paris 8, Paris 13, de l'Université d'Angoulême/Poitiers (Centre européen des produits de l'enfant), de l'ENS de Cachan, avec le Clémi et le réseau Canopé. C'est dans ce cadre que les Ceméa interviennent dans des modules de formation Master2 des universités de Paris 13 (Dynamiques culturelles) et Poitiers-Angoulême (Management des produits de l'enfant). Des travaux également de veille ont été menés sur les objets connectés et les écrans chez les jeunes enfants. Les Ceméa ont également participé comme intervenants à différents séminaires notamment du ministère de l'Éducation nationale ou du ministère de la Culture.

• **De nouvelles applis.** Les applis sont très utilisées par les jeunes ; les Ceméa ont ainsi choisi de diversifier leurs supports, en s'engageant dans la conception d'applis pédagogiques pour smartphone : réseaux sociaux, une application pour l'éducation critique « Je publie... » et une application Ciné-critique qui s'inscrit au cœur du projet citoyen de l'éducation populaire, d'apporter une éducation critique au regard (cf. présentation p 115).

• **Les ressources proposées sont éditées et disponibles en ligne.** Le site « Enfants, Écrans, Jeunes et Médias » est mis à jour régulièrement et constitue un outil de ressources et de veille sur les questions du numérique et de l'éducation aux médias et à l'information. Il comprend plusieurs centaines de documents pluri-médias... [www.http://enfants-medias.cemea.asso.fr](http://enfants-medias.cemea.asso.fr). Un site spécifique lié à l'action Éducation aux écrans a également été créé en 2017 et se redéveloppe en 2019, educationauxecrans.fr, en partenariat avec Canopé Normandie. Depuis décembre 2018, l'ensemble des ressources pédagogiques proposées par les Ceméa, sont disponibles sur leur médiathèque en ligne Yakamédia. Sur

la question des médias et du numérique, existent deux rubriques thématiques, dans l'univers Animer (Activités autour des médias et du numérique) et dans l'univers Comprendre (Numérique, média et éducation citoyenneté) yakamedia.cemea.asso.fr

• **Les publications ainsi conçues par les Ceméa** ou auxquelles les Ceméa ont contribué dans des dynamiques de partenariat, sont mises à disposition des animateurs ou de publics larges. On peut citer les Applis (cf. ci-dessus), la nouvelle plaquette *Etre citoyen dans la société numérique* réalisé en partenariat avec l'association *Savoir Devenir*. Les Ceméa, via le Collectif Enjeux e-médias sont partenaires de la nouvelle série *Les clés du numérique*, conçue dans la même dynamique éditoriale de la précédente *Les clés des médias*. D'autres publications sont toujours utilisées : les dossiers « Activités audiovisuelles, multimédias et numériques », les « Humanités numériques » et « Jeunes et numériques », des guides à destination des parents, notamment La *Famille tout écran* édité par le Clémi, un guide éducation, un guide *Informé sans être journaliste*, des dossiers thématiques (sur le harcèlement via les plates formes numériques, sur l'information et les jeunes, etc.), des scénarios de séquences d'animation en appui sur des applications interactives, des vidéo-interactives, des expositions (Réseaux sociaux, Consommation citoyenne, etc.), des films « C'est gratuit pour les filles », « I Follow you » soutenus dans le cadre du Festival international du film d'éducation, les films courts issus de la *Famille tout écran*, une plate-forme de e learning sur les usages responsables d'internet conçue dans le cadre du programme « Internet sans crainte ». Le projet « Déclic numérique » a intégré également la conception d'outils pour l'animation de parcours d'éducation au numérique et aux médias (plate-forme en ligne, mallettes, 7 guides thématiques disponibles en ligne, etc.).

• **Des conférences-films et des articles de référence sur les jeunes et les médias** ont été réalisés et sont diffusés sur la médiathèque éducative Yakamédia des Ceméa et sur le site « Enfants Ecrans, Jeunes et Médias ». À noter comme chaque année la participation des Ceméa à un séminaire de recherche organisé par l'Université Paris 8, sur l'éducation aux médias et à l'information. En 2018 et 2019, la poursuite de la réalisation de ressources sur l'éducation à l'information, aux images et au cinéma, avec l'appui du Ministère de la Culture, renforcent les outils à destination des animateurs.

Il est urgent d'être vigilant.e.s dans le choix de nos outils numériques

Il est pourtant encore temps de réagir, de reprendre le contrôle, tout simplement en privant ces compagnies (et souvent les états eux-mêmes) du précieux objet que sont nos données, ces fameuses « data ». Soyons vigilant.e.s dans le choix de nos outils numériques en n'utilisant que ceux qui respectent effectivement notre vie privée, agissons en citoyen.ne.s éclairé.e.s en imposant à nos gouvernant.e.s l'utilisation, tout au moins dans la sphère publique, de logiciels, de services, d'algorithmes dont le code est libre et ouvert et qui ne sont pas connectés à des tiers peu scrupuleux. Quant à nous, acteurs.trices de l'Éducation populaire, de l'Éducation nouvelle, il nous faut continuer sans relâche à sensibiliser, à multiplier les actions « d'éducation critique aux médias » afin de donner à chacun.e les moyens de comprendre et d'agir en citoyen.ne éclairé.e. Le numérique n'est pas qu'un objet technique. Il est aussi politique, éthique, parfois même philosophique et donc objet d'Éducation populaire. Il est de notre devoir de permettre aux citoyen.ne.s d'inventer le futur numérique que nous voulons, pas celui qu'on nous laissera.

Pascal Gascoin - VEN 571 – juillet 2018



Quelques conclusions de l'Observatoire des pratiques numériques des jeunes en Normandie, en 2018



Le rôle des réseaux sociaux est écrasant dans l'accès à l'information : pour 82% des adolescents ils constituent la première source d'information. Mais les adolescents nourrissent aussi beaucoup de méfiance vis à vis de ce qui peut circuler sur les plateformes des RSN. La télévision est présentée comme une source d'information pour 82%, à égalité avec les réseaux sociaux. Pour comprendre et vérifier l'information, la grande majorité s'appuie sur la télévision comme source la plus fiable (45%). Le contexte de relation à l'information est marqué par une forte insécurité. Etant alimenté en information de façon privilégiée par les RSN, et nourrissant un sentiment de méfiance vis à vis des informations qu'ils diffusent, la position des adolescents est inconfortable, marquée par la diffusion d'un halo de doute.

Sur la base de ces réalités, propositions de quelques pistes d'action

- La connaissance des règles de la production journalistique peut favoriser une meilleure intériorisation des réflexes de vérification de l'information... Il serait important de rappeler aussi des règles élémentaires de comportement sur les RSN : éviter de partager, de liker, de recommander et même de cliquer sur certaines vidéos. De distinguer les phénomènes de désinformation et de propagande des phénomènes de mésinformation, en mettant à la portée des adolescents les chartes des journalistes et les règles de la déontologie.
- Un apprentissage des logiques de circulation de l'information et du fonctionnement interne aux médias pourrait aussi participer à une meilleure lecture des enjeux propres à l'information. De plus, l'information internationale étant toujours plus présentes sur nos écrans, une connaissance plus grande des enjeux liés aux intérêts politiques de certaines puissances à faire circuler des informations provenant de leur territoire et avec leur idéologie irait aussi dans ce sens.
- La connaissance des thèses complotistes favorise certainement un climat d'insécurité, mais elle favorise aussi la possibilité pour les adolescents d'identifier ces thèses et d'en voir les analogies. Elle n'est pas non plus la panacée car la connaissance peut nourrir la fascination. Il serait important de développer une conscience des enjeux politiques de la désinformation et des visées de déstabilisation des démocraties. A contrario, la proximité entre certaines thèses et des scénarios de certaines séries ou films pourraient aussi inviter à réfléchir aux représentations politiques qu'ils véhiculent.
- Face à la diversité des formes de désinformation, peu de solutions semblent suffisantes. Mais l'éducation à l'esprit critique pourrait également permettre de mieux distinguer des registres de vérité : celui de la science, celui des controverses, et celui des croyances. Ainsi, former les jeunes sur les différents arguments fallacieux, techniques de manipulation et biais cognitifs les armeraient éventuellement mieux vis-à-vis de ces contenus. Les « éduquer à l'incertitude » paraît une nécessité.
- La connaissance des plateformes numériques est encore balbutiante pour les lycéens rencontrés. Ils ont une certaine perception des enjeux financiers de la viralité de la diffusion des « fake news », mais pas du fonctionnement « affectif » des plateformes. C'est à dire de leur instrumentalisation des émotions des usagers à des fins de clics, notamment à travers la mise à disposition des émojis, des boutons, des possibilités de partage. Une meilleure compréhension de ces fonctionnements pourrait aussi faire la place à des espaces de réflexivité sur les émotions déclenchées par certaines vidéos.
- Ne pas aliéner l'EMI à la lutte contre la désinformation est important pour renforcer l'autonomie de pensée. La confiance en soi qui est le meilleur barrage à l'adhésion aux thèses complotistes a besoin de s'ancrer dans des principes clairs et sur un apprentissage du rôle des images dans l'information, leur place dans la transmission d'une vérité, leur polysémie, leur valeur de témoignage limitée, le rôle indispensable de leurs métadonnées, de leurs auteurs, de la confiance qu'on peut leur faire.

Sophie Jehel, Maitresse de conférences, Paris 8, responsable de l'Observatoire

L'enjeu des objets connectés pour les tout-petits

L'arrivée des chaînes de télévision pour bébés et la démultiplication des applications sur tablettes avait mobilisé professionnels de l'enfance, chercheurs, associations éducatives et pouvoirs publics avec la recommandation « Pas d'écran avant trois ans ». Aujourd'hui, c'est au tour de nouveaux produits et services connectés souvent directement intégrés dans le matériel de puériculture : body connecté, sucette connectée...

Parmi ceux-ci, on nomme Les Quantified Kids (enfants mesurés), ceux qui font référence à l'ensemble des dispositifs ayant pour but de mesurer des données propres à un individu : température, battements du cœur, mouvements, sommeil... Ce monitoring à distance pose des questions de santé et de bien-être, mais aussi d'éthique. L'exposition du corps et du cerveau du bébé à des rayonnements radioélectriques ou à des ondes électromagnétiques est néfaste et ces objets collectent des données personnelles dont le traitement, doit être régulé voire interdit. Le principe de précaution doit s'appliquer pour les enfants de moins de trois ans : pas d'exposition précoce donc pas d'objets connectés. Il s'agit de renforcer et systématiser les réglementations à l'échelle des états et de l'Union européenne existantes sur le matériel de puériculture, car l'autorégulation industrielle n'est pas suffisante. Même si la responsabilité des parents est première, on ne peut pas les laisser seuls face à ces enjeux croisés.

*Christian Gautellier - Directeur national des Ceméa
VEN 572 – octobre 2018*



■ Mettre en œuvre des actions citoyennes, en direction des institutions publiques et des industries de programmes

Cette orientation de travail stratégique et citoyenne, s'est poursuivie auprès des différents lieux institutionnels ou des espaces de co-régulation multi-acteurs. Les Ceméa y ont souligné les enjeux d'émancipation et de construction de l'esprit critique au regard des pratiques des médias et des plateformes numériques, ainsi que la nécessité d'une éducation qui ne vise pas à « consommer », plus ou mieux, des « produits culturels », mais plutôt à permettre d'acquérir des clés de compréhension et des leviers pour apprendre à lire le monde, pour développer des capacités d'expression et de dialogue.

Les Ceméa interpellent également, au-delà de l'enjeu d'une éducation aux médias et à l'information, en permanence les élus, sur la priorité publique de favoriser les espaces de création et les plateformes numériques de diffusion non marchandes, points d'appui à des pratiques citoyennes (cf. auditions auprès du Sénat et de l'Assemblée nationale, ainsi qu'au CESE).

Les Ceméa ont participé en 2018 à différentes instances ou délégations ministérielles chargées des politiques publiques liées aux médias, notamment le collectif de travail Educnum de la CNIL, la Dilcrah, la Mildeca ou des fondations (Fondation pour l'enfance, Fonds Maïf pour l'éducation). Les Ceméa sont en dialogue permanent sur ces questions avec les Ministères de la Jeunesse, de l'Éducation nationale (groupes de travail), de la Culture, le Défenseur des droits (droits des enfants), l'UNESCO (Commission française) et l'ARPP, instance de régulation de la publicité lorsque l'actualité l'exige.

Les Ceméa sont engagés au sein d'associations, de collectifs agissant pour un journalisme citoyen ou la qualité de l'information, notamment l'Observatoire de la Déontologie de l'Information (ODI), Journalism et citoyenneté (à travers les Assises internationales du journalisme, organisées à Tours). Les Ceméa travaillent également dans les logiques de l'économie sociale et solidaire et de ses valeurs, sur les questions d'éthique concernant, les univers non marchands, le monde du libre, avec l'association Framasoft et d'autres ONG impliquées sur cette question, et à l'international en appui sur leur Fédération internationale (FICEMEA).

Les Ceméa sont responsables de la présidence du Collectif Enjeux e-médias qui rassemble les Ceméa, la Ligue de l'enseignement, et les Francas. À travers ce collectif, il s'agit de poser la société civile comme interlocuteur reconnu des pouvoirs publics, des éditeurs et des industries de contenus, en matière de régulation et co-régulation citoyenne des médias. En 2018-2019, le Collectif est intervenu sur : la position des 3 académies, en dénonçant ce rapport, la création d'un conseil de déontologie journalistique et de médiation pour en soutenir la mise en œuvre, une réflexion sur la future loi sur l'audiovisuel, sur la régulation au niveau européen, (droits d'auteur et internet...). Les Ceméa restent engagés également dans le programme Safer Internet dont ils sont membres du groupe d'appui français, Internet sans crainte.

PRIS SUR LE VIF

Internet en faveur d'une autre gouvernance

Une solution pour pallier la situation de domination des Etats-Unis, pourrait être de se mobiliser pour une gouvernance mondiale de l'Internet, avec un processus multi-parties prenantes, où seraient réellement représentés de façon équitable tous les acteurs, y compris la société civile. Les principes et valeurs partagés pourraient alors être ceux de l'accès, de la diversité, de la neutralité, de l'opérabilité, de la protection de la vie privée, la portabilité des données, le pluralisme des moteurs de recherche et des plateformes, l'éducation critique aux médias et au numérique. S'y ajouterait la frugalité des systèmes car l'urgence climatique est indissociable de l'urgence numérique.



Frugalité des systèmes numériques et des usages, le climat n'attend pas !

Côté environnement, si les questions liées aux terminaux numériques sont relativement bien connues - consommation importante de métaux rares sources de conflit, problèmes de recyclage, obsolescence programmée... - d'autres préoccupations majeures méritent d'être soulignées. Depuis quelques temps, différents lieux amplifient ainsi le cri d'alarme concernant Internet et l'empreinte énergétique de ses data centers. Avec le « côté immatériel » du Net, la prise de conscience de cette « pollution cachée » s'était évanouie. Internet est pourtant l'un des plus gros pollueurs actuels.

Les informations et données s'accumulent à un rythme quasi exponentiel. Les centres de stockage nécessitent des systèmes de refroidissement très gourmands en énergie (notamment par la climatisation). La consommation énergétique des infrastructures du Web (serveurs, data centers...) pourrait représenter, en 2030, l'équivalent de la consommation énergétique mondiale de 2008, selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Que faire ? Si l'on y met les moyens, il existe des pratiques alternatives comme le fait de placer ces « fermes de serveurs », non dans la chaude Californie mais dans des pays plus froids, des solutions permettent de récupérer la chaleur qu'elles produisent pour chauffer des locaux, des quartiers, voire une ville entière. De même, des énergies renouvelables (sources hydrauliques) ou des techniques sans climatisation (air extérieur filtré, optimisation des flux d'air et techniques de « water cooling ») sont utilisées par quelques groupes. Pour les citoyens, le choix de rechercher un hébergeur qui s'engage sur cet enjeu « écologique » est à encourager, ainsi que les pratiques qui visent à ne sauvegarder que ce dont on a besoin... et donc à vider régulièrement ses « mémoires ».



Politiques sociales, actions de solidarité et de lutte contre toutes les exclusions

- L'année 2018 aura été encore une fois difficile pour les personnes fragilisées, mais aussi pour ceux et celles qui les accompagnent, professionnelles ou bénévoles.
- Difficile, d'une part parce que le contexte socio-économique reste assez morose laissant peu de perspectives pour les plus éloigné.e.s de l'emploi et d'une insertion durable, comme disent les pouvoirs publics ! En effet, si les plus aisé.e.s s'en tirent sans trop de complexité, il n'en va pas de même pour les personnes qui vivent dans les quartiers prioritaires, qui peinent à avoir un logement ou à payer un loyer quand elles en ont un, qui ont du mal à accéder à des soins... La fracture sociale dénoncée en son temps par un ancien Président est belle et bien toujours d'actualité.
- Difficile d'autre part, car le principe d'un État social est régulièrement questionné, voire remis en cause directement ou démantelé par le Gouvernement ; la crise durable connue par l'Hôpital (urgences, services psychiatriques) en est un malheureusement « bel exemple », tout comme le mouvement des « gilets jaunes » qui met en lumière de l'inquiétude et l'absence de confiance des classes populaires vis à vis des pouvoirs publics et des institutions.
- Les professionnel.le.s qui agissent dans ces secteurs s'interrogent sur le sens de leur action qui s'apparente de plus en plus à de la gestion comptable visant à rationaliser l'action sociale et médicale, ou à les transformer en « chercheur.euses » de subventions. La marchandisation du social est en marche ! Face à cette situation préoccupante, les ONG, les associations d'Éducation populaire, les établissements d'accueil... agissent et essaient jour après jour de tenir le cap et de conserver du sens à leur action.
- Les Ceméa, tentent donc aussi de développer un projet qui permette aux militant.e.s d'agir au quotidien, au-

Agir au quotidien auprès des plus fragiles et ne pas laisser l'intervention sociale à la concurrence marchande

près des plus fragiles. Les collaborations se renforcent pour partager à plusieurs des analyses et porter ensemble des projets cohérents et qui laissent une place à chacun.e, sans les enfermer dans les stigmates de leurs difficultés ou de leurs problématiques. Ainsi, se développent des projets avec le Secours Populaire, la Fédération des Acteurs de la Solidarité, le collectif AEDE (Agir Ensemble pour le Droits des Enfants), le collectif « cause majeur », le Samu Social ou encore France Terre d'Asile. La volonté des Ceméa est par ailleurs de croiser leurs analyses et leurs propositions, avec leurs partenaires européens. C'est dans cette dynamique que les Ceméa ont porté les Rencontres Européennes du Social qui se sont tenues en décembre 2018, réunissant 150 participant.e.s venant de pays différents et des différents secteurs de l'intervention sociale.

Le message commun est clair : d'une part, il n'est pas possible de réduire l'intervention sociale à la concurrence marchande et d'autre part, la place des mouvements et des associations est importante et doit être défendue, car ce sont des espaces démocratiques qui favorisent la participation de chacun.e et la création collective.

■ Les formations en Travail social, un enjeu pour continuer à donner du sens à l'action

Historiquement les Ceméa se sont inscrits dans la formation des travailleurs sociaux, pour former des éducateur.rice.s, comme les nommait Jacques Ladsous. Derrière ce vocable, l'on peut retrouver différentes formations en travail social, inscrites principalement dans les métiers de l'éducation spécialisée.

Trois établissements du réseau Ceméa délivrent ces formations : le centre de formation porté par l'Association Régionale d'Ile-de-France, celui de l'Association d'Occitanie et enfin l'établissement associé Erasme à Toulouse.

L'année 2018 a été déterminante pour les centres de formation des Ceméa, car il s'agissait de finaliser la production de rubans pédagogiques qui correspondent à la nouvelle architecture des diplômes (notamment avec le passage annoncé des diplômes de niveau III (éducateur spécialisé, etc.) vers le niveau II, afin d'accueillir les étudiant.e.s à la rentrée de septembre 2018 et pour les années suivantes 2019-2020.

• Renforcer la dimension internationale du travail social

Dans la volonté de renforcer la collaboration entre le champ de la formation, de la recherche et de l'intervention sociale, dans une dimension internationale, les Ceméa France ont participé activement à la création de l'Association pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale (AFRIS France), en lien étroit avec de nombreux partenaires. L'année 2018, aura permis de poser les bases de cette nouvelle association, afin qu'elle puisse voir le jour en avril 2019.

Extrait des statuts de l'AFRIS France : « Les objectifs de création de l'Association pour la Formation et la Recherche en Intervention Sociale - France « AFRIS - France » sont multiples et répondent à des ambitions internationales aussi bien que françaises sous l'angle international. Il s'agit notamment d'instituer une rencontre permanente entre tous les acteurs de l'intervention sociale sur la question internationale, en combinant deux objectifs complémentaires et non contradictoires : alimenter la dimension internationale dans les débats français ; amplifier la représentation française plurielle dans la dimension internationale de l'AFRIS. »

Le travail social, un enjeu politique

Les éducateur.rice.s agissent le plus souvent, avec en toile de fond des valeurs et des principes forts (volonté d'émancipation et de transformation sociale, prise en compte de chacun.e, etc.). Il s'agit alors de mettre en œuvre un projet politique en direction des publics les plus fragiles, pour leur permettre de prendre une place, en étant associé.e.s et pris en compte dans leur singularité, leurs difficultés, mais aussi leurs potentialités. Cependant le contexte qui est imposé aux travailleur.euse.s sociaux rend palpable une tension forte entre la volonté de marchandisation du secteur de l'intervention sociale (renforcement des appels d'offre, volonté de renforcer prioritairement l'accès des individus à l'emploi durable, etc.), l'approche libérale (accompagnement vers la réussite individuelle) et le projet politique de l'intervention sociale qui souhaite promouvoir l'émancipation et la liberté des individus. En effet, ce projet nécessite de prendre du temps pour être dans l'AGIR avec les personnes, ce qui peut être en opposition avec le modèle de l'efficacité immédiate (ou rapide) prônée par la pensée libérale et capitaliste. Il s'agit alors de renforcer l'action collective pour se réapproprier ce qui nous est commun et éviter alors la privatisation de ce qui est essentiel et appartenant à tous et toutes. Les biens communs (matériels et immatériels) doivent en effet rester en permanence en toile de fond de l'action et de l'engagement, afin de ne pas être enfermés dans une logique commerciale et mercantile, mais bien d'œuvrer dans une dimension de biens partagés et accessibles à tout le monde.

EN CHIFFRES

Quelques éléments clefs qui témoignent de la réalité de ces formations en travail social au sein du réseau des Ceméa en 2018

• En Ile-de-France ont été formé.e.s

177 éducateur.rice.s spécialisé.e.s (toutes promotions confondues)
101 moniteur.rice.s éducateur.rice.s (toutes promotions confondues)
12 cadres intermédiaires (Caféruis)

• En Occitanie ont été formé.e.s

121 accompagnant.e.s éducatifs et sociaux (DEAES)
172 assistant.e.s familiaux.ales (DEAF)
158 moniteur.rice.s éducateur.rice.s (toutes promotions 2016-2018 confondues)

“ Verbatim

« Je veux être éduc ! »

« Le métier d'éducateur, c'est avant tout un métier de la relation, du contact permanent.

« Aider », « accompagner », « soutenir », « sécuriser », ces verbes d'action sont dans toutes les réponses. C'est « agir comme une béquille » d'un moment, le temps de l'accès ou du retour à l'autonomie. Ces termes d'action sont mis en œuvre sans jugement moral sur ce qu'est la personne en difficulté, telle qu'elle est, dans l'intérêt de son développement, de sa réhabilitation, de sa re-socialisation, et pour l'exercice de ses droits de citoyen. Il s'agit de « rendre la vie de la personne accompagnée plus jolie », en l'aidant à « développer son pouvoir d'agir ».

Propos recueillis par François Chobeaux
VST N°138 - 2018



© Daniel Maja

Quatre champs d'action pour le secteur social des Ceméa Normandie

- L'accompagnement à la promotion sociale avec le dispositif d'insertion « Réussir », en partenariat avec les GRETA sur Caen (4 projets – 22 participants) et sur Argentan (3 projets – 20 participants).
- La formation des travailleurs sociaux, en partenariat avec l'IRTS-IDS Normandie, où les Ceméa coordonnent et encadrent les modules autour de la pédagogie et des techniques éducatives. (1125 participants – 46 modules correspondant à 3828 journées/formations).
- Promouvoir l'éducation pour la paix. Faire vivre la laïcité et réfléchir ensemble sur ce principe organisateur de notre société (une vingtaine de formations sur tout le territoire normand). Participer à la lutte contre toutes les formes de discriminations et de violences. (2 groupes d'habitants – 50 participants).
- Contribuer au développement durable et pour les solidarités nouvelles en proposant des rencontres associatives.



“ Verbatim

« Percussion, terre, théâtre, graphisme, vidéo, cirque... Qu'importe le support de la technique éducative, l'important est de la vivre pleinement. L'important est d'y faire ses propres expériences, de partager au groupe ses réflexions, d'analyser en quoi cette médiation éducative est source de changement pour la personne et de faire lien avec sa pratique, sa posture professionnelle. »

Une stagiaire IDS-Normandie Canteleu

“ Verbatim

« Premier jour, dans une salle de l'atelier, un groupe d'étudiants de moniteurs éducateurs et un.e intervenant.e se rencontrent. Ensemble, ils créent leur bulle. Bulle de non jugement, de prise de temps, de tentatives. Bulle sécurisante qui va leur permettre de se dévoiler, de découvrir l'autre, durant ces quinze jours. Bulle créative pour libérer son imaginaire. »

Une stagiaire IDS-Normandie Canteleu



© Guy Billout



Inclure... de force ?

Il faut forcer pour que l'inclusion se fasse. Forcer les portes des centres de loisirs et des colonies de vacances, forcer les portes des établissements scolaires, forcer les portes des espaces et des structures de pratiques sportives, de pratiques artistiques, culturelles, celles des employeurs... Parce que sans forcer, peut-être même sans obliger, sans contraindre, ça ne se fera pas. Ou si peu. Ou ça fera semblant, comme actuellement.

Mais il faut accompagner cette inclusion pour qu'elle soit possible. Aménager, adapter, former. Il faut aussi que les professionnels (enseignants, soignants, éducateurs, psychologues...) se rapprochent des usagers concernés et de leurs parents. Et tant mieux, car la question posée est ici incontournable alors que jusque-là elle était trop souvent évacuée.

François Chobeaux - VST N° 139 - 2018

“ Verbatim

Le faire mouvement de la transversalité : regard sur la pratique « pensée et agie »

« Dans la perspective de la mise en place effective d'un centre multi-filière regroupant ainsi les différents champs de la formation, la transversalité fait mouvement Animation Volontaire, Animation Professionnelle, Travail Social, VAE, Cafe-rius constitue le spectre des formations organisées par les Ceméa en Ile-de-France. La transversalité expérimentée a permis de mettre en œuvre et la démultiplication et la mutualisation de nos compétences En ce sens, elle constitue un levier de mutualisation.

Notre Projet Régional de Développement fait de ce levier un enjeu majeur dans les années à venir en résonance avec notre Mouvement et notre ancrage territorial. Au regard des mutations en cours dans le paysage des formations, et des besoins de diversification de la formation professionnelle, la transversalité se présente comme une réponse aux demandes de formation en les articulant aux appels d'offre.

Les Ceméa, par la diversité de ses champs d'intervention, constituent un espace d'expérimentation par excellence de la transversalité. C'est cette dynamique qui est au cœur de notre agir en tant qu'Association territoriale des Ceméa et qui traduit notre engagement dans les différents partenariats au sein de notre territoire. »

Hamdou Sy

Agir avec et pour les personnes en situation de migration

Les Ceméa, mouvement d'éducation ont souhaité renforcer leur participation à l'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'asile. Les actions existantes ont pu être poursuivies en 2018, ou à Avignon pendant le festival (cf. ci-dessous) le travail d'accueil de jeunes Mineur.e.s Non Accompagné.e.s (MNA), notamment par les Ceméa en Pays de Loire, avec la poursuite du projet TAMO. En effet la question des migrations est aujourd'hui un enjeu fort, dans une société qui se recroqueville, inquiète pour son avenir et qui regarde « l'autre » avec inquiétude.



© Rita Mercedes

REPRÉSENTATION THÉÂTRALE

Accueil à Nantes, de jeunes exilés

L'évènement de l'année de 2018 est la création de la troupe des «AMIS FOUS».

L'aventure scénique a commencé en mai 2018, avec le soutien de Nantes Métropole, du Conseil départemental de Loire Atlantique et du PIA. C'est dans ce cadre que les jeunes de l'accueil ont créé une représentation théâtrale sur l'Accueil du public étranger à Nantes. C'est une production amateur accompagnée par la Campanie de théâtre Javali dans une démarche de « théâtre de l'opprimé ». On y voit des scènes de solidarité dès l'arrivée sur Nantes, chez un hôte solidaire, ou des rencontres dans la rue. On y parle également de l'accueil en institution d'urgence, « Je ne suis ni mineur, ni majeur, mais alors qui suis-je ? Où puis-je dormir? ». Les jeunes y relataient le racisme institutionnel et citoyen avec des scènes de vie quotidienne.

PRIS SUR LE VIF

Accueillir des mineurs non accompagnés au Festival d'Avignon

Juillet 2018, le festival d'Avignon bat son plein. 6 jeunes venus de Guinée Conakry, du Congo ou d'ailleurs, posent le pied sur le quai de la Gare. Avec leurs 2 accompagnateur.rice.s ils rejoignent le Lycée Saint-Joseph, où ils sont attendus dans un des lieux gérés par l'association Rencontres de Jeunes et de Séjours du Festival d'Avignon. L'équipe d'accueil et d'animation des Ceméa, les attend pour leur permettre de découvrir le Festival durant 3 jours. Au programme, la découverte de la ville, l'environnement du Festival, des ateliers de préparation au spectacle, la visite de la cour d'honneur, avant de découvrir « Thyeste » le spectacle de Thomas Joly dans cette même cour d'honneur.

Les jeunes sont ravis, souriants, contents d'être là, pour ces quelques jours de vacances. Ils vont s'éloigner pendant un temps, des tracas de la vie quotidienne souvent difficile dans les squats qu'ils fréquentent et dans l'attente longue de la réponse à leur demande de régularisation.

3 jours, c'est court, trop court, mais l'expérience est belle, simple et humaine.

En 2019, l'expérience se renouvellera, mais cette fois pour une durée plus longue et avec plus de jeunes.

David Ryboloviecz

■ Une collaboration dynamique avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse



Dans le cadre de la convention renouvelée en 2018, les Ceméa poursuivent les actions initiées et développées, dans l'ensemble de leur réseau. Ce projet vise principalement à développer des actions de formation à l'égard des professionnels de la PJJ et des activités éducatives à l'attention des mineurs sous protection judiciaire.

En effet, la DPJJ est chargée, dans le cadre de la compétence du ministère de la Justice, de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et de la concertation entre les institutions et associations intervenant à ce titre.

La DPJJ développe des activités de jour afin de conduire des mineurs qui lui sont confiés, vers une insertion sociale et professionnelle. Outre ses propres dispositifs, elle s'appuie sur la société civile, dans la perspective du maintien ou du retour de ces mineurs vers les dispositifs de droit commun.

Les Ceméa, mouvement d'Éducation nouvelle et d'Éducation populaire, proposent à travers un réseau territorial structuré de militant.e.s de terrain, des réflexions et des actions, en direction de la jeunesse, dans le champ de l'éducation. Les Ceméa s'appuient pour cela sur leurs compétences acquises dans différents champs d'activité (social, culture, école, animation, etc.) et développent leur intervention à partir de méthodes d'éducation active. Leur intervention dans le cadre de cette convention est double.

La mise en place d'actions d'éducation à destination des mineurs

- L'implication dans des manifestations culturelles est un axe d'intervention majeur pour les équipes avec les jeunes. Ainsi, pour illustrer peuvent être mises en évidence les actions pendant le festival d'Avignon ou celui d'Aurillac, qui permettent de réunir des jeunes suivi.e.s par les services de la PJJ, afin de provoquer des rencontres entre jeunes et artistes, autour de la création artistique (présentations de spectacles, pratique d'activités en ateliers, etc.).

- Des formations et projets autour de l'image et des médias, par exemple en Auvergne avec l'action « manipuler l'image, pour mieux la maîtriser » qui a permis l'écriture collective de films ou le décryptage d'informations.

- La mise en place d'action d'accompagnement et d'insertion : l'accompagnement de jeunes de la PJJ dans la formation BAFA à l'Association régionale des Ceméa Ile-de-France ou encore les dispositifs portés par l'Association territoriale des Ceméa Occitanie au sein de l'école de la 2^{ème} Chance de Perpignan, notamment le dispositif Insertion Emploi des Jeunes (IEJ).

La mise en place d'actions de formation, pour les professionnels.le.s de la PJJ

Ces actions se sont inscrites dans le cadre de la formation des professionnel.le.s de la PJJ. Elles se sont menées en lien avec les différents lieux d'activité (site central de l'ENPJJ et PTF régionaux). Ainsi par exemple :

- 7 séances d'ateliers de médiation éducative ont pu être proposées aux élèves éducateur.rice.s de l'ENPJJ sur le thème de « l'initiation aux médias audiovisuels », (cf.p. 83).

- des interventions dans le programme radicalisation / comprendre les processus, ont été réalisées en Guadeloupe ou à la Réunion,
- un groupe d'analyse de situations sur l'intervision pluri professionnelle a été mise en place à Mayotte.

Le travail mené avec les instances centrales et régionales de la PJJ confirme une évaluation positive de l'action menée permettant l'accompagnement et la formation de près de 400 personnes (jeunes et professionnel.le.s).

LE FIFE, une manifestation culturelle et citoyenne au cœur du processus de formation des éducateurs PJJ

Un levier de l'action éducative de la Protection judiciaire de la Jeunesse

Depuis 2009, la collaboration avec l'ENPJJ (École nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse) et plus globalement la PJJ, depuis l'origine du festival, s'inscrit également en amont et en aval du Festival international du film d'éducation, sur différents territoires en métropole et outremer, ce tout au long de l'année. Les Ceméa accompagnent les professionnels de la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse) dans la découverte des manières d'animer à partir de films, des réflexions autour des questions d'éducation auprès de leurs pairs ou auprès d'adolescents pris en charge par les services. Ces animations traduites en contenus de formation, s'inscrivent dans un processus d'accompagnement pour certaines filières (Classe Préparatoire Intégrée, diplôme d'éducateurs...), des problématiques diverses y sont travaillées, liées au métier. Les tables rondes, et mises en situation contribuent à l'enrichissement mutuel, au développement de démarches pédagogiques créatives au service des publics les plus éloignés de l'accès à la culture. Un retour (projections, débats) au sein de l'école a été mis en place par les étudiants présents au festival au premier trimestre 2019.

Un élève a animé le jury Jeunes et Etudiants du festival, en tant que Président de ce jury. Lors de cette édition nationale, un groupe de 15 élèves de la Classe Préparatoire Intégrée de l'ENPJJ en formation accompagné de deux formateurs, a participé à la totalité du festival. La découverte du festival dans la variété des propositions les a amenés à réfléchir à la place du support filmique dans l'accompagnement éducatif des adolescents en grande difficulté.

En 2018, sur la dynamique engagée en 2017, a été poursuivi l'accompagnement de ce projet en mettant en œuvre différents temps de travail, avant, pendant et après le festival :

- En amont du festival, deux demi-journées de préparation (4 octobre et 14 novembre 2018) / ces deux rencontres ont eu pour objectifs principaux d'une part d'identifier la place et le contenu du festival et d'autre part, de mettre en lumière des problématiques sociales et de faire le lien avec la programmation.

- Après le festival : une séance de travail à l'ENPJJ (le 17 décembre) - retours sur le FIFE, « coups de cœur et cailloux dans la chaussure », jeux d'argumentation, etc. ; une séance de retour du festival à l'ensemble des élèves de l'ENPJJ a été programmée avant l'été 2019 (présentation de films, échanges avec un réalisateur ou une réalisatrice). Elle a été préparée le 22 mai 2019, (choix des films présentés, démarches d'animation, etc.).

Le travail partenarial à l'œuvre dans cette manifestation (choix des films, construction des problématiques des tables rondes...) constitue également un levier intéressant pour identifier les champs d'actions respectifs et des partis-pris de formation initiale, pour mieux répondre aux problématiques des adolescents en grande difficulté. C'est une des perspectives de leur futur travail éducatif, le vécu de cette manifestation s'avère donc pertinent pour explorer des problématiques d'actualité, rencontrer des acteurs variés dans le champ éducatif, culturel, partager des émotions.

On peut estimer à près de 80 professionnels de la PJJ et de structures associatives habilitées justice (Direction Territoriale de la PJJ Haute Normandie, Unités Educatives de Milieu Ouvert, Centres éducatifs fermés, Unités éducatives d'activité de jour, Missions insertion, EPE, Centres éducatifs renforcés) qui ont participé au festival.

Les structures présentes lors de l'édition nationale « compétitrice » sont principalement implantées dans la région Normandie (Rouen, Evreux, Val de Rueil, Vernon, etc.), les Hauts de France et l'Ile-de-France, de par la proximité géographique. D'autres acteurs dans des fonctions très diverses ont également participé en amont ou pendant le festival : la DPJJ, la direction de l'ENPJJ, à noter comme chaque année, plusieurs fonctions représentées à l'image de la pluridisciplinarité à l'œuvre à la PJJ (éducateurs intervenant dans des structures variées, Classe Préparatoire Intégrée, formateurs, psychologues, Responsables d'unité Éducative, Directeurs de service).



Les rencontres européennes du social, pour favoriser l'analyse partagée des problématiques sociales



À l'initiative des Ceméa France, les rencontres européennes du social ont été un espace de réflexion pour produire une analyse partagée sur les phénomènes sociaux en Europe et les conditions pour faire société, un lieu d'échange de pratiques d'intervention sociale. Elles ont été aussi un espace d'élaboration de propositions argumentées, alternatives aux politiques européennes libérales et aux replis nationaux. Ces rencontres ont ainsi réuni des acteurs et des actrices, qui partagent des valeurs et une même conception de l'intervention sociale. Celle-ci doit participer à la transformation de la société en influençant les rapports de force et de pouvoir, les modes d'organisation, les libertés individuelles et collectives, pour plus de justice sociale. Cette dimension politique du travail social pose également la question du modèle de société à promouvoir. Cette approche du travail social quotidien revendique une dimension collective, d'entraide, de solidarité, et de citoyenneté. Ainsi elle combat les assignations enfermantes, les déterminismes sociaux, les rapports de domination par la classe, le sexe et les approches sociologiques de racialisation. Durant ces rencontres, à partir de tables rondes, de conférences et d'ateliers de partages d'expériences, les participants ont pu : croiser les approches intellectuelles (philosophiques, psychologiques, sociologiques, architecturales, artistiques), dans une perspective pluridisciplinaire ; croiser les différentes approches européennes et analyser l'impact des politiques européennes et/ou l'absence de cohérence politique ; croiser les formes de création de la pensée.



© Lionel Koechlin

CAUSE MAJEUR

Sortie de la protection de l'enfance

Les Ceméa ont été sollicités, notamment du fait de leur appartenance au collectif AEDE (Agir Ensemble pour les Droits des Enfants) pour rejoindre le collectif « Cause Majeur », pour le plaider en faveur des jeunes sortants de protection de l'enfance, sans solution (en sortie sèche) (...)

La volonté est, au regard de la situation actuelle du secteur (politiques publiques peu incisives, baisses des moyens des Départements, baisse des prises en charges Jeunes majeurs, etc.) de se montrer attentif collectivement, de porter des propositions, notamment en direction des pouvoirs publics.

Une priorité dans la lutte contre les inégalités sociales, contre toutes les exclusions et discriminations

Les Ceméa, par leurs actions de formation des professionnel.le.s de la santé mentale et du travail social, par leurs démarches d'accompagnement des acteurs de la cohésion sociale dans les territoires, sont engagés pour réduire les inégalités qu'elles soient géographiques (désertification médicale, absence de services publics, mauvaise image du territoire), de services (fermeture d'hôpitaux...), générationnelles (jeunes très fortement touchés par la pauvreté, ruptures scolaires précoces), de genre (femmes plus impactées par la difficulté d'accès à la formation, d'accès à l'emploi stable, réalité de la monoparentalité), ethniques (populations étrangères avec difficultés linguistiques, d'accès à l'emploi, ...). Réaffirmer que l'éducation s'adresse à tout être humain sans distinction de sexe, d'âge, d'origine, de conviction, de culture, de situation sociale, est le socle pour lutter contre toutes les exclusions et discriminations.

Projet associatif des Ceméa

■ L'insertion, un axe d'intervention majeur pour le réseau

Le réseau des Ceméa reste très impliqué dans l'accompagnement direct des personnes en situation de fragilité, dans une démarche d'accompagnement global, qui favorise l'émancipation des personnes.

Ces actions et dispositifs sont inscrits dans le cadre des politiques publiques et financés par l'État et/ou les collectivités publiques. Si les orientations générales visent principalement à un accompagnement individuel, les Ceméa, au regard de leurs orientations, proposent un équilibre entre accompagnement individuel et accompagnement en groupe, grâce notamment à la mise en place de projets collectifs.

L'accompagnement des personnes fragilisées

L'année 2018 a permis à des Associations territoriales des Ceméa, de poursuivre leur inscription dans le champ de l'insertion :

- La Normandie a ainsi porté plusieurs actions d'insertion permettant l'accueil d'adultes. Peut par exemple être mis en lumière le dispositif « REUSSIR » qui propose à ces personnes de construire un projet d'insertion.
- L'Occitanie porte de son côté plusieurs dispositifs d'accompagnement des bénéficiaires du RSA.
- L'école de la 2ème Chance de Perpignan, portée par les Ceméa à Perpignan permet quant à elle d'accompagner des jeunes en situation de rupture scolaire, afin de tenter de les remobiliser dans un projet professionnel (cf. p. 15).
- Les dispositifs relais sont soutenus par plusieurs Associations territoriales (Rhône-Alpes, PACA, Occitanie, Ile de France, Centre, Aquitaine, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, La Réunion).
- Le point accueil écoute jeunes (PAEJ) de Mayotte se développe (cf. p. 57).

Au sein des formations, accueillir et accompagner des personnes fragiles

Les Ceméa peuvent constater ici et là, dans les formations et actions d'accompagnement qu'ils mettent en œuvre, que des stagiaires rencontrent de grandes difficultés qui peuvent venir « freiner » l'implication dans la formation et dans le groupe (difficultés financières, problèmes relationnels, troubles psychiques, addictions, etc.). Ainsi afin de soutenir et étayer l'action des formateurs.rice.s, au quotidien, le comité de pilotage national « Travail Social et Santé Mentale » et le groupe national « Insertion » des Ceméa, continuent de proposer annuellement des temps de formation et d'échange. Par exemple en juin 2018, à Montpellier, s'est tenu un regroupement insertion. Il avait pour objectifs de partager des enjeux relatifs à la thématique de la rencontre, favoriser le partage d'expériences, en s'appuyant sur les projets mis en œuvre dans le réseau, enrichir la compréhension des problématiques et construire des réponses pour renforcer le projet des Ceméa.

Ces rencontres se sont déclinées autour de trois axes principaux : des ateliers thématiques, permettant de travailler plus spécifiquement sur un axe de la problématique générale ; un apport de deux militantes étudiantes, à partir de leurs travaux de recherche sur les problématiques liées à l'accompagnement des publics fragilisés ; des temps d'échanges complémentaires dans le cadre d'un ciné débat ou de lecture de textes. Ce temps de formation a aussi permis de rencontrer des partenaires extérieurs (l'Utopia), accueillant des personnes demandeuses d'asile. Une occasion supplémentaire pour croiser, expériences, regards et analyses.

Foyer d'accueil des jeunes en insertion à Mayotte

Le Foyer d'Accueil des Jeunes en Insertion et Formation Professionnelle (FAJIFP), créé à titre expérimental depuis 2013, est mis à disposition pour 12 jeunes ayant entre 18 et 26 ans. L'objectif premier est d'encourager la réussite des cursus professionnels des jeunes accueillis en levant différents obstacles tels que l'éloignement du lieu de formation, les difficultés sociales et/ou familiales, les formations à horaires décalés, etc. L'équipe éducative privilégie un suivi social individuel et un accompagnement socio-culturel en groupe afin de soutenir le jeune tout au long de son projet.

Quel fonctionnement ?

La vie en collectif implique un fonctionnement collectif établi. L'ensemble des jeunes du foyer se rassemble une fois par semaine avec l'animatrice du foyer. Lors de cette réunion, ils réfléchissent au fonctionnement et à l'organisation, à la vie collective et au groupe. Des activités socio-culturelles sont proposées soit par les jeunes, soit par l'animateur pour favoriser l'accès aux loisirs mais surtout pour redynamiser le collectif. C'est également sur cet espace que sont élaborés des projets de sorties hors foyer. L'équipe éducative est présente tous les mardis soir par binôme, afin d'assurer les accompagnements individuels des jeunes. Dès le deuxième trimestre 2018, les travailleurs sociaux ont instauré des permanences d'accueil tout venant pour les jeunes du foyer. Ils sont présents 2 heures par semaine en fin de journée afin de rencontrer en individuel les jeunes qui le souhaitent, ou de les convoquer le cas échéant.

Positionnement politique et partenariat, une implication renforcée dans des collectifs

Dans les champs de la psychiatrie, du médico-social, de l'insertion, la situation sociale et sociétale reste toujours complexe, avec une situation toujours préoccupante pour les plus fragiles : qu'il s'agisse du champ de la psychiatrie où la prise en charge des patient.e.s se dégrade encore un peu plus (moyens insuffisants dans les établissements, disparition progressive de la pédopsychiatrie, difficultés des autorités de contrôle à accepter les approches plurielles au profit d'une approche scientifique et neurobiologique, souffrance des équipes soignantes, renforcement de l'isolement et de la contention des patient.e.s) ou encore du champ de l'action sociale et de l'insertion (renforcement de la marchandisation du secteur, réduction des moyens alloués aux associations, complexification dans l'accueil et l'accompagnement des migrant.e.s).

Dans ce contexte mouvant et fragilisée, le monde associatif a besoin de renforcer ses collaborations et ses partenariats pour être plus forts et ainsi en capacité de soutenir des projets et des espaces de résistances. En 2018, les Ceméa ont renforcé leur participation à des collectifs (comme par exemple AEDE), développer des partenariats ou des volontés de travail en commun (comme avec le Secours populaire ou encore la Fédération des Acteurs de la Solidarité).

Les Ceméa ont pu par ailleurs participer à la création de nouveaux collectifs ou nouvelles associations, comme par exemple « Cause Majeur », créé pour accompagner la réflexion sur la prise en charge des jeunes majeurs après leur sortie (souvent sèche) des dispositifs de protection de l'enfance. La volonté des Ceméa en s'impliquant dans ces collectifs est bien de toujours rappeler avec force, la primauté de l'éducatif, du soin, du collectif sur le répressif.

■ Trois objectifs pour le réseau national « Jeunes en errance »

Ce réseau constitué d'équipes de terrain, de chercheurs et de centres de formation est animé par les Ceméa depuis 1998 dans le cadre de conventions signées avec le ministère des Solidarités et de la Santé.

L'année 2018 faisait l'objet d'une convention annuelle, en réduction de 40% par rapport à 2017. Un financement public en chute libre entre 2012 et 2018 : 2010, 2011, 2012 : 40 000 euros par an ; 2013, 2014, 2015, 2016 : 29 000 euros par an ; 2017 : 25 000 euros ; 2018 : 15 000 euros

L'annonce du montant de la subvention 2018 est arrivée tardivement, les actions étaient déjà engagées. Fallait-il refuser et arrêter, ou accepter en se battant pour l'année suivante ? Les Ceméa ont accepté. L'année a été déficitaire pour l'association, mais les protestations ont été entendues : une convention triennale 2019-2021 est en cours de signature, avec un financement de 30 000 euros par an. C'est le minimum pour faire ce qui est attendu et nécessaire.

Cette convention identifie trois objectifs :

- Animation du réseau national d'intervenants : circulation des pratiques, soutiens méthodologiques, rencontres professionnelles régionales et nationales.
- Mise à disposition des pratiques et des savoirs : base de données internet, conférences, publications.
- Expertise pour la détermination de l'action publique : auprès des ministères et inter ministérialités (en premier lieu ministère des Solidarités et de la Santé-DGCS), auprès des services déconcentrés de l'Etat, auprès des collectivités territoriales.

Animation du réseau

- Circulation d'informations portant sur les pratiques et les expérimentations en cours : réalisation et diffusion internet de quatre bulletins d'information, et diffusion internet (en direct et sur le site Jeunes en errance) des actes des rencontres nationales annuelles.
- Mise en relation directe entre structures de terrain, appui et conseil technique aux équipes : Aurore-Paris, ADSEA Ain-Bourg en Bresse, Le relais-MDA Strasbourg, CIRC Saint Nazaire, ANEF-Paris.
- Travaux avec des réseaux nationaux : CFPE, Croix Rouge, FORSA-Abbé Pierre, INSERM (étude santé-pairs), Médecins du Monde, Défenseur des Droits.
- Organisation d'une rencontre nationale de partage et d'analyse des pratiques : à Toulouse, en partenariat avec le Conseil départemental de la Haute Garonne dans le cadre de l'élaboration de sa « Stratégie Jeunesse », les 20-22 novembre. 120 participants, 40 équipes.

Mise à disposition des pratiques et des savoirs

- Tenue à jour d'un site internet dédié : travaux d'équipes, travaux du réseau, bibliographie, coordonnées des équipes, travaux d'étudiants, textes administratifs, informations urgentes... : mise à jour au moins mensuelle. Les entrées ont été systématiquement signalées dans les bulletins trimestriels d'information. Le site a eu une moyenne de 400 visiteurs par mois durant l'année.
- Organisation de conférences pour des professionnels et/ou pour le « grand public » : ITSRA Clermont-Ferrand, SIAO 95, ENPJJ Roubaix, ANPAEJ Paris.
- Publications : Entretien de François Chobeaux avec les responsables du *Courrier des addictions* : « L'errance sous le prisme des addictions ». *Le Courrier des addictions* (20) n°2, avril-mai-juin 2018, p. 5-6. Et François Chobeaux et Eric Le Grand. « Les pairs éducateurs de santé : des jeunes comme les autres ? ». *Revue de Socio-Anthropologie de l'Adolescence [en ligne]*, n°2, 2018, p. 44-55.

Conseil et expertise pour les politiques publiques

- Partages avec la Cheffe de projet « Jeunes vulnérables » de la DGCS. Elle est à même de faire l'évaluation de ce travail.
- Participation aux travaux de la DIHAL (Groupe de pilotage « Jeunes »). Alexandra Menis, responsable des dossiers hébergement-jeunes, est à même d'en faire l'évaluation.
- Conseil aux services déconcentrés de l'Etat et aux collectivités territoriales : PJJ Seine Saint Denis, ville de Bordeaux, CCAS de Lyon, CDEF-ASE Seine Saint Denis, Académie de Bordeaux-Nouvelle Aquitaine.

La « surface » du réseau en 2018

Les informations du réseau sont parties vers 16 « têtes de réseau », 257 équipes, 18 chercheurs, 21 centres de formation, 22 correspondants étrangers (liste de diffusion au 31-12-2018). Au sein des équipes plusieurs professionnels sont destinataires ; environ 600. Il s'agit d'un public national (Métropole), constitué de structures permanentes employant des professionnels de l'action sociale. Quelques-unes s'appuient également sur des groupes de bénévoles.

Qu'appelle-t-on « Errance » ?

Les travaux de l'année 2018 ont permis de revenir une nouvelle fois sur ce que l'on peut qualifier d'errance parce que le terme est devenu très général, et est appliqué à des populations entières dans des logiques d'essentialisation, réduisant chaque individu à ce qui semble les caractériser tous. Le consensus s'est fait pour appeler errance une situation individuelle à un moment donné, où des dynamiques personnelles (familiales, psychologiques), faites de forte fragilité psychique, se rencontrent avec des situations socio-culturelles faisant comme un mur, semblant impossibles à résoudre ou à dépasser. L'articulation permanente entre la sphère psychologique, intime, et la sphère sociale, est centrale dans cette dynamique. Ce travail de re-précision se poursuit en 2019.



Les collectifs au secours du social

L'État social devient pauvre, le tissu social se déchire. Voilà alors que l'on redécouvre les pratiques collectives qui doivent permettre de remailler, qui plus est à moindre coût. Ne faisons pas les délicats, ce social participatif, collectif, coopératif ouvre sur un avenir nettement plus intéressant que l'actuel social fait d'assistance et de prise en charge passive. Nous allons donc nous intéresser dans ce numéro de la revue VST, au travail social collectif et coopératif, à la santé mentale collectivement prise en charge dans la cité, à la santé communautaire au sens de la Charte d'Ottawa de l'OMS. « Refonder le social » : les pratiques collectives peuvent y contribuer !

François Chobeaux et Jean-Pierre Martin - VST N° 134 - 2017



■ La psychiatrie, la santé mentale et le handicap, en 2018-2019

Dans un contexte où la psychiatrie reste toujours et encore en situation de grande fragilité, les Ceméa ont des choses à dire et à faire.

Le soutien des Ceméa au « printemps de la psychiatrie » rappelle résolument leur volonté de soutenir une psychiatrie sociale et humaine, dans un contexte où tout ce qui ne fait pas référence explicitement à des éléments scientifiques et neurobiologiques, est vécue comme dangereux et doit être battu en brèche ou réduit au silence. En effet, aujourd'hui on peut constater que la contrainte sous toutes ses formes prend le pas. Qu'il s'agisse d'un retour fort de la contention dans les établissements psychiatriques, qu'il s'agisse de la volonté de réduire les approches plurielles, pour « obliger » à la pensée unique (une manière unilatérale de penser le soin), ou qu'il s'agisse plus largement pour les pouvoirs publics, de renforcer la marchandisation de l'éducation et de l'intervention sociale ; les acteur.rices sont peu à peu contraints de réduire leur pensée, leur action, leurs valeurs. Les identités professionnelles sont gommées et un vocabulaire lissé prend le pas.

Ainsi, il devient complexe de penser et d'agir autrement. Parler de psychanalyse devient compliqué, et parler de clinique n'est plus vraiment reconnu dans les orientations des instances de tutelle ou de financement de la formation continue. La question du sujet ne semble plus centrale, même si cette dimension continue à être affirmée dans les discours officiels. Mais qu'en est-il du sujet inscrit dans un collectif ? Il semble que cette idée là aussi ne soit plus réellement défendue et portée, par des équipes en souffrance, du fait du manque de moyens alloués (en témoigne les luttes importantes engagées ici et là dans les hôpitaux) et paralysées dans des pratiques managériales de la rentabilité.

Une offre de formation professionnelle continue

L'activité de formation en psychiatrie et en santé mentale reste forte au sein du réseau. L'offre de formation en FPC est portée par plusieurs Associations régionales (notamment, Nord Pas de Calais, Pays de la Loire, Occitanie, PACA, Bourgogne Franche-Comté, Picardie), avec une proposition de 82 stages. Il faut également noter que « l'offre catalogue » génère également une demande de formations en intra des établissements qui souhaitent proposer des formations adaptées à leurs équipes.

Ainsi en 2018, les Ceméa ont proposé une centaine de stages sur le catalogue national ainsi que de nombreux stages demandés directement par des équipes soignantes, au sein de leurs établissements.

Un soutien aux actions de formation partenariales

Dans la dynamique engagée les années précédentes, les Ceméa ont poursuivi en 2018 et 2019, le soutien aux actions de formation mises en place par des partenaires inscrits dans le champ de la santé mentale. Ainsi, l'Association nationale des Ceméa a pu porter administrativement les journées de formations de La clinique de La Borde ou de Saint Alban, en encore les Rencontres Vidéo en Santé Mentale (RVSM). De nouveaux partenariats ont également vu le jour (Association ASPIC, etc.).

Renforcer la formation des militant.e.s du mouvement, dans le champ du travail social et de la santé mentale

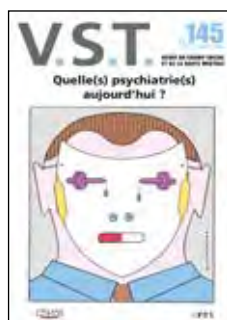
Le comité de pilotage *Travail Social et Santé Mentale* a poursuivi en 2018 son travail d'impulsion en faveur de la formation et de l'accompagnement des formateurs et des formatrices des Ceméa. Ainsi tout au long de l'année ont été proposés des temps de formation afin de renforcer la compréhension partagée des enjeux, ainsi que des temps d'appropriation des références des Ceméa : Colloque sur la psychothérapie institutionnelle porté par l'Association territoriale des Ceméa Nord Pas de Calais (juin 2018), le Week-end psychothérapie institutionnelle porté par l'Association territoriale des Ceméa des Pays-de-la-Loire (janv.18) ; Rencontres Vidéo Santé Mentale (novembre 2018) ; et tout au long de l'année des journées de formations externes (La Borde, Saint Alban, Ampi, Aspïc).

Rencontres vidéo en santé mentale



Les Rencontres vidéo en santé mentale sont organisées chaque année en novembre à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris par la Cité de la santé, Média-psy Vidéo, les Ceméa, l'association L'Élan Retrouvé et le 6ème secteur de l'Hôpital Maison Blanche, avec le soutien de l'association L'Échange et de l'Institut Lilly.

L'objectif de ces rencontres est de présenter de nombreuses productions vidéo (courts métrage, films d'animation, fictions, documentaires) réalisées le plus souvent dans le cadre d'ateliers thérapeutiques, par des patient.e.s suivi.e.s en psychiatrie et venant de plusieurs régions françaises, de pays européens (Belgique, Suisse, Italie) ou d'autres continents (Canada par exemple). Ces journées visent à renforcer les liens entre Psychiatrie et Cité, dans une logique de travail en réseau et de partage d'expériences, autant pour les soignant.e.s que pour les patient.e.s. La manifestation est ouverte à un large public, qu'il soit sensibilisé ou non aux maladies psychiques et contribue ainsi à la déstigmatisation des personnes souffrant de pathologies mentales, grâce à cette rencontre entre le public et les équipes de réalisation des vidéos.



© Rita Mercedes

PROFESSIONNELS DE LA PSYCHIATRIE ET DU TRAVAIL SOCIAL

Un stage activité et médiation « De l'argile à la céramique » organisé par les Ceméa de Bourgogne Franche-Comté

La terre constitue un support pertinent du projet de soins. Son approche sous différents angles permet à chacun de créer, de se projeter dans des réalisations diverses. Ce stage propose à travers une série d'activités simples une mise en situation à des fins thérapeutiques et éducatives.

Objectifs

- Découvrir la terre en la pratiquant au travers d'une approche sensible
- S'initier aux techniques de la céramique.
- Réfléchir à la place de ces activités comme moyens d'expression et de médiation dans les pratiques soignantes et/ou éducatives.

Contenus

- Découvrir la matière afin d'explorer ses possibles
- Manipuler l'argile (à cuire ou non) au travers d'une démarche de sensibilisation aux diverses approches
- Apprivoiser par la pratique la technique de la céramique aux fins d'une création plastique
- Vivre des temps d'échanges autour de l'utilisation de ces matériaux avec des publics
- Réfléchir sur l'adaptation aux différents publics et sur les fonctions de l'activité.

Méthodes pédagogiques

- Pratique quotidienne d'activités
- Apprentissage de tours de main et découverte de techniques simples
- Réalisation de projets individuels ou de groupes
- Analyse des pratiques
- Documentation, bibliographie.

J'ai mal à ma psychiatrie



La psychiatrie publique française va mal. Très mal, même. Non pas que toute la psychiatrie aille mal ! Les psychiatres libéraux, installés où ils le souhaitent et prenant les patients qu'ils veulent, vont fort bien. La psychiatrie hospitalière privée également, comme le montre le tout récent rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales). Mais la psychiatrie pour tous...

Ça va mal du côté des soignants. On forme assez de psychiatres nous dit l'IGAS, mais après ils ne s'engagent pas (assez) dans le service public. Mais on ne forme déjà plus assez de pédopsychiatres. Et on ne forme plus d'infirmiers dits « de secteur psychiatrique » depuis 1992, grâce au lobby des associations d'infirmiers diplômés d'État et aux mesures européennes qui ont eu la peau de ce diplôme particulier. Ça va mal du côté des murs. Certes, il y a eu des crédits pour construire des chambres d'isolement et installer des caméras de surveillance, mais pour le reste... Ça va mal du côté des façons de soigner. On est dans le tout chimique, le tout médical, la contention si ça coince, et vite fait retour à la maison sans réel accompagnement jusqu'au prochain épisode. Sans parler des inégalités territoriales dans l'accès aux soins et des files d'attente en centre médico-psychologique. Ça va mal –là aussi l'IGAS est sévère– dans les façons d'installer territorialement et administrativement la psychiatrie. Conflits, flous et chevauchements de territoires, donc conflits de pouvoirs, de finances, d'orientations, de priorités. Ajoutons, réflexion où l'IGAS ne s'engage pas, la lourdeur et parfois la bêtise des organisations propres aux hôpitaux. Voir les témoignages accablants sur #BalanceTonHosto. Ajoutons à cela l'envahissement de la clinique par les protocoles, procédures, guides, conseils, évaluations normatives, bonnes pratiques et autres. Et voici la tarification à l'acte qui approche, qui va encore plus réduire la clinique à des techniques codifiées et observables. Tout cela alors que l'époque n'est pas vraiment au bonheur, et qu'évidemment cela retentit sur la santé psychique, sur la maladie, sur les décompensations...

François Chobeaux et Jean-Pierre Martin

VST N° 134 - 2017



© Rita Mercedes



Un colloque de l'ASPIC sur le corps

Le corps est cet objet particulier et ambigu, l'une des évidences de notre existence : c'est dans et avec notre corps que nous sommes nés, que nous sommes un corps, nous existons en tant qu'être-au-monde-charnels.

Le colloque de l'ASPIC a esquissé une cartographie possible des regards portés sur le corps : le regard médical, objectivant ce dernier par la réduction anatomique. Celui du psychanalyste s'appuyant, à l'inverse, sur la subjectivité d'une relation où se dessine une autre anatomie corporelle, celle du désir. Celui de l'artiste aussi, dont l'approche - en quête d'une représentation du corps se déroulant sans cesse - s'apparente peut-être à l'expérience clinique. Celui du patient enfin, dont le corps apparaît comme le lieu de sa souffrance et de son déséquilibre.

Dans l'approche du sujet contemporain sera questionnée aussi la représentation du corps de la femme. Et comme contraindre les corps, en psychiatrie et ailleurs, est une question majeure, les corps se mettront en scène pour en débattre. « Lieu de débat public où se posent des questions cruciales pour notre époque » selon l'artiste Orlan, le corps s'impose certainement aujourd'hui comme un terrain de prédilection du discours social.

PSYCHIATRIE ET SANTÉ MENTALE

Des « Ciné-débats » à Clermont de l'Oise

Les Ceméa sont impliqués à Clermont-de-l'Oise dans le cadre d'un collectif où est programmé un cycle « ciné débats » sur des questions qui traversent la société et qui proposent des thèmes faisant référence à la psychiatrie et à la santé mentale.

Cinq ciné-débats ont marqué cette année 2018

- 24 novembre « AU JOUR LE JOUR, À LA NUIT LA NUIT » documentaire de Anaëlle Godard. Thématique : l'actualité de l'inspiration de la psychothérapie institutionnelle, prise en charge en psychiatrie, soin et quotidien. Intervenants : Bruno TOURNAIRE, psychiatre et Président de la commission médicale d'établissement du CHI/ EPSM de l'Oise (30 participants).
- 22 septembre « LA FAIM DES FOUS ». Thématique : les patients affamés durant la seconde guerre mondiale. Organisé par le Musée Henri Theillou en présence du réalisateur Franck Seuret et d'Isabelle Gautier, descendante de victime. Intervenants : Dr BOITARD, psychiatre, médecin chef (80 participants).
- 17 mars « L'ÉCOLE DE LA VIE ». Thématique : trisomie 21, syndrome de Down, travail, insertion des personnes handicapées mentales. Projeté lors des SISM. Thème « Santé mentale : parentalité et enfance » (30 participants).
- 10 février « LA TÊTE HAUTE ». Thématique : violence et justice parcours de suivi et de soutien des jeunes délinquants. Intervenantes : Élisabeth Tezenas, psychologue AEMO et Virginie Delfosse-Tryjefaczka, formatrice à l'École Nationale de la Magistrature, déléguée du procureur, qui a exercé des réparations pénales (40 participants).
- 13 janvier « 12 JOURS ». Thématique : hospitalisation sous contrainte, dimensions réglementaires, place de la justice et des justiciables. Intervenants directeurs du CHI : M. Martino, directeur ; M. Houpin, du service gestion des patients ; Mme Marquet, coordonnatrice générale des soins. Séance à guichet fermé.



PSYCHIATRIE ET ART BRUT

Deux lieux, un thème articulé, des intervenants passionnants en Nord-Pas de Calais

Le 18 et 19 juin 2018, les Ceméa ont organisé en partenariat avec le LaM, deux journées sur la psychothérapie institutionnelle hier et aujourd'hui. Plus de 200 participants ont assisté à ces journées. Ce projet a commencé à germer en 2016 lors de rencontres entre les Ceméa, les conservateurs du fond d'Art Brut et la chargée des publics spécifiques du LaM. La co-construction s'est poursuivie en 2017 pour se réaliser en 2018. La psychothérapie institutionnelle s'ancre dès son origine dans une articulation avec les Ceméa. Lors de la seconde guerre mondiale, se rencontreront à Saint Alban psychiatres, intellectuels parisiens, résistants et patients. Daumézon, Bonnafé, Le Guillant et par la suite Oury signeront les premiers articles de la revue VST dès l'après-guerre. Les Ceméa défendent les valeurs de la psychothérapie institutionnelle : place de la parole, du patient, réflexion, partage, co-construction...

C'est dans cette continuité que se sont co-construites ces deux journées, l'une à la Gare Saint Sauveur et l'autre au Musée d'Art Moderne. La première a permis un échange à plusieurs voix. Pierre Delion, bien sûr, camarade de route des Ceméa, a pu discuter avec Mathieu Bellahsen de la psychothérapie institutionnelle d'hier à aujourd'hui. La deuxième a permis de mettre en valeur les différentes facettes de l'Art Brut.

Des ateliers pour bien vieillir dans l'Hérault

Les Ceméa Occitanie ont piloté l'action des Ateliers pour bien vieillir du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2018, afin de prévenir de la perte d'autonomie et favoriser le lien social chez les 60 et plus. La conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFFPA), est un dispositif phare de la loi n°2015-1776 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV). Il s'agit d'une instance de coordination de financements alloués par la Caisse Nationale des solidarités pour l'autonomie (CNSA) visant à développer les politiques de prévention de la perte d'autonomie dans chaque département. Cette première édition des Ateliers pour bien vieillir, en partenariat avec le département de l'Hérault et l'Agence régionale de la santé, a connu un grand succès sur le secteur de Carnon-Mauguio, 31 personnes y ont participé. Ces ateliers s'appuient sur une méthode interactive conjuguant contenus pédagogiques, conseils ludiques et convivialité qui ont été pensés afin de donner aux participants les clés pour mieux appréhender leur quotidien, mieux s'intégrer dans leur environnement social et ainsi bien vieillir.



INTÉGRATION D'ENFANTS EN SITUATION D'HANDICAP

Les Ceméa engagés dans la formation des animateurs de crèche à la Réunion

Les Ceméa de la Réunion, comme la SCIC « Run Enfance », souhaitent que les structures et les équipements s'ouvrent davantage aux personnes en situation de handicap. Surtout avec les enfants de 0 à 6 ans (crèches, haltes-garderies), pour qui le repérage et la connaissance des déficiences et des pathologies restent complexes et délicats. Cette formation des personnels de Run Enfance avait comme objectif général de faire acquérir aux animateurs des 9 établissements de Run Enfance, des bases théoriques et opérationnelles pour mieux accueillir les enfants en situation de handicap dans les établissements et services d'accueil de jeunes enfants. Trois modules de trois jours ont accueilli 36 stagiaires en 2018. Un travail de prospection s'est engagé en 2019 auprès des autres crèches et groupements de structures d'accueil de la petite enfance.

Enfants handicapés, un partenariat Ceméa CAF dans le Finistère

Dans le cadre de ce partenariat avec la CAF du Finistère, les Ceméa Bretagne ont organisé avec d'autres partenaires, une deuxième journée départementale sur la thématique du handicap au Relecq-Kerhuon. Cette journée a réuni environ 300 personnes (professionnels de l'animation, de la petite enfance et de l'éducation spécialisée, élus...). Il s'agissait de renforcer la nécessité d'un travail en réseau autour de l'accueil d'enfants en situation de handicap dans les établissements d'accueil de jeunes enfants et dans les acteurs collectifs de mineurs (ACM). La conférence de Carine Maraquin, psychologue clinicienne, qui a éclairé les échanges est en ligne sur la médiathèque Educ'active des Ceméa –Yakamédia.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/comprendre/contre-toutes-les-exclusions/une-journee-de-reflexion-sur-laccueil-des-enfants-en-situation-de-handicap>. Une formation de sensibilisation auprès des équipes éducatives du centre social Horizon à Brest a également été mise en place dans cette dynamique.

**Oser la rencontre des langages**

Dans le champ du handicap, les relations entre les parents et les professionnels sont parfois discordantes car les enjeux et les rapports à la normalité ne se bâtissent pas sur les mêmes vécus et expériences. Nous pouvons avoir une lecture de cet état de fait dans le langage employé par l'une et l'autre des parties, vecteur des affects d'un côté et d'un langage d'expert de l'autre. Au-delà du langage de chacun, les lois cadres préconisent un rapprochement, une collaboration voire une coopération. La question est alors de savoir comment, à partir de ce que le langage révèle de tensions, élaborer une pensée autour du concept de coopération, moteur d'un rapprochement et d'une éthique de travail ensemble.

Christophe Fajjan - VST N°139 - 2018



HANDICAP

Accompagnement de l'association *Nous Aussi* à Saint-Nazaire

Depuis 2014, les Ceméa Pays-de-la-Loire accompagnent l'association *Nous Aussi*, section de Saint-Nazaire. Première association d'auto-représentation, *Nous Aussi* est une association de personnes en situation de handicap intellectuel, qui souhaite participer au dialogue citoyen, en se représentant elle-même. La délégation de *Nous Aussi* Saint-Nazaire s'est mise en place en 2014. L'accompagnement de cette association se fait dans le cadre d'un partenariat entre l'APEI-Ouest 44, les Ceméa, et *Nous Aussi*. Les Ceméa mettent à disposition une animatrice afin d'accompagner les réunions des membres de *Nous Aussi*. Nos objectifs dans cet accompagnement sont les suivants : participer à la formation de citoyen-ne-s, favoriser une citoyenneté active ; développer, faciliter l'auto-organisation du groupe ; permettre aux membres de la section de prendre leurs places dans le dialogue citoyen, et ainsi jouer pleinement le rôle d'auto-représentation que l'association s'est donnée.

Cet accompagnement passe par deux types d'actions : les réunions *Nous Aussi* qui permettent de prendre des décisions, d'organiser les actions ; des actions afin de se rendre visible, de communiquer sur leurs projets.



Europe et international, citoyenneté, solidarité et mobilité

- En 2018-2019, la situation de l'Union Européenne n'a pas changé et les mêmes tendances sont à l'œuvre.
- Des politiques économiques libérales, qui entraînent l'austérité, limitent ainsi les services publics et favorisent parallèlement le recours au privé. La montée de projets politiques réactionnaires et d'extrême droite proposant le repli national sécuritaire au détriment du projet européen.
- Ces choix politiques ont de fortes conséquences sur les conditions de vie et les droits des personnes vivant en Europe mais aussi sur les autres continents.
- L'Union Européenne n'a pas réussi à instaurer une politique sociale forte, compensant en partie une politique économique libérale. Elle n'a pas réussi à imposer une politique concertée d'accueil des exilé.e.s et les droits de ces nouveaux arrivant.e.s ne sont pas respectés.
- Dans de nombreux pays, des droits qui semblaient acquis sont aujourd'hui remis en cause. Le droit à l'avortement mais aussi le droit de se réunir, de s'associer sont contestés par de nombreux gouvernements.
- La situation en Méditerranée est dramatique et loin de soutenir les ONG, les États européens les disqualifient et préfèrent confier la gestion de la crise à des organisations privées ou des États peu fiables et peu regardant sur les droits humains. Dans une lettre ouverte au président, les Ceméa au sein du collectif « Coordination Sud » ont interpellé le Président de la République sur la responsabilité de l'État dans cette situation et ses insinuations concernant le rôle des ONG dans « le jeu des passeurs ». Le délit de solidarité ou l'aide au séjour des étrangers en situation irrégulière sont aujourd'hui réprimés. Les mêmes phénomènes de régression des droits, de rejet de l'autre, de fermeture des frontières s'opèrent au sud des États-Unis.

Appréhender les enjeux et la complexité du monde

Cette situation alerte les Ceméa. Elle amène les Ceméa aussi à revendiquer et faire vivre un projet international différent. Les militant·e·s de notre mouvement d'éducation ne doivent pas se laisser enfermer dans les questions juridiques, techniques, auxquelles les institutions nous confrontent au quotidien. Nous devons garder le sens de l'action. Nous avons vocation à former les personnes à l'esprit critique, à permettre à chacun·e de transformer les systèmes dans lesquels ils sont inscrit·e·s. Il est nécessaire aujourd'hui d'interpeller chacun et chacune sur leur rapport au monde, à l'autre, leur conception de l'être humain et de faire société.

Nous devons remettre en cause les rapports de force, proposer des alternatives à travers nos actions. Nous devons donner à voir des espaces de liberté, que nous créons pour faire vivre la solidarité, élaborer des démarches pour faire vivre la connaissance mutuelle et d'intelligence collective. Nous devons revendiquer la place des associations comme lieu d'apprentissage de la démocratie et la nécessité d'une société civile libre en France et dans le monde.

Les Ceméa développent leur projet européen et international en mettant en œuvre des démarches pédagogiques d'Éducation nouvelle favorisant la transformation de la personne et les changements sociaux. Ce projet s'organise autour de l'éducation à l'Europe et au monde par la mobilité (mobilité apprenante) des professionnels et des jeunes, la coopération entre sociétés civiles pour leur structuration et leur reconnaissance (formation des cadres associatifs pour une meilleure gouvernance, actions collectives de plaidoyer), l'éducation interculturelle (lutte contre les stéréotypes et les préjugés, compréhension de son propre cadre de référence au contact de l'altérité, sensibilisation aux langues et espaces multilingues), l'éducation à la complexité des phénomènes géopolitiques (création de supports pédagogiques, organisation de débats, contenus de formation).

■ L'engagement des jeunes

L'engagement des jeunes est une question centrale des projets internationaux des Ceméa, qui sont le levier essentiel d'une éducation à la citoyenneté européenne et internationale. A travers le voyage, l'immersion et la rencontre, les jeunes ont l'opportunité d'appréhender la complexité des rapports entre les pays, de construire leur rapport au monde et à l'altérité.

Promouvoir le volontariat

Les Ceméa promeuvent tous les volontariats, comme un élément central et un facteur de développement des sociétés civiles (en France, en Europe, à l'international) pour agir avec d'autres et transformer les conditions du vivre ensemble.

L'accueil et l'envoi de volontaires

Les expériences de volontariat recensées s'appuient sur des dispositifs tels que le Service volontaire européen ou le Service civique international. En 2018, 30 volontaires ont été envoyé·e·s/accueilli·e·s par 6 antennes régionales des Ceméa (Centre Val de Loire, Martinique, Guadeloupe, Picardie, Pays de la Loire, Bourgogne-Franche Comté) en partenariat avec 8 pays (Slovaquie, Italie, Espagne, Allemagne, Autriche, Palestine, Tunisie, Sénégal).

Les projets d'accueil se sont appuyés sur des thématiques très différentes (projet radio, atelier d'Arabe, formation BAFA, échange de jeunes, accueil de groupes, animations sportives et culturelles, tournage d'un film sur la vie sous l'occupation en Palestine, projet autour de l'écologie et le recyclage des déchets). Ils ont été l'occasion de dynamiser la vie associative et de renforcer les liens avec les associations partenaires au local mais aussi européennes.

Pour les volontaires, cette expérience permet de découvrir un autre pays ou au moins un autre de lieu de vie, de s'engager dans l'activité et les convictions d'une association. Ainsi le volontariat contribue à développer les compétences, (re)définir les projets de vie, les projets professionnels et de formation. Les personnes ayant effectué un volontariat, poursuivent leur engagement et s'inscrivent de manière plus importante à leur retour dans la vie associative de leur territoire.

Le projet VOYCE : la valorisation des expériences de volontariat

Démarré en 2016, les Ceméa viennent de clore en septembre 2018 un projet européen sur la valorisation des apprentissages du volontariat. « VOYCE - Volunteering Youth : routes and tools for Competence's Emersion » regroupait des partenaires de cinq pays européens : Italie, Portugal, Espagne, Pologne et France.

Même si ce projet s'inscrit dans les politiques éducatives de la stratégie européenne (cadre commun des 8 compétences clés, reconnaissance de l'apprentissage non formel du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle - Cedefop - et la valorisation des compétences sociales), il propose aussi des alternatives à l'approche par compétences, promue au niveau européen.

En effet, les outils produits par le projet pendant deux ans visent à soutenir un accompagnement et une valorisation globale du volontariat.

- Des guides pédagogiques à destination des tuteurs et tutrices
 - un guide d'accompagnement des volontaires,
 - un guide pour accompagner les volontaires sur l'évaluation et le ré-investissement de leur expérience.
- Des modules de formation
 - sur la relecture de l'expérience et la formalisation des apprentissages et compétences, pour les tuteurs
 - une formation à la création de supports numériques de valorisation.
- Des supports numériques de valorisation : plateforme numérique de validation, portfolio, storytelling.

En juin 2018, les Ceméa Aquitaine ont organisé à Poitiers une formation en partenariat avec l'AFEV (Association de la Fondation Étudiante pour la Ville) pour expérimenter les outils et le module de formation VOYCE auprès de 5 jeunes volontaires. Leurs productions ont ensuite été diffusées auprès de volontaires italiens dans un quartier de Rome, où les partenaires italiens sont actifs, ainsi qu'à l'événement de clôture du projet. <http://voyceproject.eu/fr/videos/>



Les événements qui ont échelonné le projet

- Le « festival des validations » de la Commission Européenne



Le projet VOYCE a été sélectionné par la Commission et par le Centre Européen du Volontariat comme l'une des 40 « meilleures pratiques » européennes qui témoignent de la richesse et de la diversité des initiatives locales, régionales et locales. Le festival s'est

déroulé à Bruxelles en juin. Il a réuni sur un week-end plus de 250 participant·e·s européen·e·s (associatif et institutionnel).

- L'événement de clôture du projet à Rome en Septembre 2018

Tous les partenaires ont été réunis pour intervenir lors d'une conférence sur le volontariat et présenter les outils dans différents ateliers. La délégation italienne de l'Union Européenne, la direction de l'agence nationale italienne Erasmus+, le directeur régional en charge des politiques sociales et sanitaires de Latium mais aussi un représentant de France Volontaires ont assisté à la journée. De nombreuses associations italiennes investies dans le volontariat ont participé à cette journée.

- Une journée d'étude et de capitalisation des ambassadeurs de l'engagement citoyen à l'international/France Volontaire en juin 2018 à Paris.

Favoriser les échanges de jeunes

Chaque année les Ceméa organisent des rencontres de jeunes en partenariat étroit avec un réseau international d'organisations d'éducation non formelle. Ces séjours s'inscrivent dans les principes d'Éducation nouvelle et les Ceméa y défendent une dimension du voyage qui favorise l'engagement, l'autonomie, la découverte de l'autre et de l'ailleurs.

Ces échanges permettent à des jeunes de vivre, sur des séjours courts de cinq jours à trois semaines, une rencontre avec des jeunes de différents pays, en France ou ailleurs. La dimension collective permet de lever certaines appréhensions et les Ceméa s'appuient sur ces séjours pour rendre la mobilité accessible au plus grand nombre. Ainsi une grande diversité de jeunes peut faire l'expérience du vivre ensemble, prendre conscience de ce qui les différencie et ce qui les rapproche, découvrir leur propre personnalité et leur capacité d'adaptation au contact d'autres. C'est bien ici la connaissance mutuelle et l'échange interculturel qui sont mis au premier plan.

En 2018, les Ceméa de Normandie ont proposé à un groupe de jeunes suivis dans le cadre d'un dispositif d'insertion, de vivre un échange de jeunes en Allemagne.

Les Ceméa Nord-Pas de Calais ont organisé un échange franco-allemand de jeunes musiciens d'orchestre entre les territoires de Nordrhein-Westphalen et du Nord-Pas de Calais ; ils ont répété et joué ensemble à l'occasion des commémorations du 11 novembre. Les Ceméa Nouvelle-Aquitaine de Bordeaux ont mis en place un échange de jeunes franco-allemand-tunisien, autour des thèmes de la culture et de la citoyenneté. Enfin les Ceméa des Pays de Loire et les Ceméa de Bourgogne-Franche-Comté ont organisé des échanges internationaux de jeunes avec plusieurs pays. Ces échanges ont été soutenus par l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse et par le programme Erasmus+.

En 2018, 6 échanges internationaux ont été organisés par les Ceméa et leurs partenaires, touchant 150 jeunes.

“ Verbatim

Les séjours de jeunes participent à un partage et une meilleure connaissance de son histoire. Ils participent à une meilleure compréhension du monde, pour pouvoir agir dessus et le transformer ici et ailleurs. Faire un échange de jeunes, c'est s'inscrire dans une alternative aux séjours marchands et à la course à l'extraordinaire souvent proposés pour les séjours d'adolescents.



RENCONTRES INTERCULTURELLES

Séjour et immersion linguistique en Russie à Orlyonok

Une délégation des Ceméa France a été invitée à Orlyonok du 20 au 25 septembre 2018. Elle a rencontré l'équipe de direction du camp Komsomolky, a participé aux activités des jeunes durant son séjour (kermesse des peuples de Russie ; participation au spectacle final de la session) et a encadré deux master-classes sur des jeux de théâtre. Une rencontre a également eu lieu avec la directrice adjointe du camp Orlyonok.

Cette délégation a pu mesurer les conditions d'accueil (hébergement, restauration), la qualité des activités proposées aux jeunes, et a pu construire les perspectives d'accueil de jeunes français dans ce centre. Le projet doit permettre par l'immersion, un renforcement de l'apprentissage de la langue russe. Partager la vie quotidienne, parler la langue dans l'ensemble des temps du séjour sont autant de situations qui concourent au renforcement des apprentissages. Le séjour au sein duquel les jeunes français seront accueillis porte sur la dimension culturelle, voire interculturelle si l'on considère la diversité des régions de Russie représentées. Partager les cultures est donc un élément fort des rencontres entre jeunes. La délégation française doit s'inscrire dans cette dynamique afin de « donner et recevoir ». C'est pourquoi les Ceméa envisagent de contribuer au programme du séjour en suggérant des activités permettant aux jeunes russes de découvrir certains aspects de la culture française.

Concrètement, cette rencontre interculturelle débouchera sur l'accueil d'un groupe de 15 jeunes français (14 à 6 ans) du 16 au 28 septembre 2019 à Orlyonok au sein du camp Komsomolsky.

Des chantiers jeunes de solidarité internationale, accompagnement de projets VVV-SI

Le dispositif Ville, Vie, Vacances/Solidarité Internationale (VVV/SI) piloté par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, vise à favoriser la rencontre interculturelle entre jeunes du Nord et du Sud autour d'actions de développement dont ils sont pleinement acteurs.

Les Ceméa parrainent et accompagnent des structures partenaires (maisons de quartier, associations de jeunes, missions locales, clubs de prévention, etc.) dans la construction de leurs chantiers de solidarité internationale, la sensibilisation des groupes à la dimension interculturelle et la préparation au départ du groupe. En 2018, les Ceméa ont accompagné 4 associations dans la réalisation de leurs projets au Brésil, au Maroc et au Sénégal (ateliers artistiques, activités interculturelles, réhabilitation de locaux d'utilité publique, aménagement d'espaces extérieurs, valorisation du patrimoine, construction d'infrastructures).

Ces actions sont menées par des jeunes de France (15-25 ans) en binômes avec des jeunes de l'autre pays. Les Ceméa s'inscrivent pleinement dans cette dynamique qui favorise à l'échelon local, la réalisation de projets internationaux, centrés sur la rencontre interculturelle et l'engagement citoyen.

Séjour Tandem franco-allemand, avec les Ceméa Picardie

C'est dans cette dynamique que les Ceméa de Picardie organisent depuis une dizaine d'années un séjour Tandem Langue et Sport, destiné à des jeunes de 14 à 17 ans. Soutenue par l'OFAJ, la méthode Tandem est une méthode d'apprentissage linguistique active: un-e participant-e allemand-e et un-e participant-e français-e, composant ainsi une équipe binationale, « s'enseignent » mutuellement leur langue maternelle. Ce séjour permet de se confronter à l'autre langue et d'apprendre en binôme, tout en alternant avec des activités sportives. Au cours de l'été 2018, cet échange franco-allemand s'est déroulé sur deux semaines consécutives, à Amiens et Hanovre, et a rassemblé 12 jeunes de chaque pays.



MOBILITÉ

De territoire à territoire : pour un ancrage local de la coopération internationale

Les Ceméa sont aujourd'hui des acteurs reconnus de la mobilité dans les territoires. Leur expérience dans le domaine des projets internationaux et leur action ancrée localement, leur confèrent une légitimité dans les différentes instances de la mobilité.

Cet ancrage permet d'accompagner des structures très locales dans l'élaboration de leur projet international, chantier de jeune, ou échange interculturel. Cette synergie entre acteurs locaux et le lien avec des partenaires internationaux, permet de toucher les publics les plus diversifiés et de contribuer au développement et à la solidarité des territoires.

Cette logique se décline pleinement dans différentes régions

- Les Ceméa Nord-Pas de Calais coordonnent la plateforme régionale de mobilité « Ready to Move » et l'initiative franco-allemande Route NN (Nordrhein-Westfalen – Nord-Pas de Calais), qui soutient les échanges entre les deux régions pour donner au plus grand nombre de jeunes la possibilité de participer, en fédérant des acteurs de terrain au plus proche des publics sur ces territoires (soutenu par l'OFAJ).
- Les Ceméa Aquitaine sont investis dans plusieurs consortiums locaux de mobilité et dans un programme de coopération régionale transfrontalière Interreg – POCTEFA, avec des partenaires de France, Espagne, et Andorre.
- Les Ceméa Rhône-Alpes animent un réseau local sur la mobilité et ont organisé plusieurs formations au départ pour la mobilité des élèves en lien avec l'agence Erasmus+.
- Les Ceméa Réunion ont développé le projet « Building Bridges » dans l'Océan indien avec les Ceméa Seychelles, Mayotte et Madagascar.

Plus largement, plusieurs antennes territoriales des Ceméa participent activement au comité régional de la mobilité de leur région (Ceméa Centre-Val de Loire, Bourgogne-Franche-Comté, Nouvelle-Aquitaine, Guadeloupe, Réunion, Nord-Pas de Calais).

■ La mobilité dans tous les parcours éducatifs

Des stages professionnels à l'étranger

Les Ceméa ont fait le pari depuis 2004 d'inscrire une mobilité européenne dans leurs formations professionnelles continues et initiales. Ainsi en 2018, 451 personnes sont parties dans le cadre de leur formation ou en post-formation. Ces départs sont possibles grâce à un dense réseau de partenaires au Portugal, en Allemagne, Italie, Espagne, Grèce, Finlande, Pologne, ou encore Lituanie. Ces stages professionnels sont réalisés en appui sur les centres de formation des Associations territoriales Ceméa d'Occitanie, PACA, Martinique, Nouvelle-Aquitaine, Rhône-Alpes, Nord-Pas de Calais, Centre-Val de Loire.

Un travail en réseau national

Ces mobilités sont possibles grâce à la coordination du pôle Europe et International de l'Association nationale des Ceméa, et des Associations régionales Rhône-Alpes et Nord-Pas de Calais qui coordonnent également un consortium Erasmus+ pour l'ensemble du réseau.

Un partenariat européen pertinent

Ces stages se déroulent dans des structures européennes socio-éducatives liées à des collectivités ou des organisations non gouvernementales. Ils enrichissent la vision de l'animation socio-culturelle des stagiaires et inscrivent la formation dans la dimension européenne de l'éducation non formelle ou du travail social. Ils permettent également de mieux connaître la situation du travail sur et avec la jeunesse en Europe, mais aussi les conditions de vie des jeunes dans les différents pays.

Ces stages s'appuient sur les spécificités et savoir-faire des partenaires en termes de pratiques pédagogiques (radio, théâtre de l'opprimé, médiation culturelle, éducation à l'environnement,...) ou sur des approches différentes, avec des typologies de publics que les stagiaires ne connaissent pas systématiquement (personnes en situation de handicap, réfugiés, demandeurs d'asile).

Ces stages permettent de faire un pas de côté et de se décentrer du quotidien. Ainsi, ils sont un atout pour le transfert de méthodes et de pratiques professionnelles, la réflexion sur sa propre posture, et le développement de nouvelles compétences techniques et sociales, notamment interculturelles. Ces compétences sont inscrites dans les référentiels de formation et sont certifiées.

Après évaluation, le projet de mobilité des stagiaires « Impact 2016-2018 » géré nationalement, a été sélectionné par l'agence erasmus+ comme un exemple de bonnes pratiques.



Séminaire de tuteurs et tutrices, un appui à la qualité des actions

En lien étroit avec les Ceméa Nord Pas de Calais, le pôle Europe International a organisé en novembre 2018 un séminaire de tuteurs. Cette rencontre a réuni des participant.e.s venant des Associations territoriales des Ceméa mais aussi des formateurs et formatrices des associations partenaires d'Allemagne, de Grèce, du Portugal, du Maroc et d'Algérie.

Ce séminaire a permis de faire le point sur les réussites et difficultés dans les partenariats et de redéfinir le rôle de chaque organisation. Il a permis également de clarifier la fonction tutorale pour un meilleur accueil des volontaires et stagiaires professionnels. Ce séminaire participe à la qualité des actions des Ceméa et permettra d'organiser des formations dans les années à venir.

Cet événement international était en lien avec deux événements locaux : participation à un café pédagogique sur le volontariat international ; la journée de promotion de la mobilité en haut de France : Cap sur le Monde.

La mobilité scolaire : partenariat avec l'agence Erasmus+

Depuis 2010, les Ceméa assurent la mise en œuvre de sessions de préparation au départ en mobilité individuelle de longue durée pour des élèves âgés de 14 à 17 ans, dans le cadre d'une convention avec l'Agence nationale Erasmus+ Education Formation.

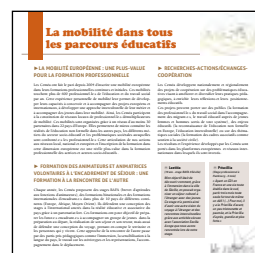
En 2018, ces sessions ont touché 34 élèves et 10 enseignants de 10 établissements scolaires. L'encadrement de ces sessions a été assuré par l'Association nationale des Ceméa et l'Association territoriale des Pays de la Loire. Ces formations permettent d'appréhender la dimension interculturelle de la rencontre, pour que l'expérience de mobilité soit un véritable levier de citoyenneté et d'éducation au monde. Elles permettent aussi aux jeunes de mieux cerner leurs capacités et leur projet personnel, pour une mobilité qui soit réellement émancipatrice.

Construire ensemble une société ouverte



La mobilité n'est ni une finalité, ni un objectif et encore moins une devise à élever au même rang que la liberté ou l'égalité. En revanche et à certaines conditions parmi lesquelles figure en tête la notion de choix, elle peut être un moyen, un outil de découverte, de formation, d'ouverture aux autres. Si et seulement si nous l'inscrivons dans une démarche d'Éducation populaire avec ses perspectives d'émancipation et de transformation sociale. Si nous travaillons les modalités de son accompagnement de la projection de la mobilité jusqu'au retour, cette mobilité luttera contre l'égaré perpétuel, contre l'errance. Si notre objectif est de se déplacer pour ensuite mieux vivre les territoires que nous avons choisi d'habiter, pour y gran-dir et y ancrer nos projets, pour y développer collectivement notre puissance d'agir. Car mieux habiter, c'est se sentir chez nous, c'est se réapproprié nos territoires.

Clémentine Gamper
VEN N°569 – janvier 2018



■ La formation des acteurs éducatifs

Des modules de formation professionnelle franco-allemands

La formation des acteurs, au cœur du projet des Ceméa, trouve toute sa résonance dans l'espace franco-allemand. Les Ceméa et leurs partenaires proposent des modules de formation binationaux et trinationalaux rassemblant professionnels ou stagiaires en formation professionnelle côté français et étudiants du travail social, pédagogues sociaux, côté allemand.

En 2018, 11 modules de formation ont été réalisés dans le réseau des Ceméa, avec 5 partenaires allemands (association ou établissements de formation). Ces échanges réciproques permettent aux jeunes français et allemands de découvrir une autre culture, une autre réalité et un autre contexte de travail. Ils peuvent ainsi confronter leurs méthodes, échanger leurs points de vue, découvrir des structures socio-éducatives de l'autre pays et leur fonctionnement. Ces rencontres professionnelles permettent l'enrichissement mutuel, et la perception sous un angle différent de sa propre réalité et de ses méthodes de travail, en élargissant sa vision de problématiques parfois communes aux deux pays, mais pouvant être abordées différemment.

Une formation aux méthodes d'animation linguistique certifiée par l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse

La rencontre interculturelle n'a réellement lieu que si la communication est possible entre les individus. C'est en partant de ce constat que fut élaborée, sous l'impulsion de l'OFAJ, l'animation linguistique. Au travers de temps courts, quotidiens et ludiques, l'objectif est de faciliter la communication non-verbale, débloquent l'appréhension face à l'autre langue, et acquérir un lexique de base utile aux participants lors d'un échange international. Les séquences d'animations linguistiques sont mises en place aujourd'hui dans l'ensemble des projets portés par les Ceméa et leurs partenaires.

Pour permettre à des animateur·rice·s, formateur·rice·s, ou toute personne amenée à encadrer des rencontres internationales, de mieux comprendre les dynamiques de groupe en contexte interculturel et d'acquérir les outils adaptés, les Ceméa et leurs partenaires allemands proposent une formation aux méthodes d'animation linguistique. En 2018, cette formation s'est tenue à Hambourg, et a rassemblé une vingtaine de participants. A l'issue de la formation un certificat de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse leur est délivré, leur permettant d'être reconnu·e·s comme animateur·rice·s linguistiques compétent·e·s sur des échanges franco-allemands ou multilatéraux.

Building Bridges – un projet de coopération Europe-Océan Indien tourné vers la jeunesse

Le projet Building Bridges a vu le jour sous l'impulsion des Ceméa Réunion en partenariat avec différents territoires de l'Océan Indien et d'Europe : Ceméa Madagascar, Ceméa Mayotte, le Centre d'Education et de Développement pour les enfants Mauriciens, l'Association Seychelloise pour la Jeunesse et l'Animation, Empower Innovate Value Act (Roumanie), et Dock Europe (Allemagne).

Ces organisations de jeunesse se sont regroupées pour coopérer afin de répondre à des problématiques que rencontrent les jeunes sur leur territoire (difficulté d'accès à la mobilité, difficultés sociales et économiques, incivilité et discrimination). Elles ont fait l'hypothèse qu'en formant les travailleurs de jeunesse, en échangeant sur leurs pratiques et en se mettant en réseau, en valorisant des expériences positives des jeunes, elles pourraient trouver des solutions.

Ainsi les organisations partenaires ont organisé plusieurs échanges de pratiques et visites d'étude sur la situation de l'animation et des jeunes dans leurs pays. Elles ont mis en place une plateforme collaborative, des formations thématiques (gestion de groupes, éducation aux médias, accueil de personnes porteuses de handicaps, lutte contre les discriminations...) et des outils d'animation (jeux coopératifs, activités théâtrales...).

L'ensemble des activités et des éléments produits sont regroupés au sein d'une mallette pédagogique et sont disponibles sur le site du projet. <https://buildingbridges.ovh/>

Elles sont des ressources pour soutenir les travailleurs de jeunesse et renforcer leurs compétences. Elles illustrent la richesse du travail international grâce aux projets de mobilité et contribuent à la reconnaissance de l'éducation non formelle, du niveau local au niveau international.



Une coopération avec la Bundeszentrale für politische Bildung (Office Fédéral pour l'Éducation politique et citoyenne) d'Allemagne

L'éducation à la citoyenneté est une composante essentielle dans le travail quotidien mené par les Ceméa. Cette thématique est poursuivie à un niveau transnational dans le travail de coopération mené avec l'Office fédéral allemand pour l'éducation politique et citoyenne, et des acteurs (associations, institutions) d'Allemagne, du Luxembourg et de France. Cette réflexion conjointe a été menée par ce « Forum transnational pour l'éducation citoyenne », lieu d'échanges de pratiques, d'outils, et de visions de l'éducation politique dans la société.

Une rencontre du Forum s'est tenue dans le cadre de la conférence annuelle du réseau NECE (Networking Citizenship Education in Europe), qui s'est déroulée à Marseille en septembre 2018. Cet événement a rassemblé environ 300 personnes d'une quarantaine de pays, issues d'organisations actives dans l'éducation citoyenne, venues participer à des débats, conférences, et ateliers. À travers une coopération renforcée sur l'éducation à la citoyenneté, ce réseau souhaite apporter des réponses aux problématiques sociétales que traversent les différents pays européens : crises politiques, remise en cause des valeurs démocratiques ou encore la forte abstention des jeunes électeurs.

■ Les combats éducatifs en Europe et dans le monde

Les Ceméa sont une force politique, qui entend interpeller les décideurs locaux, l'État et les institutions internationales, pour peser dans les décisions qui définiront les politiques publiques de demain. Ils agissent au sein de collectifs locaux, nationaux et internationaux et s'associent avec des organisations de différents pays, via des plateformes et des réseaux internationaux. Ce faisant, les Ceméa font le lien constant entre la pratique, l'analyse de terrain et le débat politique au niveau des instances nationales et européennes.

Des combats éducatifs nombreux

Les Rencontres Européennes du Social : une contribution à une Europe sociale et solidaire

Les Rencontres Européennes du Social ont été organisées par le pôle Europe International et le secteur Travail Social – Santé Mentale des Ceméa, en partenariat avec la Ficeméa, Solidar et les Ceméa de Belgique.

Elles ont réuni une vingtaine d'associations de 16 pays d'Europe et du Maghreb, de taille locale à internationale, partageant une approche de l'intervention sociale basée sur le collectif, l'entraide, la solidarité et la citoyenneté. La diversité des champs d'action des personnes présentes (associations d'habitants, de patients, associations promouvant les monnaies citoyennes, le numérique libre, organisations nationales d'éducation, activistes des droits humains...) ont illustré l'étendue de la vivacité et de la créativité de la société civile en Europe.

Cette diversité a également permis de mettre en avant la particularité des associations dans le champ de l'intervention sociale, à faire vivre des espaces de liberté, de créativité mais aussi de débat et prise de responsabilité. La dimension démocratique des ces associations renvoient aux initiatives qui voient le jour en Europe au niveau local et perpétuent l'aventure de l'associationnisme.

La citoyenneté, la solidarité, l'Agir mais aussi la diversité des ressources sont autant d'apports spécifiques des associations que des revendications pour faire société ! À quelques mois des élections européennes de 2019, ces Rencontres européennes du Social ont permis de porter ce message.

La commission Europe de la Fédération internationale des Ceméa (Ficeméa)

En 2018, la commission Europe s'est réunie à Toulouse. Le pôle Europe international est très investi dans l'animation de la commission Europe de la Ficeméa. En 2018, il a organisé l'accueil de cette commission à Toulouse avec l'appui des Ceméa Occitanie. L'encadrement a été pris en charge par les Ceméa France, Belgique et la fédération italienne. Cette rencontre a été l'occasion de travailler sur les grands chantiers partagés à la Ficeméa : l'écriture égalitaire et la production d'un guide des expressions non sexistes ; la dé-googlisation d'internet en appui sur des supports éducatifs d'éducation ; le voyage pour apprendre le monde et des parcours internationaux de jeunes.

Il a été également l'occasion de produire des positions communes sur le contexte européen avec deux textes de prise de position : migration et démocratisation culturelle.

Une conception du travail de jeunesse

Porter une exigence vis à vis des jeunes malgré leurs difficultés. Cette exigence impose une réciprocité, nécessaire pour permettre aux « bénéficiaires » d'agir. Elle offre un cadre pour mettre en œuvre des compétences, valoriser des aptitudes quelles qu'elles soient. C'est une manière de conférer une place active, potentiellement emprise de désir, aux publics. Outre l'action, et donc les opportunités inhérentes à la vie, cette option permet de donner de la valeur aux personnes, pour elles-mêmes d'abord (empowerment), mais aussi face aux autres et à la société.

Porter une visée éducative, être constant pour être crédible et démontrer une visée éducative. Cette visée est une prise de risque, une « promesse ». Il faut construire en tant que professionnel.le ce qu'on veut soutenir, sur quoi on s'appuie pour poursuivre cette visée. L'éducation à la citoyenneté et la démocratie s'opère sur le long terme, il faut travailler la polysémie et les différentes facettes de la démocratie. Il faut aussi créer des figures d'identification positive, à travers des projets qui donnent des perspectives.

Recommandations issues des Rencontres Européennes du Social

le cnam



CEMÉA

CEMÉA

fi

solida

vérifier logo erasmus sur doc word



Appréhender les enjeux géopolitiques et s'inscrire dans la solidarité internationale

Les enjeux autour de la géopolitique tels que le complotisme, l'importation de conflits internationaux, n'ont peut-être jamais été autant médiatisés qu'aujourd'hui. L'éducation à la géopolitique est alors primordiale pour lever des tabous éducatifs et accompagner les personnes dans leur compréhension. Il faut parler du colonialisme, de la question de la Palestine, de la politique de l'Onu, des parcours migratoires... Mais oser aborder ces sujets « brûlants » de-mande de travailler autour de plusieurs axes :

- La formation des professionnel.le.s et des volontaires à des approches différenciées d'une réalité (historique, économique, sociale) et à une méthodologie pour appréhender une situation méconnue et complexe.
- Le refus de la négation, premier creuset du complot. Combattre l'antisémitisme existant chez certain.e.s jeunes, nécessite de comprendre les raisons de la création d'Israël, le colonialisme et le sionisme. Le déni de ce courant politique ne pourra que renforcer l'antisémitisme lui-même et toutes les dérives complotistes.
- Un regard croisé des enjeux géopolitiques grâce à une coopération éducative internationale.

Régis Balry et Isabelle Palanchon
VEN N°569 – Janvier 2018

Les projets internationaux des Ceméa en chiffres

- 451 stagiaires partis en mobilité professionnelle • 8 pays partenaires • (Coordination Pôle Europe et international des Ceméa Association nationale, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes- Programme Erasmus+).
- 142 mobilités de personnels • 5 régions • 5 pays • (Coordination Ceméa Rhône-Alpes, Programme Erasmus+).
- Échanges réciproques de 30 volontaires • 6 Associations territoriales des Ceméa investies (SVE et Service civique international).
- 23 projets franco-allemands et trilatéraux • 9 partenaires allemands • 6 partenaires d'Algérie, Bulgarie, Maroc, Hongrie, Tunisie, Grèce • 425 participants impliqués (projets cofinancés par l'OFAJ).

UN TRAVAIL EN RÉSEAU

40 pays partenaires impliqués dans des actions avec les Ceméa en 2018

- en Europe...

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Italie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Moldavie, Monténégro, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume Uni, Russie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Ukraine.

- ... et dans le monde

Afrique du Sud, Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Haïti, Maroc, Palestine, Sénégal, Tunisie, Turquie, Uruguay.



La Ficeméa, une vocation internationale solidaire

La Ficeméa est un mouvement international d'Éducation nouvelle, qui expérimente depuis 60 ans une coopération entre membres de 37 pays des 5 continents. Elle s'inscrit dans le courant internationaliste et pacifiste d'après-guerre et considère ainsi la migration comme un phénomène récurrent, fluctuant historiquement et géographiquement. En réponse au contexte européen actuel, caractérisé par la montée du racisme et de l'intolérance, les associations membres de la Ficeméa revendiquent que la migration soit une opportunité d'ouverture, de connaissance et de rencontre pour la société européenne.

Chaque jour ces associations font vivre une éducation à l'altérité, la mixité sociale et le vivre ensemble en organisant des centres de vacances. Elles participent à une éducation de qualité pour tous, en formant les cadres éducatifs et en soutenant leur engagement. Elles forment des personnes à l'éducation critique, en organisant des débats, des rencontres internationales. Ainsi à la promotion de la diversité culturelle et à une éducation à la citoyenneté internationale.

La Ficeméa pense que les États européens portent une responsabilité historique liée aux phénomènes de nature socio-économique comme l'esclavage, le colonialisme, l'impérialisme et la globalisation. Dans une démarche de solidarité et un souci d'avenir commun, les membres de la Fédération internationale des Ceméa s'organisent avec d'autres pour interpellier les états et rééquilibrer les relations entre les pays. Ils affirment l'obligation des États des pays membres de l'Union de respecter les droits humains et les interpellent sur leur responsabilité dans leur application. Les droits ne dépendent pas des situations budgétaires ou d'une démarche caritative mais sont inaliénables. Les membres soutiennent une Europe sociale, ouverte sur le monde et accueillante pour les migrant.e.s.





Des publications pour diffuser les idées de l'Éducation nouvelle

• « Le principe de la liberté de la presse n'est pas moins essentiel,
• n'est pas moins sacré que le principe du suffrage universel. Ce
• sont les deux côtés du même fait. Ces deux principes s'appellent
• et se complètent réciproquement. La liberté de la presse à côté
• du suffrage universel, c'est la pensée de tous éclairant le gou-
• vernement de tous. Attenter à l'une, c'est attenter à l'autre ».

• *Victor Hugo, Assemblée nationale, 11 septembre 1848.*

• Un vent mauvais souffle sur l'information. Les titres
• des précédents rapports de l'Observatoire de la déon-
• tologie de l'information (ODI), « L'insécurité de l'infor-
• mation », « L'information sous pressions », « L'infor-
• mation dans la tourmente », « L'information au cœur
• de la démocratie » et « Pour une information libre et
• responsable » sont là pour nous rappeler que le pro-
• blème n'est pas neuf. Mais il s'aggrave jusqu'à devenir
• une menace pour le fonctionnement de la démocratie.
• Depuis 2012, l'ODI dont les Ceméa sont membres à tra-
• vers le collectif Enjeux e-médias, ne cesse d'alerter les
• journalistes, les entreprises, les publics, les politiques
• et les organes de régulations : l'information est un bien
• trop précieux, essentiel à la vie démocratique, pour
• qu'on ne protège pas la liberté d'informer et le droit du
• public à être informé.

• Or, l'année 2018 a vu s'accroître le nombre des attaques
• et des pressions contre les médias d'information et
• contre des journalistes. Certes, pressions et attaques
• sont aussi anciennes que la presse. Mais alors que l'on
• pouvait espérer la démocratie plus apaisée, les attaques
• ne sont plus seulement verbales, mais aussi physiques.
• À cette situation s'ajoute chez certains la volonté de
• plus en plus manifeste de contrôler, par divers moyens
• et sous différentes formes, la fabrication et la diffusion
• de l'information. Telle est la tentation, certes ancienne,
• de tous les pouvoirs de vouloir surveiller les médias

L'information mise en cause

pour tenter de mieux influencer l'opinion publique. En
démocratie, ces tentatives se révèlent généralement
vaines, mais les ardeurs coercitives demeurent.

La liberté de pensée, la liberté d'opinion, la liberté
d'expression, qui constituent les fondements des so-
ciétés démocratiques depuis le XVIII^{ème} siècle (*Bill of
rights, 1689, Déclaration des droits de l'homme et du
citoyen, 1789, 1er amendement de la Constitution des
Etats-Unis, 1791*) ont été consacrées en France par la
liberté de la presse accordée par la loi du 29 juillet
1881 et en Europe par la Convention européenne de
sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fon-
damentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, qui
précise, dans son article 10-1 : « Toute personne a droit
à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté
d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer
des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir
ingérence d'autorités publiques et sans considération
de frontières ».

L'année 2018 a été préoccupante pour les défenseurs
des libertés. C'est l'objet de la première partie du
rapport annuel de l'ODI, intitulée « L'information en
question[s] » : les pressions sur l'information et les
tentatives liberticides de régulation de l'information
ont été nombreuses, venant de divers acteurs de la
société. Une éclaircie semble apparaître avec la mis-
sion confiée à Emmanuel Hoog sur la faisabilité d'un
Conseil de presse en France, auquel l'ODI est favorable.
Cependant, rien n'est acquis, mais les membres de l'ODI
se mobilisent dans ce sens.

■ Le choix de la publication de revues militantes

VERS L'ÉDUCATION NOUVELLE



Vers l'Éducation Nouvelle est écrite par des praticiens et des chercheurs militants de l'Éducation nouvelle. Aujourd'hui, soutenir l'une des dernières revues pédagogiques militantes en la lisant et en s'y abonnant reste un enjeu important. Au-delà d'être un espace pour porter encore et toujours des utopies concrètes dans l'éducation, *Vers l'Éducation Nouvelle* est aussi un espace de résistance, pour renforcer le droit à l'éducation et à la culture pour tous, dans le cadre des services publics ou associatifs d'intérêt général. Son objectif : promouvoir des utopies concrètes éducatives.

La revue s'organise autour de rubriques régulières ayant une approche transversale des problématiques éducatives : le « Dossier » et la rubrique « Repères ». La rubrique « Actualité » analyse et questionne un événement ou des enjeux de société. La rubrique « Projets et pratiques », transversale elle aussi à tous les terrains de l'action éducative et culturelle, valorise des expériences et rend compte d'analyses de pratiques pédagogiques. Chacun des quatre numéros, tirés à 3 000 exemplaires en 2018, a abordé un thème particulier.

• Voyager, découvrir, rencontrer et changer - VEN n° 569

Les Ceméa portent des valeurs d'Éducation populaire et les appuient sur des démarches de rencontre et de coopération. L'Éducation nouvelle s'inscrit dans cette logique en mettant en avant la place prépondérante du milieu dans la construction des personnes ainsi que celle de l'activité dans cette conception émancipatrice de l'éducation. La question du départ et du voyage est au cœur de cette double appartenance. Depuis leur origine les Ceméa ont réfléchi à cette question. Pourquoi partir ? Cela renvoie à une rupture dans une situation quotidienne et routinière. De cette rupture peut naître une mobilisation de la personne pour faire face à une nouvelle situation. Elle est créatrice d'énergie de mobilisation, favorable aux apprentissages et à la transformation sous certaines conditions. Les Ceméa ont beaucoup travaillé sur ces dernières, à travers l'accompagnement des départs en vacances et la préparation des jeunes en séjour en autonomie. Il s'agit de préparer les enfants et adolescents à partager le quotidien avec d'autres loin de leurs proches, dans un environnement différent du leur, pour se sentir assez forts, rassurés pour se lancer dans cette aventure.

• Jeunes enfants, comment les élever en plein air ?

VEN n° 570

Les dernières années, 29 personnes du réseau national français des Ceméa ont bénéficié de trente-neuf mobilités dans le cadre du programme Erasmus+, formation des personnels. Ce dossier met en évidence diverses observations et enseignements émanant de cinq mobilités en Belgique, Allemagne, Italie, Danemark et Hongrie sur le thème de « la vie en plein air, condition d'épanouissement du jeune enfant de zéro à six ans ». Nous avons engagé pour cela une recherche-action et observé la mise en pratique de projets qui intégraient la vie en plein air de jeunes enfants. Il s'avère, quels que soient les parcours et les spécificités, que les enseignements renvoient autant à des questions propres aux pays qu'aux représentations de chacun.e. sur les tranches d'âges selon lesquelles il ne faudrait pas mettre un tout-petit dehors. Nous partions du constat qu'en France, la vie en plein air fait l'objet d'une législation importante sur cette tranche d'âge, sous prétexte qu'il ne faut pas leur faire prendre de risque, ce qui, en soi pour des éducateurs, pose déjà question...

• Humanités numériques - VEN n° 571

Le numérique est un fait social total, car il déstabilise nos sociétés, réinterroge nos identités individuelles et collectives, notre rapport à l'espace, au temps, à l'autre mais aussi les conditions de production et de diffusion des savoirs. Quel sens donner au numérique aujourd'hui et plus particulièrement dans les pratiques éducatives ? Les transformations culturelles et les révolutions pédagogiques liées au numérique nous inscrivent dans une réflexion sur ce récent concept des humanités numériques. Ce dossier

nous propose de faire un pas de côté, de prendre le temps de mettre en résonance les axes philosophiques, politiques et éthiques de la question de l'éducation et du numérique en lien avec les pratiques défendues et portées par les Ceméa France et la fédération internationale des Ceméa. Le contrôle démocratique de ce monde numérique et des usages qui s'y déploient devient un enjeu central. Libre, solidaire et décentralisé, nous tenterons dans ces pages d'en décrire les contours.

• Été, loisirs et éducation - VEN n° 572

Dans ce numéro revivent les souvenirs d'un été riche d'aventures quotidiennes et pleines d'instant savoureux ou plus amers. Le dossier est varié et aborde aussi bien les dommages de la victoire en coupe du monde, un écho du festival d'Avignon, un séjour équitation, la situation des migrant-e-s et un coup d'œil sur un séjour de vacances, rehaussé par le regard de sa directrice. Le jeu et les activités scientifiques y trouvent leur place, ce qui apporte une touche supplémentaire d'agir. Une expérience à Nîmes avec des tout petits y est relatée. Enfin, la rentrée y est évoquée et un focus sur l'égalité garçons/filles dans la cour d'école complète le tableau.

VIE SOCIALE ET TRAITEMENTS



C'est la revue du champ social et de la santé mentale des Ceméa. Les textes publiés correspondent aux choix théoriques, sociaux, politiques et professionnels des Ceméa qui ont créé cette revue et qui la portent : principe de service public, soutien aux pratiques de psychiatrie sociale, travail social associant les usagers, pratiques « institutionnelles », approche psychanalytique, refus de la primauté, voire de l'exclusivité des approches cognitivistes et comportementalistes.

VST est coéditée par les Ceméa et les Éditions Erès. Son tirage en 2018, a été de 1 200 exemplaires par numéro. On y trouve les rubriques suivantes : Ça bouge ; l'actualité des établissements et des services. Que font les professionnels d'aujourd'hui ? Formation, pour préparer les métiers de demain. Le passé et le présent pour transmettre nos références de Deligny à Tosquelles... Des points de vue argumentés et informés où l'universitaire peut croiser le professionnel ou l'étudiant. Un Praticable ouvert à tous pour témoigner de l'indispensable quotidien. Au cœur de la revue VST, le dossier sur les questions qui traversent le social et le sanitaire. Les nouveautés des livres et des revues, et l'agenda professionnel. Au fil des pages, des artistes contribuent à l'enjeu culturel de la réflexion sociale.

• Autour du suicide - VST n° 137

Le suicide, ce fait social total, disait Durkheim il y a cent ans. Ce dossier tourne autour de l'acte, qu'il soit réussi ou raté, quel que soit le point de vue d'où on le regarde. Comment comprendre le suicide ? En croisant les sciences humaines, les sciences sociales et la philosophie. Nous nous y essayons. Mais le suicide n'est pas qu'une affaire de rationalités extérieures. Tout le monde connaît un suicidant, et beaucoup d'entre nous se sont interrogés après un acte de suicide dans leur environnement relationnel, familial. Qu'est-ce que cela déclenche chez chacun ? Que nous disent ces suicidants ? Que vivent-ils eux-mêmes quand ils peuvent le dire, après, devenus des « revenants » ? Se pose aussi la question de la prévention. Peut-on prévenir un fait total ? Un dossier professionnel, qui appelle le lecteur à penser sa propre expérience, sa propre histoire.

• Être éducateur aujourd'hui - VST n° 138

Que devient le métier d'« éducateur », ce terme générique qui signifiait pour Jacques Ladsous l'accompagnement, le soutien, la proximité, l'engagement ? Il a progressivement été morcelé en diverses fonctions et en divers niveaux de classification. Il est aujourd'hui question que certains de ces éducateurs, ceux qui sont « spécialisés », accèdent à un grade universitaire et deviennent « coordonnateurs ». Et la relation dans tout ça ? Éducateur rime peu à peu avec ordinateur, et moins avec public, contact, partage. Mais des jeunes, et des vieux, renâclent, résistent, s'accrochent, et inventent. Un dossier qui croise analyses et témoignages, paroles et réflexions, pour réfléchir à l'avenir d'une profession.

• L'aide à domicile, à quel prix ? - VST n° 139

Le maintien à domicile a le vent en poupe. On le dit peu coûteux, et qu'il permet de préserver les repères des personnes concernées. Et aussi, « les institutions d'accueil sont si mauvaises », et encore : « Qui mieux qu'un parent ou qu'un enfant sait ce qui est bon pour son proche ? » L'idéologie, les représentations ne sont jamais loin de certaines de ces justifications bien peu objectives. Les aidants naturels, même allocataires d'une indemnité d'accompagnement, ne sont-ils pas pris au piège de l'enfermement ? Qu'en est-il de la précarisation et du plaisir au travail des intervenants qui se succèdent au lit de la personne comme à l'hôpital ? Et du statut d'employeur des bénéficiaires et des familles ? Des analyses et des témoignages pour que « rester à la maison » ne rime pas avec aliénation.

• Ces groupes qui aident - VST n° 140

Des groupes sont constitués pour aider à aller mieux, voire pour soigner : groupes de parole, groupes d'auto-support, groupes thérapeutiques... D'autres groupes inquiètent : bandes adolescentes, sectes, microgroupes d'extrémistes politiques ou religieux... Si les individus ont besoin d'être entre pairs pour être reconnus, soutenus, étayés, certains groupes au contraire enferment, tournent à vide, manipulent, dévient de leur objectif, comme ces groupes thérapeutiques où plus rien ne se passe. Comment faire pour que le groupe libère ?

LES CAHIERS DE L'ANIMATION VACANCES LOISIRS



C'est la revue de l'animation des Ceméa, chaque numéro propose des fiches ou des textes sur l'activité, des conseils techniques et présente des informations sur la connaissance des publics ainsi que des comptes rendus d'expériences variées. Différents sujets de réflexion sont régulièrement abordés pour permettre de préparer ses projets, son séjour et de se préparer à travailler avec des enfants et des jeunes : rythmes de vie, structuration de la vie collective, vie de groupe...

Une rubrique présente ce que les Ceméa ont lu et retenu des diverses publications

et éditions pour la jeunesse, et une petite bande dessinée brocardée avec tendresse tous les petits travers ou dérives de l'animation. Elle compte quatre numéros par an, son tirage en 2018 a été de 10 000 exemplaires par numéro en moyenne. Elle est lue régulièrement par plus de 40 000 personnes environ.

• La formation, pensée et action - CA n° 101

En BPJEPS, en stage Bafa, en Auvergne, en Occitanie ou ailleurs, en séjour de vacances, à l'école, c'est chaque fois l'occasion de vivre des nouveautés aux mille éclats. Certaines éblouissent et font chan-

ger, d'autres écorchent les habitudes d'un chez soi qui rassure mais fige aussi, et font réfléchir. Pendant les vacances, en formation, au cours de la construction d'une cabane, lors d'une nuit à la belle étoile, d'un jeu effréné, en chantant, en se lavant (toilette rapide ou sous la douche), < citeles premières fois se succèdent et se multiplient, détricotent les certitudes ; le « déjà mille fois vu » par beaucoup est une découverte pour d'autres qui ne l'ont pas vécu. Laissons le temps faire et l'expérience se tisser pour celles et ceux qui ne savent pas encore.

• Apprendre se conjugue au présent du loisir - CA n° 102

The last but not least ! Dernier numéro en effet d'une revue qui en revendique plus de 100 en 25 ans. Un plaidoyer pour les colos ouvre cet opus. Centré sur la notion d'apprentissage, il raconte des expériences vécues dans des situations de formation en animation volontaire et professionnelle. Le cahier central porte un regard très concret sur les activités sonores et musicales. Une double page photo illustre la réalité d'enfants en vacances et le jeu de la baguette vient subtilement faire le lien avec la fiche qu'on trouvera dans l'espace « expérience Bafa/se préparer à animer » sur Yakamédia, la médiathèque en ligne des Ceméa. Une page se tourne, une autre se fait jour !

YAKAMÉDIA, LA MÉDIATHÈQUE DES CEMÉA ET SON ESPACE EXPÉRIENCE Bafa



Les Ceméa ont pris en 2018 la décision de transformer cette revue en revue numérique. À partir de septembre 2018, les contenus des rubriques

habituelles enrichis (des articles mais aussi des reportages photos, des vidéos, des tutoriels...) sont accessibles sur la médiathèque en ligne des Ceméa Yakamedia, dans l'espace Experience Bafa.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/experience-bafa>



“ Verbatim

« Pour moi la lecture est avant tout un acte de communication qui possède différentes composantes et qui ne se limite pas au déchiffrement et à l'interprétation d'un texte. La lecture, l'acte de lire, sont toujours précédés et suivis d'échanges sociaux. C'est pourquoi, c'est une pratique culturelle estimable et à part entière. »

Bernard Friot, auteur

■ Les Ceméa en ligne, renforcement de l'offre de ressources pédagogiques par la création d'une nouvelle plateforme Yakamedia.fr

La mise en ligne lors du dernier trimestre 2018 d'une médiathèque en ligne regroupant l'ensemble des ressources des Ceméa a considérablement modifié en la renforçant, cette dimension de l'activité éditoriale des Ceméa.

Les autres sites internet des Ceméa, dans une logique de portail, restent des espaces d'informations et de ressources, mais aussi le lieu d'accès à l'offre de formation et aux services proposés par les Ceméa, notamment pour l'aide au placement des animateurs et directeurs d'accueils collectifs de mineurs.

Depuis plusieurs années, toute l'offre de formation des Ceméa est accessible sur Internet avec inscription et paiement en ligne. La librairie des publications des Ceméa est également disponible sur internet avec possibilité de commandes en ligne. Fin 2019, elle est intégrée sur la médiathèque Yakamedia. Les documents proposés sont multimédias, la rubrique « Web-TV » permet de découvrir à travers des reportages, les activités menées par les Ceméa sur l'ensemble des territoires métropolitain et d'outremer, d'écouter les prises de position des Ceméa dans des débats citoyens, et de découvrir à travers des extraits, tous les films diffusés par les Ceméa. Elle se prolonge aujourd'hui dans les différents univers de la médiathèque Yakamedia.fr. Elle est depuis 2017 enrichie et articulée avec un compte Ceméa sur la plateforme Vimeo qui rassemble toutes les ressources audiovisuelles produites par les Ceméa (reportages, conférences, interviews...). Les rubriques « Actualités, agir avec les collectifs » et « Les Ceméa en action » permettent de suivre l'actualité des positionnements et analyses sur les politiques éducatives, sociales et de jeunesse des Ceméa et de leurs partenaires.

• La médiathèque en ligne Yakamedia.fr

Depuis le troisième trimestre 2018, les Ceméa proposent un nouvel espace, la médiathèque des ressources pédagogiques des Ceméa Yakamédia. Voir la présentation pages 6 et 7.



Les sites des Ceméa présentent une dimension portail vers d'autres sites plus ciblés ou thématiques :

• Le site « Jeunes en errance »

Il donne l'actualisation de ce réseau de travail et permet l'accès à diverses ressources.

<http://jeunes-en-errance.cemea.asso.fr/>

• Le site de la Fédération internationale des Ceméa (Ficeméa), qui donne accès aux actions menées par les associations membres.

http://www.ficemea.org/?page_id=2/

• Le site du Festival international du film d'éducation

Il présente la manifestation et l'ensemble des films sélectionnés et primés, ainsi que les dossiers pédagogiques des films primés. Ce site a été renoué en 2018 pour la quatorzième édition avec de nouvelles fonctionnalités.

<http://www.festivalfilmeduc.net>

• Le site « Enfants, Ecrans, Jeunes et Médias », du Pôle Médias, numérique, éducation et citoyenneté

<http://www.cemea.asso.fr/multimedia/enfants-medias>

Ce site sur l'éducation aux médias et à l'information propose des ressources éducatives, des infos sur l'actualité française et européenne, des articles de référence, des outils pédagogiques. À noter que dans ce champ de l'éducation aux médias, les Ceméa animent le site du Collectif Enjeux-e-médias.

<http://www.enjeuxemedias.org>

• Le site « La laïcité à l'usage des éducateurs » en lien avec un MOOC

Il est co-édité par les Ceméa, les Francas, et la Ligue de l'Enseignement. Ce site permet d'aider les éducateurs à mettre en œuvre une laïcité qui apprend à vivre ensemble, au sein de la République. Il propose de partir de plus de 90 questions que se posent les acteurs de terrain, d'apporter des réponses sur quatorze thèmes répartis dans deux rubriques. Un MOOC en lien avec ce site a été réalisé par les Ceméa et les Francas. (cf. p. 20 de ce rapport).

<http://www.laicite-educateurs.org>

• Des infos à accès réservé aux membres actifs des Ceméa où chacun des membres des Associations territoriales des Ceméa peut trouver un appui à son engagement bénévole comme formateur, porteur de projets ou administrateur. Cet espace réservé est également un outil pour l'ensemble des salariés des structures des Ceméa.

Le nombre de visites se renforce avec plus de **100 000 visites** par mois pour l'ensemble des sites des Ceméa ainsi que par la présence sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Mastodon) et le compte Vimeo. Plus de 5 000 abonnés suivent ainsi l'actualité des Ceméa en ligne en flux continu.

On trouve sur l'ensemble de ces sites plus de **15 000 articles**, plusieurs **milliers de liens**, plus de **1 000 offres de stages** et **plus de 1 000 ressources pédagogiques**.

■ D'autres éditions multisupports Une politique éditoriale, c'est avant tout la conception de contenus

En 2018-2019, les Ceméa ont poursuivi au-delà de leur nouvelle médiathèque, leur politique d'édition multi-supports pluri-médias de contenus (livres, dossiers pédagogiques, films, DVD, fichiers d'activités, outils de formation en ligne, guides d'information, émissions Webradio,...) à destination de tous les acteurs concernés par l'éducation, le social, l'enfance et la jeunesse. Ces projets éditoriaux sont menés, soit directement par les Ceméa qui possèdent leurs propres équipes d'auteurs et moyens d'édition pluri-médias, soit en partenariat avec des éditeurs. Parmi ces derniers, on peut citer les éditions Éres, Retz, Fabert, le réseau CANOPÉ, Médiapart, la télévision ou radio publique à travers France Télévisions Éducation ou Radio France. Des éditions peuvent aussi être développées en lien avec des studios de création multimédia Tralalère, Columbus, OHNK...

• Des ouvrages sur les questions d'éducation et de jeunesse

Ces ouvrages sont coédités en partenariat avec des éditeurs, conçus ou soutenus par les Ceméa. Au total, les Ceméa diffusent une cinquantaine d'ouvrages souvent inédits ou peu distribués actuellement (voire plus distribués du tout). À noter l'édition de l'ouvrage « *Les Ceméa, plus de 80 ans d'existence et toujours passeurs d'avenir* ». En 2018, plusieurs centaines d'exemplaires ont été diffusés.

• Les dossiers pédagogiques des revues

Ils sont liés aux deux revues des Ceméa, *Vers l'Éducation Nouvelle* et *Les Cahiers de l'animation*. Vingt et un titres composent celle des Cahiers de l'Animation.

Cinq dossiers de *Vers l'Éducation nouvelle* sont diffusés : *Jean Zay, toujours actuel ?* • *Accueillir les jeunes enfants* • *Lois, règles et consignes* • *Toujours nouvelle (l'éducation...)* • *Où va l'éducation à la consommation ?*

En 2018, plus de **770 exemplaires** de ces dossiers pédagogiques ont été diffusés par les Ceméa. Ces dossiers ont permis la réalisation de sept thématiques dans une collection « Repères » sur « *L'activité ; Les activités physiques et jeux ; L'activité manuelle ; L'activité milieu et environnement ; L'expression et les activités artistiques ; Les activités audiovisuelles, multimédias et numériques* ». Ces données sont à destination des formateurs des Ceméa.



• Une collection de fichiers pédagogiques d'activité

Cette collection comprend 18 titres destinés à des animateurs et éducateurs. Elle recoupe le domaine des activités ludiques et sportives, manuelles et scientifiques, l'éducation à l'environnement, l'éducation aux médias, l'alimentation, les jeux chantés... Chaque fichier comprend un ensemble de fiches (de 24 à 40, selon les titres) et un livret pédagogique. Certains fichiers sont accompagnés d'un CD (jeux chantés, jeux dansés).

En 2018, **902 exemplaires** de ces fichiers ont été diffusés.



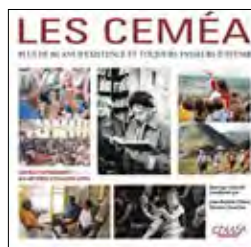
L'ensemble de ces contenus « print » sont progressivement transférés en numérique sur la nouvelle médiathèque en ligne Yaka-média dans ses univers Animer ou Comprendre (cf. présentation p. 6 et 7).

« Les Ceméa, plus de 80 ans d'existence et toujours passeurs d'avenir »

L'année 2017 a marqué l'année anniversaire des quatre-vingts ans d'existence des Ceméa et de la mise en oeuvre de leur projet. Différentes actions ont été menées dont l'animation d'un blog sur les enjeux actuels et de nombreuses manifestations un peu partout en France hexagonale et ultramarine, rassemblant des milliers de militants autour entre autres d'une exposition photos itinérante sur « l'histoire des Ceméa et la Rencontre de l'autre, des autres », créée et présentée à Avignon durant le festival.

Pour prolonger cet anniversaire, il fallait aussi faire un clin d'œil aux mères fondatrices et aux pères fondateurs, qui ont créé en 1957 les éditions du Scarabée, en réalisant un livre...Il parcourt en huit chapitres les idées fondamentales portées par les Ceméa dans le champ de l'éducation, de la culture et du social. Il articule cette histoire de quatre-vingts ans aux enjeux actuels et à ceux des années futures. Le point de départ de sa réalisation a été l'exposition photos illustrée ci-dessus. Ces photos et en écho, des paroles de militants illustrent différentes actions des Ceméa au fil des pages de cet ouvrage.

Chapitres sur l'action des Ceméa : Tisserands du lien social, passeurs d'avenir - Des accueils pour tous les publics au cœur des festivals - Médias et numérique, engagement citoyen et éducation critique - Tout ce qui s'agit n'agit pas ! - Reconnaître la valeur humaine de la folie - Éducation interculturelle et apprentissage de l'altérité - 1937-2017 : Les Ceméa ont 80 ans



• Deux collections de films

Les Ceméa ont depuis de nombreuses années, fait le choix de produire des films comme outils de réflexion et de contribution aux débats éducatifs et sociétaux. Les Ceméa disposent de deux collections de films.

- Une collection, lancée en 2010, les films du Festival international du film d'éducation qui comprend maintenant **65 titres**. Cinq nouveautés en 2019 (cf. ci-contre).

- Une collection centrée sur des projets éducatifs ou situations sociales, comprend plus d'une trentaine de films avec deux nouveautés (cf. ci-dessous).

En 2018, plus de **480 exemplaires** au total ont été diffusés auprès des acteurs éducatifs et de différents lieux culturels.

NOUVEAUTÉS



La pause du mercredi



Tourné dans un accueil de loisirs des Bouches du Rhône, ce film démontre comment une équipe pédagogique essaye de s'adapter au rythme des enfants tous les mercredis après-midi. L'équipe municipale d'animation du Château de Cabasse à Miramas souhaite prendre en compte la fatigue des enfants en fonction de leur âge et proposer des activités adaptées. Le film observe ici, entre l'arrivée du bus en fin de matinée et l'accueil des parents le soir, le rôle de

l'équipe de direction qui clarifie ses intentions pédagogiques et celui des animateurs tout au long de la journée afin de pouvoir répondre aux besoins des enfants.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/comprendre/temps-de-loisirs-temps-de-vacances/la-pause-du-mercredi>

La classe verte



La ville de Miramas accueille en demi pension pendant toute l'année scolaire, sur son site du château de Cabasse, deux à trois classes transplantées de 9h à 16h pendant quatre jours en moyenne. L'objectif est de vivre des expériences d'apprentissage scolaire et de vie collective différentes. Les enseignants, les animateurs professionnels, les éducateurs sportifs et le personnel d'accueil du château de Cabasse s'associent pour construire ensemble un projet pédagogique spécifique à chaque classe. La complémentarité de l'enseignant-e et des animateur-ice-s, ainsi que leur cohérence éducative sont déterminantes pour atteindre les objectifs poursuivis. Les réunions de préparation permettent la cohésion de l'équipe vers un projet commun.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/echanger/professionnels-de-lanimation/la-classe-verte>

La collection de DVD du Festival international du film d'éducation s'enrichit...



Pour répondre à une forte demande et amplifier la diffusion des films sélectionnés et primés lors du Festival international du film d'éducation, les Ceméa ont décidé de les éditer et de les diffuser sur support DVD. Pour cela, ont été négociés les droits auprès des auteurs et producteurs, pour des usages au sein d'associations, d'établissements, de différentes structures éducatives ou mutua-

listes. Les DVD sont ainsi utilisables dans de nombreux lieux éducatifs, culturels et sociaux, et permettent de poursuivre cette rencontre entre le cinéma et l'éducation, auprès de publics larges. Il est également possible de les acheter pour des usages privés au sein de cercles familiaux. En 2018-2019, de nouveaux DVD ont été édités (cf. leur présentation p. 116) : **Like Dolls l'Il rise, Les Lucioles, Communion, une sélection de films de la 14e édition et une sélection de deux films de la 14e édition primés lors de la 14e édition.**

Ainsi, se constitue peu à peu, la collection des films primés ou issus de la sélection, particulièrement intéressants pour des usages citoyens. Pour tous ces films, est réalisé un dossier pédagogique, conçu comme un outil pour les équipes ou personnes qui s'engagent à animer des débats citoyens ou des situations pédagogiques avec différents publics. Ces dossiers sont téléchargeables sur le site du festival. **65 films sont disponibles actuellement dans la collection.**

DES TUTORIELS EN VIDÉO

→ **NOUVEAUTE 2019** : L'évolution de l'édition et des supports de diffusion amène les Ceméa à engager en lien avec leur Médiathèque en ligne, **YAKAMÉDIA**, la création d'une collection de fiches d'activités audiovisuelles diffusées en ligne ainsi que la réalisation de tutoriels vidéo sur différents tours de main. Une quinzaine de tutoriels sont prêts et une dizaine de films ont été réalisés.



• Deux collections de films

Les Ceméa ont depuis de nombreuses années, fait le choix de produire des films comme outils de réflexion et de contribution aux débats éducatifs et sociétaux. Les Ceméa disposent de deux collections de films.

- Une collection, lancée en 2010, les films du Festival international du film d'éducation qui comprend maintenant **65 titres**. Cinq nouveautés en 2019 (cf. ci-contre).

- Une collection centrée sur des projets éducatifs ou situations sociales, comprend plus d'une trentaine de films avec deux nouveautés (cf. ci-dessous).

En 2018, plus de **480 exemplaires** au total ont été diffusés auprès des acteurs éducatifs et de différents lieux culturels.

• Des outils de formation multimédias en ligne

- Les Ceméa ont créé en 2017 un MOOC sur les questions de laïcité à l'usage des éducateurs. En 2018, les contenus ont été mis à jour suite aux premiers bilans des utilisateurs et deux nouvelles thématiques enrichissent désormais le parcours de formation proposé.

- Dans le cadre du projet *Déclics numériques* mené par les Ceméa, les Francas et la Ligue de l'enseignement, 7 parcours d'activités pédagogiques à mener avec des enfants (photo - vidéo - Robotique - Médias sociaux - Coding et jeux vidéo - Webradio - RaspberryPI) en ligne sont disponibles. <http://d-clics-numeriques.org/>. Ils intègrent toutes les ressources pédagogiques nécessaires. À noter celui sur la vidéo comprenant six applications interactives audiovisuelles de jeux avec les images et les sons.

- **NOUVEAUTÉ** : Les Ceméa ont engagé en 2018-2019, un travail de conception des contenus de formation en ligne disponible sur une plateforme de FOAD (cf présentation p. 19 de ce rapport d'activité).

• 23 « chaînes » vidéo, une Web TV et des émissions de radio

- Les Ceméa se sont dotés d'un player vidéo interactif avec accès par mots clés ou rubriques. Cette plateforme WebTV rassemble des reportages sur des actions et projets Ceméa, des interviews ou des conférences... autant de ressources pour les éducateurs. Elle présente également les 35 films de la collection DVD des Ceméa, les 65 films de la collection du Festival international du film d'éducation, sous forme d'extraits. À chaque film, un court texte les présente également intégrant les liens pour commander les vidéos ou télécharger les dossiers d'accompagnement pédagogique. <http://tv.cemea.asso.fr>. Ces ressources vont être transférées et à terme être toutes disponibles sur la médiathèque en ligne Yakamédia proposée par les Ceméa. L'ensemble des ressources produites par les Ceméa sont également disponibles sur le compte Vimeo des Ceméa : <https://vimeo.com/cemea>, rassemblé dans 23 « chaînes » thématiques.

- Les Ceméa animent également plusieurs webradio sur le travail social lors d'événements (<https://radios.cemea.org>) ou en région à Montpellier par exemple (cf ci-contre).



• Des guides repères pour les citoyens

L'enjeu de la diffusion d'informations repères pour comprendre et agir en tant que citoyens, parents ou éducateurs est essentiel. À la fois outils de compréhension des enjeux, guides pratiques et fiches de conseil, ils sont complémentaires à d'autres formes de sensibilisation ou de formation à des questions qui traversent l'éducation et la culture. Les Ceméa sont engagés dans cette orientation éditoriale, souvent en partenariat avec d'autres ou au sein de collectifs. En 2018-2019, les Ceméa ont conçu le guide « Être citoyen dans la société numérique » et participé au guide « La famille tout écran » (partenariat avec le Clemi). Ils ont soutenu dans la suite du guide « Informer... sans être journaliste », le guide « L'éducation à l'information » (Alliance internationale de journalistes).

« Être citoyen dans la société numérique », petit imprécis du numérique



Dans ce monde numérique qui se transforme très vite, cette brochure propose à chacune et chacun quelques grands repères qui lui permettent de se situer et de prendre pleinement sa place de citoyen. Ce guide est la résultante de la tentative de dessiner une vision globale de ce qui caractérise cette société dite de l'information et du numérique, d'en mesurer les transformations profondes et d'identifier les résistances ou mises à distance nécessaires pour la maîtriser.

Jeunes et adultes, nous sommes tous concernés

! Ces nouveaux espaces et outils qui prennent une part toujours plus grande dans nos vies revêtent certes un potentiel inédit d'information, d'expression, de participation et de créativité, mais ils demandent aussi une posture critique permanente. Leurs usages posent des questions fondamentales : celle du sens que nous donnons à nos relations sociales et personnelles ; de notre présence en ligne et de l'identité numérique que nous devons maîtriser pour en rester les auteurs ; de nos données personnelles que des algorithmes trop obscurs captent dans une logique commerciale en mettant en jeu notre vie privée ; de la frugalité énergétique des systèmes informatiques...

Par-delà, les enjeux sont pour nous également ceux de notre vie démocratique, notamment à travers la nouvelle fabrique de l'information, ses spécificités, biais et désordres. Agir par l'éducation et la mobilisation citoyenne sont pour nos deux associations les piliers pour construire une société numérique éclairée, autour des valeurs fondamentales de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Un monde où innovations technologiques soient synonymes de progrès humain et de développement durable et solidaire pour construire et faire le choix d'une société humaniste et respectueuse de l'avenir de notre planète.

Au Sommaire. Partie 1- Introduction : La société numérique: jeunes et adultes, tous concernés. Partie 2- Un potentiel inédit d'expression, de participation et de créativité. Partie 3 - Présence en ligne et identité numérique. Partie 4-Derrière les algorithmes, les données personnelles mises en jeu. Partie 5 - S'informer dans la société numérique. Partie 6 - Agir par l'éducation et la mobilisation citoyenne.

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/comprendre/numerique-media-et-education-citoyennete/etre-citoyen-dans-la-societe-numerique>



La famille tout écran, une nouvelle édition !



Au regard du succès du premier guide, une nouvelle édition est disponible. Les Ceméa y ont contribué notamment à travers un article sur les objets connectés pour les bébés.

Le CLEMI, avec l'appui de Réseau Canopé et de ses partenaires, est pleinement dans sa mission d'éducation à la citoyenneté en allant en direction des parents, et plus largement des familles, tant il est vrai que la question des usages numériques nous concerne toutes et tous au quotidien dans un contexte d'infosaturation. Pas un jour ne passe, en effet, sans que soient interrogés le rôle et la place des écrans dans nos pratiques et dans nos organisations. Dans un monde globalisé et complexifié, la définition et la compréhension de la source de l'information constituent une priorité pour déjouer les tentatives de manipulation et devenir un acteur responsable.

Ce guide bénéficie de l'expertise des professionnels du CLEMI et de son réseau de pédagogues, de partenaires institutionnels, associatifs et médiatiques. Issu de cette mobilisation, cet ouvrage est le produit d'un groupe de travail dédié aux pratiques informationnelles des jeunes, composé de membres représentant du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, du ministère de la Culture, France Télévisions, Radio France, le CSA, CNRS Images, les Ceméa, la Ligue de l'enseignement, la CNAF, Jets d'encre et l'Icem-Pédagogie Freinet.



ZOOM RADIO

Des émissions en partenariat avec Radio Clapas, à Montpellier

En 2018, pour les 40 ans de Radio Clapas, et après plusieurs collaborations fructueuses, les Ceméa Occitanie deviennent officiellement partenaires de Radio Clapas. Des émissions bimensuelles d'une heure, sont mises en place pour (re)découvrir l'Éducation populaire, l'Éducation nouvelle, les formations et les actions proposées par les Ceméa Occitanie. Radio Clapas c'est la radio montpelliéraine fondée en 1978 par des passionnés. Elle est la seule radio de l'hexagone à posséder le label Point Information Jeunesse.

L'émission, d'abord mensuelle puis bimensuelle à partir d'octobre 2018, aborde des sujets d'actualités avec des invités. Des touches musicales complètent les contenus de l'émission.

Grâce à ces émissions, les Ceméa véhiculent leurs valeurs et leurs projets. En 2018, dix émissions ont été réalisées. Des ateliers radio ont été mis en place dans la continuité de ce partenariat, avec les moniteurs éducateurs en formation en 2018.

Réécouter toutes les émissions en podcast sur :

<https://www.radioclapas.fr/emissions/>

Moteur de recherche, une information à la fois normalisée, personnalisée et « enfermante »

Une question ?

En quelques millisecondes, un moteur de recherche est capable de faire le tri dans les 135 milliards de milliards de pages hébergées sur la toile en utilisant un algorithme de classement connu sous le nom d'algorithme de ranking, qui prend en compte des centaines de critères (mots clés, liens, date, visites...). Dans 90% des cas, l'internaute cliquera pour trouver sa réponse sur un lien proposé sur la première page de résultats qui s'affiche. Et tant pis si les suivantes recèlent des trésors qui resteront cachés.

La même réponse pour tous ?

Certainement pas sur les moteurs qui développent des techniques sophistiquées pour proposer -toujours parmi les « gros » sites- des résultats différents selon le profil de navigation de chacun. C'est le cas de Google, Yahoo ! ou Bing, mais non de Qwant, qui ne collecte pas les données de ses utilisateurs. Et puis, avec le développement des assistants personnels tels que Siri qui prennent en compte nos profils et les contextes dans lesquels nous formulons nos requêtes, la question de savoir qui pense et décide pour chacun, se pose de façon de plus en plus aiguë.

Le confort de la bulle

À partir des traces laissées lors de sa navigation (recherches effectuées, sites et publicités consultés, achats réalisés, « j'aime »...), les principaux moteurs de recherche, réseaux sociaux et plateformes de vidéos proposent à chacun des informations personnalisées, censées correspondre à ses goûts, opinions et préférences. Ce mécanisme qui tend à enfermer chacun dans un vase clos est renforcé par le système des recommandations qui pousse à consulter des sources sélectionnées par des « amis » ou autres contacts, regroupant le plus souvent des gens qui se ressemblent.

Focus sur deux applications numériques

Une application pour l'éducation critique « Je publie... »

La détermination des responsabilités sur Internet est un exercice complexe. Lorsque nous publions ou lisons des contenus sur les réseaux sociaux numériques, il n'est pas toujours facile de discerner ce qui relève de la liberté d'expression, dans quels cas s'appliquent les divers textes de loi, les limites entre la vie privée et la vie publique... ou encore d'identifier les messages dont les intentions malveillantes échappent à notre vigilance.

Questionner le sens des images que l'on publie fait partie des principaux enjeux d'une éducation aux médias et à l'information, indispensable plus encore aujourd'hui avec la présence des smartphones dans la vie quotidienne.

Les Ceméa ont donc développé un jeu de simulation, l'activité « Je publie ». Elle est déclinée en plusieurs supports dont une application pour smartphone ou tablette.

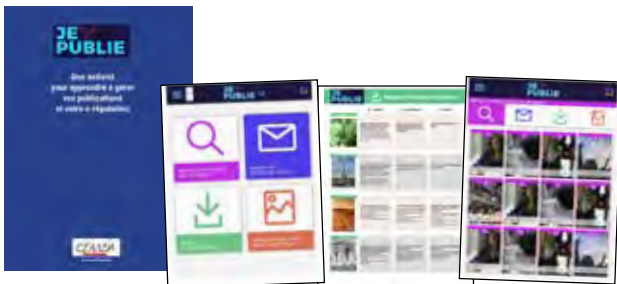
Une fois l'application téléchargée et lancée sur le smartphone (ou tablette), l'utilisateur découvre 48 images classées en 4 catégories, illustrant des scènes et des situations de la vie quotidienne (école, travail, étude, vie familiale, loisirs, échanges...). Cette série représente également les « canaux courants » d'échange d'images par les outils numériques aujourd'hui, consultées sur le net, téléchargées, prises avec le smartphone ou encore reçues des applications Facebook, Twitter, Snapchat, Instagram, etc.

Chaque image, souvent associée d'un message, questionne une problématique liée au respect de la vie privée, à la désinformation, aux contenus malveillants, aux Conditions Générales d'Utilisation (CGU), aux droits de l'image...en encore à la liberté d'expression.

Après avoir sélectionné une image ou un message, l'utilisateur a le choix de la publier ou pas... selon l'impact qu'il perçoit sur sa e-réputation ou tout simplement selon sa connaissance des droits et devoirs d'un internaute. Un conseil apparaît après utilisation de chaque image avec des propositions de lien pour en savoir plus (la CNIL, Internet sans crainte, etc.).

Cette application peut être utilisée pour animer un échange sur les enjeux de la publication des images dans les réseaux sociaux dans un cadre scolaire (collèges, lycées, CFA), dans le cadre d'un atelier d'éducation aux médias et à l'information avec des jeunes (Centres sociaux, MJC, établissements PJJ...) ou avec des parents (Association de parents d'élèves, CAF, centres d'action sociale...).

Ce projet a été soutenu par le Ministère de la Culture. Elle est disponible via la médiathèque Yakamédia des Ceméa.



Une application Ciné-critique

L'application « Ciné-critique » s'inscrit au cœur du projet citoyen de l'éducation populaire, d'apporter une éducation critique au regard. Le cinéma est un formidable support de développement de compétences que l'on retrouve dans les programmes scolaires, se confronter au cinéma en tant que productions artistiques, affiner ses goûts personnels, construire et exprimer un jugement, acquérir de nouvelles connaissances...

Elle aborde le cinéma comme langage et invite le spectateur à devenir critique par des outils facilitant l'observation, le travail d'écriture de commentaires dans le prolongement d'une séance de visionnage d'un film.

L'application fonctionne sous les principaux environnements, Linux, Mac et PC. Elle propose une base de 3 courts métrages et la possibilité par l'utilisateur d'intégrer ses propres films, y compris des films (ou extraits) diffusés sur le net sur des plateformes dédiées à l'éducation au cinéma ou sur les réseaux sociaux numériques de partage vidéo (sans nécessiter de la télécharger). Cette possibilité technique symbolise l'importance de mettre en réflexion les images que les jeunes découvrent par eux mêmes et celles que l'éducateur souhaite partager dans une perspective d'ouverture au regard.

L'application Ciné-critique peut être utilisée dans le cadre des actions telles que « Collège au cinéma » et « Lycéens au cinéma », le « Prix Jean Renoir des lycéens » et bien d'autres dispositifs d'éducation à l'image dans et hors l'école.

La scénarisation et les consignes d'utilisation incite à dépasser le « j'aime ou je n'aime pas » énoncé dans le prolongement du visionnage d'un film. Six activités (dans l'ordre choisi par l'éducateur/le formateur) permettent de découvrir les complémentarités entre l'image le son, le texte, les dialogues... et ce qui produit du sens dans une œuvre cinématographique. Les six activités : Résumé du film. Mes premières impressions. L'image. Le son. Le montage. La critique.

L'application « Ciné-critique » est sous licence Creative Commons BY-NC-ND est en phase test. Une version finalisée sera présentée au Festival du film d'éducation 2019.



Avec le soutien de



Exemple de consignes pour l'activité L'image

- Commentez les choix de mise en image du réalisateur ou de la réalisatrice
- Regardez le film et identifiez les différents cadrages, les angles, les mouvements de caméra et types de lumière. Vous trouverez le nom et la définition en déplaçant la souris sur la bande de vignettes sous la time line
- Commentez plusieurs points du film. Que raconte le cadre ? Sur quoi et comment le réalisateur oriente votre attention avec l'image ?
- Déplacez le curseur sur le film et arrêtez-le sur à l'endroit souhaité
- Cliquez sur la vignette qui correspond par analogie à ce que vous souhaitez commenter, un repère s'affiche sur la time line
- Utilisez la zone de texte pour noter votre analyse.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'ÉDUCATION

Les DVD du palmarès de la 14ème édition 2018



Grand prix du Festival 2018 : Les Lucioles, un film de Bérangère Jannelle. Sophie et les enfants de sa classe préparent une insurrection poétique au Centre Leclerc de Châteauroux. Un film réalisé au niveau des élèves. Nous suivons les différentes activités de la journée, les temps d'apprentissage et d'expression artistique, les moments d'intense concentration et l'effervescence des débats. L'enthousiasme de la maîtresse est particulièrement communicatif !... <https://festivalfilmeduc.net/films/lucioles-les/>



Prix du Long métrage d'éducation du Festival 2018 : Communion, un film de Anna Zamecka. Quand les adultes font défaut, les enfants doivent grandir plus rapidement. Ola a 14 ans et doit s'occuper d'un père dysfonctionnel, d'un frère autiste et d'une mère qui vit au loin. Rêvant de réunir la famille, elle organise les festivités de la première communion de son frère... <https://festivalfilmeduc.net/films/communion/>



Prix du Jury jeune du Festival 2018 : Like Doll's I'll rise, un film de Nora Philippe. Deux cent poupées noires créées entre 1840 et 1940, par des femmes afro-américaines anonymes racontent une histoire de résistance, d'amour et d'identité. Rassemblées par Debbie Neff, elles sont réinventées par des voix qui racontent le racisme, la ségrégation. Des documents photographiques les replacent aussi dans l'histoire auprès des enfants noirs et blancs qui en avaient de semblables... <https://festivalfilmeduc.net/films/like-dolls-ill-rise/>



Mention spéciale du Jury jeunes du Festival 2018 : The Stained Club, un film de Alice Jaunet, Béatrice Viguière, Chan Stéphanie Peang, Marie Ciesielski, Mélanie Lopez, Simon Boucly. Finn a des tâches sur son corps. Un jour, il rencontre un groupe d'enfants avec des tâches différentes. Un jour, il comprend que ces tâches ne sont pas justes jolies... <https://festivalfilmeduc.net/films/the-stained-club/>



Mention spéciale du Festival 2018 : Le cri est toujours le début d'un chant, un film de Clémence Ancelin. Le Centre Éducatif Fermé est un lieu particulier. De jeunes mineurs délinquants y viennent placés par des magistrats de la jeunesse pour un nouveau départ. Leurs identités protégées par des masques fabriqués de leurs mains au cours de séances d'atelier de création artistique, ils racontent leur passé et espèrent un avenir meilleur... <https://festivalfilmeduc.net/films/cri-est-toujours-le-debut-dun-chant-le/>

Édition DVD Prix jeune public



Prix spécial du Festival 2018 : Fourmis, un film de Julia Ocker. Les petites fourmis travaillent ensemble, en parfaite harmonie. Mais que se passerait-il si l'une d'elles décidait de faire les choses différemment... ? <https://festivalfilmeduc.net/films/fourmis/>

Prix spécial du Festival 2018 : Scrambled, un film de Bastiaan Schravendeel. Lorsque Esra rate son train, elle décide de tuer le temps en jouant à un jeu rapide et tape-à-l'œil sur son smartphone. Un Rubik's Cube met son attention à rude épreuve... <https://festivalfilmeduc.net/films/scrambled/>

Prix spécial du Festival 2018 : Drôle de poisson, un film de Krishna Nair. Au milieu de l'océan, un groupe de poissons se réunit à la rescousse d'un poisson rouge qui flotte à la surface. Ils décident de faire tout ce qu'ils peuvent pour l'aider, ignorant que c'est en fait un ballon... <https://festivalfilmeduc.net/films/drole-de-poisson/>

Prix spécial du Festival 2018 : Ici, un film de Aurélia Hollart. Axel a quitté la Guinée. Du haut de ses 8 ans, il découvre la banlieue française et sa nouvelle école. Mais son cœur est resté là-bas et Axel n'arrive plus à parler... <https://festivalfilmeduc.net/films/ici/>

Prix spécial du Festival 2018 : Théodore s'attire des ennuis, un film de Jim Hansen. Pour échapper à un garçon qui les persécute, Theodor et Villja se réfugient chez un peintre fou capable de donner vie aux dessins. Ils se défendent à coup de pinceau magique face à l'intimidateur, jusqu'à ce que la situation dégénère... Avec un peu d'imagination et beaucoup de courage, ils parviennent à trouver le chemin de la réconciliation... <https://festivalfilmeduc.net/films/theodore-sattire-des-ennuis/>



Un fonctionnement associatif national

• Le fonctionnement associatif des Ceméa s'appuie sur
• une Charte identitaire, des statuts et une Convention
• générale signée entre l'Association nationale et
• chaque Association territoriale. En plus des instances
• statutaires obligatoires, les Ceméa se sont dotés d'un
• Comité de Direction et d'une Conférence des
• Président.e.s. Ils renforcent leur vie associative par
• d'autres commissions et groupes de travail rassemblant
• des bénévoles et des salarié.e.s.

• L'Association nationale « tête de réseau » a pour mission
• d'impulser la mise en œuvre des orientations des
• Ceméa. Le fonctionnement associatif des Ceméa s'appuie
• sur une Charte identitaire, des statuts et une
• Convention générale, signée entre l'Association nationale
• et chaque Association territoriale du réseau Ceméa.

• En 2018, ces différentes instances ont poursuivi le
• travail sur la réorganisation administrative et associative
• des Ceméa sur les territoires, conséquence de la
• nouvelle régionalisation française. Ces travaux avaient
• pour objectif de donner un cadre de référence partagé,
• sachant que ce sont les Conseils d'administration des
• Associations territoriales concernées, qui sont en responsabilité
• et décisionnaires.

• Par ailleurs, l'Association nationale se doit de développer
• et capitaliser les méthodes pédagogiques, de soutenir
• la production et la diffusion des outils de formation
• ainsi que des publications, de garantir la qualité de la
• formation des formateurs, de soutenir et impulser des
• actions innovantes et engager des partenariats nationaux
• et internationaux.

Une réseau d'Associations territoriales, un mouvement de militant.e.s

Plus de vingt structures régionales, en interrelation entre elles comme avec l'équipe nationale, animent un mouvement d'acteurs éducatifs. Elles sont les interlocutrices des partenaires régionaux pour toute offre ou demande de formation. Elles conçoivent et conduisent l'ensemble des activités locales de formation et assurent un service de placement pour leurs stagiaires et les organisations gestionnaires. Elles développent des expérimentations et des recherches-actions sur tous les territoires.

Les Ceméa sont membres de réseaux nationaux et internationaux, de plates formes européennes, de la Fice-méa (Fédération Internationale des Ceméa), de Solidarité Laïque, de Solidar, ... Les Ceméa agissent ainsi en Europe et dans le monde avec plus de 100 partenaires institutionnels de plus de 40 pays.



■ Composition du Conseil d'administration national (au 30 juin 2019)

Mme Francine BEST - Présidente d'honneur - Inspectrice générale de l'Éducation nationale.

M. Pierre PARLEBAS - Président d'honneur - Professeur des Universités.

M. Claude VERCOUTÈRE - Vice-président d'honneur - Président d'honneur de la Fédération Internationale des Ceméa.

M. Alain GRIMONT - Secrétaire général d'honneur - Président d'honneur des Ceméa de Bretagne.

M. Jean-Marie MICHEL - Secrétaire général d'honneur - Ancien Directeur général des Ceméa.

BUREAU

Mme Séverine ROMMÉ, Présidente - Directrice Coopérations et Innovations Métropole du Grand Paris.

Mme Christine VOTOVIC - Vice-présidente - Enseignante – Membre du bureau des Ceméa Occitanie.

M. Jean-François MAGNIN - Vice-président - Ancien Directeur général des Ceméa.

M. Roland BATHREZ - Secrétaire général - Ancien Directeur territorial des Ceméa Provence Alpes Côte d'Azur - Administrateur des Ceméa Provence Alpes Côte d'Azur.

Mme Dorothée BOULOGNE - Trésorière - Vice présidente des Ceméa Nord-Pas de Calais Directrice territoriale Enfance Jeunesse.

M. Philippe GEORGET - Retraité - Trésorier adjoint - Enseignant - Professeur de théâtre.

M. Fahim EL ALLOUCHI - Membre du bureau - Conseiller principal d'éducation - Trésorier des Ceméa Nord-Pas de Calais.

M. Jean-Louis BRUGIROUX - Membre du bureau - Président des Ceméa Auvergne.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Pierrick BERGERON - Membre du bureau de la FESPI (Fédération des Établissements Scolaires Publics Innovants).

M. Laurent BERNARDI - Membre du SNUIPP des Alpes Maritimes.

M. Vincent BERNAUD - Délégué fédéral du SGEN-CFDT.

M. Daniel CADET - Président des Ceméa Ile de la Réunion - Retraité de l'Éducation nationale.

M. Geoffroy CARLY - Directeur des Ceméa Belgique.

M. Sébastien GOUDEAU - Ancien Président des Ceméa Poitou Charente - Docteur en psychologie sociale - Postdoctorant au CeRCA/ATER Université de Poitiers.

M. Nicolas GRUAU - Consultant en immobilier - Ancien président fondateur d'une association organisant des séjours.

M. Gilles GUILLON - Directeur de recherche émérite CNRS - Président d'honneur des Ceméa Occitanie.

Mme Claire KREPPER - Secrétaire nationale du secteur Éducation du SE-UNSA.

Mme Annie-France LE PAPE - Ancienne directrice du département « politiques et pratiques sociales » des Ceméa - Formatrice - Vice-Présidente des Ceméa Bretagne.

M. Igor NADAL-INIESTOLA - Administrateur des Ceméa Bourgogne Franche Comté.

M. Dominique NIORTHE - Président du CRAJEP Nouvelle Aquitaine.

M. Laurent PARIS - Président des Ceméa Guadeloupe.

M. Jean-Pierre PICARD - Président des Ceméa Guadeloupe.

Mme Chrystèle RENARD - Présidente des Ceméa Normandie.

M. Franck VALEZE - Chef de projet Ressources humaines.





■ La Conférence des président.e.s (au 30 juin 2019)

Elle a réuni 3 fois en 2018 (27 janvier, 1^{er} juillet, 20 au 22 octobre) sous la responsabilité de la Présidente du Conseil d'administration de l'Association nationale, les Président.e.s des Associations territoriales de métropole et d'outremer et la Direction générale.

Elle a contribué à l'analyse de l'évolution du contexte politique, social et éducatif, à partir des travaux conduits localement par les Conseils d'administration territoriaux et les Comités de Direction. Au cours de l'année 2018, elle a contribué à la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle et a travaillé sur la rédaction de documents internes visant à soutenir et à mieux structurer la vie institutionnelle : « administrer-diriger », les statuts des Associations territoriales, le suivi de la réorganisation en grandes régions des Associations territoriales, la vie pédagogique interne, les chantiers nationaux. Elle s'est par ailleurs mobilisée sur le suivi des Associations territoriales en difficulté.

Séverine ROMMÉ	Association Nationale
Jean-Louis BRUGIROUX	Auvergne
Jean-Paul MORVILLIER	Bretagne
François SIMON	Bourgogne - Franche-Comté
Claire VALENTIN	Centre
Tonia VERCOUTERE	Corse
Jean-Pierre PICARD	Guadeloupe
Rosemonde DE NEEF	Guyane
Louise BATTISTI	Grand Est
Alain SARTORI	Ile de France
Claudie EGUIENTA	Martinique
Actoibi LAZA	Mayotte

Murielle DEKEISTER	Nord-Pas de Calais
Chrystèle RENARD	Normandie
Jean-Philippe TJIBAOU	Nouvelle-Calédonie
Hélène PAUMIER	Nouvelle Aquitaine
Philippe FERRAND	Occitanie
Mickaël BERNARD	Pays de la Loire
Philippe GEORGET	Picardie
Mylène TIRAO	Polynésie
François FUCHS	Provence-Alpes-Côte-d'Azur
Daniel CADET	Réunion
Laurent PARIS	Rhône-Alpes

■ Le Comité de Direction

Il s'est réuni 3 fois en 2018 (les 28, 29 et 30 mai, le 29 juin et les 15, 16 et 17 octobre 2018). Il est animé par la Direction nationale et rassemble l'ensemble des directeur.ice.s des Associations territoriales de métropole et d'outremer. Il a assuré la mise en action concertée des orientations définies par le projet national, en relation avec les analyses territoriales et a permis l'information réciproque et la coordination des politiques territoriales des Ceméa. Il s'est appuyé sur les travaux des différentes commissions nationales. C'est ainsi que les questions de ressources humaines et d'économie, de communication et de publications, de recherche pédagogique et de développement, ont été abordées et traitées en appui sur les analyses et les propositions des commissions. Il en a été de même pour les questions liées à la vie associative et, plus largement, aux grands champs d'intervention des Ceméa : actions européennes et internationales, animation du mouvement, actions liées aux secteurs de l'Ecole, du Travail Social et de la Santé Mentale, de l'Animation volontaire et professionnelle, de la Culture, des Médias, des jeunes enfants et de la jeunesse. Parmi les dossiers de 2018, on peut identifier la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle ; la médiathèque en ligne « Yakamédia » ; le suivi des conventions pluri-annuelles d'objectifs ; un travail sur la gouvernance ; le suivi du projet du système d'information du réseau Ceméa, les chantiers vie pédagogique et vie associative.

COMPOSITION DU COMITÉ DE DIRECTION (au 1^{er} septembre 2019)

DIRECTEURS TERRITORIAUX

Olivier PRZYBYLSKI-RICHARD	Grand Est
Charles REVERCHON-BILLOT	Nouvelle Aquitaine
Valérie CIBERT	Auvergne
Didier JOSSE	Normandie
David BELLANGER	Bretagne
Iola GÉLIN	Centre
Nadine VIESTE	Bourgogne Franche-Comté
Elisabeth MEDINA	Ile-de-France
François MOREAUX	Occitanie

Frédéric CONTAULT	Martinique/Guadeloupe
Achmed SAID RAVOAY	Mayotte
Arnaud CALONNE	Nord-Pas de Calais
Mamoletta PAVELI	Nouvelle-Calédonie
Régis BALRY	Pays-de-la-Loire
Thierry MALFAIT	Picardie
Matthieu BOHY	Provence-Alpes-Côte-d'Azur
Thierry GRONDIN	Réunion
Rudolph PUYGRENIER	Rhône-Alpes
Alexandra ALEXIA	Guyane

L'ÉQUIPE DE DIRECTION NATIONALE

Jean-Luc CAZAILLON	- Directeur général
Anne-Claire DEVOGE	- Directrice générale adjointe
Jean-Baptiste CLERICO	- Directeur national en charge de la vie pédagogique
Christian GAUTELLIER	- Directeur national en charge de la communication et des publications
Laurent VERDIÈRE	- Directeur national en charge de l'organisation administrative, des finances et des ressources humaines

■ Renforcement de la stratégie digitale des Ceméa

Depuis plus d'un an, les Ceméa ont investi massivement dans de nouveaux environnements numériques, à la fois pour gérer leurs activités, mais aussi pour renforcer les services auprès des personnes qui sont en relation avec eux. Une plateforme numérique Graf permet de gérer l'ensemble des activités des Ceméa, notamment toute la chaîne d'inscription des stagiaires. Elle s'inscrit dans l'écosystème numérique des Ceméa en complémentarité avec une plateforme d'inscription en ligne. Une médiathèque en ligne Yakamédia (cf p. 6) comportant fin 2019 près de 1 000 ressources pluri-médias, est à disposition des stagiaires qui sont systématiquement abonnés dans le prolongement de leur formation pendant un an. Enfin, les Ceméa ont créé une plateforme intégrée Zourit, pour gérer emails, calendriers et agendas, répertoires, nuages de sauvegarde de données... L'ensemble de ces outils ont été développés en cohérence avec la charte des systèmes d'information de l'association, sous des environnements non propriétaires, en faisant appel à des logiciels issus du monde du libre. Même si l'association ne peut s'affranchir totalement des plates formes commerciales issues notamment des GAFAs, l'orientation vers un univers non marchand, est réelle et concrète.

En 2018-2019, les Ceméa ont ainsi renforcé leur stratégie digitale, ces outils numériques mutualisés au sein de leur réseau

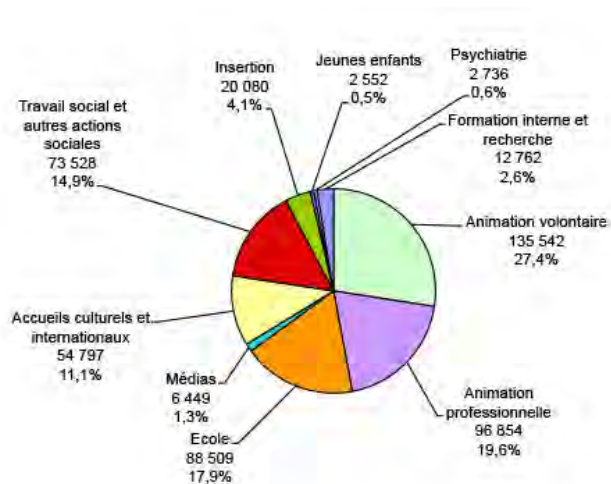
étant un levier de développement, permettant également de mieux connaître et fidéliser les différentes communautés d'utilisateurs de l'association. L'analyse des consultations par exemple de la médiathèque avec un outil du monde du libre, permet ainsi de mieux cerner les attentes... Autre illustration, un standard unique ouvert sur de nouvelles plages horaires est en train d'être généralisé..., le montant total des ventes de stages est ainsi passé de 2.292.409 € contre 1.740.082 € en 2018 sur la période de janvier à septembre. Les chantiers 2019 doivent encore améliorer l'ergonomie de la plateforme, l'étendre à toutes les formations longues... L'outil Sarbacane, permet également aujourd'hui de multiplier les liens avec les personnes ayant participé à une action des Ceméa par des newsletters régulières. Dans ce paysage, les Ceméa ont prévu en 2019-2020 de réarticuler leurs sites internet à ces nouveaux environnements que sont la médiathèque Yakamédia et les plateformes d'inscription en ligne et de suivi des stagiaires.

Un service commercial et marketing a été créé au sein de la Direction administrative et de gestion financière. Il travaille en étroite relation avec la direction des éditions sur toutes ces dimensions digitales.

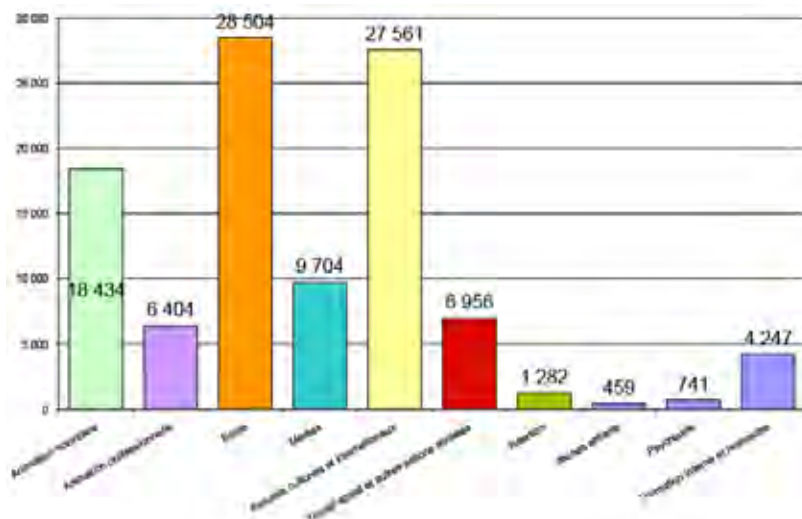


■ L'année 2018 en chiffres

Activité des Ceméa : en nombre de journées participants



Activité des Ceméa : en nombre de participants



■ Mise en place des nouveaux comités sociaux et économiques

Les Ceméa dans le cadre de l'UES (Unité économique et sociale) ont signé avec les deux syndicats de l'entreprise, un accord sur la mise en place des nouveaux comités sociaux et économiques. La réforme du dialogue social engagée avec les ordonnances du 22 septembre 2017, met fin aux instances représentatives du personnel actuelles (CE, DP, CHSCT), remplacées par le Comité social et économique (CSE). Tout au long de l'année 2018 et 2019, les partenaires sociaux se sont rencontrés pour mettre en place cette nouvelle organisation, avec comme objectif, de rénover et renforcer le dialogue social au sein de l'entreprise d'économie sociale et solidaire que sont les Ceméa.

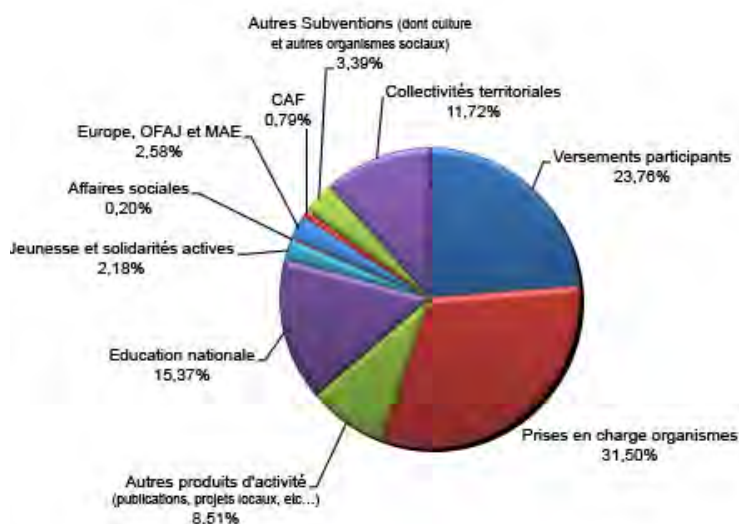
Après négociations, il a été décidé de créer et de mettre en place un Comité social et économique (CSE d'association) au sein de chacune des Associations territoriales du réseau Ceméa, comptant au moins 6 salarié.e.s ETP sur 12 mois consécutifs, et au sein de l'Association nationale des Ceméa. Ainsi les élections de fin 2019 verront la création de 14 CSE d'association

(à Paris pour l'Association nationale et pour les Associations régionales en Bourgogne Franche Comté, Bretagne, Centre, Ile de France, Grand Est, Nord Pas de Calais, Normandie, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Paca, Pays de la Loire, Picardie et Rhône Alpes).

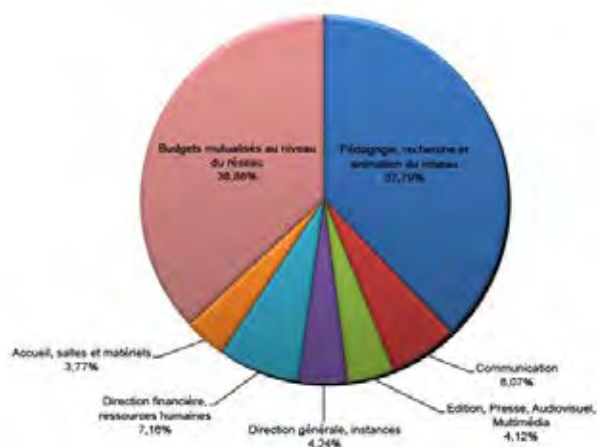
L'accord prévoit la création d'un Comité social et économique central, présidé par le directeur national en charge des Ressources humaines. Il est composé de délégués représentants les CSE d'association. Le CSE central est compétent pour toutes les questions concernant la marche générale de toutes les structures entrant dans le périmètre de l'UES. Il est consulté annuellement sur les orientations stratégiques, sur la situation économique et financière, et sur la politique sociale, les conditions de travail et la politique de l'emploi au sein de l'UES. Sa mise en place se fera après les élections prévues en novembre 2019.



Produits d'exploitation des Ceméa (AN et AT de l'UES)



Détail du budget de l'Association nationale (AN)



Plus de 3 000 formateurs et formatrices, membres actifs se trouvent annuellement engagés dans près de 5 000 actions et plus de 120 000 stagiaires et usagers participent, en France et à l'étranger, près de 520 000 journées participant.e.s, d'actions éducatives ou de formations.

Les Ceméa sont une association nationale, reconnue d'utilité publique, habilitée par divers ministères ou administrations publiques. Les Ceméa sont soutenus pour leur fonctionnement et leurs projets par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse ; le Ministère de la Culture ; le Ministère de la Cohésion des Territoires et des relations avec les collectivités territoriales ; le Ministère des Solidarités et de la Santé ; le Ministère du Travail ; le Ministère de la Justice ; le Ministère des Outre-mer ; le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ; le Ministère de la Transition écologique et solidaire.

ADRESSES DES CEMÉA

SIÈGE NATIONAL

Ceméa Association nationale

24, rue Marc Seguin
75883 Paris Cedex 18
Tél. 01 53 26 24 24

ASSOCIATIONS TERRITORIALES

GRAND EST

Ceméa Grand Est

22 rue de la Broque
67000 Strasbourg
Tél. 03 88 22 05 64

Territoire de Champagne-Ardenne

29 rue Pierre Taittinger
51100 Reims
Tél. 03 26 86 67 41

Territoire de Lorraine

1 rue Charles Gounod
54140 Jarville-la-Malgrange
Tél. 09 60 50 38 75

NOUVELLE AQUITAINE

Ceméa Nouvelle Aquitaine

11 rue Permentade
33000 Bordeaux
Tél. 05 56 69 17 92

Territoire de Limoges

23A bd Saint-Maurice
87000 Limoges
Tél. 05 55 34 60 52

Territoire de Poitiers

26 rue Salvador Allende
86000 Poitiers
Tél. 05 49 88 07 61

Site de Bayonne

38, avenue du Sergent Capmas
64000 Bayonne
Tél. 05 59 70 01 18

AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Ceméa Auvergne

Groupe scolaire A. Daudet
16B rue du Torpilleur Sirocco
63100 Clermont-Ferrand
Tél. 04 73 98 73 73

Ceméa Rhône-Alpes

3 cours Saint André
38800 Le Pont de Claix
Tél. 04 76 26 85 40

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

Ceméa Bourgogne Franche-Comté

18 rue de Cologne - BP 117
25013 Besançon Cedex
Tél. 03 81 81 33 80

BRETAGNE

Ceméa Bretagne

92 rue du Frugy
29337 Quimper Cedex
Tél. 02 98 90 10 78

CENTRE-VAL DE LOIRE

Ceméa Centre

37 rue de la Godde
45800 Saint Jean de Braye
Tél. 02 38 53 70 66

CORSE

Ceméa Corse

École Marie Reynoard Montesorio
Provence Logis Montesorio
20600 Bastia
Tél. 04 95 34 13 20

HAUTS DE FRANCE

Ceméa Nord-Pas-de-Calais

11 rue Ernest Deconynck
59800 Lille
Tél. 03 20 12 80 00

Ceméa Picardie

7 rue Henriette Dumuin - BP 2703
80027 Amiens Cedex 1
Tél. 03 22 71 79 00

ILE DE FRANCE

Ceméa Ile de France

65 rue des Cités
93306 Aubervilliers
Tél. 01 48 11 27 90

OCCITANIE

Ceméa Occitanie

Le Clos Barlet
501 rue Métairie de SAYSSET
CS 10033
34078 Montpellier Cedex 3
Tél. 04 67 50 46 60

Délégation de Toulouse

19 bis rue Riquet
31000 Toulouse

Erasmus

Centre hospitalier Gérard Marchant
Route d'Espagne - BP 53566
31035 Toulouse Cedex 1
Tél. 05 61 19 27 60

NORMANDIE

Ceméa Normandie

5 rue du Dr Laënnec
14200 Hérouville-Saint-Clair
Tél. 02 31 86 14 11

Délégation de Rouen

33 route de Darnétal - BP 1243
76177 Rouen Cedex 1
Tél. 02 32 76 08 40

PAYS DE LA LOIRE

Ceméa Pays de la Loire

102 rue Saint-Jacques
44200 Nantes
Tél. 02 51 86 02 60

PROVENCE

ALPES-CÔTE D'AZUR

Ceméa Provence Alpes-Côte d'Azur

47 rue Neuve-Sainte-Catherine
13007 Marseille
Tél. 04 91 54 25 36

ASSOCIATIONS D'OUTRE-MER

Ceméa Guadeloupe

Rue de la Ville d'Orly
Près du Pôle Emploi - Bergevin
97110 Pointe à Pitre
Tél/Fax 0 590 82 20 67

Ceméa Guyane

BP 80, 97322 Cayenne Cedex
Tél. 0 594 30 68 09

Ceméa Martinique

BP 483
97241 Fort-de-France Cedex
Tél. 0 596 60 34 94

Ceméa Mayotte

Rue du Stade Kavani - BP 318
Maison des associations
97600 Mamoudzou
Tél. 0 269 61 13 75

Ceméa Polynésie

177 cours de l'Union Sacrée
Taunoo - BP 3824
Papeete (Tahiti)
Tél. 0 689 43 73 11

Ceméa Pwără Wäro

Nouvelle-Calédonie
BP 241 - 98822 Poindimié
Tél/Fax 00 687 47 14 71

Ceméa Réunion

45 ruelle Magnan
Champ Fleuri
97490 Sainte Clotilde
Tél. 0 262 21 76 39

INTERNATIONAL

FICEMÉA

24 rue Marc Seguin
75883 Paris Cedex 18
Tél. 01 53 26 24 61

39 boîte 3

Avenue de la Porte de Hal
1060 Bruxelles
Tél. 01 53 26 24 61

MÉDIAS

CULTURE

ANIMATION

ÉCOLE

MOUVEMENT D'ÉDUCATION

SOCIAL

FONCTIONNEMENT ASSOCIATIF

PUBLICATIONS

INTERNATIONAL



- Les Ceméa, un mouvement d'Éducation nouvelle et de recherche pédagogique
- Actions et innovations avec l'école
- L'animation, engagement volontaire et action professionnelle
- Politiques et pratiques culturelles, un enjeu d'éducation
- Médias, numérique, éducation critique et engagement citoyen
- Politiques sociales : actions de solidarité et lutte contre toutes les exclusions
- Europe et international : citoyenneté, solidarité et mobilité
- Des publications pour diffuser les idées de l'Éducation nouvelle
- Un fonctionnement associatif national

■
**DIRECTION
DE LA COMMUNICATION
DES CEMÉA**

24, rue Marc Seguin
75883 Paris Cedex 18

Tél. 01 53 26 24 14
Fax 01 53 26 24 19

www.cemea.asso.fr
communication@cemea.asso.fr